

## Réalisme soviéto-américain ?

Les « gestations » entre puissances cachent souvent un dialogue plus approfondi qu'il n'y paraît. On vient d'en faire une nouvelle fois l'expérience mercredi 16 janvier, lorsque M. McFarlane, le conseiller du président Reagan pour les affaires de sécurité nationale, a reconnu au cours d'une interview télévisée que les États-Unis et l'URSS sont convenus de se ressourcer à un niveau diplomatique élevé - sans doute celui de secrétaire d'État adjoint - pour échanger formellement leurs vues sur les problèmes du Proche-Orient.

Prudence élémentaire : M. McFarlane s'est empressé d'ajouter qu'il ne s'agit pas, au cours de ces conversations, de ne pas commettre encore les erreurs des véritables négociations, mais d'un échange de vues, d'une discussion sur la façon dont nous voyons les problèmes de la région. L'événement, a encore affirmé le conseiller de M. Reagan, « n'annonce aucun changement » dans la politique américaine.

Les propos de M. McFarlane ne sont pas totalement convaincants. Si ces conversations ne constituent pas un « changement » de la politique de Washington, elles n'en représentent pas moins un lâchage important d'une ligne pratiquement constante depuis le début des années 70. Selon cette doctrine, l'URSS n'a pas d'intérêts vitaux au Proche-Orient, n'est pas partie prenante dans la région et ne doit pas forcément être associée à un règlement global.

C'est Henri Kissinger, en privé, qui avait formulé d'une manière plus qu'abrupte l'application de la doctrine à l'Égypte, en souhaitant l'« expédition » des négociations de ce pays, ce que le président Sadat a refusé. En 1972, cinq ans plus tard, le même Sadat entreprenait tout simplement les contacts arabes, mais aussi les désirs soviétiques en se rendant à Jérusalem. Il devait « révéler » en 1978, en signant les accords de Camp David, dont l'un des « points » était justement l'exclusion de l'URSS de la région.

Depuis, il est vrai, les positions américaines se sont bien affaiblies au Proche-Orient. Non seulement les accords de Camp David ont fait long feu, en grande partie du fait de l'obstination israélienne, mais Washington a enregistré un revers cuisant au Liban lorsque M. Reagan a dû donner, l'an dernier, l'ordre de repli au contingent américain de la force d'interposition. Cette retraite peu glorieuse revenait à reconnaître le rôle prééminent de Dames dans la région et sa fonction d'interlocuteur « obligé ». Or la Syrie est un « client » de l'Union soviétique sans laquelle elle n'aurait jamais pu s'imposer comme elle l'a fait.

Il n'est certes pas question pour Washington d'accepter à ce stade le principe d'une conférence internationale, ni chez à Moscou. Force est cependant de constater que les conversations américano-soviétiques qui vont s'ouvrir constituent une solution de continuité dans le comportement américain.

Ces conversations ne seront d'ailleurs pas isolées. Alors qu'à l'avenir de rechercher une normalisation de leurs relations commerciales et de reprendre les négociations sur la limitation des armements, on apprend en effet que d'autres crises régionales font l'objet depuis quelques semaines de contacts diplomatiques entre les deux pays. Outre le Proche-Orient, déjà mentionné, il s'agit de l'Afrique australe et de l'Amérique centrale, deux autres points chauds d'importance majeure. Et pour la première fois les Soviétiques seraient prêts, de leur côté, à s'entretenir de l'Afghanistan.

Le fait qu'on se repaie enfin, ne doit pas faire croire qu'on en est revenu à l'euphorie de la détente si mal nommée. Il n'en est pas moins révélateur d'un retour à un certain réalisme que M. Reagan avait appelé de ses vœux à l'automne dernier, lorsqu'il avait déclaré devant les Nations unies qu'il était favorable à des « consultations périodiques » avec Moscou pour éviter que les crises régionales ne dégénèrent en affrontement global.

## M. Mitterrand plaidera à Nouméa l'indépendance avec la France

● Le feu vert est donné aux télévisions privées locales ● La même politique économique « malgré la lèpre du chômage »

M. François Mitterrand doit quitter Paris jeudi soir 17 janvier, vers 21 heures, pour Nouméa, où il est attendu samedi matin. Comme il l'a indiqué mercredi au cours de son entretien sur Antenne 2, le président de la République se rend dans le territoire pour soutenir « les efforts de M. Edgard Pisani » et dire ce qu'il croit être « la raison ». Il passera la journée de samedi dans la Grande-Terre. M. Pisani lui a proposé de se rendre en brousse le matin avant de regagner Nouméa l'après-midi et d'assister à une séance extraordinaire de l'Assemblée territoriale. Des

tracts anonymes, appelant la communauté européenne à manifester dans le calme lors de la visite du chef de l'État et à « pérorer » le territoire en bleu-blanc-rouge, ont été distribués jeudi à Nouméa. M. Mitterrand devrait quitter la ville samedi soir et être de retour à Paris dimanche après-midi. En matière de politique économique, le président de la République entend « persévérer » dans la rigueur, estimant que « les bons résultats arrivent ». Soulignant les succès contre l'inflation, ceux du commerce extérieur et du renforcement des réserves en devises de la France, M. Mit-

terrand n'en a pas moins reconnu que ceux-ci avaient pour prix momentané « la lèpre du chômage ». Faisant appel pour la pauvreté à la solidarité nationale, le président de la République a promis des mesures nouvelles en faveur de l'emploi des jeunes, une relance du bâtiment et des travaux publics et précisé que « la grave question » de Renault trouverait réponse dans « les jours prochains ».

M. Mitterrand a, enfin, donné le feu vert attendu aux télévisions locales privées par voie hertzienne afin, a-t-il expliqué en substance, d'ouvrir un nouvel espace de liberté.

## L'exorciste

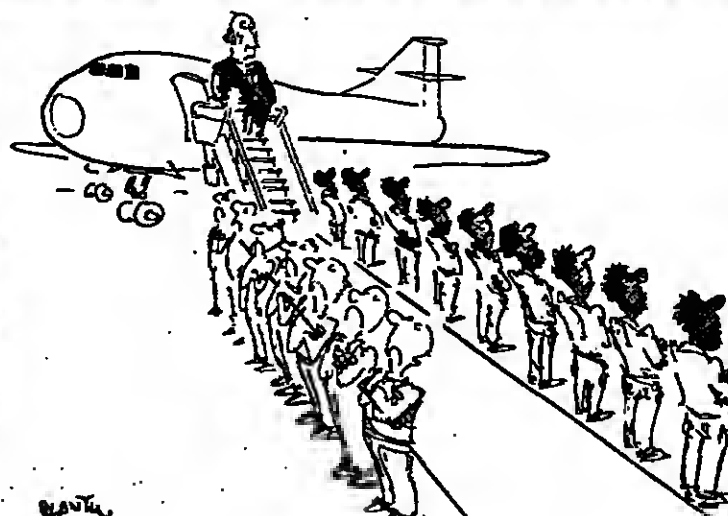
M. François Mitterrand le sait : quand le cours de l'histoire hésite, il suffit parfois d'un mot, d'un geste, d'une présence, pour que les événements basculent. Les chefs d'État, plus que les autres hommes, ont parfois ce pouvoir. En Nouvelle-Calédonie, il avait suffi de trois balles pour que le meurtre d'un jeune broussard calédoche, la mort du principal « chef de guerre » des indépendantistes et celle de son lieutenant bloquent net l'espoir né de « plan » d'indépendance-association présenté le 7 janvier par M. Edgard Pisani. Le risque était grand, soudain, de voir la violence l'emporter sur la volonté de compromis.

M. Mitterrand - « exorciste » suprême, selon les institutions - tente donc, à son tour, de conjurer le malin sort qui semble poiser sur ce territoire des antipodes. Il le fait spectaculairement. En prenant des risques, et en recherchant l'effet de surprise, d'une phrase lapidaire lâchée mercredi soir à la télévision : « J'irai en Nouvelle-Calédonie ». Quoi ? Ce jeudi ? Pourquoi se rend-il à Nouméa ? « Pour dire ce que je crois être la raison et pour soutenir les efforts de M. Pisani ». L'effet est réussi.

Et l'entreprise, assurément, apparaît opportune. Le degré de défiance à l'endroit du pouvoir est devenu tel, en Nouvelle-Calédonie que seule une intervention solennelle du président de la République peut permettre, aujourd'hui, d'éviter le pire. Du moins le chef de l'État le pense-t-il.

ALAIN ROLLAT.

(Lire la suite page 2.)



## AU JOUR LE JOUR

### Cinéma

M. Mitterrand aime les comparaisons cinématographiques. Lors de sa dernière intervention à TF1, il avait demandé aux Français d'« attendre la fin du film » pour juger son action, notamment au Tchad.

Mercredi, à Antenne 2, répondant à une question sur les appasants, le chef de l'État a déclaré : « L'opposition ne propose rien de parti-

culier aux Français, sinon un remake, comme on dit en français. S'il s'agit des personnes, on peut dire la même chose. »

Il peut se moquer des vieux acteurs, mais aurait tort de ne pas s'en mêler. Ils font parfois de surprenants come-back, comme on dit chez M. Reagan.

BRUNO FRAPPAT.

## Une rigueur contre nature

Le président de la République est optimiste : « A peu près tous les paramètres économiques montrent que les résultats arrivent, les bons résultats arrivent, après avoir connu une période difficile. » Et comme il est persuadé de mener une politique qui « répond à l'intérêt de la France », il ne peut que « persévérer ». « seule une gestion rigoureuse, stricte, parfois dure, permettra de donner à la France les chances qu'elle avait dissipées ».

La petite phrase de M. Mauroy sur « tous les cliquotants sont au vert » est trop présente dans les esprits - et trop cliquant le démenti qui fut apporté peu après par les faits - pour que l'on ne s'interroge sur la démonstration du président de la République et sur ses espoirs.

Il est habituel pour les dirigeants politiques de se mesurer au passé - hors de tout contexte international - lorsque la comparaison est favorable et de mettre en avant les difficultés du monde (ou de l'Europe) lorsque les indices sont moins bons. M. Mitterrand n'a pas failli à la tradition. Si le chômage est un « phénomène ouest-européen », la désinflation est une réussite française.

Il n'est pas contestable que la lutte contre l'inflation a connu un certain succès puisque la hausse des prix avec 6,7 % est au plus bas depuis 1971. Mais cette évolution favorable intervient dans une ambiance de désinflation générale où les quatre grands pays industrialisés (États-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne de l'Ouest, Japon) ont fait mieux que la France, alors que les mauvaises années 1980-1981 avaient été réalisées dans le sillage

du deuxième choc pétrolier (la facture énergétique de la France était alors passée de 83,8 milliards de francs en 1979 à 161,6 milliards en 1981, elle est aujourd'hui de 182 milliards).

L'écart entre l'Allemagne de l'Ouest - principal fournisseur et principal client de la France - s'est certes améliorée, passant de 8,1 points en 1980 à 4,7 points en 1984, mais la différence est trop grande pour ne pas poser, à terme, la question d'un ajustement des parités monétaires entre le mark et le franc lorsque le dollar sera redescendu de ses sommets.

BRUNO DETHOMAS.

(Lire la suite page 4.)

## L'AVENIR DE L'AUDIOVISUEL

### La magie des images

Lire page 5  
l'article  
d'YVES AGNÈS

## Jean-Marc Roberts



Un accent grave qui berce et bouleverse. Rien n'est plus troublant que l'intériorité d'un jeune écrivain très amusant et fêté, quand il avoue, d'une voix enrouée et pourtant claire, qu'il n'est pas toujours très heureux... Jean-François Josselin Le Nouvel Observateur

S E U I L

## DERNIER CHIC INTELLECTUEL

### Tout se vaut

Les médias, c'est connu, réservent la parole et le talent à qui change d'avis, à qui a en reviens : de préférence du communisme, mais n'importe quel désaliement fait l'affaire.

L'« intello-show » de 1985 n'y va pas de main morte : tous détroqués de quelque chose. Deux victoires donnent le ton. Soller, qui a tout été - « par intérêt », admet-il page 17 de son dernier roman, *Portrait du joueur*, - en tient provisoirement pour la beauté et la fellation. Hier ennemi du « moi », Robbe-Grillet raconte sa vie, ses boudes d'enfant, ses rêves humanistes, tout ça ! (Le miroir qui revient).

Escalade logique : avec un ensemble qui dément les protestations d'individualisme désinvolte, ou s'en reviens succède, est hivers, la « ce » ou autre

par BERTRAND POIROT-DELPECH chose. Pour Duras (*L'Amant*), résistance et collaboration - même illusion qu'on peut soigner ses bobos personnels à la politique.

Pour Rouart (*Ils ont choisi le noir*), Pucheu égale D'Estienne d'Orves égale Rigaut égale Van Gogh. Reste le travaillement crépusculaire au bord du rien. Après les nouveaux philosophes et les nouveaux romantiques, va-t-on vers une école du « nouveau désespoir » ?

Paulhan, déjà, faisait le coquet : « Mettons que je n'ai rien dit ! » Barthes terrorisait, à sa façon : « Toute parole est fasciste. » Cette fois, Robbe-Grillet mange le morceau (page 218) : « Le véritable écrivain n'a rien à dire. »

Séguéla talonne Descartes. La question n'est plus : que puis-je penser d'un peu juste ? mais : un homme d'État égale une crême à raser égale un autre hamam d'État. Tout se vend, donc tout se vaut : et rien qui vaille.

Joux innocents ? Paillettes ? Voire. Il ne suffit pas de décliner : je ne fais pas d'idéologie - cas idées des autres - pour en être exempt, comme M. Barra se dit pur de politique. Cette insignifiance revendiquée, comme par hasard, par des parisiens affirmés de la non-résistance, à un nom. Elle s'appelle démission. Chaque fin de siècle, elle fleurit, accoude joliment à la cheminée. Au grand profit d'autres non-pensées moins gracieuses.

En art comme en chimie rien ne se crée, dites-vous ? Peut-être, mais rien ne se perd non plus.

## Le Monde des livres

Pages 13 à 20

- Les écrivains et le tabac : - « Le Miroir qui revient », l'enquête de GENEVIÈVE BRISAC et le témoignage de JACQUES LAURENT.
- Voyage en littérature japonaise : les articles de PHILIPPE PONS et de CÉCILE SAKAI.
- « Le Miroir qui revient », d'ALAIN ROBBE-GRIFFET : le feuilleton de BERTRAND POIROT-DELPECH.
- « Portrait du joueur », de PHILIPPE SOLLERS : l'article de JACQUELINE PIATIER.



# M. Mitterrand aux Français :

Courage, énergie, résolution : ces mots reviennent comme autant de leitmotivs dans le discours présidentiel. Mercredi soir à Antenne 2, M. François Mitterrand a respecté, avec assistance pour ce qui concerne le courage, ces constantes de son vocabulaire.

Ce qu'il demande aux Français afin que leur pays franchisse la mauvaise passe de la crise et les rigueurs de la modernisation industrielle, M. Mitterrand commence par se l'appliquer à lui-même. Il ira donc en Nouvelle-Calédonie, et pas plus tard qu'aujourd'hui, au pire moment. Rendez-vous à Nouméa, comme à Beyrouth le 24 octobre 1983, au cœur de la guerre civile lorsque cinquante-sept soldats français avaient été victimes d'un camion bourré d'explosifs. Comme au Pays basque, à l'automne dernier, lorsque les séparatistes, excités par les extrêmes vers l'Espagne menaçaient d'en découdre avec l'Etat français.

Lors de son plus récent déplacement en province, devant l'Alsace en colère, M. Mitterrand avait livré, un détachement d'une allocution, cette clé de son comportement personnel et politique : « La survie n'existe que si l'on est conquérant. Toute situation défensive est perdue. C'est un principe que j'applique chaque matin. » Il l'appliquera samedi matin à Nouméa.

M. François Mitterrand, certainement, ne passerait bien de l'adversité. Mais elle est là, et il se trouve qu'il a du goût pour cela. On l'imagine déjà, à Nouméa, face à une foule en partie hostile, répétant le geste — salut étouffant — adressé, le 22 mai 1984 à Angers, en pleine querelle scolaire, aux milliers de partisans de l'école privée qui l'invitaient à « fouetter le camp » : bras levés, mains nouées au-dessus de la tête.

Sans doute le chef de l'Etat ne va-t-il pas à Nouméa seulement pour

la beauté du geste. Sa démarche signifie à la fois compréhension pour les souffrances de l'une et l'autre thèse, engagement sur un choix — c'est la fonction de tout homme politique au pouvoir — celui de l'indépendance-association, et affirmation, vis-à-vis de la métropole et de l'étranger, que la France entend, quoi qu'il arrive, rester présente dans cette partie du monde.

L'engagement dans une autre grande bataille électorale — les législatives de 1986 — est moins spectaculaire, pour l'instant, mais aussi net dans l'intention. Comme les précédents présidents de la V<sup>e</sup> République, M. Mitterrand posera sur un scrutin dont il est, au bout du compte, par fonction, l'unique principal. Pour le général de Gaulle, c'était : « Moi ou le chaos. » Georges Pompidou énonçait, plus modestement, la même perspective. En 1978, M. Valéry Giscard d'Estaing avait indiqué : « Le bon

## Nouvelle-Calédonie : j'y vais pour dire ce que je crois être la raison

Invité du journal d'Antenne 2, mercredi soir 16 janvier, à 20 h 15, M. François Mitterrand a été interrogé, en direct de l'Elysée, par trois journalistes de cette chaîne de télévision, Paul Amar, Albert Du Roy, Christine Ockrent et par un journaliste de Ouest-France, Philippe Gallard. L'entretien a duré une heure et vingt minutes. Sa diffusion a été perturbée, vers 21 h 15, à la suite d'un incident technique provoqué par la panne d'un groupe électrogène dans le gazole gelait à cause du froid. L'image, puis le son, ayant disparu à trois reprises, le président de la République a repris sa conclusion après réparation.

« Est-ce que la flambée de violence des derniers jours ne compromet pas le bon déroulement du plan proposé par M. Edgar Pisani ? »

« Elle le compromet. Elle ne le compromet pas de telle façon que le plan ne puisse être poursuivi. »

« Pourtant, pratiquement, M. Pisani n'a plus d'interlocuteur, le RPR local et le FLNKS refusent son plan en l'état. »

« Ça ne va pas jusque-là. Vous avez raison, ils l'ont refusé de la façon la plus claire, mais ils n'ont pas refusé la phase intermédiaire ; rendez-vous a été pris devant les électeurs, précisément les électeurs de cette Nouvelle-Calédonie, et chacun de ses partis, chacune de ses fractions, chacun des individus aura certainement à cœur de participer au scrutin. »

« Et le calendrier ne vous paraît-il pas trop rapide ? »

« (...) Serait-il bon pour la France et pour la Nouvelle-Calédonie de faire durer trop longtemps cette controverse ? (...) Si l'on veut réussir — quiconque à ma place voudrait servir les intérêts de la France, bien entendu, et chacun l'a cherché, c'est mon rôle aujourd'hui — comment accorder ces populations hostiles en cher-

chant à répondre à chacune des communautés et à chacun des intérêts ? C'est ce qu'a fait le plan de M. Pisani, dont il faut bien imaginer qu'il a été proposé après avoir été examiné par le premier ministre et par moi-même. »

« Un peu plus, un peu moins, c'est l'objet même de la négociation, puisqu'une négociation est ouverte, a-t-elle interrompue, peut reprendre. »

« La mort du dirigeant indépendantiste Eloi Machoro, paradoxalement, peut-elle aider à une négociation ? »

« Non, je pense qu'elle est tout à fait déplorable, et elle ancre la fraction canaque dans un refus qui n'est pas simplement un refus verbal ; visiblement, on sent que c'est une population frappée au cœur. Mais la nécessité de servir les intérêts de l'île et de sa population dans son ensemble prévaut chez les vrais responsables. »

« Y a-t-il des leçons d'histoire ? »

« Il y a des leçons d'histoire, assurément. C'est en 1956 que le gouvernement de l'époque, auquel j'appartenais — mais je n'étais pas l'auteur de cette proposition, c'était M. Gaston Defferre, — a institué un système qui promettait beaucoup et qui a beaucoup promis dans l'ensemble des autres territoires d'outre-mer, l'Afrique en particulier. Cela consistait à créer un gouvernement, un gouvernement territorial, local, dont le chef était le gouverneur ou le haut commissaire, et dont les responsables avaient pratiquement compétence sur tous les problèmes de l'île. (...) »

« On avait fait un immense progrès. En 1958, on le confirme : c'est le général de Gaulle qui cherche à avoir la coopération de la Nouvelle-Calédonie pour qu'elle reste française, alors qu'elle a le choix de l'indépendance, et les dirigeants qui sont canaques à l'époque disent : oui, on reste à la condition que vous nous gardiez ce statut. Oui, naturellement ! Le ministre de l'époque s'y rend, donne toutes les garanties et dit même : ce sera mieux ! Et, cinq

ans plus tard, en 1963, on supprime tout, on rend toute l'autorité au gouverneur, fonctionnaire d'autorité venue de la métropole. On expulse les ministres locaux. C'en est fini. On n'a donc pas cru, on ne croit plus d'une certaine façon à la parole de la France. »

« Que se passera-t-il si, lors du scrutin d'autodétermination, en juillet, le non à l'indépendance l'emporte ? »

« Il y aura une décision populaire. Mais il est certain que, si l'équilibre des intérêts, tel que l'a présenté M. Pisani au nom du gouvernement de la République, est rompu, on se trouvera devant une nouvelle situation qui ne pourra pas échapper à l'affrontement. »

« Mais, bien entendu, le rôle du gouvernement sera de veiller à ce que, le vote étant acquis, les dispositions soient prises pour que toutes les chances qui resteront de la conciliation puissent encore être jouées (...). Le projet est un bloc. Il comporte d'une part, non pas le terme d'indépendance — ceux qui sont l'abbé diront ce qu'ils voudront, — mais la reconnaissance d'un fait de souveraineté, de souveraineté fondée sur l'origine (...). Deuxièmement, il y a des garanties, des garanties, des droits acquis par ceux qu'on appelle les caldoches, qui sont Français d'origine et qui sont toujours Français. »

« Comment garantir qu'un Etat calédonien devenu souverain maintiendrait ces droits ? »

« D'abord, la réussite de la mise en place de cet accord, car il y a une troisième terme : (...) l'intérêt de la France. L'intérêt de la France, selon le plan, est affirmé de telle sorte qu'elle garde une capacité de décision dans le domaine de la sécurité, de la défense, dans le domaine des affaires étrangères, dans le domaine de la justice, dans le domaine de la sécurité intérieure. C'est une combinaison qui ressemble fort, avec quelque évolution, à celle d'il y a trente ans. On ne peut donc dire l'indépendance, on doit dire l'indépendance-association avec la présence de la France. Et il serait sage que chacun

de ceux qui m'écoutent — car on nous écoute pour l'instant là-bas, on nous écoute pour l'instant là-bas, on nous écoute de nous entendre — il est important que chacun sache que les intérêts fondamentaux des uns et des autres seront préservés — et cela ce n'est pas un miracle qui le prouve — et que tout le reste risque, vous l'avez dit, d'être pire. »

« Le président de la République ira-t-il jusqu'à aller en Nouvelle-Calédonie comme il était allé au Liban ? »

« Mais oui, j'irai en Nouvelle-Calédonie. »

« Quand ? »

« Demain. »

« Demain jeudi ? »

« Demain jeudi. »

« Existe-t-il un risque de contagion de l'offensive calédonienne sur la Polynésie française ? »

« Oui, il est évident qu'il est fort important pour la France de disposer d'un certain nombre de points où la population fait confiance, où elle est en mesure de défendre son rayonnement, ses intérêts, sa présence. (...) La contagion doit être refusée, parce qu'un peuple qui s'exprime et qui conclut à chaque occasion qu'il veut rester Français, sa volonté doit être respectée. Le problème de la Nouvelle-Calédonie, c'est que la victoire électorale, à quelques milliers ou centaines de voix près, ne résout pas, à elle seule, le problème. Voilà ce qui fait la gravité de cette situation sur laquelle il me semble que les responsables français, l'opinion française, devraient chercher une certaine harmonie, car cela nous concerne tous (...). C'est dans ce but que j'y vais. J'y vais pour dire ce que je crois être la raison et j'y vais pour soutenir les efforts du haut commissaire, du délégué du gouvernement. »

« Tous les Français pourraient-ils être appelés à se prononcer sur le destin de la Nouvelle-Calédonie par référendum ? »

« Ce serait parfaitement constitutionnel. Je crois qu'il faut que les Français, en tout cas, prennent conscience de la difficulté, de l'ampleur, de la gravité de ce problème, pour que chacun des Français se fasse son opinion. Il serait désastreux que ce soit l'indifférence qui prévaille. »

« Envisagez-vous un référendum national ? »

« Je pourrais le faire. L'envisager, c'est une autre affaire. »

« A défaut d'être interrogé par référendum sur la Nouvelle-

Calédonie, les Français pourraient-ils l'être prochainement sur un autre sujet ? »

« Je peux le faire. Je ne l'ai pas envisagé. Je ne souhaiterais pas que la pratique du référendum tombât en désuétude, mais je ne veux pas non plus créer un artifice. Je ne cherche pas à tout prix à avoir un scrutin, un vote favorable des Français sur telle ou telle question (...). Il est possible qu'il soit bon de le faire, je n'ai pas pris de décision dans ce sens. »

## Le général Lacaze et les menaces de déstabilisation outre-mer

Le chef de l'Etat a rendu un hommage appuyé au général Janou Lacaze, chef d'état-major des armées, en réponse à une question sur les préoccupations que celui-ci a exprimées, lundi 14 janvier à Paris, devant l'Académie des sciences morales et politiques, à propos des menaces sur la défense de la France à l'horizon 2000.

Dans un long discours prévu depuis longtemps, le général Lacaze s'est livré, avec prudence, à une réflexion prospective sur « notre environnement politico-stratégique en l'an 2000 ». Il a consacré trois paragraphes de son allocution à la situation, vraisemblable des départements et territoires d'outre-mer à la fin du siècle.

« En ce qui concerne nos départements, et territoires d'outre-mer, a-t-il expliqué, il ne m'appartient pas de me prononcer sur leur avenir politique ; le principe même à prendre en compte me paraît être celui d'une déstabilisation interne soutenue par des actions de terrorisme ou de guérilla. La situation en Nouvelle-Calédonie constitue un exemple à méditer. Nous devons y être particulièrement attentifs, car le Centre d'expérimentations nucléaires du Pacifi-

que à Mururoa, le Centre spatial de Kourou en Guyane, sont absolument essentiels au maintien de notre niveau technologique, et, partant, à la cohésion de notre dispositif de défense. Il convient de souligner que l'avenir spatial de l'Europe est largement dépendant de Kourou. Une remise en cause du statut de nos territoires ou de nos départements de cette zone pourrait entraîner la France à un déplacement géographique et naval accru et prolongé dans les deux théâtres. »

Dans ses éditions du 28 novembre 1984, le Monde avait fait état d'une étude de l'état-major de l'armée de terre selon laquelle, à l'aube du vingt et unième, la France joue son destin de puissance mondiale moyenne dans l'hémisphère du Pacifique. Dans les états-majors, on craint l'effet d'entraînement qu'aurait une indépendance, mal comprise du mal préparée, de certains territoires français, et on repère de la « théorie des dominos », cette thèse qui voudrait que les possessions extérieures s'écroulent les unes après les autres en cas d'autodétermination de chacune, au profit d'une autre puissance appelée à prendre la relève.

## L'exorciste

(Suite de la première page.)  
Le résultat du scrutin d'autodétermination prévu en juillet, quel qu'il soit, ne suffira pas à résoudre le problème de cohabitation et de confiance auquel sont confrontés les deux principales communautés du territoire.

Cela aussi, M. Mitterrand le sait. Mais il croit, et l'a dit avec fermeté, que l'affrontement est la conséquence fatale de tout refus de l'indépendance.

Le choix de celle-là, en demeurant, ne force pas la nature du chef

de l'Etat. La conviction que la solution de la question calédonienne passe par l'accession du peuple canaque à l'indépendance ne date pas d'aujourd'hui : « Nous avons assez vécu, au cours de ce dernier quart de siècle, les problèmes de la décolonisation pour savoir qu'ils peuvent être le désespoir puis le colbre de populations qui ne savent plus à qui s'adresser ou bien qui, le sachant, ne trouvent auprès de leur interlocuteur, le gouverneur de la France, ni attention, ni vigilance, ni bienveillance, ni compréhension, déclarait-il le 23 novembre 1979 à l'Assemblée nationale. On en arrive

donc à une situation de désespoir qui précède, je peux vous le garantir, une situation d'affrontement. »

En se rendant à Nouméa — il ira peut-être aussi en brousse, — M. Mitterrand veut se porter personnellement garant des intérêts légitimes des uns et des autres, justifier le processus élaboré par M. Pisani, qu'il a avoué, et justifier surtout que soit privilégiée cette « indépendance avec la France ».

sera sans doute sensible à la venue du chef de l'Etat, si celui-ci sait traduire en actes, sur place, la compréhension qu'il manifeste à son égard.

Les « formes », au cours de cette visite éclair, seront au moins aussi importantes que le fond. A l'égard de la communauté caldoche, au sein de laquelle l'extrême droite s'est révélée très agissante lors des violents incidents de la semaine dernière, la thèse de M. Mitterrand apparaît encore plus difficile. La



représentant, à ses yeux, la dernière chance pour la Calédonie, et pour la France.

Pour opportune et justifiée qu'elle soit, cette démarche exceptionnelle n'est pas moins audacieuse. Cela semble devenu une gageure de vouloir « dire la raison » dans cette Nouvelle-Calédonie où le sens des nuances n'a jamais été, jusqu'à ce jour, la chose la mieux paragée. Très attachée, par tradition, aux symboles, la communauté canaque

présence du chef de l'Etat risque de focaliser sur sa personne tout le ressentiment de cette communauté dont les sentiments politiques ont été, un temps, chauffés à blanc par les états-majors nationaux des partis de l'opposition, à des fins de politique intérieure, avant que ceux-ci ne changent de ton.

Partant en Nouvelle-Calédonie pour plaider la juste cause d'un impossible « équilibre », M. Mitterrand marchera lui-même sur un fil.

ALAIN ROLLAT.

VIEN DE PARAITRE

# JEAN BERNARD

de l'Académie française

## l'enfant le sang et l'espoir

BUCHET/CHASTEL

11, rue de Condé 75006 PARIS

## Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75421 PARIS CEDEX 09  
Tél. MONDAPAR 650572 F  
Tél. : 246-72-23

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

Gérant : André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969) Jacques Foccart (1969-1982)

Donnée de la société : cinquante ans à compter du 10 décembre 1944.

Capital social : 500.000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », MM. André Laurens, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Directeur de la rédaction : Thomas Fereczi.

Impression : Le Monde, 5, rue des Italiens, PARIS-22

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57437

ISSN : 0395-2037

### ABONNEMENTS

BP 507 09  
75422 PARIS CEDEX 09

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE  
341 F 644 F 915 F 1190 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
674 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

ÉTRANGER (par mandat)  
L - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
734 F 1 309 F 1 913 F 2 480 F

PAYS-BAS  
394 F 734 F 1 050 F 1 330 F

IL - SUISSE, TUNISIE  
491 F 944 F 1 365 F 1 730 F

Par voie aérienne : tarifs sur demande.

Chaque année d'abonnement définitive en provision (deux acomptes en plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écarter tous les autres prospectus en capitales d'impression.

### PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 280 m. ; Allemagne, 1,70 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 28 s. ; Canada, 1,20 \$ ; Côte d'Ivoire, 500 F CFA ; Danemark, 7,50 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 1 \$ ; Grèce, 85 dr. ; Italie, 85 p. ; Inde, 1 500 L. ; Liban, 500 F. ; Libye, 0,500 DL ; Luxembourg, 28 F. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 \$ ; Portugal, 85 esc. ; Suède, 300 F CFA ; Suisse, 7,75 fr. ; Tchécoslovaquie, 110 ml.

## Le Monde

RÉALISE CHAQUE SEMAINE

### UNE ÉDITION INTERNATIONALE

spécialement destinée à ses lecteurs résidents à l'étranger

Exemplaire spécimen sur demande



## DU CHEF DE L'ÉTAT

### courage, « il faut persévérer » !

choix » et même de laisser la gauche appliquer son programme commun. M. Mitterrand adopte un autre langage, qui revient, pour l'essentiel, au même. Il trace la « direction ».

Elle est claire sur le fond, mais reste floue sur les conséquences du choix de 1986. La « direction » sera évidemment parallèle aux « convictions » d'un homme qui se veut « fidèle à lui-même ». Ce faisant, il dessine des contours plus qu'il ne trace un boulevard rectiligne. M. Mitterrand s'en tient à une sorte de programme minimum : république, justice sociale, indépendance, refus du racisme. Lui enboîtera le pas « qui voudra et qui pourra ».

Cela ne mange pas de pain. Au-delà d'une campagne électorale à gauche et conduite par d'autres que lui, M. Mitterrand laisse ouvert un vaste éventail de scénarios possibles : gouvernement de gauche, on ne sait

jamais ; gouvernement d'hommes de bonne volonté agglomérés autour des socialistes ; gouvernement de droite « éclairée ». Le tout passe par l'introduction au gîte de la proportionnelle dans le mode de scrutin. Il ne dispense pas d'un possible référendum, procédure dont M. Mitterrand se réserve l'usage si besoin est. Quoi qu'il en soit, cohabitation électorale puisque le chef de l'État, élu pour sept ans, n'entend pas céder la place avant terme, à la première difficulté.

M. Mitterrand multiplie ainsi les réponses aux questions qu'il posait le 11 octobre dernier au terme d'une analyse politico-climatographique selon laquelle si les Français ne sont pas contents du film produit par la gauche mais que « l'autre », celui de la droite, « n'est pas fameux » et que le « remake » - « Est-il possible de bâtir un nouveau scénario ? Avec les mêmes ou avec d'autres ? »

Le gouvernement et le Parti socialiste disposent en tout cas, si l'on en croit M. Mitterrand, d'un dossier en béton : inflation, commerce extérieur, épargne populaire, pouvoir d'achat, monnaie... Outre que la présentation des résultats obtenus est contestable, reste un autre dossier, tout noir celui-là : le chômage.

Cette « leçon », qu'il dit « insupportable », le « bouleverse ». On le croit sur parole. Mais la parole ne suffit pas, et il se situe sans doute, en termes politiques, le point le plus faible de son discours présidentiel.

M. Mitterrand a pourtant retrouvé le ton juste et un comportement plus naturel que par le passé. Il a cessé son masque impérial et quitté le siège sur lequel, figé, il paraissait vissé pour l'éternité. M. Mitterrand a baissé l'abat-jour : il est bien vivant !

JEAN-YVES LHOMEAU.

## 1986 : la bonne direction

Le dossier calédonien fermé, la suite de l'émission est consacrée à la métropole.

« Impopulaire, vous permettez, remarque M. Mitterrand, interrogé sur les sondages, mettez cela entre guillemets. Il est certain qu'il y a une majorité de Français qui s'approuvent pas la politique que nous menons et que je mène donc. De là à parler de popularité ou d'impopularité, attendez la suite. En plus, moi, je n'attends rien, je ne demande rien. Je demande simplement de remplir mon devoir. J'ai été élu pour sept ans, je remplirai donc mon devoir pendant le temps qui m'est donné. Pour le reste, et au-delà, cela ne figure même pas dans mon subconscient. Je cherche à servir la France et les Français. »

A propos du scrutin proportionnel, le chef de l'État remarque : « Chaque fois que nous aurons l'occasion de commencer à instaurer (1) de la proportionnelle dans nos modes de scrutin actuels, ce sera bien. Si l'on parle actuellement de la proportionnelle, c'est le débat du gouvernement se charge, ce n'est pas mon travail. Mais ce sera certainement un scrutin dont la finalité sera proportionnelle. »

Si vous lisez bien la Constitution - je crois c'est dans l'article 3, vous verrez que, parmi les obligations qui sont les miennes, il y a le fait que le suffrage est universel et qu'il est égal, ajoute-t-il. Or, il y a des circonscriptions - une circonscription sur tout cas qui me vient à l'esprit - de 160 000 personnes, et d'autres de 26 000. Est-ce que c'est égal ? Eh bien, non ! Le citoyen de cette circonscription n'est pas l'égal de celui de la première, celui des 160 000 n'est pas l'égal de celui des 26 000.

Il faut donc retoucher cela, pas trop retoucher, comme on dit « trop charcuter », mais si on ne veut pas « trop charcuter » les circonscriptions qui, alors, voteront pour les députés d'une façon majoritaire, il faut que cela se rattache quelque peu, et c'est cela, la proportionnelle. »

Albert du Roy intervient alors et note que « le scrutin majoritaire assure la stabilité et le scrutin proportionnel la justice ». « Eh bien, voilà, c'est ce à quoi je travaille ! », répond M. Mitterrand.

Interrogé sur ce qu'il ferait dans l'hypothèse où l'opposition gagnerait les élections législatives de 1986, le chef de l'État affirme : « Moi, je me refuse à imaginer cette hypothèse. Je ne me place pas dans cette hypothèse. Je fais mon travail, je le fais vraiment, je crois, avec conscience, selon les convictions que j'ai. Ces convictions peuvent choquer tels et tels Français, mais je les respecte ; j'espère qu'ils me respectent aussi. Cela, c'est le jeu démocratique, c'est normal. Je crois à la politique que je mène, je crois à la politique qu'à l'heure actuelle

conduit le gouvernement, et je crois à l'intelligence, à la générosité et au courage des Français. Tout cela réuni peut faire que votre pronostic soit finalement infirmé. »

« Alors, vous qui avez une grande expérience de l'opposition, est-ce que vous considérez... »

« Oui ! Je pourrais donner de très bons conseils ! »

« Justement, est-ce que vous considérez que la droite est sur le bon chemin pour gagner en 1986 ? »

« Ah ! si vous appelez « le bon chemin » un énoncé de thèmes, de thèmes, de programmes ou d'idées, j'attends de les connaître. Pour l'instant, on ne propose rien de très particulier aux Français, sinon un « remake » - comme on dit en français - une resucée de ce que l'on a déjà connu. S'il s'agit des personnes, je pourrais dire un peu la même chose. Mais enfin, il y a des personnes éminentes, et elles ont parfaitement capacité à assumer la responsabilité de la France. »

« Si vous aviez à accorder un prix de la meilleure tactique entre M.M. Barre, Chirac et Giscard d'Estaing... »

« Non, non, je m'y refuse. Je regarderais tout cela à l'arrivée et, à ce moment-là, si vous voulez, je vous dirai ce que j'en pense. Pour l'instant, je ne me mets pas de cela. J'ai beaucoup d'estime pour la plupart de ces dirigeants, de l'estime personnelle quand à leurs capacités, quant à leurs qualités, même si je n'accepte pas leurs choix politiques... Nous ne sommes pas dans une guerre civile, nous ne sommes pas retournés aux guerres de religion ! »

« Cependant, je refuse de me placer dans cette hypothèse, parce que je crois que le gouvernement et que ceux qui le soutiennent peuvent démontrer qu'ils ont bien travaillé pour la France et pour les Français. »

« Est-ce que vous croyez encore à l'union de la gauche et à son avenir ? »

« Si vous voulez bien, je me place sur un plan un peu différent aujourd'hui. Je veux dire que, depuis trois ans et demi, je suis président de la République. Je suis, je le crois, très fidèle à ce que je suis moi-même, aux combats que j'ai menés auparavant, je n'ai pas changé de conception, mais j'ai en charge la France, et je ne veux pas non plus faire le travail d'un chef de parti. Je ne suis pas le chef d'un parti. »

« Une majorité de Français s'est prononcée en ma faveur en 1981 ; elle m'a fixé la durée de mon mandat, et je n'entends pas me mêler des accords entre les partis, de savoir qui ferait partie de la future majorité. Ce n'est pas mon affaire. »

« Mais j'appellerai les Français à se prononcer sur un certain nombre de thèmes, et je crois les Français assez raisonnables, assez responsables et assez courageux pour admettre avec moi qu'il existe, en dépit de tout ce qu'on peut croire, de larges bases. Il existe une majorité - cela paraît tout simple, cela paraît presque tout bête de le dire - sur les valeurs démocratiques, sur la République, sur la justice et, en particulier, sur la justice sociale. »

« Mais tout cela ne fait pas une majorité électorale ? »

« Oui, mais c'est le combat démocratique normal, et de cela, je ne me mets pas. Les choix présidentiels sont des choix qui touchent aux intérêts généraux de la France dans sa politique intérieure, dans sa politique extérieure, l'indépendance, la souveraineté de la France, la défense, le prestige ou les rayonnements de la France ; et puis ce sont aussi un certain nombre de thèmes que j'ai appelé démocratiques, par exemple le refus du racisme, le désir ou la volonté de développer le sens de la famille... Toutes ces valeurs-là, ce sont celles dont j'ai la garde. Quant au débat électorale, eh bien, ce sont d'autres qui le mèneront ! »

## M. Fabius « valeur sûre »

« Ces valeurs communes dont vous parlez pourraient-elles servir de ciment à une majorité qui comprendrait, par exemple, des socialistes et des forces actuelles de l'opposition ? »

« Qui voudra ébaucher une direction pour s'y rendre en commun, qui voudra et qui pourra, c'est-à-dire ne sera pas en trop grave contradiction avec ces objectifs, sera le bienvenu. Où prend-on les militaires, sinon parmi les civils, ai-je dit autrefois ? »

« Est-ce que vous allez vous engager personnellement dans la campagne législative de 1986 ? »

« En tant que campagne proprement dite, non. En tant que direction à définir, oui. »

« Oui, c'est cela, vous indiquez ce qu'on a appelé en d'autres temps « le bon choix ». »

« Ce n'est pas mon langage. »

Interrogé sur l'inversion des rôles « entre un premier ministre qui essaie d'apparaître au-dessus de la

meise » et un président de la République « dans l'arène », M. Mitterrand répond : « Nous y sommes tous les deux. Nous y sommes ensemble et en parfait accord. »

Le chef de l'État « trouve très bien » que le premier ministre soit mieux placé que lui dans les sondages. « S'il en était au même point que moi, ce serait dommage pour lui et ce serait dommage pour la France. Pour moi, personnellement, je pense que ce n'est pas tout à fait la part que je mérite. Mais enfin, cela, c'est une vue qu'on appellera d'amour-propre peut-être, mais je crois que c'est véridique. Je souris disant cela, mais je crois que c'est véridique. Je crois que le travail et ses résultats seront constatés par les Français. Enfin, je souhaite que le premier ministre puisse apparaître aux Français comme une valeur sûre et durable. »

« Vous avez le sentiment, vous, d'être incompris ? »

« Cela m'arrive. Je considère souvent que les jugements qui sont portés sur moi sont injustes. (...) J'accepte le débat, mais j'ai la conviction profonde que l'action que nous menons est nécessaire au pays. (...) Nous sommes engagés sur le bon terrain, et de la façon qui conviendrait, mais c'est dur et rien ne remplacera la résolution, l'énergie, le courage et l'ambition. »

Accusé parfois d'être d'un « pouvoir quasi monarchique », le président de la République estime : « Ce n'est pas juste non plus, mais je comprends qu'on puisse s'y méprendre. Ce n'est pas tellement ainsi que sont les institutions adoptées en 1958. C'est une Constitution qui a modifié le régime parlementaire. Cela reste un régime parlementaire. Quand le président de la République a été élu en droit à partir de 1962, en fait à partir de 1965, au suffrage universel, le général de Gaulle, qui était le président de cette époque, a défini, en termes très larges, les pouvoirs de la Constitution, non pas tels que la Constitution le disait, mais tels qu'il les comprenait. »

« Donc, un usage s'est créé, et cet usage est allé très loin, pendant vingt ans, de telle sorte que l'administration et même les citoyens se sont quand même pas fâchés d'avoir quelqu'un qui se trouve là et qui puisse trancher un certain nombre de choses. C'est d'ailleurs son devoir en matière de politique étrangère et de défense, mais il n'a pas les mêmes obligations dans les autres domaines. »

« Moi, je considère que cela devrait être modifié, et je le modifie tous les jours : dans ma pratique, je n'ai pas changé de mode de vie. Je suis le président de la République, mais je n'ai pas changé de mode de vie, et je suis totalement insensible au charme de la monarchie. Mais c'est vrai que le président de la République a un grand pouvoir, et ce pouvoir, je l'exerce. »

« Est-ce que ce pouvoir, sous votre septennat, ne s'est pas encore accru dans son usage ? »

« Pas du tout. Je défie quiconque d'en apporter la démonstration. »

(1) Insulter : « Verser goutte à goutte », indique le Petit Larousse ; « Verser goutte à goutte (un liquide médicamenteux) dans une cavité ou un conduit », indique le Petit Robert.

## LA RÉFORME DU MODE DE SCRUTIN

### Les députés socialistes ne souhaitent pas une forte augmentation du nombre des parlementaires

Avant même que la président de la République ne donne son opinion, les députés socialistes ont eu à débattre entre eux de la réforme du mode de scrutin. C'était, mercredi 16 janvier, l'un des points à l'ordre du jour de la réunion du bureau (ouvert à tous ceux qui la souhaitent) du groupe PS de l'Assemblée nationale.

Sur une soixantaine de députés présents, treize ont pris la parole. Quelques points ont fait l'unanimité : le mode de scrutin doit être simple, clair et compréhensible par l'opinion et permettre que les élus soient le plus près possible de leurs électeurs. Il doit aussi préserver la marge de manœuvre du président de la République. Chacun s'accorde enfin à reconnaître qu'une très grande augmentation du nombre des députés n'est pas souhaitable.

Pour le reste, l'éventail des possibilités évoquées a été très large. M. Alain Richard, (Val-d'Oise) a été quand même interrogé sur l'opportunité d'une telle réforme que, pour sa part, M. Jean-Pierre Michel, (Haute-Saône) a confirmé ne pas souhaiter. Chez les autres intervenants, est revenue souvent l'idée, a expliqué le président du groupe, M. André Bérard, d'une proportionnelle départementale, mais il a admis que les orateurs n'étaient pas forcément représentatifs de la majorité de leurs collègues.

De plus, tous sont conscients qu'une loi électorale, qu'elle

qu'elle soit, ne peut transformer une minorité en majorité. Plusieurs députés socialistes, dont M. Billardon, se sont interrogés sur leur capacité à faire adopter une telle réforme sans de trop grandes difficultés parlementaires.

Le président du groupe lui-même n'est pas trop inquiet si le mode de scrutin choisi n'a pas de conséquences indirectes sur le collège électoral des sénateurs dont font de droit partie les députés. Mais d'autres sont un peu plus inquiets et ne voudraient pas qu'un tel projet occupe tous les autres travaux que pourrait entreprendre la majorité socialiste de l'Assemblée nationale d'ici à la fin de son mandat.

M. Pierre Mauroy, qui a participé à une discussion sur ce sujet vendredi 11 janvier, au cours d'un déjeuner à l'Elysée avec M. Mitterrand et M. Lionel Jospin, a parlé de la proportionnelle, mercredi, dans une discussion à bâtons rompus avec les journalistes. M. Mauroy a affirmé que sa préférence restait pour un tel système, ou bien pour une proportionnelle intégrale à deux tours avec possibilité de modification des listes au deuxième tour et fixation d'un seuil minimal de suffrages pour être présent au second tour. Un tel système avait été défendu, devant le bureau exécutif du PS, par M. Guy Allouche, sénateur du Nord, qui fait partie des amis de M. Mauroy.

J.-L. A. et Th. B.

## DANS LES SALONS DE L'HOTEL DE LASSAY

### « C'est vrai, ça ? »

M. Jack Lang l'a trouvé « magnifique » ! Le ministre de la culture a retrouvé, dit-il, le François Mitterrand plein d'humour qu'il voit en privé et que, finalement, les Français connaissent très peu. Mme Marguerite Duras, elle, se déclare carrément « étonnée ». Il a été « lui-même à un point génial », souligne Mme Duras, conquise une nouvelle fois par « l'honnêteté, la transparence » du président de la République. Plus politique, M. François Solgann, membre du PS, note avec satisfaction : « Il est de plus en plus sûr de lui, de plus en plus sûr de la politique qu'il conduit. »

De fait, la charma a opéré sur la trentaine de personnalités du monde politique, des arts et des lettres - favorablement disposées il est vrai - invitées par M. Louis Mermaz, président de l'Assemblée nationale, à venir regarder autour de lui, dans les salons de l'hôtel de Lassay, l'émission télévisée de M. François Mitterrand.

Fidèle à son image, le maître de maison marque sobriement son intérêt pour les moments forts de l'intervention présidentielle par de discrètes mouvements de sourcil. Plus décontractée, Mme Edith Cresson, ministre du commerce extérieur et du

redéploiement industriel, assise à la droite de M. Mermaz, les yeux plissés d'attention, laisse flotter sur ses lèvres un léger sourire. Fidèle, lui aussi, à son image, M. Dominique Strauss-Kahn, économiste au chef du PS, suit les démonstrations présidentielles, un graphique sur les genoux. Quant M. Mitterrand annonce un chiffre positif, M. Solgann se penche amicalement vers M. Strauss-Kahn, et lui demande : « C'est vrai, ça ? »

J.L.A.

**Le Monde**  
dossiers et documents  
JANVIER 1985  
**LES**  
**RESTRUCTURATIONS**  
**INDUSTRIELLES**  
CHEZ VOTRE MARCHAND  
DE JOURNAUX, 5,50 F

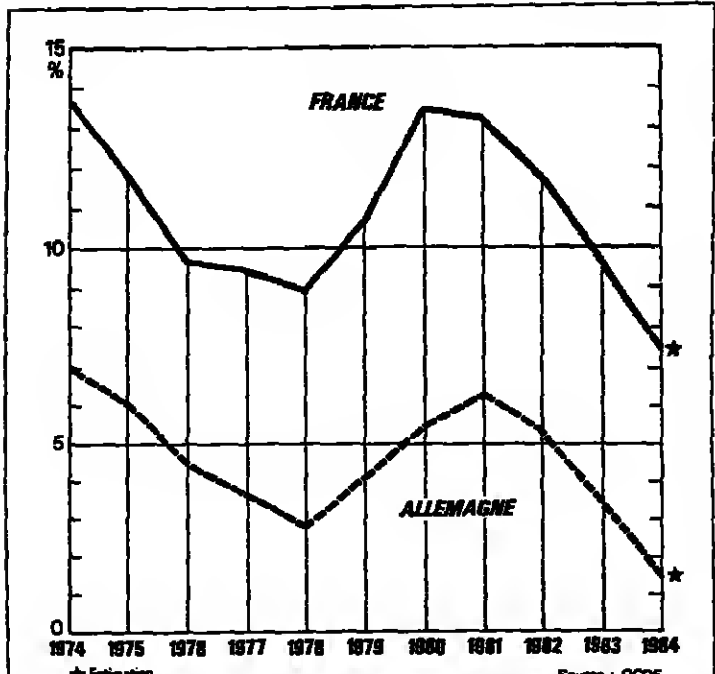
**LONGWY**  
IMMIGRÉS ET PROLÉTAIRES (1880 - 1980)  
Par Gérard Noiriel.  
Ils sont venus des Ardennes, d'Italie, de Pologne ou du Maroc. Ils ont fait la France des grandes usines et des grandes grèves. En 1981, le Président de la République leur déclarait : « Vous êtes le symbole de l'espoir !... La classe ouvrière : un grand passé sans avenir ? »  
Collection « Pratiques théoriques »  
dirigée par Etienne Balibar et Dominique Lévy. 400 pages - 140 F.  
**puF**  
**LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE**

هكذا من الأصل



# L'INTERVENTION TÉLÉVISÉE

## Economie : pas de changement de politique



Si la France a bien réduit son écart d'inflation avec l'ensemble de ses principaux partenaires étrangers, celui-ci pesant de 5,1 points au quatrième trimestre de 1983 à 2,6 points au quatrième trimestre de 1984, cet écart ne se réduit pas si l'on compare simplement la situation de la France à celle de l'Allemagne. Sur dix ans, les courbes restent à peu de choses près parallèles, et les prévisions de l'OCDE pour 1985 ne laissent pas espérer une amélioration de la situation.

### LE POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES : Hausse sur quatre ans, baisse depuis deux ans

Le revenu disponible des ménages, qui prend en compte les salaires et autres rémunérations, mais aussi les impôts et les prestations sociales, a bien augmenté de 5 % en moyenne sur le période de quatre ans 1981-1984. La hausse exacte doit même être un peu supérieure à ce chiffre (probablement + 5,2 %), le résultat de 1984 n'étant pas encore connu définitivement.

Ce bilan positif sur quatre ans ne doit pourtant pas faire oublier que le pouvoir d'achat moyen du revenu disponible des ménages aura baissé ces deux dernières années : de 0,3 % en 1983, de 0,1 ou 0,2 % en 1984. Baisse légère, sans doute, mais baisse tout de même, dans un pays qui n'y était pas habitué : le pouvoir d'achat n'avait-il pas augmenté de 10 % sur les quatre années précédentes (1977-1980) ?

### Financement et réduction d'effectifs chez Renault

La président de la République a surpris aussi bien chez Renault que chez certains ministères en affirmant que la « grave problème » posé par la Régie devrait trouver réponse dans les jours qui viennent. Car apparemment les décisions ne sont pas prises.

Il est cependant une première question qui est actuellement à l'ordre du jour : celle de la dotation en capital de Renault. La Régie, qui va perdre 9,5 milliards de francs en 1984, a demandé 2 milliards de francs à son actionnaire, l'Etat. Ce dernier, qui a déjà donné 1 milliard de francs en 1983 et 1,2 milliard en 1984, doit répondre prochainement.

Meis, au-delà, le président semblait faire allusion à de prochaines mesures sociales, « il va bien y avoir, dit-on, des décisions précises et réelles sur les réductions d'effectifs. On ne va pas encore attendre six mois. »

### Des réserves de devises en grande partie empruntées...

Il est difficile de dire que la France détient plus de dollars et de devises à l'heure actuelle qu'en mai 1981. A cette époque, les réserves officielles étaient de 41,6 milliards de francs, avec un dollar valant un peu plus de 5 F. Aujourd'hui, elles atteignent 70 milliards de francs, avec un dollar à près de 10 F. Sans doute les pouvoirs publics pourraient-ils l'évaluation à plus de 100 milliards, avec les devises détenues par le Trésor et les banques. En ce cas, il faut prendre en compte l'endettement extérieur des banques à court terme, ce qui ramène les réserves officielles à moins de 30 milliards de francs.

Par ailleurs, étant donné que depuis cinq ans, la balance commerciale et la balance des paiements de la France ont été constamment déficitaires, on peut considérer que l'essentiel de ces devises provient d'emprunts faits à l'étranger, soit à long terme, soit à court terme. Dans le dernier cas, il s'agit de capitaux flottants venus s'investir en France sur des échéances s'étalant de un à six mois, essentiellement des eurofrancs (détenus par des résidents et considérés comme des devises lors de leur entrée), et dont le montant oscille entre 30 et 40 milliards de francs. Il faut y ajouter les placements effectués dans notre pays par les non-résidents sous forme de bons du Trésor, obligations et actions. — F. R.

### Le service de la dette extérieure représentera près de 10 % des exportations françaises en 1985

Le service de la dette extérieure française (remboursement du capital et intérêts) qui représentait 66 milliards de francs en 1984, risque de dépasser 80 milliards de francs en 1985, selon le cours du dollar et le niveau des taux d'intérêt étrangers, ce qui représenterait un peu moins de 10 % de nos exportations de biens et de services (840 milliards de francs environ en 1984). Les seuls remboursements représenteront entre 35 et 40 milliards de francs, toujours en fonction du cours du dollar, soit un peu moins de 5 % de nos exportations, comme l'a déclaré M. Mitterrand. A partir de 1986, toutefois, en raison des délais accordés initialement pour les remboursements, leur facture va s'alléger, dépassant 90 milliards de francs en 1988.

Pour ce qui est de l'importance de l'endettement brut de la France par rapport à son produit intérieur brut (PIB), à la fin de 1983, notre pays s'inscrivait au huitième rang avec environ 9 %, derrière la Norvège (36 %), le Canada (34 %), la Suède (33 %), l'Italie (14 %), la Belgique (11 %), en comptant les grands pays industriels, et à l'exception des pays en voie de développement lourdement endettés, comme ceux de l'Amérique latine.

Il est exact, comme le soulignait M. Mitterrand, que la signature de la France est, actuellement, très recherchée, mais il faut dire aussi que le nombre des emprunteurs solvables a très fortement diminué face à des prêteurs toujours aussi nombreux.

F. R.

L'émission s'orienta alors vers les sujets économiques et sociaux.

— Ent-ce qu'on ne va pas faire payer à la majorité sociale liste le prix politique de la rigueur dans les mois qui viennent ?

(...) Il est certain que, seule, une gestion rigoureuse, sérieuse, parfois dure, permettra de donner à la France les chances qu'elle avait dissipées, je ne veux pas dire qu'elle avait perdues, parce que la France ne perd pas ses chances. Elle les a, elle est solide, quels que soient ceux qui la dirigent. Je suis convaincu, en effet, que la politique que je mène répond à l'intérêt de la France.

Il ne faut donc pas s'attendre à un changement de politique économique.

Il n'y a aucune raison de changer. Il faut au contraire persévérer. A peu près tous les paramètres économiques montrent que les résultats arrivent, les bons résultats arrivent, après avoir connu une période difficile.

M. Mitterrand se déplace vers un tableau où sont affichés une série de graphiques. Le premier concerne l'inflation.

(...) De combien les prix en France augmentent-ils d'une année sur l'autre ? Ils étaient très bas, les prix, en 1970. Ils ont insensiblement monté pour atteindre, en 1974, 15 %. C'est énorme. Et puis ensuite, c'est monté, c'est descendu, c'est toujours resté au-dessus de 9 %. C'est monté en 1980 et 1981, qui a été notre plus mauvaise année, c'est-à-dire au moment de la fin du dernier septennat, au moment où je suis arrivé ici à l'Elysée (...). A partir de là — c'était 1982, 1983 — c'est 9,7 puis 9,3. Nous sommes aujourd'hui, comme on l'a proclamé, à 6,7, c'est dire que c'est l'augmentation la plus faible depuis 1971 (...). En perspective, nous avons fixé pour 1985, environ 4 à 4,5 à peu près.

Quand on regarde cette courbe, on s'aperçoit que, depuis le début de la crise — la crise, c'est 1973-1974 — nous avons obtenu les meilleurs résultats, ce qui prouve — et c'est ce que je voulais dire — que notre politique commence à produire ses fruits.

Nous venons d'atteindre cette fois-ci l'écart le plus faible entre l'Allemagne et la France. Pourquoi parlait-on de l'Allemagne ? Pourquoi en avez-vous parlé ? Parce que c'est notre principal client, notre principal fournisseur, notre principal concurrent, notre voisin et un pays puissant. C'est une très bonne comparaison. Le maximum de l'écart a été, dans (les) mauvaises années de 8, et un peu plus. Aujourd'hui, cet écart est de 4,7. Donc, nous avons réduit l'écart.

### La bonne santé du franc

L'écart reste important.

— Trop important, mais ce que je veux expliquer, ce n'est pas que tout va bien, ce serait ridicule de ma part. Je veux dire que nous avons beaucoup fait, mais qu'il reste beaucoup à faire. Je ne suis satisfait d'aucun résultat. Quand on aura réduit l'inflation à 4 %, ce sera bien. On est à 6,7 %, ce n'est pas bien. Quand on aura réduit le déficit du commerce extérieur à zéro, ce sera bien. On est encore entre 20 et 25 milliards. C'est trop. Ce n'est pas bien. Il nous reste beaucoup à faire, mais cela va dans le bon sens.

(...) L'an prochain, nous aurons les Allemands en point de mire. Nous approcherons aux alentours de 4 et demi. Les Allemands seront peut-être à 2 ou 2 et demi, 3. Ils ont un petit « boom », enfin un faible « boom » de croissance. Ils auront un peu plus de difficulté à tenir l'inflation. On va se rejoindre.

— Pourra-t-on éviter un réajustement monétaire par rapport au mark.

**Barnett**  
Chémiste Habilleur  
19, AV. VICTOR-HUGO 16<sup>e</sup>

Manteau Cachemire	1 500 890
Costume d'été	980 890
Costume d'hiver	1 500 1 100
Blazer Pure Laine	890 890
Costume Tweed	1 350 1 250
Veste Cachemire/Laine	250 750
Veste Tweed	350 690
Trench-coat 100 % cot	890 650
Pyjama d'été	298 198
Chemise Oxford	298 168
Chemise Veste	198 128
Robe de chambre	1 450 890

**SOLDES ANNUELS**

— Je ne fais pas de pronostics (...). Ce que je peux vous dire, c'est qu'on a subi des coups avec l'affaire du dollar, et que le franc se porte très bien. Nous avons accru nos réserves en devises. Nous avons plus de dollars et de devises de toutes sortes en réserve à l'heure actuelle, plus qu'on n'en avait avant mon arrivée.

A propos de la monnaie allemande, le président de la République précise : « Le mark, pour l'instant, a été plus attaqué par le dollar que le franc, mais il est évident que la relation franc-mark reste une grande préoccupation, car dès lors que le dollar subit des fluctuations, il faudrait redoubler d'effort pour supporter la concurrence. Mais j'y suis prêt, et les Français avec moi, j'en suis sûr.

— Les prix seront-ils tous libérés cette année ?

— Non (...), c'est impossible, mais je ne peux pas en dire plus : nous libérerons les prix industriels à mesure que l'inflation baissera. On en a déjà réduit 70 %, mais il en reste. Je souhaite vraiment revenir à la liberté des prix industriels. Je ne le ferai pas imprudemment. Je ne veux pas mettre par terre ce travail que les Français ont payé, qu'ils ont fait. C'est dur, c'est dur, c'est dur, c'est payé même en pouvoir d'achat (...), de sorte que je ne veux pas casser cela, alors que cet effort des Français va être récompensé, casser tout d'un coup une mécanique si difficilement mise en place.

### Le pouvoir d'achat

— Le ralentissement de la hausse des prix, les Français le mesurent dans les étiquettes de ce qu'ils achètent, mais pas encore dans leur pouvoir d'achat. Le pouvoir d'achat recule, et ils tirent en ce moment sur leur épargne, pour essayer de tenir. Quand pensez-vous redonner un peu de pouvoir d'achat ?

— Il faut bien s'entendre sur la notion de pouvoir d'achat. Il y a des comparaisons qui ont été faites encore aujourd'hui sur le salaire horaire, dont la progression s'est ralentie. L'inflation est finalement à l'heure actuelle, encore plus forte avec 6,7 % que ne l'est la progression du salaire horaire. Voilà une comparaison.

Mais il y en a une autre. Il y a ce qu'on appelle le revenu disponible des ménages. On ne va pas ennuier ceux qui nous écoutent avec des mots technocratiques. Cela veut dire qu'une famille, un citoyen gagne un salaire, un traitement, et a des prestations sociales s'il en a besoin. Cela veut dire que, d'un autre côté, il paie des impôts, des charges sociales, des cotisations. Si on compare les deux, il y a depuis 1981 un gain de pouvoir d'achat qui dépasse 5 %, et si l'on compare la France à l'Allemagne, à l'Angleterre et aux autres pays européens, on s'aperçoit que c'est la France qui a eu la plus grande progression sur ce plan-là.

Mais il n'en reste pas moins — je reviens toujours au même sujet — que ce n'est pas assez, parce que les gens souffrent, et moi, je

ne peux pas supporter que les gens souffrent de cette rigueur sur la consommation, qui fait qu'un bien de profiter comme ils le devraient des progrès économiques de la France, qui sont réels, nous en parlons, ils sont encore en arrière de la main. Beaucoup d'entre eux souffrent, et je travaille pour que, dans les mois qui viennent, nous parvenions au moment où l'évolution du pouvoir d'achat des salaires et du revenu disponible soit plus heureuse qu'aujourd'hui (...). Cela ira en s'améliorant tout le long de l'année.

### Une épargne mieux protégée

— Cette évolution est-elle liée à la baisse des impôts ?

— La baisse des impôts prendra sa part à partir du moment où les Français auront à payer nettement moins d'impôt sur le revenu, à partir du moment où ils auront été libérés de ce qui pesait sur le revenu et qui était le coût de la Sécurité sociale, à partir du moment où les entreprises, les sociétés, se trouvent allégées, il est évident qu'il va y avoir, si vous y ajoutez les taux d'intérêt de l'argent — c'est au cours de ces derniers jours qu'on a encore baissé d'un demi-point, — il est évident qu'on va retrouver de l'oxygène.

D'ailleurs, je voudrais le montrer. Vous me parlez de l'épargne. Voyons ce qu'il en est de l'épargne populaire. Cela, c'est un tableau qui représente le livret A. Beaucoup de gens ont un livret A, mais le livret A a un peu pâli de la concurrence du « livret rose », qui est un livret (...) encore mieux rémunéré que le livret A. Mais le livret A, c'est le brave livret de caisse d'épargne que tout le monde connaît bien.

— Voyez, en 1974, il y a eu une très forte inflation, et la rémunération était de 6,3 % pour le livret d'épargne, pour l'épargne populaire — c'est comme cela qu'on l'appelle.

— En 1981, c'était 14, au moment où le prix avait atteint la rémunération était de 7,7 %.

Aujourd'hui, c'est la première fois depuis douze, treize, quatorze ans, depuis que l'inflation existe, depuis la crise du pétrole et depuis la crise du dollar, aujourd'hui nous avons une rémunération de l'épargne populaire supérieure à l'inflation. Il y a un peu de l'épargne, comme il y a un peu de la perte de pouvoir d'achat. Celle-ci n'a tout de même pas atteint un chiffre impressionnant, et sur quatre ans, on retrouve un gain.

— Si vous prenez le « livret rose », c'est 8,1 %. Cela veut dire que l'épargne populaire se porte bien.

Interrogé sur l'endettement de la France, le chef de l'Etat déclare :

— Oui, l'endettement ! On s'aperçoit que, puisque le reste va bien, on se rabat sur l'endettement, pour dire : on a payé les dépenses sociales en s'endettant, on paie aujourd'hui ce qu'on prétend être la rémunération de notre industrie en s'endettant !

— Mais l'endettement extérieur s'est fortement accru.

— Bien sûr. Je vais vous donner le chiffre. L'endettement extérieur était de 27 milliards de dollars en

1981. Il est aujourd'hui de 54 milliards.

— Donc, il a doublé en dollars ?

— Exactement.

— Et, en francs, triple ?

— En francs, triple. Cela dépend de la variation du dollar, mais, pour l'instant, en effet, le dollar est très cher. Alors, voulez-vous faire une comparaison maintenant ? Savez-vous dans quelle situation se trouve la France par rapport aux autres pays ? Savez-vous ce qu'empruntent les autres pays ? Savez-vous que la signature de la France est aujourd'hui l'une des trois meilleures signatures du monde ? Savez-vous que les gens se bousculent pour nous prêter de l'argent ? Cela représente quoi ? 5 % à peu près de nos exportations sur une année.

### L'endettement est supportable

Ce problème doit se poser pour les Japonais, pour les Allemands, pour les Américains, pour les Anglais, pour tous, car, en dehors d'un seul pays, l'endettement — moins les réserves de change — est plus lourd chez les autres que chez nous, et notre endettement intérieur est un des plus faibles.

Savez-vous (...) ce que pense l'OCDE — la grande organisation qui représente je ne sais plus combien de pays, vingt-trois, vingt-quatre, peut-être plus, c'est une organisation économique de l'Ouest, il faut ajouter le Japon et quelques autres, mais, en fin de compte, le bloc des pays qui sont associés dans la conduite de leur économie, — savez-vous ce que l'OCDE a écrit il y a pas très longtemps, en parlant de l'endettement de la France ? Elle a dit : c'est modeste.

Et savez-vous ce qu'écrit l'« American Express », une des rares banques à établir des bilans comparés sur l'endettement extérieurs ? Cette banque dit que la situation de la France est bonne. J'ai dit tout à l'heure que si nous avions ces 54 milliards de dollars, qui représentent à peu près 470 milliards de francs — cela varie naturellement, chaque jour, selon le coût du dollar — nous avons aussi des réserves qui représentent une somme à peu près égale. Nous avons une réserve d'or — il ne s'agit pas d'en user, — mais, pour quelqu'un qui prête, c'est agréable de savoir qu'il y a cela, et, surtout, nous avons nos devises, qui sont considérables. Tous les calculs faits sur l'endettement extérieur et faits par tous les spécialistes, par les institutions internationales, le sont sur la base suivante : combien d'argent a-t-on emprunté et combien a-t-on de devises ?

Quand quelqu'un de l'opposition dit qu'on est endetté presque autant — pas autant, mais on est juste derrière — que le Brésil, on s'effraie, on se dit qu'on est près de la faillite. Ce qu'on oublie, c'est que la situation de nos réserves est très supérieure à celle des autres.

Alors, je dis que la situation de l'endettement est parfaitement supportable. Et cela sert à moderniser notre industrie, ce n'est pas négligeable.

## Une rigueur contre nature

(Suite de la première page.)

Ces progrès en matière de lutte contre l'inflation restent liés à la désindexation des salaires. Là encore la réussite est importante. Pour la première fois depuis 1958 le salaire horaire aura progressé moins vite que les prix en 1984. Mais de cette baisse du pouvoir d'achat, le président de la République de gauche peut-il se féliciter ? Et surtout durera-t-elle ? Au-delà des mots sur « la lepre du chômage », sur « la peine et les malheurs des Français », sur « la nécessaire solidarité nationale », sur les mesures à prendre en faveur des chômeurs en fin de droit comme des jeunes sans emploi, un président de la République de gauche n'engage-t-il pas d'abord sa crédibilité politique sur ce terrain du chômage et de la pauvreté ?

C'est sans doute dans ce domaine que l'évolution de M. Mitterrand semble le plus évident. Il n'est plus guère question de traitement social du chômage, mais bien de remède économique : « On ne peut pas soutenir artificiellement des entreprises qui tombent d'elles-mêmes (...), affirme M. Mitterrand, qui ajoute que la réduction du nombre de chômeurs passe par l'amélioration de l'économie. Phrase que n'aurait pas reniée M. Barre. Or, si le chômage est bien un phénomène européen, il n'en a pas moins augmenté en France de 28 % entre fin 1981 et fin 1984, alors qu'il cesse désormais de

progresser en Allemagne fédérale après une forte poussée en 1982-1983.

On sent bien que le président de la République n'est pas satisfait de cette évolution, qu'il envisage une légère relance : les mesures annoncées (fiscales et financières) pour le bâtiment et les travaux publics, la promesse d'une amélioration du pouvoir d'achat en 1985, en sont des indices qui viennent compléter la baisse des impôts et la suppression du 1 % social. Mais il sait aussi que la contrainte extérieure et le redressement amorcé des comptes extérieurs rendent nécessaire la poursuite de la rigueur. L'étude de l'OCDE citée par le président de la République dit même que c'est la seule possible. L'endettement extérieur du pays n'est pas dramatique dans son montant — M. Mitterrand a raison de souligner que la France a d'autres capacités de remboursement que les pays d'Amérique latine, — mais en ce qu'il contraint de mener une politique contre nature pour la gauche.

Force est de constater qu'après de dispendieux premiers mois le gouvernement, à partir de juin 1982, a fait preuve de courage. L'économie française se trouve bien — sur la base stricte des chiffres — sur la voie du redressement. Même si la seconde moitié du chemin risque d'être plus ardue que la première. (Il n'est pas sûr qu'il ne soit pas plus

difficile de passer de 6,7 % à 4,5 % d'inflation que de 9,3 % à 6,7 %.)

Lorsque l'on voit les résultats de la lutte contre l'inflation, le redressement du commerce extérieur, le chômage, on s'aperçoit que la politique française ne réussit pas plus mal que le libéralisme dur de M. Thatcher ou que celle d'autres pays européens. Mais la différence, c'est que le premier ministre britannique s'était engagé à résorber l'inflation — ce qu'il a fait, — tandis que M. Mitterrand avait promis de freiner le chômage, ce en quoi il a échoué. Des résultats économiques comparables peuvent avoir des effets politiques opposés. La conviction qu'a cherché à mettre le président de la République dans la réussite de sa politique ne renversera pas forcément cette tendance.

BRUNO DETHOMAS.

**L'ÉDUCATION**  
JANVIER 1985  
STRATÉGIES  
ANTI-CRISE POUR  
L'AVENIR DE  
NOS ENFANTS  
EN VENTE CHEZ VOTRE  
MARCHAND DE JOURNAUX  
11 F

CHEF L  
visions pri

Nichèle Corta : « 36

une réglementation



## DU CHEF DE L'ÉTAT

... LE MONDE - Vendredi 18 janvier 1985 - Page 5

### Télévisions privées : la liberté ne doit pas tuer la liberté

« Pourquoi avez-vous donné le feu vert aux télévisions privées ? Est-ce que vous en attendez un bénéfice politique sur le terrain des libertés ? »

« On est toujours soupçonné de ne pas avoir d'intérêt politique, j'ai déjà donné... »

« C'est un noble terrain ! »

« Oui, c'est un noble terrain. C'est une bonne décision. J'ai déjà donné la liberté aux radios. Ensuite, c'est la Haute Autorité qui a géré, d'ailleurs fort intelligemment et avec beaucoup de compétence, ce domaine des radios privées. Il en ira de même, mais ce ne serait pas sérieux de croire que le problème se pose dans les mêmes termes, parce que les radios disposent de beaucoup de canaux, de beaucoup de moyens de diffusion. Nous avons autorisé — quand je dis « nous », ce n'est pas moi, c'est la Haute Autorité, les instances qualifiées pour cela — environ un millier de radios privées en France. Pour les télévisions, c'est un problème physique : il faut de la place et, dans l'espace, les ondes — celles-là sont portées d'images et de sons — se bousculent. Il n'y a pas beaucoup de place. »

« Il est important que les téléspectateurs comprennent bien qu'on ne peut pas avoir des télévisions partout, parce qu'il n'y a pas de place, dans l'espace, pour transporter les images — j'emploie une expression un peu gratuite pour me faire comprendre. Il faut que ce soit libre et il faut qu'il y ait, comme pour toute liberté d'ailleurs, une réglementation, une organisation qui fasse que la liberté ne tue pas la liberté. »

« Quels critères ? Ce n'est pas à moi de le dire ; il va y avoir un rapport, celui de M. Bredin, qui a été présenté par le premier ministre, et puis, il va y avoir la Haute Autorité. Ils vont travailler, naturellement, de conserve, ils vont bien s'entendre, je l'espère, pour définir les libertés. Oui, il va y avoir des chaînes de plus, en plus du service public : d'autres chaînes, des chaînes verticales, des chaînes nationales, qui pourront des arrangements avec les chaînes locales. Je crois que, dans l'ensemble de la France, il doit y avoir place pour quatre-vingt ou quatre-vingt-cinq chaînes au total. »

« Ce peut être l'anarchie... »

« Ce peut être l'anarchie ; il faut l'empêcher, d'où l'importance des

décisions de la Haute Autorité et du rapport Bredin. »

« C'est quand même un grand progrès ; il ne faudrait pas qu'on reproche à la fois le fait qu'il n'y aurait pas de liberté pour l'expression télévisée et, d'autres fois, que ce soit l'anarchie. On ne peut pas faire les deux reproches à la fois. »

« Mais, parmi les très nombreux candidats à ces nouvelles télévisions, il y a bien sûr Robert Hersant. »

« C'est son droit. »

« Votre gouvernement a tenté, sans succès, dans le passé récent, de juguler son empire de presse. Est-ce que ses ambitions audiovisuelles vont vous poser un nouveau problème ? »

« Je vous en prie, le général de Gaulle, en 1954, a fait adopter une ordonnance qui décidait qu'il ne pouvait pas y avoir d'empire de presse, et qui a organisé ce qu'on appelle une transparence, c'est-à-dire qu'on savait qui dirigeait et quels capitaux faisaient marcher un journal. Cette ordonnance a été d'abord mal appliquée, puis pas appliquée du tout. Mais cela part du Conseil national de la Résistance et du général de Gaulle. »

« Le gouvernement de M. Mitterrand a voulu une loi qui ressemble à celle-là, beaucoup plus simple, beaucoup plus petite. Cela n'était pas une loi contre une personne, mais comment imaginer qu'une seule personne ou un seul groupe d'intérêts pourrait posséder 18, 20, 25 % de la presse française ? Ce ne serait pas la liberté. »

« La même chose s'appliquerait donc à l'audiovisuel ? »

« Pour l'audiovisuel, il existe une loi américaine, je vous la cite pour mémoire, je ne sais pas ce que vous me parlez de cela — de cette façon du moins — qui interdit à des journaux écrits de posséder plus de deux, peut-être deux, enfin qui limite la capacité de la presse écrite à posséder des postes de télévision ou de radio. Je crois que, ce serait bien que le gouvernement français s'inspire de cette règle. »

« Mais ce n'est pas M. Uzel qui est visé ; c'est là qu'on mélange toujours les problèmes personnels. C'est un problème de ne pas abuser de la liberté, de faire que la liberté soit vraiment au maximum garantie. »

« Ne craignez-vous pas l'effet boomerang ? Vous ouvrez les vannes, vous accordez plus de liberté, il y a des candidats politiques ou puissants, si l'autorisation leur est refusée, qui crieront à l'atteinte à la liberté ? »

« Ce risque est évident. »

« Cela s'est passé pour les radios. »

« Interdisez la liberté, vous êtes accusés de tyrannie. Accordez cette liberté, et vous êtes accusés d'anarchie ! Et j'essaierai avec le maximum de bon sens, avec vous si vous voulez bien, qui êtes de la partie, et quelques autres, d'avancer entre les deux périls. Oui, à la liberté, mais à une liberté raisonnable, qui ne tue pas la liberté. »

« Et, dans ce bouleversement, est-ce que vous faites l'attention de privilégier soit TF 1, soit Antenne 2, soit FR 3 ? »

« Non, non, pas du tout. Il faut préserver le service public. »

« En l'état ? »

« En l'état, ce n'est pas moi qui déciderai de cela. Il existe des gens qualifiés : le gouvernement détermine la politique de la France, c'est de sa responsabilité, de celle du premier ministre. Mais vous me demandez mon opinion, je vous la donne : il faut préserver le service public, qui est la meilleure garantie de la qualité. »

« Cette libération des télévisions, quand se situera-t-elle ? Avant 1986 ? »

« M. Bredin a trois mois pour soumettre son rapport, et moi, je souhaite que ce soit fait tout de suite. »

#### Réduire les antagonismes

« Dans vos vœux pour 1985, vous avez lancé un appel à la tolérance. Est-ce que ce n'est pas un vœu pieux ? Ne pensez-vous pas que, dans les mois à venir, c'est le débat électoral qui dominera ? »

« Non, ce n'est pas un vœu pieux, c'est un vœu que je ressens profondément moi-même. »

« Je suis comme les autres, je vieilles, donc j'ai quelques dégoûts sur le chemin de la sagesse. Et puis, je suis responsable de notre pays, et j'aime notre pays, comme vous l'aimez vous-même. »

« Je cherche donc à harmoniser, à réduire les passions, les rivalités, les antagonismes. Je le cherche... mais

je ne le cherche pas au détriment de la démocratie. »

« Les élections sont une période où il est bien naturel que les formations politiques rivales s'affrontent. Je souhaiterais quelquefois qu'elles puissent garder un certain ton. Enfin ! On ne peut pas, en effet, un jour promettre la Haute Cour et le lendemain demander l'union sacrée ! Il faut s'entendre sur une façon de faire. Mais enfin, je crois à la tolérance. »

« J'ai tout à l'heure esquissé — je dis cela pour conclure — une sorte de présentation en disant : je suis resté fidèle à moi-même. Je le crois. En tout cas, je m'y efforce. Je crois que c'est une vertu nécessaire, la fidélité aux choix de sa vie. J'ai acquis un message merveilleux, admirable ! Vous imaginez ce qui arrive à un homme lorsqu'il a un pays comme la France, des gens comme les Français, et c'est lui qui est le premier responsable. Bon, c'est formidable et passionnant ! »

« Mais, moi, je ne voudrais pas que les Français obéissent trop à leur pèche mignon historique, qui consiste toujours à être un peu trop espagnols ou un peu trop anglais, comme on l'était au temps des guerres de religion ! Il faut qu'ils sentent surtout l'unité profonde de la patrie. C'est dans ce sens que j'ai travaillé, mais, quelquefois, j'ai des déceptions. Je ne dirai pas que je me sens un peu seul, car j'ai autour de moi le premier ministre, des ministres, des amis et puis beaucoup d'autres... Au lieu de toujours demander à votre pays, à la France, ce qu'elle fera pour vous, pensez donc un peu à ce que vous pouvez faire pour elle. »

« Le premier cadeau à faire à la France, c'est d'apporter la tolérance, c'est-à-dire le respect de l'autre. C'est de renoncer, lorsqu'on a un privilège, à certains avantages pour que joue la solidarité. C'est de mettre la main dans la main pour que les Français gagnent les batailles que la durée des temps leur propose. »

« Voilà ! Je ne fais pas d'autre conclusion, sinon que je crois à la France, aux autres Français, tout autant qu'à moi. Ils ont su se battre et valoir sur des champs de bataille autrement plus dangereux et terribles. Qu'ils gagnent donc la bataille de leur économie ! Cela exigera simplement cette toute simple vertu qu'on appelle le courage, lequel, dans les tranchées, autrefois — et j'arrête là la comparaison — exigeait aussi quelque tolérance entre ceux qui se trouvaient dans le même camp. »

### « FEU VERT » POUR LES TÉLÉVISIONS PRIVÉES

#### La magie des images

« C'est une bonne décision. Qui l'a prise ? Et quand ? Pas les membres du gouvernement, premier ministre en tête, qui s'en tenaient encore, la veille, à la mission d'étude confiée à M. Jean-Denis Bredin, sur l'opportunité d'un développement des programmes de télévision, en veillant au respect des grands équilibres économiques de notre système de communication. Alors, ce « feu vert » aux télévisions privées par voie hertzienne, qui l'a donné ? Sans nul doute, de son palais de l'Élysée, le président. Implicitement. En laissant filtrer ça et là le rumeur. En autorisant son secrétaire d'État, M. Georges Filloux, à annoncer le virage, en indiquant que c'est la volonté politique d'ouvrir de nouvelles possibilités existait à (le Monde du 12 janvier). En déclarant lui-même quelques jours auparavant qu'on ne pouvait pas « être contre » la liberté d'information... »

Un président qui se réjouit pourtant — quelques minutes auparavant — devant les accusations de sa maison de tout et d'écarter le pouvoir de manière monarchique... Un président qui venait d'appeler à nouveau les Français à l'effort, au travail, à l'économie et la modernisation industrielle au premier rang de ses préoccupations.

Mais la télévision, c'est autre chose. Quoi qu'on en dise au gouvernement depuis trois ans. Envoies l'économie ! Panem et circenses... La magie des images après la dure réalité du chômage et de la rigueur. La récompense. La magie et l'économie ne font pas bon ménage. La politique est une alchimie. Pas tout à fait cartésienne.

Alors, que dit le président ? Il confirme les informations des derniers jours. L'irrésistible pression des médias, des groupes de communication étant censés représenter une volonté populaire, c'est « oui à une liberté raisonnable qui ne tue pas la liberté ». M. Mitterrand rappelle à dessin qu'il a « déjà donné la liberté aux radios ». Ce sera la même chose, dans le principe, pour les télévisions. A une restriction près : « On ne peut pas en avoir partout », en raison du peu de fréquences disponibles. Et donc, il faudra « une réglementation, une organisation ».

Pour la reste, se dessine en filigrane — M. Mitterrand n'a guère donné de précisions — le schéma déjà esquissé par M. Georges Filloux : des stations locales, quatre-vingt à quatre-vingt-cinq — c'est-à-dire pas même une par département ; quelques réseaux nationaux, en évitant les concentrations tapageuses (attention, monsieur Hersant ! et en en confiant à la Haute Autorité de la communication audiovisuelle la mise en œuvre. L'État ne va pas fournir son nez dans ce qui ressort de l'initiative privée.

#### Canal Plus en clair

L'oracle tant attendu ayant donné sa réponse, le problème demeure entier. Mais les données changent quelque peu, et les conséquences de la communication audiovisuelle risquent d'être assez notables. Car — est-ce volontaire ? — M. Mitterrand n'a fait aucune allusion à ce qui devraient être les grandes affaires du septennat : Canal Plus, la satellite de télévision directe TDF 1 et le plan câble.

Canal Plus : les paris sont ouverts sur le nombre de mois qu'attendra la chaîne de M. André Rousselet avant d'émettre en clair. La renégociation des accords de production et du cahier des charges est à l'ordre du jour. La télévision payante à la française aura fait long feu et des calculs financiers sont déjà en cours pour le remboursement des décodeurs... Top départ dès que le marché publicitaire aura été ouvert aux chaînes privées. Et Canal Plus est la première de celles-là : en outre, son capital et son organisation sont dans les mains du groupe Havas.

On voit mal comment RTL-Télévision attendrait le 7 juillet 1986 (lancement prévu du satellite TDF 1) pour profiter de l'absence, alors que les Allemands pressent de leur côté la Compagnie luxembourgeoise de télédiffusion (le CLT contrôle RTL) de s'investir, sur le câble en RFA, plutôt que sur la satellite français. Quel groupe alors accèderait à s'investir avec un an de retard, dans l'aventure TDF 1 ?

Compte tenu du peu de fréquences disponibles (un réseau), le match sera serré entre Europa 1, RTL, Hachette-Filippacci et Hersant, les groupes

actuellement les plus engagés. Les outsiders (Réseau autonome de télévision, TVL...) ne feront sans doute pas le poids. Et si les « pirates » de la première heure, ceux qui ont défendu la liberté d'émettre en justice — la Canal 6 de M. Bessis, l'Antenne 1 de M. Féry et Fisticin — vont claquer haut leur victoire, elle pourra bien être à la Pyrrhus.

Et que vont faire les groupes de presse régionaux ? Ils ont manifesté tardivement des signes d'inquiétude (le Monde du 2 janvier) à l'égard de cette nouvelle concurrence. Ils pourraient bien hausser le ton, et on sait quel groupe la pression influe sur le constituant. Il serait étonnant qu'ils laissent filer leur part de gâteau.

Une chose est sûre : la course aux fréquences est ouverte. Des groupes aux intérêts les plus souvent contradictoires vont faire le siège de M. Bredin et de la Haute Autorité. M. Filloux, lui, passe au second plan. Il a perdu, et sur toute la ligne. Autre certitude : personne n'a intérêt à ce que s'installe une anarchie qui freinerait les investissements publicitaires et serait préjudiciable au confort de réception des télépoteurs. Chacun va donc réclamer une réglementation stricte, des cahiers de charges draconiens.

#### Le modèle américain

Faut-il en outre sonner le glas du câble ? Il est trop tôt pour le dire. D'une part parce que la câble permet bien d'autres utilisations que la simple télédiffusion (la diffusion de chaînes de télévision), et que les enjeux industriels sont importants de ce côté. Ensuite parce que, au fur et à mesure de l'avancement du câblage, des chaînes diffusées en hertzien peuvent basculer sur des réseaux, héritant leurs fréquences. C'est le schéma de la « préfiguration ». On peut aussi considérer qu'à l'inverse, le câblage de certains quartiers ou zones d'ombres permettrait de dégager des fréquences hertziennes actuellement utilisées par Télédiffusion de France (TDF) pour une bonne réception des chaînes nationales.

Enfin, parce que le choix fait par le président de la République de mettre la Haute Autorité au centre du dispositif d'agencement des futures stations va de pair avec ce qui a été décidé pour les réseaux câblés (1). M. Michèle Cotta et les autres Sages ont manifesté constamment leur préférence pour cette solution, qui a aussi l'avantage d'être cohérente politiquement.

Encore faudrait-il, pour que le plan câble ne soit pas définitivement en panne, que les collectivités locales — qui attendent depuis un an les décrets d'application nécessaires au lancement des opérations (la Monde du 17 janvier) — investissent dans des infrastructures beaucoup plus coûteuses que l'hertzien.

Ce qui est remarquable dans la « bonne décision » du président de la République, c'est qu'elle correspond en gros au modèle américain... avec vingt ans de retard. Des chaînes locales, câblées ou non, organisées en réseaux. Et des limites à la concentration inspirées, selon eux, de la législation d'outre-Atlantique. Est-ce la meilleure solution pour la France d'aujourd'hui, avec l'expérience acquise aussi en Grande-Bretagne, en Italie, en Belgique, etc. ?

Mais M. Mitterrand pouvait-il esquiver la question posée par l'irruption probable, enrichie et illégale, d'émetteurs pirates, à un an des élections législatives ? « Cela va nous pêter à la figure », telle était la crainte la plus en plus évidente du pouvoir. En voulant prévenir l'explosion, il tente un « coup » politique sur le thème de la liberté et coupe l'herbe sous le pied de ceux qui s'apprêtaient à en découper à nouveau. Mais son choix est lourd de conséquences car il gomme, à première vue, le discours sur la cohérence économique et la reliance des industries de programmes qui commençait à s'inscrire dans les actes. Mitterrand l'enchantement risque de jouer à l'apprentissage sorcier.

YVES AGNÈS.

(1) Il reste à cet égard que c'est au gouvernement et non à la Haute Autorité, chargée d'accorder les autorisations pour le câble, que la loi du 29 juillet 1982 confie la capacité d'accorder des « concessions de service public » pour la télévision par voie hertzienne. Faudra-t-il, comme pour la publicité sur les radios locales, modifier la loi ?

### M<sup>lle</sup> Michèle Cotta : « télévision de proximité »

« Le président de la République a été placé dans l'impasse par la question que nous avons nous-même suggérée, nous a déclaré M<sup>lle</sup> Michèle Cotta, présidente de la Haute Autorité de la communication audiovisuelle. Il y a une revendication de participation du secteur privé à la télévision, qui rencontre une demande, plus sociologique, plus profonde, d'une télévision de proximité. À partir du moment où une liberté est donnée, il faut tout mettre en œuvre pour qu'elle soit appliquée. Avec prudence. »

La présidente de la Haute Autorité est doublement satisfaite des orientations du président de la République. D'une part, celui-ci adopte le point de vue que les « sages » ont fait récemment connaître dans une note qui sera rendue publique aujourd'hui. La Haute Autorité préconise d'autoriser uniquement des télévisions locales privées (le « proximité »). — c'est-à-dire avec un seul émetteur, sans réseau — mais pouvant se constituer en réseaux par le « syndicat » ou l'échange de programmes. Elle souhaite que

les cahiers des charges comprennent : « une contrainte stricte » pour l'audiovisuel public en ce qui concerne le cinéma et qu'il soit interdit d'émettre avant l'attribution d'une autorisation. Elle recommande enfin que tous les pouvoirs publics concernés signent le plan des fréquences disponibles avant les premières autorisations (afin d'éviter les errements de la libéralisation des ondes radio). »

Secrétariat d'État de satisfaction : M. Mitterrand a fait clairement le choix de la Haute Autorité — comme celle-ci le demandait pour l'attribution des autorisations. Avec la clé, semble-t-il, d'une nouvelle modification de la loi du 29 juillet 1982.

La Haute Autorité est du reste déjà submergée par les demandes, tout comme le secrétariat d'État des télécommunications de la communication. Le 16 janvier, elle avait déjà enregistré une soixantaine de propositions « recevables », dont dix pour la seule journée du 16. Le feu vert était poché.

Y. A.

### Etats-Unis : une réglementation contre la concentration

Dans son intervention télévisée, le président de la République a fait référence à la réglementation américaine pour empêcher les concentrations excessives entre groupes de presse et réseaux de télévision. Aux Etats-Unis, la Commission fédérale des communications (FCC) applique deux règles fondamentales dans l'attribution des fréquences.

La première interdit à toute société de posséder plus de sept stations, en ondes moyennes, sept stations en modulation de fréquence et sept stations de télévision. Cette règle, dite des 7-7, vient d'être modifiée par la FCC, le nombre de stations autorisées passant à douze, tant pour les radios que pour la télévision.

La deuxième règle, adoptée en 1975 par la FCC et confirmée par la Cour suprême en 1978, interdit à un propriétaire de ville de posséder dans sa ville de dif-

fusion une station de radio ou de télévision. Cette règle, qui a surtout été prise en compte pour les nouvelles attributions de fréquences, n'a été appliquée rétroactivement que dans un petit nombre de cas, notamment lorsque le journal, la radio ou la télévision se trouvaient sans concurrent dans la ville considérée. En octobre 1984, la FCC a esquivé cette réglementation en ce qui concerne la télévision par câble : un journal peut posséder un réseau dans sa ville de diffusion. La FCC applique cette réglementation avec beaucoup de souplesse. Elle évite généralement de démanteler des concentrations locales quand celle risque de mettre en péril des entreprises. Mais elle s'est opposée victorieusement à la tentative de rachat du groupe de communication Warner par le groupe de presse de M. Rupert Murdoch.

J.-F. L.

**L'EVENEMENT**  
AU SOMMAIRE  
CETTE SEMAINE  
**MITTERRAND**  
Ce qu'il n'a pas dit !  
**NOUVELLE-CALÉDONIE**  
Les questions  
que vous vous posez  
**FROID**  
La gauche complice  
**PC**  
La prise de pouvoir  
du groupe antiparti  
**TELES PRIVEES**  
Le nouveau coup de  
Robert Hersant  
**REVELATIONS**  
La vérité sur l'affaire  
des vedettes de Cherbourg  
**CHANSON**  
L'argus de la ritournelle  
**LETTRES**  
Robbe-Grillet  
se moque-t-il du monde ?







LÉVISÉE  
Politique

Le Monde

# étranger

... LE MONDE -- Vendredi 18 janvier 1985 -- Page 7

## DIPLOMATIE

LA VISITE A PARIS DU CHEF DU GOUVERNEMENT YOUGOSLAVE

### La France soutient les efforts de Belgrade pour le rééchelonnement de sa dette

Le chef du gouvernement yougoslave, M. Milka Planinc, a été reçu, mercredi 16 janvier, par M. Fabius, puis a participé à une réunion élargie avec le premier ministre.

Cette rencontre « exceptionnellement longue », et « tout à fait chaleureuse », souligne-t-on à l'Élysée Matignon, a notamment permis d'aborder les des-

sins des transports, de l'automobile et du nucléaire. M. Fabius a assuré M. Planinc que la France, « comme par le passé », appuiera les efforts de la Yougoslavie auprès du Fonds monétaire international (FMI) et auprès du comité chargé de négocier le rééchelonnement de sa dette, qui atteint 21 milliards de dollars.

### Il est de l'intérêt de nos créanciers que la Yougoslavie reste un bon partenaire nous déclare M<sup>me</sup> Milka Planinc

« Comment concevez-vous la poursuite du programme de rigueur que votre gouvernement a mis en œuvre pour sortir la Yougoslavie de la crise économique ? »

« Nous avons déjà obtenu des résultats significatifs, mais nous ne devons pas nous laisser aller à une complaisance excessive. Nous voulons aussi introduire de nouvelles mesures pour que les entreprises autogérées soient confrontées au marché national et mondial. La sanction de la rigueur, c'est le succès. C'est une première étape. Nous ne ressentons pas sans doute encore suffisamment les effets bénéfiques des résultats obtenus, mais ils existent. La deuxième étape doit consister dans l'ouverture vers les marchés extérieurs, et c'est pourquoi nous devons être compétitifs. »

« Les conséquences du plan de stabilisation ont été assez dures pour les Yougoslaves... »

« Il est vrai que les changements structurels de notre économie se sont accompagnés d'une baisse du niveau de vie. Mais, l'année dernière, l'amélioration de la situation a permis de réduire les pertes de revenus. Je tiens à souligner que la baisse du pouvoir d'achat n'a pas été provoquée par des mesures prises directement par l'État ; la politique des revenus est restée de la compétence des organisations économiques. Les conditions sont maintenant réunies pour un renversement de la tendance, tandis que l'augmentation de la production crée des conditions plus favorables pour l'emploi. »

« Pensez-vous obtenir de vos créanciers la consolidation planifiée de votre dette extérieure et le soutien du gouvernement français dans cette entreprise ? »

« Les négociations sont actuellement dans une phase délicate, et je ne peux pas vous dire quand nous arriverons à un accord. Mais je pense qu'il est de l'intérêt des pays créanciers et des banques que la Yougoslavie reste un bon partenaire. Nous avons rencontré beaucoup de compréhension de la part de la France et nous avons montré, de notre côté, que nous étions prêts à faire les efforts nécessaires pour remplir nos obligations. »

« Quelles sont, à votre avis, les mesures qui devraient être prises du côté français pour accroître les échanges économiques bilatéraux ? »

« Nous ne bénéficions pas d'un degré satisfaisant de libéralisation pour nos exportations. Nous ne pouvons pas nous heurter à des problèmes pour la viande, le vin, etc. Le nouvel élargissement de la CEE re-

présente un danger objectif pour nos exportations, qui ont dû être réduites déjà lors de l'adhésion de la Grande-Bretagne et surtout de la Grèce. »

« La partie française exige pour nos produits des normes techniques beaucoup plus rigoureuses et plus détaillées que celles que réclament les autres pays occidentaux... Nous souhaitons signer avec les firmes françaises des accords à long terme, réaliser davantage d'investissements conjoints en Yougoslavie, sur la base de notre nouvelle loi, assez libérale sur les investissements étrangers. »

« Nous aimerions que la Compagnie française d'assurance pour le commerce extérieur (COFACE) définisse des conditions d'assurance des marchés avec la Yougoslavie qui ne soient pas pires que celles des autres pays occidentaux. Nous souhaitons que les banques commerciales entretiennent des rapports d'affaires normaux avec nos banques. »

#### Des solutions nouvelles

« Quelle est votre position dans les discussions sur la réforme du système politique qui se sont développées ces derniers mois en Yougoslavie ? »

« Une chose est sûre : même si des solutions nouvelles viennent à être proposées pour un fonctionnement plus efficace du système politique, elles ne mettront pas en cause les orientations constitutionnelles fondamentales de la République socialiste fédérative de Yougoslavie adoptées au cours de notre lutte de libération nationale. »

« Nous ne pouvons pas non plus changer notre politique de cadres, qui repose sur le principe de la représentation équitable dans la prise de décisions sur les questions communes, au niveau de la Fédération, de toutes nos nations et nationalités, de nos républiques et de nos provinces autonomes. »

« Cependant, les solutions proposées devraient permettre d'en finir avec les excès. Je pense aussi à une application trop large du principe des décisions collégiales et de celui de la rotation des cadres appliqués parfois aux fonctions qui ne le nécessitent pas. »

« On dit que vous avez personnellement fait beaucoup pour renforcer le prestige du gouvernement central. Pensez-vous que les pouvoirs dont vous disposez soient suffisants, notamment dans une période où il vous impose une politique de rigueur économique ? »

« Il n'y a pas de gouvernement puissant en Yougoslavie sans des rapports démocratiques, sans une

égalité entre les nationalités. Il faut tenir compte de ces facteurs. Nous gouvernons à beaucoup de difficultés, mais un gouvernement très fort, très centralisé au niveau fédéral, aurait plus de difficultés encore. »

#### Le procès de Belgrade

« Le procès des six intellectuels contestataires de Belgrade a soulevé une émotion dans les pays occidentaux, où il n'est certainement à l'image de la Yougoslavie. Croyez-vous qu'il soit nécessaire, pour la cohésion de la société yougoslave, de répondre par des moyens judiciaires à la contestation idéologique ? »

« Le développement de la société socialiste autogestionnaire donne lieu, logiquement, à une confrontation d'arguments qui sont souvent divergents. Notre système constitutionnel encourage la confrontation des opinions et le dialogue, dans le souci d'aboutir aux bonnes solutions. »

« Cependant, quand il s'agit des activités dont le but est de violer les normes constitutionnelles fondamentales, les autorités compétentes ont le droit et le devoir d'agir selon la Constitution et les lois. Donc, on ne saurait parler de « contestation idéologique » lorsqu'il s'agit des activités visant à saper notre système social. »

« Le procès qui vous intéresse est en cours. Il relève de la compétence des organes de justice. Notre justice étant indépendante, nous ne pouvons pas préjuger du verdict. C'est le tribunal qui décidera si le comportement des inculpés présente ou non des éléments relevant de la responsabilité pénale. »

« Comment jugez-vous la reprise du dialogue entre Washington et Moscou ? Certains observateurs, en Europe occidentale, craignent qu'un accord entre les Deux Grands ne se fasse toujours aux dépens de l'Europe. Partagez-vous ce point de vue ? »

« Nous considérons la rencontre Sultz-Grumyko, à Genève, comme une évolution encourageante, longtemps attendue. Je crois que nous avons tous cherché à agir pour que l'aggravation des rapports américano-soviétiques cède la place à la détente. Un progrès réel faciliterait le règlement des problèmes internationaux. Nous nous sommes engagés dans ce sens au sein du mouvement des non-alignés, dont nous sommes membres très actifs. Cela dit, il y a du vrai dans le point de vue que vous évoquez. Mais il n'y a pas d'autre choix que le dialogue, et l'Europe doit agir, unanimement, pour ne pas en être exclue. »

Propos recueillis par DANIEL VERNET.

PATRONNÉ PAR TOKYO ET WASHINGTON

### Le projet d'une « communauté du Pacifique » a dominé les entretiens de M. Nakasone en Océanie

Tokyo. — « De toute évidence, l'objectif principal des visites du premier ministre japonais en Australie, en Nouvelle-Zélande, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et aux Fidji est la promotion de la coopération du Pacifique », un concept sur lequel lui-même et le président Ronald Reagan se sont trouvés en complète identité de vues lors de leur sommet du Nouvel An, à Los Angeles. » M. Nakasone a entrepris son voyage « parallèlement à la marche du temps », au moment où « l'avènement d'un âge nouveau place la région Asie-Pacifique sur l'avant-scène internationale (...). Alors que le centre du commerce mondial se déplace vers le Pacifique ». Ces extraits de la presse japonaise donnaient le ton, la semaine dernière, au moment où le premier ministre s'enlevait pour l'Océanie.

Ce voyage, M. Nakasone n'avait pas hésité lui-même à le qualifier de « prélude à la nouvelle ère de l'Asie et du Pacifique ». Il confirmait, si besoin était, le rôle actif que le Japon entend désormais jouer aux côtés des États-Unis pour l'avènement de cette « communauté du bassin pacifique », que Tokyo et Washington appellent périodiquement de leurs vœux, mais qui demeure sans véritables fondements et qui continue à susciter bien des méfiances.

Les deux grands objectifs de la « mission Océanie » entreprise dans la foulée des entretiens de Los Angeles sont, d'un point de vue global, la promotion des relations et des intérêts du camp occidental face à l'influence de l'Union soviétique et, sur le plan bilatéral, le renforcement des positions économiques et commerciales du Japon. Les deux approches sont complémentaires, les moyens économiques et financiers de Tokyo servant à étayer le réseau d'alliances et d'interdépendances sur lequel s'appuient les stratégies militaires et commerciales américaines — dont le Japon est le premier bénéficiaire.

On prêtait d'emblée à M. Nakasone l'intention d'aller assez loin pour convaincre ses interlocuteurs de la nécessité d'une solidarité accrue avec les États-Unis. Bien au-delà du simple développement des liens économiques et culturels auxquels devait théoriquement se résumer la « coopération du Pacifique ».

#### Stratégie nucléaire

Un risque de froisser quelques susceptibilités, la presse nipponne laissait entendre que M. Nakasone, « à la demande de Washington », allait « presser » les Australiens et les Néo-Zélandais (tout particulièrement ces derniers) d'assouplir une politique antinucléaire, jugée de nature à affaiblir le pacte de défense de l'ANZUS (Australie, Nouvelle-Zélande, États-Unis) et la solidarité occidentale à la veille des négociations américano-soviétiques.

Les deux dirigeants travaillistes ont jusqu'à présent interdit aux navires américains à propulsion et armements nucléaires de faire

De notre correspondant

escale dans leurs ports. Ils se sont également prononcés, l'an dernier, avec la majorité des pays de la région, (mais pas le Japon) pour la création d'une zone dénucléarisée dans le Pacifique Sud. Ces décisions ont, semble-t-il, provoqué une tension entre Washington, Canberra et Wellington.

Il peut sembler paradoxal que le premier ministre d'un pays, où l'« oligarchie nucléaire » demeure forte depuis les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki, et où la politique en la matière demeure régie par la constitution pacifiste, par les trois principes non nucléaires (non-possession, non-fabrication et non-introduction d'armes nucléaires), se fasse l'avocat, auprès des pays tiers et au nom d'un pays tiers, d'une dissémination des armes nucléaires. Mais, d'une part, les positions avancées de M. Nakasone en matière militaire ont mis le Japon au diapason de la logique de dissuasion nucléaire américaine (à Williamsburg il avait déjà soutenu le déploiement des missiles de croisière en Europe de l'Ouest et il paraît estimer que le renforcement du feu nucléaire américain en Asie est pour le Japon la meilleure protection) ; d'autre part, comme antidote à ce côté stratégie nucléaire de sa visite, le premier ministre s'est muni d'une concession opportune à l'intention de ces îles du Pacifique Sud, qui manifestent depuis des années leur opposition au projet japonais d'immersion de déchets radioactifs dans les eaux de la région. M. Nakasone s'est en effet engagé à geler ce projet.

#### Priorité diplomatique

Cela dit, les escalades de Papouasie et des Fidji — les premières jamais effectuées par un premier ministre nippon dans ces pays — se sont bien passées, avec projets d'aide japonaise à la clé. Celle de Canberra aussi, côté nucléaire du moins. Les Australiens avaient déjà fait connaître leur intention d'ouvrir leurs ports à la flotte atomique des États-Unis et M. Hawke l'a confirmé à M. Nakasone, estimant qu'un tel geste n'est pas incompatible avec l'appel à une zone dénucléarisée. Les deux hommes en ont profité pour réaffirmer leur attachement au désarmement nucléaire global. Mais il n'est pas dit que les choses se passent aussi bien avec le nouveau premier ministre travailliste néo-zélandais, M. David Lange, qui paraît plus intransigent sur les principes non nucléaires.

Sur le plan bilatéral, les Australiens ont montré toute l'importance qu'ils attachent à l'accès de leur viande de bœuf et de leur charbon au marché japonais, au moment surtout où Tokyo semble vouloir privilégier les exportations américaines. Et la vibrante évocation de « la grande houle historique de la nouvelle ère Asie-Pacifique » par M. Nakasone, lors de sa conférence de presse à Canberra, n'est suivie prosaïquement de questions portant principa-

lement sur le commerce, comme si l'auditoire auquel s'adressait le premier ministre japonais tardait à prendre en considération les nouvelles ambitions qu'il exprimait.

Pourtant, la diplomatie stratégique de M. Nakasone s'étioffe remarquablement depuis deux ans dans sa « zone d'influence » privilégiée.

Certes, elle reste, dans l'immédiat, le complément de celle des États-Unis, et le vecteur des intérêts particuliers du Japon. Mais c'est, de plus en plus, celle d'une puissance alliée à part entière. Elle est même à l'origine d'une relance qui, de Los Angeles à Pékin, en passant par Tokyo, Canberra et Port-Moresby, et, au-delà, par Séoul et les capitales de l'ASEAN (1), semble attester d'une volonté nouvelle de renforcement, d'extension et d'accélération de la dynamique « panpacifique ».

Répondant à une double nécessité stratégique — importance économique émissaire du pôle Asie-Pacifique et poursuite de l'escalade militaire (aéronavale et nucléaire) américano-soviétique depuis le Pacifique jusqu'au Golfe — le concept de « communauté du Pacifique » a été récemment relancé avec vigueur. Le secrétaire d'État américain l'a qualifié de « priorité diplomatique » de la seconde administration Reagan. Le ministre japonais de l'Industrie et du Commerce extérieur (MITI) aurait déjà des plans de promotion industrielle et technologique tout prêts pour la région...

L'entreprise, qui n'a guère dépassé le stade des colloques, projets et déclarations d'intentions, et présentée par les Japonais comme visant à la formation d'un groupeement ouvert et flexible, de nature économique, technologique et culturelle. Et, surtout, « non militaire ». Parrainé par Washington et par Tokyo, nul projet peut-être cependant d'éviter d'être perçu comme une nouvelle tentative de containment, assortie d'une tentative d'association militaire et d'hégémonie économique déguisée ?

Certains pays de l'ASEAN et d'autres risquent d'interpréter l'initiative conjointe des États-Unis et du Japon comme une tentative de domination de la région », remarque récemment M. Nakasone. Difficile qu'il en soit autrement : en moins d'un demi-siècle, de la « sphère de coprosphère » à l'Organisation du traité de l'Asie du Sud-Est (OTASE) en passant par les guerres d'Indochine, la région a connu, à l'initiative du Japon, puis à celle des États-Unis, des tentatives qui ont laissé une méfiance profonde. Que ces deux « empires », plus puissants que jamais, soient aujourd'hui alliés et cherchent à organiser la zone sous leur égide n'est pas nécessairement fait pour rassurer, même si on s'accorde pour ailleurs de leurs rôles de gendarme et de banquier, même si l'URSS fait peur.

R.-P. PARINGAUX.

(1) Association des Nations d'Asie du Sud-Est (Philippines, Thaïlande, Malaisie, Singapour, Indonésie, Brunei).

### M. Mitterrand a nommé les membres du Haut Conseil de la francophonie

M. Mitterrand vient de désigner les membres du Haut Conseil de la francophonie, qu'il préside de droit. Cette institution à vocation internationale a été créée par décret présidentiel du 12 mars 1984. Les personnalités retenues appartiennent au monde des arts, des lettres, de l'audiovisuel, des sciences et des techniques. Elles reflètent aussi la diversité géographique de la francophonie. Le vice-président du Haut Conseil, déjà nommé, est l'ancien président du Sénégal Léopold Senghor, membre de l'Académie française.

**France métropolitaine :** MM. Jean-Marie Boreux (né en 1941), directeur de France-Culture ; Alain Decaux (1925), historien, membre de l'Académie française ; Philippe Decorene (1930), directeur du Centre des hautes études sur l'Afrique et l'Asie moderne, ancien rédacteur au Monde ; André Goussé (1927), président de la Conférence internationale des docteurs de médecine ; M<sup>me</sup> Françoise Héritier-Augé (1933), professeur au Collège de France ; MM. Maurice Nivat (1937), professeur en informatique et maître de conférences à l'École polytechnique ; Philippe de Saint-Robert (1934), écrivain, commissaire général de la langue française ; André Delahedde

(1936), député socialiste du Pas-de-Calais, secrétaire général de l'Association internationale des parlementaires de langue française.

**Antilles françaises :** M<sup>me</sup> Euzhan Paley (1955), cinéaste (*Rue Cases-Nègres*).

**Europe :** MM. Roger Lallemand (1932), avocat et sénateur belge ; Ilya Prigogine (1917), d'origine russe, prix Nobel de chimie (1977) (Belgique) ; Jean-Marie Vodoz (1930), rédacteur en chef du quotidien *24 heures* (Suisse).

**Afrique noire :** MM. Francis Bebey (1929), chanteur camerounais ; Souleyman Chafé (1940), cinéaste malien ; Henri Lophé (1937), écrivain, sous-directeur général de l'UNESCO et ancien premier ministre congolais ; Luc M'Voula (1952), directeur de la radio Africa n° 1 (Gabon) ; Alassane N'Diaye (1942), doyen de la faculté des sciences d'Abidjan.

**Océan Indien :** M. Édouard Maude (1931), poète mauricien.

**Asie du Sud-Est :** M. Cu Huy Can (1919), poète, ingénieur, ministre vietnamien de la culture.

**Monde arabe :** MM. Tahar Ben Jelloun (1944), écrivain marocain ; Azzedine Guellouz (1932), ambassadeur de Tunisie à l'UNESCO ; Charles Hélon

(1911), écrivain, juriste, ancien chef de l'État libanais.

**Canada fédéral et Québec :** MM. Alain Landry (1942), sous-secrétaire fédéral adjoint aux langues officielles ; Jacques-Yvan Morin (1931), professeur de droit international à Montréal, ancien premier ministre du Québec ; Michel Flourde (1931), président du Conseil de la langue française du Québec. Une quatrième personnalité sera désignée dans les prochains jours.

Le secrétaire général du Haut Conseil est M. Stéfano Farandji (né en 1937 dans une famille d'origine grecque), agrégé d'histoire, ancien maître de conférences à la Sorbonne, ancien secrétaire général du Haut Comité de la langue française.

Le Haut Conseil de la francophonie se réunira en séance plénière deux fois par an, sous la présidence du chef de l'État français. Il a pour mission de réfléchir au rôle actuel de la francophonie dans le monde, une francophonie qui se veut ouverte et plurielle et de « confronter les expériences nationales, notamment dans les domaines de l'enseignement, de la communication, des sciences et des techniques ». La première réunion est prévue à Paris fin février.

J.-P. P.-H.

### Les milieux financiers américains s'inquiètent des orientations économiques du nouveau président brésilien

Washington (AFP). — Les milieux financiers américains et internationaux ont laissé apparaître une pointe d'inquiétude, le mercredi 16 janvier, en raison des incertitudes du programme économique de M. Tancred Neves, élu président du Brésil le 15 janvier.

Le Fonds monétaire international et la Banque mondiale, qui continuent à jouer un grand rôle dans la recherche d'une solution des problèmes économiques et financiers du Brésil, se sont abstenus du moindre commentaire sur un événement qui est pourtant de nature à avoir des conséquences directes sur le sort des 100 milliards de dollars de dettes du pays. Mais les milieux financiers s'inquiètent d'éventuelles pressions politiques de certains des partisans de M. Neves en faveur d'un refus de paiement des dettes.

Ces milieux financiers n'ont été que modérément rassurés par les premières déclarations ambiguës du nouveau président sur l'endettement de son pays. « Le Brésil doit respecter ses engagements, mais nous n'olions pas payer en condamnant notre peuple à la faim et à la misère », a-

til dit. La plupart des commentateurs soulignent la part de responsabilité des États-Unis dans l'endettement du Brésil. Un problème qui décidera, selon eux, du succès ou de l'échec de la nouvelle démocratie brésilienne.

« Le gouvernement [américain] devrait maintenant aller au-delà du refinancement des dettes en cas de crise pour promouvoir activement le commerce et les investissements qui peuvent favoriser l'expansion à long terme », écrit le *New York Times* du mercredi 16 janvier.

Le *Christian Science Monitor* prévoit que M. Neves va se rendre très rapidement aux États-Unis et en Europe occidentale pour « promouvoir les exportations brésiliennes, essayer de trouver les moyens de payer la dette étrangère et d'obtenir des concessions des créanciers sur les méthodes de paiement ».

Jusqu'ici, l'administration Reagan a fait valoir que les institutions financières étaient à même de régler au « coup par coup » les crises de financement des pays en voie de développement. Elle a constamment

soutenu le Fonds monétaire international dans ses efforts pour imposer aux pays endettés une plus grande discipline économique, allant parfois jusqu'à des mesures d'austérité provoquant des problèmes politiques et sociaux.

Les émeutes que ces augmentations de prix suscitent à la Jamaïque, dont le gouvernement conservateur est l'enfant chéri — de M. Reagan aux Caraïbes, rappellent aux éconômistes rigoureux de Washington que l'austérité peut avoir des limites vite atteintes en Amérique latine.

« Le Quai d'Orsay et l'élection de M. Neves... Le Quai d'Orsay a publié, mercredi 16 janvier, un communiqué déclarant notamment : « La France se réjouit vivement de l'élection à la présidence de la République du Brésil de M. Tancred Neves... Le gouvernement français souhaite à cette occasion exprimer son désir de renforcer les liens traditionnels d'amitié avec le Brésil. Il s'emploiera à développer encore davantage les relations de coopération économique, culturelle, scientifique et technique entre les deux pays. »

هكذا من الأصل



## AMÉRIQUES

### Etats-Unis

DANS UNE PREMIÈRE DÉCISION

### Le tribunal de New-York juge que « Time » a diffamé M. Sharon

New-York. — Quel que soit le verdict final, M. Ariel Sharon, ancien ministre israélien de la défense, peut à juste titre se considérer comme le vainqueur moral du procès en diffamation qu'il a intenté à Time. Après quatorze heures de délibérations, réparties sur trois jours, les six jurés du tribunal de New-York ont conclu que M. Sharon avait été diffamé par un article paru dans le magazine le 21 février 1983. Plus précisément, les jurés ont estimé qu'un lecteur normal pouvait conclure, en lisant un paragraphe de cet article, que M. Sharon avait « consciemment voulu » le massacre de centaines de civils palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila.

Les jurés ont également considéré que l'« effet diffamatoire » avait été aggravé par l'affirmation du magazine selon laquelle un appendice secret au rapport de la commission israélienne d'enquête contenait des détails sur la visite faite par M. Sharon à la famille Gemayel la veille du massacre. Au cours de cette visite, avait affirmé Time, le ministre israélien avait discuté avec ses interlocuteurs phalangistes de la nécessité de venger la mort de Bachir Gemayel, assassiné vingt-quatre heures auparavant.

Dans la mesure où il avait cherché, au cours du procès, un règlement à l'amiable — rejeté par les avocats de M. Sharon, — Time avait accordé des points à son adversaire. Ce recul devait être confirmé par une mise au point, publiée dans son dernier numéro, reconnaissant que le fameux appendice auquel ses avocats avaient eu

accès, non sans mal, ne contenait pas de détails sur la visite de M. Sharon à la famille Gemayel. « Nous regrettons cette erreur », précisait Time. Mais l'hebdomadaire maintenait ses affirmations concernant la dissension entre M. Sharon et les Gemayel sur la nécessité d'une vengeance. Les détails de la conversation ne sont pas connus, écrit encore le magazine, ajoutant que M. Sharon voulait que les phalangistes commettent un massacre ou qu'il les avait encouragés dans ce sens.

### L'hebdomadaire maintient sa version

Bref, à l'exception d'une erreur de fait sur le contenu de l'annexe secrète, Time n'a jamais corrigé ni rétracté le contenu du paragraphe incriminé. En même temps, le magazine continue de se plaindre du refus des autorités israéliennes de laisser ses avocats prendre connaissance, sans restriction, des documents non publiés concernant la discussion avec les phalangistes. Le juge Sofaer, du tribunal de New-York, qui se décrit lui-même comme un « juif obsolète », honore une promesse faite au gouvernement israélien, avait imposé le huis clos pour entendre la protestation de M. Zaidat, ancien ministre israélien de la justice et avocat de Time, contre les autorités israéliennes.

### Jamaïque

#### LES « ÉMEUTES DE LA FAIM » PARALYSENT TOUTES LES ACTIVITÉS

La situation restait tendue ce jeudi 17 janvier à la Jamaïque, où de nouvelles émeutes ont été érigées dans les rues de Kingston, la capitale, par des manifestants qui protestent de façon spontanée contre les hausses de prix décrétées par le gouvernement.

Les forces de l'ordre, qui ont reçu des consignes de grande fermeté du gouvernement, ont tenté de démanteler les barricades dressées la veille, mais la circulation a été totalement interrompue à Kingston pendant la journée de mercredi. Ces émeutes « de la faim », qui rappellent celles qui avaient éclaté en 1976, ont été dominées pour les mêmes motifs l'année dernière, au moment où le régime de la Jamaïque, officiel, six mois et une dizaine de blessés (le Monde du 17 janvier).

### Argentine

#### LIBÉRÉ APRÈS NEUF JOURS DE DÉTENTION

#### Le neveu de l'ancien président Lanusse aurait été enlevé par des terroristes d'extrême droite

Buenos-Aires (AFP). — Un industriel argentin, M. Ricardo Lanusse, âgé de quarante-quatre ans et neveu de l'ancien président Alejandro Lanusse, a été libéré mercredi 16 janvier après une détention de neuf jours. Il a affirmé que sa famille n'avait payé aucune rançon pour sa libération. Il a ajouté qu'il ne savait pas si ses ravisseurs étaient des « délinquants de droit commun ou des groupes terroristes ». Un porte-parole de la police a estimé de son côté que l'enlèvement de M. Lanusse était l'œuvre de « terroristes d'extrême droite », liés à des groupes parapolitiques ayant servi les régimes militaires au pouvoir de 1976 à 1983.

Selon un quotidien de Buenos-Aires, la Cronica, des sympathisants du mouvement insurrectionnel péruvien du Sentier lumineux auraient été impliqués dans l'enlèvement de l'industriel. Le journal aurait reçu un appel téléphonique anonyme soutenant cette thèse. Celle-ci semble abandonnée, bien que l'on ait effectivement signalé récemment la présence dans le nord de l'Argentine de membres ou de sympathisants de l'organisation armée de tendance maoïste du Pérou. Les autorités argentines estiment maintenant que ces « éléments » n'étaient que « de passage ».

### FORUM POUR L'INDÉPENDANCE ET LA PAIX

Colloque à Paris les 18 et 19 janvier 1985

L'EUROPE ET LES TIERS-MONDES

Entrée sur invitation

- Parution du n° 4 des Cahiers du Forum : L'Europe et les tiers-mondes ; des interviews de J.-P. Cot, R. Lenoir, D. Shayeagan, A. Wardak, des contributions de H. Béj, C. Cheysson, G. Etienne... et l'allocation intégrale prononcée le 24 octobre 1984 à l'UNESCO par François Mitterrand.
- Les actes du colloque « L'Allemagne et l'avenir de l'Europe » sont parus dans la collection « Forum pour l'indépendance et la paix ». Editions Anthropos. Pour tous renseignements : FIP, 5, rue J.-F. Gerbillon, 75006 Paris. — Tél. : 222-77-75.

## AFRIQUE

### Ethiopie

#### LES COMBATTANTS TI-GRÉENS REVENDIQUENT PLUSIEURS ATTAQUES DANS LE NORD DU PAYS

Cinq cent cinquante-neuf soldats éthiopiens ont été tués ou blessés et cent vingt-quatre autres faits prisonniers de 9 au 13 janvier, au cours de plusieurs attaques lancées dans le nord du pays par l'opposition armée au régime d'Addis-Abeba, a annoncé mercredi à Khartoum (Soudan), le Front populaire de libération du Tigré (FPLT).

Selon ce communiqué, les forces du FPLT ont réussi à s'emparer, le 9 janvier, de la ville de Dabat, chef-lieu du district de Wogera, dans la province du Gonder (nord de l'Éthiopie) et à la tenir pendant cinq jours. Les guérilleros du FPLT, précise le communiqué, ont été aidés par les forces du mouvement démocratique populaire éthiopien (MDPE).

Les renforts gouvernementaux, soutenus par des chars et des hélicoptères venus de Gonder et Debrezeit, ont été contraints de battre en retraite, affirme encore le communiqué.

D'autre part, l'envoi par l'Australie d'une cargaison d'aide alimentaire aux provinces en rébellion de l'Érythrée et du Tigré constitue « un défi inacceptable à l'autorité souveraine du régime sur son territoire », a indiqué, mercredi 16 janvier, le ministère éthiopien des affaires étrangères.

Dans un communiqué, le ministre qualifie notamment l'action australienne de « violation flagrante » du principe de « non-ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat ». L'Éthiopie prendra toute mesure « nécessaire » pour empêcher la livraison de quel que cargaison que ce soit destinée à des « rebelles armés », poursuit le communiqué.

Le ministère éthiopien répondait ainsi à la demande, formulée par Canberra, de restitution de la cargaison d'un navire australien chargé de produits alimentaires à destination de Port-Soudan (Soudan). Cette cargaison avait été saisie dimanche par les autorités éthiopiennes alors que le bateau relâché dans le port érythréen d'Assab. — (AFP.)

### Angola

#### Le CICR évalue à 600 000 le nombre de personnes victimes de la famine

De notre correspondant

Genève. — Le SOS lancé par l'ONU a été entendu par les milieux internationaux de Genève, car si la promesse d'urgence de secours n'est pas tenue, les organisations humanitaires y sont nombreuses et ne cachent rien de l'aggravation d'une situation qui a été maintes fois évoquée dans les couloirs du Palais des Nations.

Une centaine de délégués du CICR se trouvent en permanence en Angola depuis l'automne dernier. Leurs activités se déploient sur le plateau central, notamment dans les provinces de Benguela, de Bie et d'Huambo. Ils ont pu secourir une centaine de milliers de personnes, mais estiment pouvoir en aider 150 000 autres. L'état permanent de conflit armé du pays est tout aussi responsable de l'augmentation de la famine que la sécheresse. Selon les dernières nouvelles parvenues à Genève, les cultivateurs ne travaillent plus car craint des attaques sur une terre qui est minée. Les secours alimentaires et le médicament du CICR sont acheminés dans trois ports : Luanda, Benguela et Namibe, puis ils sont transportés par des avions gros porteurs dans les capitales de provinces où six petits appareils de distribution situés à proximité de petites pistes d'atterrissage. Ce mode de transport est très coûteux mais le CICR estime que les chemins de fer et les routes sont impraticables à cause des mines ou rendus dangereux par les combats. Le CICR a également installé sept « centres nutritionnels » où sont dispensés des soins aux victimes les plus atteintes et que l'on alimente plusieurs fois par jour. Le nombre des personnes déplacées, affamées et démunies de tout est estimé à 600 000 par la Croix-Rouge internationale.

Le programme de l'UNICEF. — Le Haut-Commissariat pour les réfugiés qui a été contacté n'est pas mandaté pour s'occuper des « réfugiés de l'intérieur », mais vient en aide aux Namibiens qui ont trouvé asile en Angola.

L'UNICEF est conscient depuis longtemps du tragique de la situation

en Angola. Déjà en 1983, elle avait lancé un appel de fonds devant lui permettre de mettre au point un programme de secours notamment sur le plateau central où des milliers d'enfants ou orphelins — souvent infirmes — attendent des secours. Ce programme nécessite 7 millions de dollars pour que puissent être secourus deux cent mille enfants et adultes. Une partie importante de cette somme devrait être consacrée aux frais de transport, car l'UNICEF achemine, malgré tous les dangers, ses secours par camions d'urgence en contournant pour éviter le pillage. Cet organisme s'occupe également de la formation du personnel local dans les centres d'enfants. Cette année, 7 millions de dollars a été estimés d'après une évaluation très minutieuse des besoins plus fondamentaux, mais l'UNICEF maintient en permanence douze délégués en Angola et emploie du personnel local, est malheureusement loin d'avoir réuni cette somme, ce qui risque de freiner son action contre la famine, la maladie et l'enlèvement du froid, car dans de nombreux endroits les nuits sont glaciales et les couvertures font défaut.

Quant à l'UNFRO (Bureau du Haut-Commissariat des Nations unies pour les secours en cas de catastrophes) qui a été particulièrement sollicité par Luanda, il a déjà versé les dons éventuels à qui il a soumis un rapport préliminaire sur la situation. Mais aucun d'eux n'a encore réglé l'UNFRO, en octobre 1981 et février 1983, coordonné un programme de secours d'un montant de 14 millions de dollars en faveur des « personnes déplacées » dans le sud du pays. Selon l'UNFRO, cinq cent mille personnes ont besoin d'être secourues d'urgence dans les provinces de Bie et de Namibe, et cent vingt mille autres dans le sud (provinces de Villa Cabral, Kuito, Namibe et Namibe). Ces chiffres lui ont été communiqués par le gouvernement angolais qui insiste sur les effets de la sécheresse ainsi que sur la sévère détérioration des activités de la population vivante.

ISABELLE VICHMAC.

## ASIE

### Chine

#### FREUD A PÉKIN

Pékin. — La plus vieille maison d'édition chinoise va publier l'introduction générale à la psychanalyse de Sigmund Freud. Cette nouvelle, annoncée par le quotidien en langue anglaise China Daily, n'a pas été reproduite dans la presse locale. La nouvelle est pourtant d'importance, surtout dans un pays comme la Chine, et sous un régime communiste (1). Elle s'inscrit dans le cadre de la politique d'ouverture et de tous échanges préconisée par le gouvernement chinois. La mode occidentale, la publication d'ouvrages étrangers s'intensifie, couvrant mille titres dont deux cents « classiques ». Les œuvres complètes de Shakespeare, Balzac, Hugo ou Goethe sortent prochainement. On trouve aussi en librairie des ouvrages d'Alvin Toffler, de Henry Kissinger ou de... Napoléon.

Mais il ne faut pas grossir l'événement. La « Bible » de Freud s'ajoute aux nombreux ouvrages étrangers traduits à quelques milliers d'exemplaires et disponibles seulement dans quelques rares librairies. Réserve aux initiés ou aux gens importants, elle n'est guère destinée à une diffusion de masse. D'autant que le régime continue de lutter contre certaines influences « néfastes » du capitalisme apportées par l'ouverture du pays, et en premier lieu la « pornographie ».

Enfin, la population chinoise est, généralement, prude sinon pudibonde, et fort conformiste. On imagine mal un conjoint allant voir le médecin de son unité ou de son entreprise — qui consulte souvent en public — pour lui exposer ses phantasmes, ou ses problèmes sexuels.

PATRICE DE BEER.

(1) Certaines œuvres de Freud avaient déjà fait l'objet d'une diffusion limitée en Chine (le Monde du 10/11, daté 2-3 septembre 1984).

### Inde

#### REPRISE DU TERRORISME AU PONDJAB

#### L'un des cinq grands prêtres sikhs a été blessé dans un attentat

New-Delhi (AFP). — L'un des cinq grands prêtres sikhs du Temple d'or d'Amritsar, Jathedar Kirpal Singh, a été blessé par balles, mercredi 16 janvier, par trois extrémistes sikhs, près de la ville industrielle de Ludhiana, au Pendjab (nord-ouest de l'Inde), a annoncé l'agence de presse indienne PTI.

Le commando, qui circulait à moto, a tiré quatre coups de feu, blessant les trois hommes, de retour en voiture d'une cérémonie religieuse dans la localité de Madiani, à l'est de Ludhiana, mais ses deux autres, dont l'identité n'a pas été révélée, ont été sérieusement blessés.

M. Kirpal Singh est le prêtre le plus éminent de l'Alaï takht, organe religieux suprême du Temple d'or, et a pris position contre toute forme de terrorisme.

Cet attentat est le premier, relevant des observations, contre un haut dignitaire religieux sikh depuis l'assaut donné en juin dernier par l'armée au Temple d'or, où étaient retranchés les extrémistes sikhs, et qui avait fait, selon un bilan officiel, plus de six cent cinquante morts, dont leur principal dirigeant, Singh Bhindranvalle.

Depuis, les grands prêtres, en l'absence des dirigeants politiques sikhs, pour le Temple d'or, ont joué un rôle de médiation dans les querelles entre le gouvernement de l'Alaï takht, le parti qui lutte pour une plus large autonomie politique et religieuse de la communauté sikh du Pendjab.

L'attentat survient ainsi, observent-ils, alors que le nouveau premier ministre indien, M. Rajiv Gandhi, cherche à ouvrir le dialogue avec les responsables sikhs pour tenter de désamorcer la dangereuse situation au Pendjab.

Par ailleurs, selon PTI, citant des sources officielles, trois cent soixante-dix-sept sikhs, arrêtés lors de l'assaut du Temple d'or et répartis actuellement dans plusieurs prisons indiennes, ont été incarcérés mercredi de constitution de dépôts d'armes et d'acte de guerre contre le gouvernement. Ils sont actuellement transférés au Rajsthan, où leur procès, à huis clos, devrait commencer vendredi, ajoute-t-on de mêmes sources. Parmi ceux qui doivent être jugés, figurent certains Harmandir Singh, secrétaire de la Fédération des étudiants sikhs (Inde) et Kashbir Singh, un proche collaborateur de Singh Bhindranvalle. Quelques cinq mille sikhs avaient été arrêtés, rappelle-t-on, au Pendjab après la prise du Temple d'or.

### APPEL A MANIFESTER

Malgré la condamnation unanime de l'opinion mondiale et l'intervention officielle du gouvernement français, le parti communiste vietnamien n'a pas hésité à fusiller trois des condamnés, montrant par là qu'il fait fi des exigences morales et des protestations publiques, même venant de la part de ceux qui l'ont naguère soutenu.

Il n'y a pas de doute possible : les procès de Saigon, suivis de peines d'exécution, ne constituent pas de répit. Il reste encore trois condamnés à mort dont on est sans nouvelles. Deux mille personnes, dont une centaine de religieux, attendent d'être jugées.

Mais la politique de terreur n'a jamais réussi à subjugué le peuple vietnamien. Ce peuple indomptable a cependant besoin de votre ferme soutien.

Venez manifester avec les organisations de réfugiés vietnamiens contre l'entreprise criminelle des hommes sans foi ni loi qui font régner dans le pays un stalinisme attardé.

#### RASSEMBLEMENT

devant la Maison de la Radio (métro Mirabeau) le samedi 19 janvier 1985 à 14 h.

Bureau de liaison des Vietnamiens de France 5, place Jules-Ferry, 92220 Montrouge

gouvernement vous de l'Union

l'ORIENT

PERSONNEL DE SÉCURITÉ JERUSALEM

est N Et c'est l'amm

Rammarion vie l'ouvrage le plus réalisé sur l'oeuvre de Pierre Sc... piébisité par... l'équipe du magazine

ELU DE PAR L



## EUROPE

## A TRAVERS LE MONDE

### Espagne

#### Le gouvernement veut réhabiliter les anciens membres de l'Union militaire démocratique

Madrid. — Le gouvernement socialiste veut régler d'ici la fin de 1986 l'un des problèmes les plus délicats dans le dossier militaire : la réhabilitation des membres de l'Union militaire démocratique (UMD), une organisation clandestine formée à la fin du franquisme. C'est le vice-président du gouvernement, M. Alfonso Guerra, qui l'a annoncé le mercredi 16 janvier, lors de la présentation d'un livre écrit par l'un des principaux membres de cette organisation, M. Julio Busquets, un Catalan aujourd'hui député du PSOE.

#### De notre correspondant

L'UMD avait été fondée en août 1974, quinze mois avant la mort de Franco, par une douzaine d'officiers de Madrid et de Barcelone. Influencés par l'expérience portugaise d'avril 1974, ils souhaitaient développer, dans l'armée, un courant d'opinion en faveur du retour à la démocratie. Le mouvement comptait plus de cent membres lorsqu'il fut décapité à partir de juillet 1975 par les services secrets de l'armée. Neuf des principaux responsables de l'UMD furent condamnés en 1976 à de lourdes peines de prison (dont certaines de huit ans), et ils furent les seuls à ne bénéficier que partiellement des amnisties ultérieures. Remis en liberté, ils n'ont

Th. M.

### PROCHE-ORIENT

#### Israël

#### INCENDIE PRÉSUMÉ CRIMINEL DANS UNE BANQUE DE JÉRUSALEM

Jérusalem (AFP). — Une succursale de la Banque Leumi à Jérusalem a été en grande partie détruite par un incendie qui, selon les premiers éléments de l'enquête, serait d'origine criminelle, a-t-on indiqué ce jeudi 17 janvier de sources policières israéliennes.

Les enquêteurs ont découvert des inscriptions près du lieu de l'incendie orientant les soupçons vers les milieux ultra-orthodoxes juifs, qui ont lancé depuis plusieurs semaines une campagne de boycottage de la plus grande banque israélienne, a-t-on précisé de mêmes sources.

Les ultra-orthodoxes exigent que la Banque Leumi cesse immédiatement la construction d'un hôtel à Tibériade qui risque de profaner des tombes juives enfouies sous les fondations de l'établissement. Selon la loi juive, la destruction des tombes empêche les morts de participer au « monde à venir », le jour de la venue du Messie. La tradition précise également que le Messie apparaîtra pour la première fois dans la ville de Tibériade.

#### RFA

#### Nouveaux scandales dans les milieux politiques

#### De notre correspondant

Bonn. — Mêlé à un scandale immobilier, le ministre de la justice (social-démocrate) de Rhénanie du Nord-Westphalie, a dû démissionner le mercredi 16 janvier. M. Dieter Haak (quarante-six ans) était mêlé à une affaire qui commençait à poser de sérieux problèmes au chef du gouvernement de Düsseldorf, M. Johannes Rau, à quatre mois des élections régionales.

M. Haak s'était associé en 1978 au cabinet d'affaires Grawert und Partner, de Hagen, dont le directeur se trouve depuis d'une inculpation pour fraude et détournement fiscal portant sur plusieurs millions de deutschemarks.

M. Grawert, ancien président des Jeunesses socialistes-démocrates de Rhénanie du Nord-Westphalie, a été arrêté puis remis en liberté sous caution. Le ministre de la justice n'appartient plus au cabinet Grawert depuis décembre 1984, et il n'est pour le moment l'objet

HENRI DE BRESSON.

### Bangladesh

FORMATION D'UN CABINET DE SEPT MEMBRES, TOUS MILITAIRES. — Le général Ershad a formé, le 16 janvier, un cabinet de sept membres, tous des militaires ayant appartenu au gouvernement dissous la veille (le Monde du 17 janvier). Certains responsables de l'opposition avaient demandé la formation d'un gouvernement « neutre » ne comprenant pas de membres du Janadal, parti soutenant l'action du président, comme condition de leur participation aux élections législatives prévues pour le 6 avril prochain. Le général Ershad a écarté quatorze membres du Janadal de son cabinet et, en plus des sept militaires, a conservé auprès de lui trois « conseillers » civils, chargés des affaires étrangères, des finances et des anciens combattants. — (UPI.)

#### Brésil

LE MINISTRE DE L'ARMÉE DÉMENT TOUTE TENTATIVE DE COUP D'ÉTAT. — Le ministre a démenti catégoriquement le mercredi 16 janvier les informations de la revue à grand tirage *Veja*, selon lesquelles l'armée aurait préparé un coup d'État pour s'opposer à l'élection de M. Tancred Neves à la présidence. M. Maluf, candidat du gouvernement à cette élection, a affirmé de son côté que les informations de *Veja* « étaient exactes ». Le président élu a eu mercredi un entretien qualifié de « très cordial » avec le général Figueiredo, actuel chef de l'État. — (UPI, AFP.)

#### Cambodge

COMBATS SPORADIQUES A LA FRONTIÈRE THAÏLANDAISE. — Des combats sporadiques entre forces vietnamiennes et résistants khmers sur la frontière khmère-thaïlandaise, certains en territoire thaïlandais, ont fait cinq morts et vingt et un blessés parmi les maquisards ces derniers jours, a indiqué le jeudi 17 janvier un porte-parole du Front national de libération du peuple khmer (FNLPK). L'amiral Sakdichai Kaewchinda, porte-parole de la marine thaïlandaise

et responsable de la province côtière de Trat, a déclaré pour sa part qu'une unité de cinquante à soixante soldats vietnamiens ayant fait intrusion en Thaïlande s'était heurtée mardi aux « marines » de Bangkok. — (AFP.)

#### Chine

ÉCHANGE DE PRISONNIERS AVEC LE VIETNAM. — Les autorités chinoises et vietnamiennes ont procédé mercredi matin 16 janvier à la libération simultanée de prisonniers à la frontière entre les deux pays. Un porte-parole du ministère chinois des affaires étrangères a annoncé que quinze Vietnamiens, faits prisonniers par des gardes-frontières alors qu'ils se livraient, selon Pékin, « à des provocations armées et à des activités de sabotage en territoire chinois », avaient été libérés. De source diplomatique vietnamienne à Pékin, on a indiqué que les autorités de Hanoi avaient simultanément libéré soixante et onze pêcheurs chinois arrêtés après s'être introduits, selon Hanoi, dans les eaux territoriales vietnamiennes. — (AFP.)

#### Grèce

VISITE DE M. MOUBARAK. — Le président égyptien, M. Hosni Moubarak, en visite officielle à Athènes les 16 et 17 janvier, a rendu hommage mercredi à « rôle actif de l'Europe », et de la Grèce en particulier, dans la recherche de la paix au Moyen-Orient. Il a lancé un appel à « la reprise des négociations de paix entre Israël et les pays arabes ». Lors du dîner offert en son honneur par le président Karanassilis, M. Moubarak s'est également prononcé pour le retrait total d'Israël du Liban. C'est la première visite officielle d'un chef d'État égyptien en Grèce depuis vingt-cinq ans. — (AFP.)

#### Pakistan

LE GOUVERNEMENT AUTORISE CERTAINES CANDIDATURES D'OPOSSANTS AUX ÉLECTIONS. — Le gouvernement du général Zia-ul-Haq est revenu, mercredi 16 janvier, sur sa décision d'interdire à ses principaux opposants de se présenter à titre individuel

aux élections législatives nationales et provinciales le mois prochain. Seules les personnes qui ont fait l'objet de condamnations pour raison politique par un tribunal spécial depuis l'instauration du régime militaire, en 1977, ne pourront pas faire acte de candidature. Deux des dirigeants du Mouvement pour le rétablissement de la démocratie (MRD), rassemblement des principales formations de l'opposition, ont indiqué que la nouvelle décision gouvernementale ne changeait rien à l'intention du MRD d'appeler un boycottage des scrutins. — (UPI, AFP.)

#### Taiwan

ARRÊSTATION D'UN RESPONSABLE DES SERVICES SECRETS. — L'un des hauts responsables des services secrets de Taiwan, le colonel Chen Ha-men, a été arrêté dans le cadre d'une enquête sur l'assassinat d'un journaliste chinois vivant aux États-Unis, auquel ont été mêlés des agents secrets taiwanais, a-t-on appris le mercredi 17 janvier à Taïpeh de source gouvernementale. Le gouvernement de Taïwan avait reconnu lundi que des agents secrets taiwanais avaient été impliqués dans le meurtre, le 15 novembre dernier à San-Francisco, de M. Henry Liu (cinquante-deux ans), qui aurait publié deux livres mettant en cause des membres du gouvernement taiwanais dans des scandales. Mardi, le chef des services secrets, le vice-amiral Wong Hsiang, avait été suspendu de ses fonctions. — (AFP.)

#### Tunisie

RETOUR AU CALME A L'UNIVERSITÉ. — Après plusieurs semaines d'agitation et de multiples incidents (le Monde daté 13-14 janvier), le calme semble être revenu depuis lundi 14 janvier à l'université de Tunis. A la faculté de droit et des sciences politiques et économiques, théâtre des plus graves perturbations, les cours, que les professeurs avaient décidé d'interrompre pendant quatre jours pour protester contre les actes de violence dont certains d'entre eux avaient été victimes de la part d'étudiants, ont repris normalement. — (Corresp.)

# Le meilleur livre de l'année, c'est Matisse.

## Et c'est chez Flammarion.

Flammarion vient de tenir un superbe pari : publier l'ouvrage le plus complet et le mieux documenté jamais réalisé sur l'œuvre de Matisse. Édité en 5 langues, le « Matisse » de Pierre Schneider a remporté un véritable triomphe : plébiscité par la presse française, lauréat du prix Élie Faure, il a été élu meilleur livre de l'année 1984 par l'équipe du magazine Lire de Bernard Pivot.

**ELU LIVRE N° 1 DE L'ANNEE PAR LE MAGAZINE LIRE.**



PIERRE SCHNEIDER

FLAMMARION

هكذا من الأصل



L'AFFAIRE DE L'HOPITAL DE POITIERS

Le rapport Lassner et Cara révèle de graves anomalies de fonctionnement du département d'anesthésie-réanimation

Le rapport des professeurs Jean Lassner et Maurice Cara, experts en anesthésiologie, apporte une série d'éléments inédits sur les circonstances au cours desquelles Nicole Berneron a trouvé la mort, le 30 octobre dernier, au

centre hospitalier de Poitiers. Outre qu'il conclut au sabotage du respirateur avant l'intervention chirurgicale et qu'il met directement en cause le comportement du professeur Pierre Mériel, chef du département

d'anesthésie-réanimation, ce rapport est à bien des égards accablant : il révèle une série de graves anomalies de fonctionnement dans ce service hospitalier. Anomalies qui ne peuvent être le seul fait du hasard.

De notre envoyé spécial

Poitiers. - Le rapport Lassner et Cara est un document technique d'une vingtaine de feuillets. Il confirme en grande partie ce que Nicole Berneron souffrait d'une tumeur bénigne de la glande parotidienne.

Pourquoi le professeur Pierre Mériel a-t-il dirigé personnellement l'anesthésie de cette malade ? On se souvient que ni le docteur Bakiri Diallo (nulé la veille) ni le docteur Guignard (qui devait prélever par la suite une tumeur bénigne de la glande parotidienne) n'étaient présents dans le service le matin du 30 octobre. Il est d'autre part établi que les autres médecins a priori disponibles ont refusé de prendre cette responsabilité. Les médecins effectuant leur stage de formation en anesthésiologie dans ce service, écrivent les experts, se sont refusés, en invoquant les ordres du professeur Mériel interdisant aux stagiaires de pratiquer seuls des anesthésies. Le professeur Fontana a alors pris contact avec le professeur Mériel pour l'informer de cet état de choses, et ce dernier est venu pour pratiquer lui-même l'anesthésie.

Élément important : le bloc opératoire n° 2 d'avait servi depuis le samedi 27 octobre. Ce jour-là les docteurs Diallo et Archambeau avaient utilisé le respirateur pour anesthésier un enfant qui devait subir une bronchoscopie. Selon le docteur Archambeau, cette utilisation n'avait posé aucun problème, d'où la conclusion que le sabotage du respirateur - dans l'hypothèse où il a été effectué avant l'intervention sur Nicole Berneron - ne peut avoir été pratiqué qu'entre la matinée du 27 et celle du 30 octobre.

C'est le docteur Archambeau qui était de garde le dimanche 28, mais aucune intervention n'a été pratiquée ce jour-là, pas plus que le lendemain. Le 29 octobre, la veille de l'opération, Nicole Berneron subit, comme c'est la règle, un électrocardiogramme, une radiographie. Divers examens de laboratoire sont ensuite pratiqués. En revanche, les experts notent : « Mais il ne figure au dossier communiqué ni observations médicales ni analyses d'urines. L'existence d'une infection rénale, révélée ultérieurement par l'analyse, n'a pas été signalée. Une analyse du sédiment urinaire n'aurait facilement décelé l'infection rénale. Cette infection est fréquente chez les femmes qui ont eu des grossesses, toutefois l'existence de cette infection n'a pas joué de rôle dans l'accident survenu au cours de l'anesthésie ».

Plus grave, l'examen pré-anesthésique et la prescription de la prémédication ont été faits par M<sup>me</sup> Colette Bomble, infirmière aide-anesthésiste. « Cette dernière, écrivent les experts, n'est investie ainsi d'une tâche qu'elle n'était pas habilitée à assumer et qui incombe aux seuls médecins ». Cette pratique, que les médecins-anesthésistes « se contentent d'avaliser », n'est pas acceptable. Dans le cas de Nicole Berneron, la prescription de M<sup>me</sup> Bomble n'avait pas été contresignée par un médecin. Plus précisément le docteur Guignard, qui avait effectué la contre-visite dans l'après-midi du 29, a recouru ne pas avoir vu la malade, ayant jugé suffisant l'examen de M<sup>me</sup> Bomble, « le cas selon lui étant simple ».

Témoignages divergents

Vers 7 h 15 mn, le 30 octobre, lorsque M<sup>me</sup> Bomble arrive au bloc opératoire n° 2 (le bloc opératoire d'ORL comporte deux salles), elle découvre que M<sup>me</sup> Rouault (sa collègue affectée à la salle n° 1) a commencé à préparer le matériel d'anesthésie de la salle n° 2. « C'était la première fois qu'elle préparait les deux salles », déclare, par la suite, M<sup>me</sup> Bomble. Elle prit alors sa collègue de retourner dans la salle n° 1. Après M<sup>me</sup> Bomble, arrive M. Soucheud, un agent technique, qui, comme il le fait habituellement, branche le respirateur sur les canalisations de gaz et sur le courant électrique. M. Soucheud ne remarque rien d'anormal. Il ne sera pas le seul. A 8 heures tout est prêt. Nicole Berneron attend sur le chariot placé en salle de réveil. A-t-elle reçu une prémédication comme on peut le

Le nombre des détenus en baisse. - Le nombre des détenus incarcérés dans les prisons françaises était de 42 943, le 1<sup>er</sup> janvier 1985. On comptait, à la même date, 22 044 prévenus, c'est-à-dire des détenus en attente d'un jugement définitif, soit une proportion de 51,33 %. La baisse de 2,55 % observée le 1<sup>er</sup> janvier est traditionnelle à cette époque de l'année : à l'approche des fêtes, les tribunaux hésitent à infliger de courtes peines d'emprisonnement. Par rapport au 1<sup>er</sup> janvier 1984, la hausse est de 10,37 %.

supposer (atropine 0,5 milligramme, valium 15 milligrammes) ? Rien ne permet de l'établir : ni l'heure de la prémédication ni son administration n'ont été notées sur la fiche d'anesthésie.

« Le professeur Mériel, écrivent les experts, dit avoir inspecté l'appareil respiratoire et ses branchements et vérifié son fonctionnement. Il relève notamment qu'une manette de commande (celle qui règle la pression positive de fin d'expiration ou PEEP) n'était pas en position normale. Il en corrige la position. Peu après, M<sup>me</sup> Bomble trouve dans une coupule placée sur le « guéridon d'anesthésie » un joint en caoutchouc destiné à assurer l'étanchéité d'une valve du respirateur (valve de Rottenberg). Ce joint est alors remis en place. Selon le professeur Mériel, ces deux anomalies faisaient partie du même ensemble mais l'inversion des tuyaux, ensemble « visant à lui rendre la conduite de l'anesthésie difficile ». En toute hypothèse ces deux anomalies prouvent que quelqu'un a bien « touché » au respirateur entre le samedi et le mardi matin.

Durant l'anesthésie, le professeur Mériel s'absente à plusieurs reprises tantôt pour téléphoner, tantôt pour surveiller l'anesthésie de la salle n° 1. Y avait-il ou non cyanose de la malade à la fin de l'intervention chirurgicale ? Sur ce point capital, les témoignages divergent. Au moment précis où on enlève les champs opératoires du visage de la malade, le professeur Mériel qu'il a fait le 30 octobre. « Ah ! bien sûr, il est toujours facile de dire à froid ce qu'il faut faire en théorie, nous avait-il déclaré au lendemain de sa conférence de presse. C'est autre chose que d'y penser en pratique ! ».

Outre qu'il confirme la thèse de l'inversion des tuyaux avant l'intervention (1), le rapport relève d'autres anomalies inquiétantes : ainsi le respirateur utilisé, qui « ne convient pas bien à l'anesthésie », les tuyaux arrivés des gaz, qui étaient munis de colliers de serrage à vis « alors qu'il est recommandé de n'employer que les bagues séries réclamant un outillage spécial » ;

les mains de la malade étaient visibles durant l'intervention. M<sup>me</sup> Bomble constate alors une anomalie du tracé de l'électrocardiogramme. Elle « croit bien faire » en décidant d'injecter de l'atropine.

Pratique et théorie de la réanimation

On est alors en phase de réanimation intensive. On lit dans le rapport : « C'est avec regret que les experts constatent que M<sup>me</sup> Bomble, au moment de la découverte de la cyanose, ni par la suite le professeur Mériel et les autres médecins n'ont substitué l'air ambiant au gaz venant du respirateur. Ils disposaient cependant d'un ballon d'Ambu, qui permet l'insufflation d'air. » Et ailleurs : « Une chance de réanimation a été perdue du fait que, après la découverte d'une coloration anormale (bleue ou bleue-gris) on s'est borné à ventiler les poumons à l'aide du gaz provenant du respirateur. Un élément d'autant plus surprenant que le professeur Mériel lui-même déclara, le 6 décembre 1984, qu'il enseignait personnellement à ses étudiants le contraire de ce qu'il a fait le 30 octobre. « Ah ! bien sûr, il est toujours facile de dire à froid ce qu'il faut faire en théorie, nous avait-il déclaré au lendemain de sa conférence de presse. C'est autre chose que d'y penser en pratique ! ».

Outre qu'il confirme la thèse de l'inversion des tuyaux avant l'intervention (1), le rapport relève d'autres anomalies inquiétantes : ainsi le respirateur utilisé, qui « ne convient pas bien à l'anesthésie », les tuyaux arrivés des gaz, qui étaient munis de colliers de serrage à vis « alors qu'il est recommandé de n'employer que les bagues séries réclamant un outillage spécial » ;

EN FRANCE, LE FROID PERSISTE ET TUE

L'embâcle du réseau routier

On n'avait pas vu cela depuis trente ans : 21 à Millau, dans l'Aveyron ; 30 sur les plateaux de la Lozère, dont le sol est gelé sur 60 centimètres ; 25 à Ussel (Corrèze). On a enregistré aussi moins 23 à Vichy et moins 20 à Périgueux et à Bourges.

Le froid tue : 138 morts en France depuis le début du mauvais temps, dont six depuis le début de la semaine. A présent, tous les pays riverains de la Méditerranée sont frappés : 34 victimes en Espagne, où l'île Ibiza, aux Baléares, et la ville de Melilla, sur la côte du Maroc, disparaissent sous la neige. En Grèce, quatorze victimes, sept au Portugal, dix dans le Nord de l'Italie, sept en Yougoslavie. En Albanie, les avalanches ont tué 57 personnes.

Le vin gèle dans les Vosges. A Remiremont, les 12 000 salariés de Citroën se croisent les bras faute d'approvisionnement en pièces détachées. EDF est à la limite de ses possibilités (10 000 Parisiens ont été privés de courant pendant douze heures). Les fumées des centrales thermiques engendrent une forte pollution atmosphérique. Quant aux flammes roses, ils meurent par centaines sur les bords de l'Ande.

Mais c'est à présent la circulation qui préoccupe le plus les autorités. Après la neige, le verglas, les ponts à trafic réduit, les barrières de dégel

ont fait leur apparition. Surveillées par les agents de l'équipement, les gendarmes et les militaires des compagnies spécialisées, elles vont interdire 9 000 kilomètres de nationales aux poids lourds. Les transporteurs affirment qu'ils perdent déjà 100 millions de francs par jour. L'interdiction de trafic sur le tiers du réseau national risque de mettre de nombreuses entreprises en difficulté. « Nous ne supporterons cette nouvelle épreuve que si le gouvernement fait un geste en notre faveur », dit M. Marcel Voiron, président de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR). En vies humaines comme en argent, la facture de l'hiver s'alourdit.

DANS LE LOIRET

Le pont est coupé

De notre correspondant.

Orléans. - Cinq blessés légers, dont le plus atteint, le chauffeur du poids lourd, souffrent d'une fracture de clavicule : le bilan de l'effondrement du pont de Sully-sur-Loire, le 16 janvier, est moins peu avant 8 heures, est jugé lui-même miraculeux, comme celui du pont Wilson, à Tours, en 1978, et qui n'avait fait aucune victime. C'est au moment où le poids lourd chargé de grumes s'est engagé sur le pont du côté sud que les câbles se sont rompus : le camion, deux voitures qui arrivaient de la rive nord et un cycliste ont été précipités, avec le tablier, sur le sable de la plage de Sully. L'accident aurait été sans nul doute plus dramatique si le pont s'était effondré au-dessus du fleuve qui, actuellement, charrie des glaces.

Des mercredi 16 janvier, les autorités ont pris des mesures. Les cinq autres ponts suspendus qui franchissent la Loire dans le département du Loiret, à Bonny, Châteauneuf, Jargeau et Meung, ont été soumis à des restrictions de circulation. Ils sont interdits aux plus de 3,5 tonnes et les véhicules sont limités à 30 kilomètres à l'heure.

Vétusté moyenne

La localité de Sully se trouve sur la rive sud du fleuve. Les habitants devront utiliser les pontons de Châteauneuf, distant de plus de 10 kilomètres, et de Geny, à une vingtaine de kilomètres : la vie économique sera donc sérieusement perturbée.

RÉGIS GUYOTAT.

LES TRANSPORTEURS ROUTIERS ESTIMENT PERDRE 100 MILLIONS DE FRANCS PAR JOUR

L'offensive du froid a mis les camionneurs dans une situation « catastrophique ». M. Marcel Voiron, président de la Fédération nationale des transporteurs routiers (FNTR), a donc demandé des aménagements aux interdictions de circuler qui seront signifiées aux poids lourds en période de dégel pour éviter des affaissements de chaussées. L'administration de l'équipement a prévu de placer des barrières de dégel sur 9 000 kilomètres de routes environ, et M. Voiron a trouvé le nombre de ces barrières « trop important ».

Le président de la FNTR a prévu, au cours d'une conférence de presse le 16 janvier, les pouvoirs publics : « Les transporteurs routiers ne supporteront cette nouvelle épreuve que si le gouvernement fait un geste en leur faveur ». Il avance le chiffre de 100 millions de francs perdus chaque jour du fait du froid, des paralysies de la circulation et de la mauvaise tenue du gazon en gel.

M. Voiron devait présenter, jeudi 17 janvier, à M. Jean Auroux, secrétaire d'Etat chargé des transports, les revendications de sa fédération : application immédiate de la déductibilité à 30 % de la TVA sur le carburant, alors que cette mesure est prévue pour le 1<sup>er</sup> mai, report des échéances pour le paiement des charges sociales et fiscales.

De son côté, l'Union nationale des organisations syndicales de transporteurs routiers automobiles (UNOS-TRA) propose la mise en place d'un fonds de secours et l'annulation de la hausse de 12 centimes du prix du gazole, intervenue le 11 janvier.

TIRAILLÉE ENTRE LES ÉTATS-UNIS ET L'EUROPE

L'Allemagne fédérale s'engage avec prudence dans l'aventure spatiale

De notre correspondant.

Bonn. - Partagée entre la crainte de rater le train et un profond scepticisme sur les intérêts à en retirer, l'Allemagne fédérale s'engage avec prudence dans la nouvelle aventure spatiale qui commence. Après des mois d'hésitation, le gouvernement a entériné, mercredi 16 janvier, l'accord intervenu la semaine dernière entre les ministères de la recherche et des finances. Bonn accepte de participer avec ses partenaires de l'Agence spatiale européenne (ESA) au projet Columbus, qui doit s'intégrer dans la future station orbitale américaine des années 90, ainsi qu'au développement de la nouvelle génération de lanceurs Ariane.

Comme prévu (le Monde du 16 janvier), le cabinet allemand s'est refusé à prendre le moindre engagement sur le projet de mini-navette européenne Hermès, que la France souhaite commander dès maintenant. Pourtant, M. Riesenhuber, ministre de la recherche et de la technologie, n'a pas tout à fait fermé la porte. Mais il a estimé que l'on ne pouvait pas tout financer en même temps et que, si cette option restait intéressante pour l'avenir, il n'en était pas question pour aujourd'hui.

Le contraste entre l'enthousiasme affiché par M. Riesenhuber pour le nouveau programme spatial allemand et les réserves qu'il suscite, y compris au sein de l'administration, est saisissant. Les engagements financiers à long terme consentis par la RFA (4,43 milliards de DM d'ici à 1995, soit 13,55 milliards de francs - dont 2,76 pour Columbus et 1,67 pour Ariane-5) restent liés à toute une série de conditions portant notamment sur le respect des délais et des coûts (1). Dans l'immédiat, Bonn ne dépensera que les 190 millions de DM nécessaires au cours des deux années à venir, à la phase d'études des deux projets.

En attendant le résultat des négociations engagées avec les Américains sur la participation européenne à la future station orbitale, le conseil des ministres allemand s'est entouré de toutes sortes de précautions, affirmant qu'il était nécessaire d'obtenir l'assurance que les Européens participeraient sur un pied d'égalité et retireraient de l'ensemble du projet les bénéfices qu'ils sont en droit d'attendre. Sans cependant s'engager à signer des accords de coopération sous réserve de l'approbation du Bundestag, le gouvernement allemand a aujourd'hui la RFA dans l'explo-

itation du laboratoire spatial Spacelab, pour lequel elle a servi de maître d'œuvre au sein de l'Agence spatiale européenne. Le ministre de la recherche s'est bien gardé lui-même de garantir que les Américains soient réellement prêts - pour le moment, à jouer le jeu dans le domaine des échanges d'informations et de technologies.

A la différence de la France et des États-Unis, la stratégie spatiale allemande ne répond pas à une vision clairement structurée. Si, pour des raisons plus politiques que scientifiques, le chancelier Kohl s'est engagé à participer aux programmes européens et américains, l'intérêt que l'on y prête à Paris ou à Washington y est de tout autre nature. Le ministre de M. Riesenhuber, qui voit dans le projet Columbus une force d'intégration de l'Occident par l'intermédiaire de la technologie, cache une vision, assez terre à terre : récupérer un maximum de technologies pour permettre à sa propre industrie de ne pas perdre le contact. La coopération avec les États-Unis, à condition qu'elle ne joue pas toujours à sens unique, passe, dans ces conditions, davantage que les projets européens.

Le chancelier Kohl, qui se pique de réalisme, l'Europe avec M. François Mitterrand, ne pouvait cependant pas rester totalement sourd à ses appels. Son manque d'engagements, a été critiqué par le Parti social-démocrate, qui a accusé le gouvernement d'être la bête noire de l'Europe. Pour le responsable social-démocrate, M. Egon Bahr, la participation de la RFA au projet Hermès et à la construction d'une station d'observation spatiale est absolument nécessaire si le mot d'indépendance européenne doit signifier quelque chose. Une affirmation qui ne peut être que bienvenue à Paris, même si on ne peut oublier que l'Allemagne avait été tout aussi réservée, sous les gouvernements sociaux-démocrates, au développement d'Ariane-1 et d'Ariane-2.

HENRI DE BRÉSSON.

(1) Il est convenu de réduire les sommes que la RFA va consacrer à son effort spatial. En effet, la compagnie d'électricité allemande n'aurait-elle pas de dépenser 45 milliards de DM pour adapter ses centrales à la nouvelle réglementation en matière d'environnement ?

AÉRONAUTIQUE

ABOU-DHABI S'APPRÊTE À COMMANDER DIX-HUIT MIRAGE-2000 À LA FRANCE

Ni le ministre français de la défense, ni la société Dassault-Breguet ne reconnaissent, à ce jour, avoir conclu un contrat ferme et définitif avec l'émirat d'Abou-Dhabi, dans le golfe persique, pour l'achat de dix-huit avions de combat Mirage-2000. Des informations diffusées mercredi 16 janvier à Paris faisaient état de la signature probable, à la fin de l'an dernier, d'un tel marché avec la France.

En réalité, les négociations entre les deux pays sont très près d'aboutir (le Monde du 16 novembre 1984) et l'on admet à Paris que les termes définitifs du contrat n'ont pas encore été agréés irrévocablement par Abou-Dhabi qui agit, dans ce cas, pour le compte de l'armée de l'air des Émirats arabes unis (EAU). Le contrat porte sur l'acquisition de dix-huit Mirage-2000 (pour un coût de 23 millions de dollars par exemplaire) et de cinq réacteurs de rechange, sans compter la livraison d'un lot important de pièces détachées et de matériels d'entretien au sol. En contrepartie, la France obtiendrait la livraison de 2 millions de tonnes de pétrole brut, mais cette négociation est du seul ressort du gouvernement français et ne relève pas de Dassault-Breguet.

En 1983, déjà, Abou-Dhabi avait acheté à la France dix-huit Mirage-2000 et, durant les années suivantes, les représentants de l'émirat ont laissé entendre qu'ils seraient intéressés par l'acquisition d'un troisième lot de dix-huit appareils du même modèle lors d'une étape ultérieure.

LA CHINE ENVISAGE L'ACHAT DE CINQ AIRBUS EUROPEENS

La Chine pourrait commander cinq avions européens Airbus A-310, dont deux devraient être livrés en 1985 et trois en 1986, a-t-on indiqué de sources officielles françaises, mercredi 16 janvier à Toulouse, lors de la visite d'un délégué chinois dans les usines de l'Aérospatiale. Initialement, la Chine avait annoncé son intention de commander trois Airbus A-310 (le Monde du 5 décembre 1984) mais l'accord de principe entre le consortium européen Airbus Industrie et la Chine prévoit finalement la livraison de cinq appareils. Une équipe d'Airbus Industrie se trouve actuellement en Chine pour mettre au point les termes du contrat définitif.

Outre ce contrat sur les avions gros porteurs européens, la Chine négocie avec le groupement d'intérêt économique franco-italien Avion de transport régional (ATR - formé à 50/50 par Aérospatiale et Aeritalia) la fabrication sous licence de pièces d'ATR-42, un avion bimoteur court-courrier pour quarante à cinquante passagers.

La China Aircraft technical industrial Corporation pourrait fabriquer en sous-traitance, en Chine, la porte du fuselage (fabriquée actuellement en Italie) et le caisson de la voiture (extrudés des ailes fabriqués en France) de l'ATR-42.

89 FM à Paris

du lundi au vendredi à 12 h 05 Philippe Boucher

COMMENT NE P

Dr. Jacques



# LE GOUVERNEMENT OUVRE UN GRAND DÉBAT SUR LA PROCRÉATION ARTIFICIELLE ET LA GÉNÉTIQUE

## Droit de la vie, droit à la vie

Devant les progrès de la procréation artificielle, les hommes politiques ne peuvent plus se taire. L'opinion s'exprime, les scientifiques réclament des garde-fous, les Églises s'insurgent : faut-il autoriser la location d'utérus, pratiquer l'insémination artificielle, codifier l'utilisation d'embryons congelés et intervenir ou non les manipulations génétiques ? Sans se désintéresser, tant s'en faut, de ces pratiques qui ne relèvent plus de la science-fiction, les

puvoirs publics ont jusqu'à présent fait preuve d'une prudence explicable mais coupable en laissant le soin à des comités d'éthique de brider d'éventuels appétits sorciers. Non que ces comités, qui ont tenu un peu partout, ne remplissent leur mission. Mais si qualifiés qu'ils soient scientifiquement et moralement (un pasteur, un jésuite, un professeur de droit, le directeur du centre hospitalier régional...), ils n'ont pas à se substituer aux députés et sénateurs

dans un domaine qui relève constitutionnellement de la loi. Aujourd'hui, le débat paraît suffisamment mûr au gouvernement pour lancer une vaste consultation qui aura pour point de départ un colloque scientifique organisé vendredi 18 et samedi 19 janvier à Paris par trois administrations (Justice, Recherche et Santé) sur le thème « Génétique, procréation et droit ». S'il n'était pas parti pour la Nouvelle-

Calédonie, le président de la République devait y prendre la parole vendredi matin, après avoir mesuré les inconvénients politiques de ce débat, mais aussi ses avantages. Car si certaines solutions libérales comme la faculté d'adoption, le cas échéant, à la femme seule de se faire inséminer artificiellement, risquent de susciter des polémiques, les choix de conscience de chacun peuvent avoir pour effet d'estomper les équivoques partisans traditionnelles.

Le débat ouvert par le gouvernement sur la procréation artificielle, la génétique et le droit a désormais la priorité sur la concertation interministérielle annoncée après le conseil des ministres du 12 juillet 1984. L'élaboration du ou des projets de loi que le Parlement aura à discuter dans un délai impossible à prévoir, ne pouvait être entreprise avant que les scientifiques et les familles de pensée se soient libérées et largement exprimées. On explique-t-on aujourd'hui : ce qui est reconnu que le conseil des ministres de juillet n'était sans doute pas opportun.

Mais le gouvernement s'explique. On était en plein débat sur l'insémination post mortem. La presse consacrait une large place au procès de Créteil intenté par M<sup>me</sup> Corinne Parnalax pour obtenir le sperme de son mari mort et le gouvernement ne pouvait donner l'impression de s'en désintéresser.

Si les pouvoirs publics se sont finalement donné un nouveau délai, c'est qu'il est apparu, lors de l'affaire de Créteil en particulier, que les dix ans de pratique des dix-neuf et bientôt vingt CECOS (Centres d'études et de conservation du sperme) ne rencontraient pas d'adhésion suffisante. L'opinion a évolué depuis 1949, époque à laquelle l'Académie des sciences morales et politiques voyait dans l'insémination avec donneur, c'est-à-dire avec le sperme d'un autre homme que le mari, « une atteinte aux assises du mariage, de la famille, de la société ». Mais les esprits n'ont pas évolué au même rythme, si bien que les CECOS se voient aujourd'hui reprocher et leur conservatisme et leur libéralisme.

Ramenées à l'essentiel, les règles qui président aujourd'hui, sans aucun fondement légal, à l'insémination artificielle par ces centres, sont l'anonymat du donneur - ce qui n'est le cas ni en Allemagne fédérale ni en Suède - la gratuité du don, le refus d'inséminer les femmes homosexuelles et les célibataires mais pas les concubines. L'insémination post mortem est en principe proscrite. Le donneur doit déjà avoir été père et l'insémination est réservée aux femmes stériles ou qui risquent de donner naissance à un enfant anormal.

La plupart des propositions ou projets de propositions de loi qui ont germé ces dernières années s'inspirent de ces règles raisonnables, trop raisonnables affirment certains, même à droite. Ainsi, M. Francis Palmero, sénateur (Union centriste) des Alpes-Maritimes, est l'auteur d'une proposition de loi déposée en 1983 dont l'article unique autorise l'insémination artificielle post mortem, si la volonté du défunt ne fait pas de doute.

On peut prévoir que d'autres fractures se produiront dans l'opinion si on se réfère aux controverses qui ont marqué la discussion d'une proposition de loi adoptée par le Sénat le 5 juin 1980 sur l'initiative de MM. Henri Caillavet (Gauche démocratique) et Jean Mézard (CNIP). Telle qu'elle a été transmise, sans suite, à l'Assemblée nationale, cette proposition réservait l'insémination artificielle à la seule femme mariée, contre la volonté de M. Caillavet, mais selon le vœu explicite de M<sup>me</sup> Monique Belletier, à l'époque ministre de la famille et de la condition féminine. Comment parvenir à un consensus alors que les députés socialistes eux-mêmes sont divisés sur l'opportunité d'autoriser l'insémination artificielle des femmes seules, ce qui explique que la proposition de loi rédigée en avril 1984 par deux d'entre eux, MM. Raymond Forni et Georges Labazée, n'ait toujours pas vu le jour ?

Et pourtant, il faut légiférer, car, dans l'état actuel du droit, « l'enfant conçu pendant le mariage a pour père le mari », ce qui signifie que l'époux stérile qui a donné son accord pour l'insémination de sa

femme peut désavouer dans les six mois l'enfant né de celle-ci. Le tribunal de Nice a admis un tel désaveu le 30 juin 1976, aux termes d'un jugement très critiqué, mais qui a le mérite de mettre le doigt sur l'insécurité juridique du code civil.

Un tel jugement, qui constitue une menace pour les centaines d'enfants nés chaque année d'une insémination artificielle, n'a pas incité pour autant les gouvernements successifs à prendre une décision. Car, sur ce point aussi, on discute à perte de vue des mérites de telle ou telle solution. La loi doit-elle interdire au mari de désavouer l'enfant dont il a accepté la venue au monde, ou doit-elle considérer que son consentement vaut adoption pleine et entière ? Querelle de juriste certes, mais qui a une valeur symbolique dans la mesure où l'adoption est un geste plus positif, remarque M<sup>me</sup> Michelle Gobert, professeur de droit à l'université Paris-11.

Comme le procès de Créteil, les deux cas de prêt d'utérus recensés jusqu'ici en France par la presse ont suscité des interrogations pour l'instant sans réponse. Faut-il autoriser la pratique des mères « porteuses », « donneuses » ou « d'accueil », une terminologie adaptable à l'idée qu'on s'en fait ?

Aux États-Unis, cette pratique est tolérée et revendiquée. Les prêts d'utérus font l'objet de véritables contrats et d'un enseignement juridique en Californie avec un prosélytisme inquiétant. Mais ils n'ont pas encore été légalisés (1). En Grande-Bretagne, l'un des pays qui ont poussé le plus loin la réflexion sur ces problèmes de procréation artificielle (2), l'opinion est partagée. L'affaire Cotton a cependant prouvé que les juges se déterminent d'abord en fonction de l'intérêt de l'enfant (le Monde du 16 janvier).

Cette affaire et quelques autres montrent à quel point il est difficile de légiférer. Interdire certaines pratiques de procréation artificielle, c'est pousser des médecins à s'y livrer dans le secret de leur cabinet. Les y autoriser, c'est prendre le risque de heurter les consciences. Ne rien faire, c'est accepter que le code pénal, qui interdit indirectement les prêts d'utérus, continue à être bafoué, sans sanction puisque les parquets, donc la chancellerie, refusent d'engager des poursuites. Et que dire de la gammarie intellectuelle à laquelle les juristes sont contraints de se livrer les uns dans un domaine encore en friche : le prêt d'utérus est-il un contrat d'entreprise ou bien un contrat de location et dans ce cas, la mère porteuse a-t-elle une obligation de moyens ou une obligation de résultat ?

Qu'est-ce que la vie ? Les mêmes juristes sont souvent soumis d'apposer une réponse à une autre question, aussi angoissante qu'essentielle : qu'est-ce que la vie ? La querelle s'était apaisée après les débats sur l'avortement mais elle a resurgi à propos de la fécondation in vitro. Les médecins peuvent-ils disposer comme bon leur semble de l'embryon né de la rencontre, dans une éprouvette, de spermatozoïdes et d'ovocytes ? Certains scientifiques utilisent déjà des tissus de fœtus humains avec l'aval, depuis le 25 mai 1984, du Comité consultatif national d'éthique pour les sciences et la vie pour lutter, par exemple, contre les infections dont sont victimes les nouveau-nés dépourvus de défenses naturelles, ces enfants qu'on appelle parfois les « bébé-bulles ».

Mais si l'embryon était un être vivant ? Doit-on alors admettre qu'il a une personnalité juridique et qu'il peut hériter par exemple du couple qui lui a donné naissance ? Et à qui appartiennent les embryons fécondés en éprouvette qui n'ont pas été implantés dans l'utérus de la femme où les ovules ont été prélevés ?

Dans ce domaine aussi, les juristes avancent à tâtons. En Allemagne fédérale, la Cour constitutionnelle a reconnu implicitement le caractère d'être vivant de l'embryon en estimant que la Loi fondamentale qui garantit à « chacun » le « droit à la vie » s'appliquait aussi aux « êtres humains à naître » (3). En France, en revanche, un homme qui avait frappé sa femme enceinte de huit mois et avait provoqué la mort de son enfant a été traduit, à la suite d'une longue controverse juridique, devant un simple tribunal correctionnel. Le renvoi aux assises, c'est-à-dire l'accusé de meurtre, donc admettre que le fœtus avait une vie autonome.

Les juristes ne sont pas tous d'accord pour légiférer immédiatement dans des domaines qui réservent de nouvelles surprises. Certains craignent surtout que la loi accroisse la demande de procréation artificielle, qui demeure aujourd'hui marginale. Après tout, sur les sept cent quarante-neuf mille enfants nés en France en 1983, mille quatre cent, au plus ont vu le jour à la suite d'un insémination artificielle. Et, en dix

ans, les CECOS n'ont été sollicités que par une vingtaine de femmes célibataires et trois homosexuelles, remarque le professeur Georges David, président de la fédération qui regroupe ces centres. Cette difficulté à fixer les limites à ne pas dépasser et à codifier des pratiques en pleine évolution explique que certains juristes rejettent l'idée d'une loi fourre-tout. Ils penchent pour une solution plus souple, telle la création d'un organisme indépendant chargé d'émettre des avis qui, non respectés, priveraient les chercheurs de crédits, comme c'est le cas aux États-Unis. L'expérience de la Commission nationale de l'information et des libertés montre qu'il est possible d'exercer un contrôle non tatillon sur certains secteurs de pointe, sans pour autant laisser l'humanité dériver vers ce qu'Aldous Huxley a appelé « le meilleur des mondes ».

La loi relative à l'information et aux libertés interdit, par exemple, aux entreprises d'établir un « profil » de leurs salariés sur la base de traitements automatisés. De même une loi « génétique et libertés »

pourrait leur interdire de sélectionner les candidats à l'embauche après « tri génétique », une pratique qui commence à se répandre aux États-Unis.

L'insémination artificielle et les prêts d'utérus ne soulèvent pas les mêmes difficultés. Les solutions juridiques ont été répertoriées et ne nécessitent qu'une révision minimale du code civil et du code pénal, explique-t-on à la chancellerie. Mais les choix restent à faire, selon que l'on entend privilégier l'intérêt de l'enfant, c'est-à-dire le droit de l'enfant, plutôt que le droit - à tout prix - à l'enfant. Mais qu'est-ce que l'intérêt de l'enfant ?

BERTRAND LE GENDRE.

(1) Robert Clarke, *Les Enfants de la science*, Editions Stock, 1984.

(2) Dame Mary Warnock, *Report of the Committee of Inquiry into Human Fertilization and Embryology*, Her Majesty's Stationery Office, London, 1984.

(3) Jacques Robert, « La réflexion biologique et génétique face aux exigences du droit », *Revue de droit public*, tome IV, 1984.

## La maison des BIBLIOTHEQUES

### LE NOUVEAU CATALOGUE VIENT DE PARAÎTRE!

DEMANDEZ-LE : IL EST GRATUIT!



**450 MODÈLES**  
VITRÉS OU NON  
BIBLIOTHÈQUES  
JUXTAPOSABLES  
SUPERPOSABLES  
DÉPLAÇABLES  
A VOLONTÉ

Venez le chercher dans l'un des 18 magasins

BORDEAUX - 10, rue Buffard, tél. (56) 44.39.42. CLERMONT-FERRAND - 22, rue G. Clemenceau, tél. (73) 93.97.06. DIJON - 100, rue Monge, tél. (80) 45.02.45. GRENOBLE - 59, rue Saint-Laurent, tél. (76) 42.55.75. LILLE - 88, rue Esquermoise, tél. (20) 55.69.39. LIMOGES - 57, rue Jules-Norcia, tél. (55) 79.15.42. LYON - 9, rue de la République, (métro Hôtel-de-Ville - Louis-Pradet), tél. (7) 828.38.51. MARSEILLE - 109, rue Paradis, (métro Estrangin), tél. (91) 37.60.54. MONTPELLIER - 8, rue Sérane (près Gare), tél. (67) 58.19.32. NANCY - 8, rue piétonne St-Michel (face St-Epvre), tél. (8) 332.84.84. NANTES - 16, rue Gambetta (près rue Courmiers), tél. (40) 74.58.35. NICE - 8, rue de la Boucherie (19, quai E-Zola (près du Musée), tél. (99) 79.58.33. ROUEN - 43, rue des Charrettes, tél. (35) 71.96.22. STRASBOURG - 11, rue des Bouchers, tél. (88) 36.73.78. TOULOUSE - 1, rue des Trois-Renards (près pl. St-Sémin), tél. (61) 22.92.40. TOURS - 5, rue H. Barbusse (près des Halles), tél. (47) 61.03.28.

ou retournez le bon ci-dessous

Dans ce catalogue vous trouverez tous les modèles, hauteurs, largeurs, profondeurs et tous les prix pour concevoir et chiffrer votre installation. M079

M., Mme, Mlle. \_\_\_\_\_ Prénom \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
Code Postal \_\_\_\_\_ Ville \_\_\_\_\_  
(facultatif) Tél. \_\_\_\_\_ Profession \_\_\_\_\_  
Renvoyer ce bon à la MAISON DES BIBLIOTHEQUES  
75800 Paris Cedex 14 ou en téléphonant au : **(1) 320.73.33** 24 h sur 24 h

### COMMENT NE PLUS ÊTRE TIMIDE

Dr. Jacqueline RENAUD

La mot d'ordre est « recourir en fait toute une série de méthodes allant du manque d'assurance à la difficulté de communiquer avec les autres. Cause d'échecs sentimentaux et professionnels, elle peut mener au désespoir ou aux perversions.

La docteur Jacqueline Renaud a utilisé les applications modernes de la psychologie du comportement et sa longue expérience de psychodrammes pour proposer un véritable « mode d'emploi » du soi-même qui aborde largement la question de la timidité. Ce livre, en effet, est un véritable qui, en plusieurs « séances », et avec de nombreux tests, vous entraîne vers la connaissance de votre personnalité, de votre forme de timidité, puis vers la pratique d'exercices qui peuvent transformer votre vie.

Instrument pour s'apprendre à mieux vivre, il offre aux parents de nombreux moyens d'aider leurs enfants à affronter l'avenir avec confiance.

Prix T.T.C. : 56 F

Editions SOLAR

### A PARIS

61, RUE FRODOVAUX - 14°

Magasin ouvert le lundi de 14 h à 19 h

et de mardi au samedi de 9 h à 19 h

sans interruption.

Métro : Bastille-Bibliothèque, Saint-

Edgar-Quai. Autobus : 28, 38, 58, 68.

SNCF : gare Montparnasse.

هكذا من الأصل



[illegible]

Cette science, la stéréochimie, a permis

Pasteur, qui portait un vif intérêt aux applications pratiques de la science, eût aimé savoir que ses travaux nous ont permis de fabriquer le plus performant des moteurs d'avion.

**Le retour**  
d'un homme indiscret  
à la bourgeoisie bor-  
né.


**UNITED  
TECHNOLOGIES**



20. Le feuilleton de Bertrand Poirot-Delpech : « le Miroir qui revient », d'Alain Robbe-Grillet.

16. Société : les écrivains et le tabac. 18. Lettres étrangères : Voyage en littérature japonaise.

# Le Monde des livres

## Vingt-quatre heures à Laroche-Migennes

...ou les tribulations d'un ethnologue pas comme les autres

L'HISTOIRE est plutôt simple : Antoine, le narrateur, débarque à Laroche-Migennes où se tient un banquet en l'honneur des bouchers. Il participe aux agapes, boit beaucoup, et, adossé à un arbre, nous raconte - en s'embruyant - le génie du lieu. Le centre de ce récit décentré est la gare cosmopolite de Laroche-Migennes : cette gare, véritable nœud narratif, miroir aux éthnies, boîte noire d'un voyage bouffon, creuset d'insomnies et d'attentes, est le personnage principal d'une quête ethnologique inattendue. Baroque. Dérisonne.

Pascal Dibie fait partie de ces ethnologues qui se sont mis depuis longtemps à l'école de Bruegel et de Rabelais. Plutôt que de nous assigner un pensum sociologique et barbant, il se lance gaiement dans une sorte de roman documentaire à la première personne. Il procède par scènes et par tableaux comme dans le théâtre néo. Sous sa plume, Laroche-Migennes, célèbre carrefour de chemins de fer, devient un paradoxe anthropologique. Pascal Dibie raconte donc comment le rite, la cérémonie, la tradition, s'inscrivent dans l'improbable et le familier. Il dit comment l'être s'inscrit dans le passage. Il signale à plaisir la culture occulte de ceux qui, apparemment, n'en ont pas et fait surgir, par contraste, des mondes d'émigrés auprès desquels il trouve bonheur et insertion. Il nous invite à visiter le bazar de notre quotidien.

### Canular et fable cosmique

Les Découpeurs de monde est un texte qui tient du manteau d'Arlequin, du canular et de la fable cosmique. C'est un récit assis « entre deux selles » : l'ethnologie et la fiction. Le lecteur en sortira abasourdi et désorienté, car, comme dans les foires



et les quinzièmes commerciales, plusieurs musiques s'y superposent.

Il y a du jeune Cheneau (celui de *Temps mêlés* et de *Gueules de Pierre*, où il pastichait sciemment Marcel Mauss), du Michaux (celui de *Voyage en Grande Carabagne*), mais il y a surtout un immense appétit de vivre et l'envie d'en faire une épopée. Le moindre geste cache un rituel, et Dibie, sans doute par hasard, retrouve le Henry Miller de *Printemps noir* dans la geste héroïque du pisseur solitaire. Son programme est clair : « En quête des possibles antipodes de l'exo-

tisme à l'état pur, je voulais faire un vrai voyage, regarder qui je suis, au milieu de ceux avec qui je vis. En savoir un peu plus sur ce que nous sommes, obsession nécessaire à l'ethnologie. J'ai eu envie de l'extrême banalité de notre existence pour en ressentir toute la complexité ».

### Un mélange de régression et de transgression

Dire que ce roman n'est que le récit d'un voyage au bout d'une cuite serait schématiser et réducteur. Le mystère du vin y

joue cependant un rôle notoire. Celui de la viande aussi. Ce sont les intercesseurs nécessaires de ceux qui veulent s'ouvrir au monde parallèle des autres : en l'occurrence, les paysans urbanisés ou endimanchés (les Abéret et les Acasquette), les bouchers (Paul et les autres), le sculpteur sur fer qui sert de poisson pilote : Bessmérius, alias le Navigateur, et les hautes figures de l'exil qui bivouaquent dans leur HLM ou sur les bords de la nationale 6 (Nalla, Ouled Znad, Aïcha, Bu Hamra). Ajoutez-y des bœufs, des porcs, un bœuf et quelques chameaux... La distribution est

fastueuse, truculente, surréaliste, et la pachade scientifique, énorme. Savoureuse.

Fête de la lane rousse, au début du printemps, la Saint-Bouche est un mélange de régression et de transgression. La gauloiserie remonte à la surface : « Nos coutumes barbares de grands banquets, ponctués de chants traditionnels pour valoriser l'un d'eux nous, valent largement ce à quoi on peut assister dans les cultures qu'avec un mélange de crainte et d'envie nous appelons exotiques ». En contrepoint, Antoine découvre la fête discrète des Maghrébins, dont la religion semble couler dans les gestes les plus simples. Djebel Amour et TGV se côtoient à Laroche-Migennes entre deux festins. La gare, « cathédrale fonctionnaliste », devient alors, sous le regard hellzapoppinesque de Dibie, une plate-forme privilégiée du dialogue Nord-Sud.

Mais c'est aussi le lieu d'un coup de foudre... D'un amour lunaire, à peine esquissé, dont la pudeur relève du conte de fées. L'auteur, pour une fois, laisse son verbe au vestiaire, et voilà que le lecteur se prend à penser que toutes ces fanfares du début, toutes ces majorettes aux cuisses marbrées, tous ces animaux sacrifiés, tout ce vio, tout ce sang, n'étaient peut-être là que pour célébrer un amour muet.

L'ethnologue, espion culturel et fossyeur des traditions, est pris à son propre piège ! Cela fait penser à une nouvelle de Charles Cros, *La Science de l'amour* : un

savant étudie les effets de la passion sur sa fiancée, il la barde de bijoux discrets et enregistreurs, il la surveille du coin de l'œil comme un cobaye, mais un jour, lassé de ses procédés, la fille lui rend le tout et s'en va ; c'est alors que le « savant » s'aperçoit qu'il aurait mieux fait de poser les électrodes sur lui-même, car l'amoureux, des deux... c'était lui.

### « Un voyeur aux yeux fermés »

Pascal Dibie a retenu la leçon du poète. Il a compris que tout ethnologue, « voyeur aux yeux fermés », est l'instrument et l'instrumentiste de son observation. Iconoclaste et savant, champion de la dérive et de la digression, surgen situationniste, il n'a pas oublié de s'observer en observant. Cela donne un roman plein de verve, plein de gestes détaillés au ralenti et de cérémonies ordinaires - comme la découpe des bouchers - que Dibie sauve de la trivialité. L'exotisme à l'envers et la micro-ethnographie ont enfin trouvé droit de cité. Laroche-Migennes, au même titre que les Trobriand, le désert du Kalahari, les hauts plateaux du Pérou et de la Bolivie ou les bas-fonds de l'Amazonie, entre dans l'histoire de l'ethnologie. Sans ticket de quoi.

JACQUES MEUNIER.

\* LES DÉCOUPEURS DE MONDE, de Pascal Dibie. Grasset, 192 pages, 59 F.

## Le retour au bercail de Philippe Sollers

### Le charme indiscret de la bourgeoisie bordelaise.

Il y a deux ans avec *Femmes*, Philippe Sollers inaugurait sa nouvelle manière, qui le rendait tout à coup accessible au public, après tant de livres hermétiques. Il ne renouait pas pour autant à surprendre ni à choquer : scènes pornographiques, virulents portraits à clés de l'intelligentsia parisienne, attaques bouffonnes du féminisme et de ses adeptes, accusés de fonder une nouvelle religion de la déesse-mère contre laquelle Sollers dressait le Dieu-père du vieux catholicisme romain.

Portrait du joueur appartient à la même veine, et jusque dans sa forme. On y voit, comme dans *Femmes*, un écrivain en train de composer le livre qu'on lit et qui est un journal intime, structure commode pour qui veut mêler, dans un continu changement de

registre, vie privée et chronique du monde contemporain, réflexions personnelles et citations de lectures, faits divers et fines analyses de sensations. Que, dans le premier livre, il s'agisse d'un journaliste américain baptisé Will et qu'ici le narrateur s'appelle Philippe Diamant (substitut transparent de Joyaux, vrai nom de l'auteur) et publie sous le pseudonyme de Sollers, ne change pas grand-chose à l'affaire. D'autant plus que Will se peignait en libertin, en don Juan couvert de femmes, et que notre Diamant se passe en « joueur », à la recherche d'un art de vivre.

Je ne dirai pourtant pas que Sollers a refait le même livre, bien qu'on retrouve le même mélange détonant de messe et de

sexe, d'érotisme et de mystique, de Sade et d'encyclopédies. Le centre autour duquel tournoient, comme en un grand manège, les bribes arrachées au vécu le plus divers a changé. Nous avançons dans *Femmes* la peinture, au présent, d'un milieu. Portrait du joueur fait l'histoire d'une famille, celle de l'auteur, une de ces riches familles de la bourgeoisie bordelaise, qui marche à son déclin.

On avait largement pignon sur rue chez les Diamant. L'usine familiale, une fabrique de pot-belles, avoisinait les deux maisons de maître jumelles où deux frères, récemment sortis du peuple, avaient épousé deux sœurs de petite noblesse. On occupait plusieurs numéros sur le cours Montequien. A travers les grilles, s'exhibaient les jardins, les pelouses, les jets d'eau. On voyait son nom inscrit sur les murs et les baches des camions.

Les femmes étaient belles, élégantes et oisives, les enfants sentaient bons. L'été se passait à l'île de Ré, dans une propriété anciennement acquise, et l'on avait autour de Bordeaux ses vignes, son cru, ses prés : le domaine de Dowland.

Sur tout cela ont déferlé le Front populaire, aux cris de « Diamant au poteau ! », la défaite, l'occupation allemande qui fit raser la maison de vacances, obstacle à la défense côtière, puis la faillite. Un supermarché énorme a remplacé le parc, les demeures, les entrepôts du cours Montequien. Sont passées aussi les maladies, la vieillesse et la mort. Dans le temps que recouvre le livre, le dernier bien resté dans la famille, Dowland, traversé par le projet d'une autoroute, va être vendu.

JACQUELINE PIATIER.  
(Lire la suite page 17.)



## L'année GERBER

DES JOURS DE VIN ET DE ROSES  
Grand prix de la nouvelle  
de la Société des Gens de Lettres 1984  
Bourse Goncourt de la Nouvelle 1984  
à l'unanimité du jury

UNE RUMEUR D'ÉLÉPHANT  
Grand prix du roman  
de la Ville de Paris 1984

Robert Laffont



**NOUVELLE-CALÉDONIE, 1878**  
**Roselène DOUSSET-LEENHARDT**  
**Terre natale**  
**Terre d'exil**  
*L'insurrection canaque et sa sanglante répression*  
*Histoire et documents*  
 Un volume de 320 pages, illustré - 145 F  
 En vente chez tous les libraires et chez l'éditeur  
**MAISONNEUVE ET LAROSE**  
 15, rue Vinter-Cousin 75005 Paris - Tél. 354 32 70

**THOMAS MORE**  
**L'UTOPIE**  
 présentée par ANDRÉ PRÉVOST, docteur ès lettres  
 SEULE ÉDITION INTÉGRALE ET COMMENTÉE  
 du MAÎTRE-LIVRE DE NOTRE TEMPS,  
 Charte de la société pluraliste.  
 TEXTE DE MORE, en regard, traduction nouvelle.  
 Introduction, biographie, portraits. La clé de l'Utopie.  
 Notes. Tables. Un livre de référence permanente.  
 Prix Bordin de l'Académie Française. Mame.  
 UN PRESTIGIEUX VOLUME relié toile de lin, sous écran  
 illustré, 18 x 24, 790 pages. Livré par retour,  
 emballage renforcé : 210 F franco.  
 COMMANDES : A. PRÉVOST, C.C.P. 1.462-61 Z Lille  
 ou chèque bancaire, 16, avenue des Fleurs,  
 59110 La Madeleine - Tél. (20) 55.29.16.  
 Spécimen gratuit sur demande.

**PIERRE GOUBERT**  
**DANIEL ROCHE**  
**Les Français et l'Ancien Régime**  
 LA SOCIÉTÉ ET LE LIT  
 CULTURE ET SOCIÉTÉ  
 Pierre Goubert et Daniel Roche ont  
 réussi une gageure : rendre  
 extrêmement claire et passionnante  
 une période souvent confuse. Ils ont renoncé  
 au récit chronologique pour décrire des attitudes et  
 des comportements, expliquer un système social, évoquer  
 les Français dans leur cadre de vie, de travail et de pensée. Le style  
 est alerte, l'iconographie riche et le plus souvent inédite. Nous  
 retrouvons ainsi, dans leur existence quotidienne, dix à douze  
 générations de nos ancêtres qui vécurent de la Renaissance  
 à la Révolution.  
 2 volumes, format 18 x 25, 380 pages chacun,  
 reliure pleine toile sous jaquette illustrée, nombreuses illustrations  
 noir et couleurs. Chaque volume : 270 F, les deux volumes : 480 F.

**ARMAND COLIN**  
 103, bd St-Michel 75005 Paris



**L'ENFANT DANS SA FAMILLE**  
**Prévention en psychiatrie de l'enfant**  
**en un temps de transition**  
 Par E. J. Anthony et C. Chiland.  
 Déjà parus : L'enfant à haut risque psychiatrique, par E. J. Anthony  
 C. Chiland et C. Koupernik. • L'enfant vulnérable, par E. J.  
 Anthony, C. Chiland et C. Koupernik. • Parents et enfants dans un  
 monde en changement, par E. J. Anthony et C. Chiland.  
 Collection "Le Fil Rouge" **PUF**

LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

**ROMANS**

**Une saga**

**libanaise**

Nul plaisir ne pouvant venir de la  
 terre « sans être incestueux », le  
 rapport « homme-terre » étant sem-  
 blable à celui de l'enfant et de la  
 mère, le paysan qui perdait ses  
 champs était orphelin et, s'il les  
 vendait, frappé d'indignité. Ainsi le  
 père d'Hakim se vit-il interdire de  
 boutique pour vendre de l'alcool à  
 des chrétiens, mis « au ban de sa  
 communauté ».  
 Ce moment de la saga d'Hakim,  
 s'il ne résume pas les mille et une  
 aventures qui s'y rencontrent, dit  
 cependant très bien le grand thème  
 du roman d'Aziz Adam : la mutation  
 de la campagne libanaise, en cin-  
 quante ans, la civilisation boule-  
 versée la vie ancestrale. Pittoresques  
 et symboliques, les personnages  
 sont autant d'illustrations de ce  
 bouleversement. Que ce soit Oum  
 Elias, une Beyrouthine — première  
 chadine connue du village — ou  
 mari Abou vénu à l'occidentale, He-  
 lmi l'accoucheuse impotente qui re-  
 fuse d'être portée par un homme  
 parce que le toucher, « même sans  
 l'avoir désiré sciemment, l'aurait  
 souillée », tous sont marqués par le  
 monde extérieur qui s'insinue en un  
 double courant, « l'occidental dans  
 le sens Beyrouth-Damas et l'arabi-  
 sme de Damas à Beyrouth ».  
 Fleuves impalpables, ils ne leis-  
 sent pas le village d'Hakim à l'abri  
 des conséquences de la guerre  
 mondiale, de la création de l'État  
 d'Israël, du leadership de Nasser,  
 de l'OLP, la déferlante des  
 troupes étrangères et des idéologies  
 met un terme au temps où, chaque  
 famille vivant en autarcie économi-  
 que, vivait aussi dans un espace de  
 mythe régi par des croyances di-  
 verses, juxtaposées et immuables.  
 L'humour et un style perlé de  
 contour très efficace suffiraient à  
 faire de ce roman-témoignage un li-  
 vre à conseiller. Il l'est pour une au-  
 tre raison. Nous entraînent inces-  
 samment du particulier au général,  
 Aziz Adam, par la vie d'une famille  
 de la Bekaa, nous fait découvrir non  
 seulement un Liban que nous  
 croyons connaître, mais il nous ré-  
 vèle les mystères d'une culture aux  
 origines multiples, qui explique bien  
 des drames de ces dernières an-  
 nées.  
 P.-R.L.  
 \* **UN HOMME DE PAROLE**,  
 d'Aziz Adam, Payot, 260 pages,  
 76 F.

**LETTRES ÉTRANGÈRES**

**Un joli « scoop »**

Camille Laurent, héros de la Ré-  
 sistance, candidat conservateur à la  
 présidence de la République fran-  
 çaise, a-t-il en réalité fraye avec la  
 Gestapo ? Un vrai journaliste saura  
 toujours sur un « scoop », auten-  
 tiquement et avec une information in-  
 fime. La question paraît donc d'un  
 intérêt suffisant à André Kohl, cé-  
 lèbre du journalisme télévisé améri-  
 cain, pour s'attacher à l'année sab-  
 batique et musicale qu'il a apprise à  
 savourer dans sa jolie maison de  
 Varengeville. On a en voudrait de  
 situer la réponse et de démentir  
 ainsi le plaisir que prendra le lecteur  
 à suivre un récit haletant, auquel  
 bien entendu le KGB, la CIA, les ser-  
 vices de renseignements français et  
 le Mossad israélien se trouvent  
 mêlés, sans qu'on puisse décaler  
 chez les auteurs le moindre soupçon  
 de mensonge.  
 Une aventure sentimentale  
 contée avec beaucoup de délica-  
 tesse, aux antipodes des exploits  
 amoureux de James Bond ou d'Hub-  
 ert Bonisseur de la Bath, contribue  
 à donner à ce livre sans prétention  
 une dimension d'authenticité rare  
 dans ce genre de littérature. De  
 mains les réticences, dont il est  
 assailli par l'esprit français et l'es-  
 prit américain, où l'on reconnaît la  
 marque de l'expérience incompa-  
 rable de Pierre Salinger, qui a co-  
 signé l'ouvrage avec Leonard Gross.  
 Disons qu'André Kohl a emprunté à  
 notre confrère de la chaîne de télé-  
 vision ABC une partie de son  
 pedigree. Pour se changer les idées,  
 en cette saison tristounette, et  
 même à l'occasion pour donner à  
 penser, c'est un très bon remède.  
 — A.F.  
 \* **LE SCOOP**, de Pierre Salin-  
 ger et Leonard Gross, Ed. J.-C.

Après Bérul, Thomas d'Angle-  
 terre et Elbert d'Oberg, qui, au  
 douzième et treizième siècles, se fi-  
 rent les chantres de la légende de  
 Tristan et Iseut, Michel Cazenave a  
 décidé de consacrer un roman à ces  
 deux amants dont les noms, gravés

dans toutes les mémoires, ont le  
 pouvoir d'inspirer du rêve.  
 Jean Markale a raison de signa-  
 ler, dans sa belle préface, qu'« au  
 fond, tout poète, tout conteur, tout  
 rêveur est un Tristan sur le bord  
 d'un précipice, angoissé, tourmenté  
 par le vide, et cependant prêt à s'y  
 jeter ».  
 Les amours d'Iseut la blonde et  
 de Tristan le preux chevalier per-  
 mettent à Michel Cazenave d'expli-  
 quer un talent au lyrisme contenu.  
 L'étante, le désir et la mort sont au  
 rendez-vous, mais la puissance  
 d'évocation de l'auteur est telle que  
 l'on se surprend, par instants, à  
 imaginer que la sorte ne sera pas  
 contraire aux amants.  
 Michel Cazenave prétend joint-  
 ment que les corps de Tristan et  
 Iseut furent placés dans une barque  
 sans voile qui, peut-être, s'échoua  
 sur les « rives inconnues de ces îles  
 bienheureuses où l'amour n'a de  
 lois que la lumière du soleil, la dou-  
 ceur de la harpe et le cœur de  
 l'amarante ». — P. Dra.

\* **TRISTAN ET ISEUT**, de  
 Michel Cazenave, préface de Jean  
 Markale, collection « Les grands  
 mythes fondateurs de l'Occident »,  
 Albin Michel/France-Culture,  
 279 pages, 85 F.

Après Bérul, Thomas d'Angle-  
 terre et Elbert d'Oberg, qui, au  
 douzième et treizième siècles, se fi-  
 rent les chantres de la légende de  
 Tristan et Iseut, Michel Cazenave a  
 décidé de consacrer un roman à ces  
 deux amants dont les noms, gravés

dans toutes les mémoires, ont le  
 pouvoir d'inspirer du rêve.  
 Jean Markale a raison de signa-  
 ler, dans sa belle préface, qu'« au  
 fond, tout poète, tout conteur, tout  
 rêveur est un Tristan sur le bord  
 d'un précipice, angoissé, tourmenté  
 par le vide, et cependant prêt à s'y  
 jeter ».  
 Les amours d'Iseut la blonde et  
 de Tristan le preux chevalier per-  
 mettent à Michel Cazenave d'expli-  
 quer un talent au lyrisme contenu.  
 L'étante, le désir et la mort sont au  
 rendez-vous, mais la puissance  
 d'évocation de l'auteur est telle que  
 l'on se surprend, par instants, à  
 imaginer que la sorte ne sera pas  
 contraire aux amants.  
 Michel Cazenave prétend joint-  
 ment que les corps de Tristan et  
 Iseut furent placés dans une barque  
 sans voile qui, peut-être, s'échoua  
 sur les « rives inconnues de ces îles  
 bienheureuses où l'amour n'a de  
 lois que la lumière du soleil, la dou-  
 ceur de la harpe et le cœur de  
 l'amarante ». — P. Dra.

\* **TRISTAN ET ISEUT**, de  
 Michel Cazenave, préface de Jean  
 Markale, collection « Les grands  
 mythes fondateurs de l'Occident »,  
 Albin Michel/France-Culture,  
 279 pages, 85 F.

Après Bérul, Thomas d'Angle-  
 terre et Elbert d'Oberg, qui, au  
 douzième et treizième siècles, se fi-  
 rent les chantres de la légende de  
 Tristan et Iseut, Michel Cazenave a  
 décidé de consacrer un roman à ces  
 deux amants dont les noms, gravés

dans toutes les mémoires, ont le  
 pouvoir d'inspirer du rêve.  
 Jean Markale a raison de signa-  
 ler, dans sa belle préface, qu'« au  
 fond, tout poète, tout conteur, tout  
 rêveur est un Tristan sur le bord  
 d'un précipice, angoissé, tourmenté  
 par le vide, et cependant prêt à s'y  
 jeter ».  
 Les amours d'Iseut la blonde et  
 de Tristan le preux chevalier per-  
 mettent à Michel Cazenave d'expli-  
 quer un talent au lyrisme contenu.  
 L'étante, le désir et la mort sont au  
 rendez-vous, mais la puissance  
 d'évocation de l'auteur est telle que  
 l'on se surprend, par instants, à  
 imaginer que la sorte ne sera pas  
 contraire aux amants.  
 Michel Cazenave prétend joint-  
 ment que les corps de Tristan et  
 Iseut furent placés dans une barque  
 sans voile qui, peut-être, s'échoua  
 sur les « rives inconnues de ces îles  
 bienheureuses où l'amour n'a de  
 lois que la lumière du soleil, la dou-  
 ceur de la harpe et le cœur de  
 l'amarante ». — P. Dra.

\* **TRISTAN ET ISEUT**, de  
 Michel Cazenave, préface de Jean  
 Markale, collection « Les grands  
 mythes fondateurs de l'Occident »,  
 Albin Michel/France-Culture,  
 279 pages, 85 F.

Après Bérul, Thomas d'Angle-  
 terre et Elbert d'Oberg, qui, au  
 douzième et treizième siècles, se fi-  
 rent les chantres de la légende de  
 Tristan et Iseut, Michel Cazenave a  
 décidé de consacrer un roman à ces  
 deux amants dont les noms, gravés

dans toutes les mémoires, ont le  
 pouvoir d'inspirer du rêve.  
 Jean Markale a raison de signa-  
 ler, dans sa belle préface, qu'« au  
 fond, tout poète, tout conteur, tout  
 rêveur est un Tristan sur le bord  
 d'un précipice, angoissé, tourmenté  
 par le vide, et cependant prêt à s'y  
 jeter ».  
 Les amours d'Iseut la blonde et  
 de Tristan le preux chevalier per-  
 mettent à Michel Cazenave d'expli-  
 quer un talent au lyrisme contenu.  
 L'étante, le désir et la mort sont au  
 rendez-vous, mais la puissance  
 d'évocation de l'auteur est telle que  
 l'on se surprend, par instants, à  
 imaginer que la sorte ne sera pas  
 contraire aux amants.  
 Michel Cazenave prétend joint-  
 ment que les corps de Tristan et  
 Iseut furent placés dans une barque  
 sans voile qui, peut-être, s'échoua  
 sur les « rives inconnues de ces îles  
 bienheureuses où l'amour n'a de  
 lois que la lumière du soleil, la dou-  
 ceur de la harpe et le cœur de  
 l'amarante ». — P. Dra.

\* **TRISTAN ET ISEUT**, de  
 Michel Cazenave, préface de Jean  
 Markale, collection « Les grands  
 mythes fondateurs de l'Occident »,  
 Albin Michel/France-Culture,  
 279 pages, 85 F.

Après Bérul, Thomas d'Angle-  
 terre et Elbert d'Oberg, qui, au  
 douzième et treizième siècles, se fi-  
 rent les chantres de la légende de  
 Tristan et Iseut, Michel Cazenave a  
 décidé de consacrer un roman à ces  
 deux amants dont les noms, gravés

dans toutes les mémoires, ont le  
 pouvoir d'inspirer du rêve.  
 Jean Markale a raison de signa-  
 ler, dans sa belle préface, qu'« au  
 fond, tout poète, tout conteur, tout  
 rêveur est un Tristan sur le bord  
 d'un précipice, angoissé, tourmenté  
 par le vide, et cependant prêt à s'y  
 jeter ».  
 Les amours d'Iseut la blonde et  
 de Tristan le preux chevalier per-  
 mettent à Michel Cazenave d'expli-  
 quer un talent au lyrisme contenu.  
 L'étante, le désir et la mort sont au  
 rendez-vous, mais la puissance  
 d'évocation de l'auteur est telle que  
 l'on se surprend, par instants, à  
 imaginer que la sorte ne sera pas  
 contraire aux amants.  
 Michel Cazenave prétend joint-  
 ment que les corps de Tristan et  
 Iseut furent placés dans une barque  
 sans voile qui, peut-être, s'échoua  
 sur les « rives inconnues de ces îles  
 bienheureuses où l'amour n'a de  
 lois que la lumière du soleil, la dou-  
 ceur de la harpe et le cœur de  
 l'amarante ». — P. Dra.

\* **TRISTAN ET ISEUT**, de  
 Michel Cazenave, préface de Jean  
 Markale, collection « Les grands  
 mythes fondateurs de l'Occident »,  
 Albin Michel/France-Culture,  
 279 pages, 85 F.

Après Bérul, Thomas d'Angle-  
 terre et Elbert d'Oberg, qui, au  
 douzième et treizième siècles, se fi-  
 rent les chantres de la légende de  
 Tristan et Iseut, Michel Cazenave a  
 décidé de consacrer un roman à ces  
 deux amants dont les noms, gravés

dans toutes les mémoires, ont le  
 pouvoir d'inspirer du rêve.  
 Jean Markale a raison de signa-  
 ler, dans sa belle préface, qu'« au  
 fond, tout poète, tout conteur, tout  
 rêveur est un Tristan sur le bord  
 d'un précipice, angoissé, tourmenté  
 par le vide, et cependant prêt à s'y  
 jeter ».  
 Les amours d'Iseut la blonde et  
 de Tristan le preux chevalier per-  
 mettent à Michel Cazenave d'expli-  
 quer un talent au lyrisme contenu.  
 L'étante, le désir et la mort sont au  
 rendez-vous, mais la puissance  
 d'évocation de l'auteur est telle que  
 l'on se surprend, par instants, à  
 imaginer que la sorte ne sera pas  
 contraire aux amants.  
 Michel Cazenave prétend joint-  
 ment que les corps de Tristan et  
 Iseut furent placés dans une barque  
 sans voile qui, peut-être, s'échoua  
 sur les « rives inconnues de ces îles  
 bienheureuses où l'amour n'a de  
 lois que la lumière du soleil, la dou-  
 ceur de la harpe et le cœur de  
 l'amarante ». — P. Dra.

\* **TRISTAN ET ISEUT**, de  
 Michel Cazenave, préface de Jean  
 Markale, collection « Les grands  
 mythes fondateurs de l'Occident »,  
 Albin Michel/France-Culture,  
 279 pages, 85 F.

**A LA VITRINE DU LIBRAIRE**

Lettres, traduit de l'américain par  
 Gérard de Chergé, 295 p., 75 F.

**SOCIÉTÉ**

**Les « nouvelles**

**classes moyennes »**

L'expansion des trente dernières  
 années a suscité l'émergence de  
 nouvelles couches sociales, inter-  
 médiaires entre le prolétariat et la  
 bourgeoisie traditionnelle, mais ne  
 correspondant pas précisément à ce  
 qu'on avait coutume de désigner  
 sous le nom de « classes  
 moyennes » (artisans, commer-  
 çants, employés...). Occupent au-  
 tout les fonctions récemment  
 créées dans les domaines de la for-  
 mation, de la santé et des loisirs,  
 elles ont inventé une culture, des  
 valeurs, un mode de vie qui leur  
 sont propres : leur terrain d'intér-  
 vention est essentiellement celui  
 des relations humaines ; bien  
 qu'appartenant surtout au secteur  
 public, elles ont une idéologie de  
 l'autonomie, de l'initiative, person-  
 nelle ; elles investissent une grande  
 part de leur énergie dans l'animation  
 locale, l'aménagement du  
 cadre de vie, l'action associative et  
 municipale.  
 Pour la sociologue Cathé-  
 rine Bidou qui les a étudiées de  
 près, ces nouvelles classes  
 moyennes ont été l'élément le plus  
 innovateur de la société française  
 contemporaine. Elle estime aussi  
 que le modèle culturel qu'elles dé-  
 borent correspond bien aux évolu-  
 tions sociales et technologiques en  
 cours ; leur influence, dans les  
 années à venir, pourrait donc  
 s'étendre au-delà de leurs origi-  
 nes socioprofessionnelles d'origine  
 du côté des techniciens, des ingé-  
 nieurs, des cadres du privé, des spé-  
 cialistes de l'information et de la  
 communication que la troisième  
 révolution industrielle multiplie.  
 Déjà en avance sur leur temps,  
 ces « nouvelles classes moyennes »  
 semblent avoir l'avenir devant elles.  
 — F.G.  
 \* **LES AVENTURES DU**  
**QUOTIDIEN**, de Catherine Bidou,  
 PUF, collection « Économie et  
 liberté », 200 p., 85 F.

**APOLOGUE**

**Le rêve**

**de Michel Tardieu**

Michel Tardieu publie un timide  
 dévoiement, où l'Argent — c'est  
 son titre — est le personnage cen-  
 tral qui s'exprime devant le tribunal  
 d'un pays où le premier ministre  
 vient de le faire arrêter. La fiction  
 aide à pénétrer tous les méca-  
 nismes et ressorts qu'anime  
 l'Argent, dépassant même la réalité  
 en apportant la part de rêve (non  
 monétaire celui-là) qui donne l'aura  
 au sujet.  
 D'un bout à l'autre se déroule ce  
 procès étrange où l'accusé vante  
 les bienfaits qu'il prodigue, assisté

de son défenseur, alors que l'avocat  
 général le cloue au pilori, au nom de  
 l'ordre, de l'édifice social ou de  
 l'intérêt national.  
 Le plus pittoresque de l'ouvrage  
 est le défilé des témoins les plus  
 variés, du fils d'un concierge de  
 l'avenue Foch à une vieille gouver-  
 nante, en passant par un écono-  
 miste, une prostituée, un profes-  
 seur, un vichyste, un haut  
 fonctionnaire, un promoteur, un  
 banquier, etc. Autant de tableaux  
 fins, voire de petites nouvelles, éga-  
 mment tressées à l'occasion de  
 quoi se glissent, comme si de rien  
 n'était, les réflexions à longue por-  
 tée sur le rôle du personnage cen-  
 tral. Deux morceaux de choix : le  
 réquisitoire de l'avocat général,  
 dévorant les folies qu'inspire  
 l'Argent, et la plaidoirie de la  
 défense prouvant qu'il n'est que « le  
 mercenaire de la liberté ». Tout finit  
 bien : l'Argent s'évade, et la pro-  
 fonde dépression économique  
 qu'avait déclenchée le procès — le  
 public se méfiant de la monnaie et  
 utilisant de plus en plus le troc — se  
 mue en reprise des affaires.  
 — Il fallait du souffle et une plume  
 allègre pour mener à bien cet apo-  
 logue. De son perchoir du *Nouvel*  
*Économiste*, Michel Tardieu lance  
 ainsi un sympathique clin d'œil.  
 — P.D.  
 \* **L'ARGENT**, de Michel Tar-  
 dieu, Éditions Fayard, 266 pages,  
 75 F.

**TÉMOIGNAGE**

**Le « véli » Elgozy**

Économiste, humoriste, chroni-  
 queur, Georges Elgozy vide un autre  
 sac qu'on ne lui connaissait pas et  
 laisse parler son cœur d'ancien du  
 corps franc d'Afrique, une unité for-  
 mée, fin 1942, à Alger, des volon-  
 taires les plus hétéroclites. Mal  
 équipé et armé, considéré avec  
 suspicion par les militaires profes-  
 sionnels et l'entourage de Giraud,  
 elle n'en participa pas moins parmi  
 les premières à la campagne de  
 Tunisie et entra en tête des forces  
 alliées dans Bizerte. Les « véli »  
 — état-major des avions ainsi bapti-  
 sés — dépendaient du CFA (Comité  
 français de l'Afrique) et de la 1<sup>re</sup>  
 armée. On y rencontrait aussi bien  
 un amiral républicain devenu  
 capitaine que de jeunes gaillards,  
 et jusqu'à des collaborateurs parfois  
 mal repentis.  
 Elgozy dit son amertume de  
 l'oubli où est tombée cette troupe  
 mal aimée, raconte sa campagne  
 sans grand succès, et, comme  
 tous les combattants, montre l'hor-  
 reur qu'il a de la guerre. — J.P.F.  
 \* **LA VÉRITÉ SUR MON**  
**CORPS FRANCA D'AFRIQUE**,  
 1942-1943, de Georges Elgozy, Le  
 Livre de Poche, Éditions de  
 Rocher, 232 pages, 85 F.

On collabora à cette rubri-  
 que : Bernard Allot, Pierre  
 Drachine, Pierre Drouin,  
 André Fontaine, Frédéric Gans-  
 sen, Pierre-Robert Leclercq et  
 Jean Pichon.

**DERNIÈRES LIVRAISONS**

● **« AU SOLSTICE D'ÉTÉ, l'heure où les**  
**cheveux-souris prennent la relève des hir-**  
**ondelles, la garde du jour passant la consigne à**  
**la garde de nuit. » Le snobisme culturel ac-**  
**naire de belles œuvres pour de mauvaises res-**  
**sons, » et ce cocktail enfin arborer un tyrant**  
**qu'il était mort depuis deux jours. » Avec**  
**Temps variable avec éclaircies, Claude Roy**  
**donne un délicieux recueil d'aphorismes.**  
**Brèves pensées où ce qui fait le cours des**  
**choses — la temps qui fuit, le sens de la**  
**vacuité et de la plénitude, la guerre et les o-**  
**seaux — s'imprègne de poésie. Poésie que**  
**l'on retrouve dans le recueil de vers que**  
**Claude Roy publie simultanément et qui ont**  
**été composés de 1978 à 1984. (Claude Roy :**  
**Temps variable avec éclaircies et A la lisière**  
**du temps, Gallimard, 112 p., 60 F et**  
**204 p., 82 F.)**

● **LUCIEN LEUWEN, le plus méconnu des**  
**romans de Stendhal, s'organise, selon l'é-**  
**minent spécialiste qu'est Michel Crouzet, sur les**  
**thèmes du jeu, de l'or, de l'orviétan (ou dro-**  
**gue miracle de la force et de l'absolu (repré-**  
**senté par l'île de Chasteller). Chacun de ces**  
**thèmes fait l'objet d'une investigation ité-**  
**raire fouillée. (Michel Crouzet : Ombre Études**  
**sur Lucien Leuwen, Seides, 133 p., 60 F.)**

● **LA VIE ÉROTIQUE DE FLAUBERT a été**  
**scrutinée par un universitaire pas bégueule,**  
**J.-L. Douchin, professeur à l'université de**  
**Nantes, qui a trouvé en Jean-Jacques Pauvert**  
**un éditeur enthousiaste. Poussé par celui-ci**  
**vers un style peu académique, l'érudit a ef-**  
**force de faire justice de « légendes », notam-**  
**ment celle de l'« unique passion » de l'auteur**  
**de l'Éducation sentimentale pour Mme Schie-**  
**singer, modèle de Mme Arnoux. Il révèle aussi**  
**des amours inconnues qui démentent la répu-**  
**tation de l'ermite de Croisset ». Jacques-**  
**Louis Douchin : La Vie érotique de Flaubert,**  
**J.-J. Pauvert aux éditions Carrère, 314 p.,**  
**69 F.)**

● **SOUS LE PSEUDONYME DE DANIEL**  
**STERN, la comtesse Marie d'Agout, grande**  
**dame de l'aristocratie, publiée, en 1850, une**  
**importante Histoire de la révolution de 1848,**  
**rééditée maintenant avec une préface de Do-**

minique Desanti. Plus connue comme séduc-  
 trice un brin scandaleuse, Marie d'Agout se fit  
 historienne et politique, recueillit à ce cheud  
 de la bouche des protagonistes des témoi-  
 gnages sur les événements de 1848 pendant  
 lesquels un roi tomba sans y perdre la tête.  
 (Daniel Stern : Histoire de la révolution de  
 1848, éd. Balland, 744 p., 169 F.)

● **POUR EN SAVOIR PLUS SUR SON**  
**« PSY » et aussi sur soi, il suffit de l'enlever.**  
 Trois patients kidnappent leur psychanalyste  
 et l'emmenent dans une maison de campa-  
 gne. Les séances d'analyse tournent alors  
 au désastre... Catherine Rihot publie au-  
 jourd'hui le texte original de sa pièce créée par  
 Etienne Bierry au Théâtre de Poche Montpar-  
 nasse, le 12 décembre dernier. (Catherine Ri-  
 hot : Kidnapping, Gallimard, 130 p., 45 F.)

● **ON NE ROMPT PAS FACILEMENT**  
**AVEC UN PASSÉ COLONIAL.** Alain Calmes,  
 en livrant une lecture critique du Roman colo-  
 nial en Algérie avant 1914, met en lumière un  
 certain nombre de mécanismes idéologiques  
 qui jouent encore dans la France contempo-  
 raine. (Alain Calmes : le Roman colonial en Al-  
 gérie avant 1914, éd. l'Harmattan, 7, rue de  
 l'École-Polytechnique, 75005 Paris, 272 p.,  
 110 F.)

● **DISCIPLE DE PASTEUR, Alexandre Yersin,**  
 né en 1863 dans le canton de Vaud, mort  
 en 1943, fut un savant tout aussi exception-  
 nel que méconnu. Le professeur Henri Mol-  
 laret, de l'Institut Pasteur, avec sa collabora-  
 trice Jacqueline Broscollet, retracent la vie de  
 Yersin, à qui il attribue la découverte du ba-  
 cille de la peste le 20 juin 1894 et la guérison  
 des premiers pestiférés traités par sérothéra-  
 pie. Installé en Indochine, A. Yersin fut aussi  
 un explorateur, le fondateur de l'Institut Pas-  
 teur de Nhatrang, un élève et un planteur  
 qui introduisit dans la péninsule la culture de  
 l'hévéa et de l'arbre à quinquina. (Henri  
 Mollaret, Jacqueline Broscollet : Alexandre  
 Yersin ou le vainqueur de la peste, Fayard,  
 320 pages, 95 F.)

● **TOUS LES ASPECTS DU FÉMINISME**  
**AMÉRICAIN (historique, idéologique, culturel,**

politique) sont explorés par Ginette Castro.  
 Elle montre, en particulier, que l'expression la  
 plus accomplie de la culture féminine actuelle  
 est dans la production littéraire, assurant ainsi  
 la survie à un mouvement divisé tant dans ses  
 courants idéologiques que dans ses modes  
 d'action. (Ginette Castro : Radioscopie du fé-  
 minisme américain, Presses de la Fondation  
 nationale des sciences politiques, 304 pages,  
 132 F.)

● **« L'ANNÉE STRATÉGIQUE » est un ou-**  
**vrage collectif réalisé, sous la direction de**  
**Paucal Borioque, par des spécialistes de l'In-**  
**stitut national supérieur d'études de défense et**  
**de désarmement, sous l'égide de la Fondation**  
**pour les études de défense nationale. L'Année**  
**stratégique expose et analyse les événements**  
**stratégiques, politiques et militaires des deux**  
**dernières années, région par région, les consé-**  
**quences à en tirer, ainsi que l'état des**  
**forces armées du globe. Des cartes et des dia-**  
**grammes comparatifs, des renseignements**  
**confidentiels complètent l'ouvrage. (L'Année**



• Témoignage

Les derniers jours de Saint-Exupéry

L'écrivain Saint-Exupéry disparut au cours d'une mission de reconnaissance au-dessus de la France, le 31 juillet 1944. Jusqu'au 25 février, une exposition (hôtel de Rohan, 87, rue Vieille-du-Temple, 75003 Paris, tous les jours sauf mardi) organisée par les Archives nationales, célèbre le quarantième anniversaire de sa mort (le Monde du 6 décembre 1984).

Raoul Bertrand, ancien diplomate, engagé dans les Forces navales françaises libres, chargé en 1944 d'organiser la direction des relations culturelles en vue du retour en France, recueillait l'avis des écrivains français se trouvant alors à Alger. Il nous apporte son témoignage sur les derniers jours d'Antoine de Saint-Exupéry.

Le 28 juillet 1944, peu avant minuit, Antoine de Saint-Exupéry, que j'avais conduit au terrain de Maison-Blanche, où il devait retrouver le lieutenant-colonel Chassin — me remit un jeu d'échecs dont nous nous servions à Ain-Taya et dont, auparavant, il ne se séparait jamais. «Gardez-le. Nous rejoindrons dans une autre planète. Trois jours plus tôt, il avait dit à l'épouse du général Mast : «Je suis sûr de ne plus jamais vous revoir. A Christian Fouchet, il avait confié : «Je finirai en croix dans la Méditerranée. Je ne regretterai rien, sauf de ne pas avoir fait sauter une usine à hélice. Le 31 juillet, il disparaissait en mission aérienne.

Le général de Gaulle ne lui avait pas pardonné d'avoir écrit : «Nous ne représentons pas la France... Il n'est point de commune mesure entre le combat libre et l'écrasement dans la nuit. Il l'avait fait passer «en réserve de commandement» : interdiction de vol, interdiction de sortir d'Algérie, interdiction de publier. Les efforts conjugués de Lionel Chassin et du reporter-photographe américain John Phillips obtinrent du général Eisenhower, commandant les forces aériennes alliées en Afrique du Nord, de confier à Saint-Ex cinq missions sur Lightning, alors l'avion le plus rapide du monde, interdit aux plus de trente ans, bien qu'il en ait quarante-quatre. «Pourquoi tenez-vous tellement à voler ?», lui avait demandé ira Ekers. «Seuls ceux qui se battent ont le droit de voler.

Au cours de sa dernière mission officielle, il ne se tira qu'un bras d'un ébouriffement provoqué par l'arrêt de son régulateur d'oxygène en descendant à 2000 mètres au-dessus de Gènes (sans que le Flack ni la chasse allemande ni l'incrimination, personne n'imaginant une telle dévotion). Il en profita pour «recueillir» des missions supplémentaires afin de photographier la côte méditerranéenne, à l'exception d'Agay, où sa mère habitait, mais qu'il survolait le plus bas possible en battant des ailes pour qu'elle l'aperçût (1). A 700 kilomètres à l'heure, le moindre poussoir de la main sur le volant, 50 mètres au-dessus de la mer, ouvre la porte de l'atmosphère. Le souhait de la mort, source de charité, est un état d'esprit, ainsi une volonté, commune à tous les humains incapables de concevoir la petitesse. Tel celui qui écrit : «Sont mes frères non ceux qui ont raisonné comme moi, mais ceux qui ont aimé comme moi.

RAOUL BERTRAND.

(1) Du 28 avril au 15 août 1944, les Alliés déversèrent 17500 tonnes de bombes sur le littoral et l'intérieur.

• EN BREF

• LES EDITIONS HARPO sont une collection de productions écrites, fonctionnant au principe juridique de l'association en participation, qui bénéficiera particulièrement au départ des efforts de la Société Harpo, directrice de la société Silius, et de Jean-Jacques Favart, d'abord avec Harpo, puis avec la société Harpo, qui a été créée à la fin de janvier : les Lettres à Juliette Drouot, de Victor Hugo, préfacé par Jean Gaudon. Viendront ensuite les Lettres de Juliette Drouot à Victor Hugo, un tract d'Amie Le Brun, Vagabond, de souvenirs mémoires de la vieillesse, l'Art du conteur de Luc Etienne, des «bons livres», dont des livres de photographies, le faucon et l'introducteur Petit dictionnaire des mots retrouvés.

• PAUL VALÉRY, PERSPECTIVES DE LA RÉCEPTION : tel est le thème d'un riche numéro de la revue «Essais et Critiques». On y relève notamment des études de Judith Robinson-Vakely

(les jugements portés sur les ambassadeurs scientifiques de Valéry), Simon Lantieri (le philosophe), Daniel Colquhoun (la psychanalyse et le cas Valéry), Huguette Laureati (Valéry à la scène). Publiée par Gauthier Nart Verlag, Tübingen et Jean-Michel Place, Paris, la revue «pour science» Wolfgang Iser, 67, avenue Pasteur, 75011 Paris, et Wilhelmstrasse 59, D-7400 Tübingen.

• UN COLLOQUE SUR LA POÉSIE DE PHILIPPE JACOTTE se tiendra le vendredi 25 janvier après-midi et le samedi 26 toute la journée, à l'Université Paris-VII, 2, place Jussieu, 75005 Paris. (Pour toute information, téléphoner le matin au 336-25-25, poste 57-80).

• UN DOUBLE PRIX LITTÉRAIRE, le Ritz Paris Hemingway Award, doté de 150 000 dollars, vient d'être créé.

Mazarine

dans le giron

de Fayard

Claude Durand, PDG de Fayard, prend désormais la gérance des Éditions Mazarine. Cette filiale à 100 % d'Hachette, créée en 1978 par Jean-Étienne Cohen-Sest, se trouvait sans direction depuis que son fondateur avait quitté le groupe en mai dernier. Dès la printemps, elle s'installera dans les locaux de Fayard, rue des Saints-Pères, tout en restant une structure autonome de quatre à cinq personnes. Olivier Cohen assurera la direction littéraire de Mazarine qui publiera trente à quarante-cinq titres par an et jusqu'à la cinquantaine d'ici à trois ans. Son objectif : 60 % à 70 % de textes de fiction, le reste étant des essais ou des documents.

Claude Durand veut faire de Mazarine un instrument de prospection à long terme de nouveaux écrivains. L'envisage de créer une sorte de laboratoire de recherche, à l'exemple de ce qu'avait été au Seuil la revue *Écrits* et qui avait fait connaître nombre d'écrivains ou talent aujourd'hui consacrés. Chaque cahier de la revue publiera des textes courts de trois ou quatre auteurs qui accorderont un droit de préférence à l'éditeur sur leurs prochains livres. C'est sur la viabilité d'une formule similaire que s'interroge Claude Durand.

Quant à la maison Fayard, elle éditera, dès la printemps, à raison de cinq à huit titres par an, les ouvrages de la Fondation Saint-Simon créée par des entreprises et des personnalités et animée par son président, François Furet, ainsi que par Alain Minc et Pierre Rosenthal. Les deux premiers livres de cette série, qui vont apporter des réflexions approfondies sur débat politique et social, porteront sur le corporatisme et le terrorisme.

«Folio» élargit

sa gamme

Antoine Gallimard, qui dirige le secteur proche de Gallimard, élargit

LA VIE LITTÉRAIRE

la gamme de la collection «Folio». Celle-ci, qui ne publiait que des textes de fiction romanesque ou des pièces de théâtre, va accueillir des essais, des études historiques et des documents. La série «Folio/Essais» publiera, dès le 23 janvier, deux inédits : *Propos sur les pouvoirs*, d'Alain, et les *Conférences de Borges* ainsi que des ouvrages provenant du fonds de la collection «Idées», qui disparaît. Ces livres seront vendus entre 23 F et 40 F. Toutefois, une collection «Domino», dirigée par François Éral, accueillera des essais inédits au format de la collection «Tel» ou «L'Imaginaire», entre le «poche» et l'édition courante, à raison d'une douzaine de titres par an.

En mars, une série «Folio/Histoire» rééditera des ouvrages importants comme la *Dimanche de Bouvines*, de Duby, l'*Affaire Caillaux*, de Jean-Denis Brédin, la *République de Venise*, de Michel Vénocq, l'*Andan Régime* et le *Régime de Tocqueville*, etc.

Enfin, une série «Folio/Actualité» publiera l'autonomie prochaine des ouvrages politiques, des documents, des études consacrées à la société contemporaine.

La géométrie

du hasard

La base du calcul des probabilités repose sur la correspondance échangée à partir de 1654 entre Blaise Pascal et Pierre de Fermat sur les jeux de hasard.

Cette correspondance est connue, mais elle n'avait jamais été rassemblée. Cette lacune est comblée par la publication par les *Cahiers de Fontenay de la Correspondance de Blaise Pascal et Pierre de Fermat* avec, en sous-titre, la *Géométrie du hasard ou le Début du calcul des probabilités*.

Les auteurs, Pierre-José About, inspecteur général de l'Instruction publique, et Michel Boy, professeur de lettres supérieures, le complètent par la correspondance «indirecte», entre amis communs, comme Pierre de Carcavi ou Huygens, qui devait y puiser le premier traité complet des probabilités publié en 1657, et combien les «trous» par des calculs de type XVII<sup>e</sup> siècle.

Ainsi est reconstituée, pour la première fois, une troncature de l'histoire des mathématiques.

Le point de départ de cette réflexion sur le hasard revient, de l'aveu même de Pascal, au chevalier de Méré, qui lui avait soumis deux questions :

La première consistait à savoir en combien de coups on avait au jeu de dés intérêt à parier amener telle figure qu'on voudra, le double six par exemple.

La seconde était de déterminer la part de la mise qui doit revenir à chaque joueur lorsque, d'un commun accord, ils décident d'arrêter le jeu avant son terme naturel.

ROGER BÉCHAUZ.  
★ LES CAHIERS DE FONTENAY, N° 32. LA CORRESPONDANCE DE BLAISE PASCAL ET PIERRE DE FERMAT. LA GÉOMÉTRIE DU HASARD OU LE DÉBUT DU CALCUL DES PROBABILITÉS. — ENS Fontenay-aux-Roses.

Maurice Roche

et la petite reine

Maurice Roche aime Monteverdi et Cracach. Il ne triche pas non plus sur la vie. Le *revoilà* limite (BP 23, 74170 Saint-Gervais ; le numéro 45 F, abonnement quatre numéros : 100 F) publie dans son numéro 14/15, avec des textes de Gérard Arseguy et Joseph Guglielmi, un inédit de Roche, *L'intello de la petite reine*.

Il y célèbre la mémoire d'un coureur cycliste illustre, «un champion de renommée mondiale», surnommé «le Chrono». Taciturne, ne laissant rien au hasard, il connaît une balise de forme et d'atout «rechercher». Il devient funambule à bicyclette et meurt chez son médecin sur une table de vélo ergométrique.

Cette fable qui remet les pendules à l'heure de l'absurde, en détournant les expressions des journalistes sportifs, s'achève sur une pointe funéraire qui ne surprend pas, venant de l'auteur de *Camérade* (Archaud) : «Le Chrono ne faillit pas à l'adage «Les morts vont vite». Là aussi, il fit un «temps» — très court, aussi court que l'éternel oubli. Selon ses dernières volontés... il fut incinéré, et, après crémation, l'on recueillit quelques grammes de ses cendres — équivalent à trois minutes d'écoulement — dans un seau. » — R. S.

Une librairie sur roues

en Picardie

«Roue Livre», une camionnette chargée de deux mille livres pour enfants, sillonne depuis le mois de septembre la campagne picarde, d'école rurale en collège, de lycée en marché. Bientôt, elle espère entrer dans les entreprises et les hôpitaux.

Une jeune institutrice en congé de disponibilité, Dominique Coffin, pilote la camionnette et guide les jeunes lecteurs dans leur choix. C'est la librairie aménoise Kézako, de Jean-François Allègre, qui a pris l'initiative de mettre des livres sur quatre roues, afin de répondre au

besoin de lecture des plus jeunes, surtout en milieu rural. Ainsi, pendant six demi-journées par semaine, Dominique Coffin présente, avec des animations, les livres aux parents, aux enseignants et aux enfants.

Prolongeant l'action de la Bibliothèque centrale du prêt avec ses bibliothèques, l'opération «Roue Livre» a obtenu un soutien sans réticence du ministère de la culture.

La librairie Kézako a obtenu aussi le concours du Crédit agricole et l'appui de l'éducation nationale, notamment des responsables des centres de documentation et d'information des collèges et des bibliothèques-centres documentaires des écoles.

MICHEL CURIE.

• Romans policiers

Le flegme de Frederick Forsyth

• «Un mercenaire de la plume». Cette image de baroudeur macho colle à la peau de Frederick Forsyth depuis *Cheval*. Dans le taxi qui nous conduit de la Maison de la radio à l'hôtel de Clillon — il est quelques heures à Paris pour le lancement de son dernier livre, le *Quatrième Protocole*. — Forsyth ne ressemble pas vraiment à sa légende. Assez mince, en pantalon clair et mocassins, bronzé, il est surtout remarquable par son flegme.

Je lui demande, quel de Passy, si, après d'autres spécialités britanniques de l'espionnage, il a aussi touché au truc, comme mercenaire ou agent. «Non. J'étais journaliste chez Reuters et j'ai beaucoup voyagé. On a exagéré le rôle des écrivains anglais dans la guerre secrète, depuis l'époque de Buchan. Graham Greene a travaillé au SIS, en 1941, sous les ordres de Kim Philby. Bernard Newman... Mais Le Carré était seulement corsé à Hambourg. Le plus calé, ça fut Ian Fleming, qui fit partie du BSC, un réseau ultra-secret.

Forsyth ma dit, à l'entrée de la rue Royale, pourquoi il a mis Philby au centre du *Quatrième Protocole*. «Il est fascinant. Vieux et malade, il survit avec l'espoir absurde de rentrer en Angleterre et d'y mourir. On m'a raconté qu'il se fait envoyer des vidéos de nos grands maîtres de cricket. Le *Quatrième Protocole* ressemble à ces poupées russes qui s'emboîtent l'une dans l'autre. L'action se déroule en 1987, avant les prochaines élections anglaises. Contre le KGB, la direction soviétique met en route un plan diabolique de déstabilisation du Royaume-Uni, en manipulant l'aile gauche du Parti travailliste. On s'amuse en lisant cette histoire superbement menée qui, à force de détails vrais, finit par avoir presque la vraisemblance d'un reportage.

Faut-il prendre au sérieux le «message» de Forsyth ? Devant le Clillon, il conclut : «Mon livre a parfois choqué à Londres. En attendant 1987, je travaille à son adaptation. Quand le film sortira, avec Michael Caine dans le rôle principal, on verra bien si j'ai fantasmé ou non. » (Le *Quatrième Protocole*, de Frederick Forsyth, traduit de l'anglais par F. et G. Casari, Albin Michel, 404 pages, 89 F.)

• Len Deighton, depuis *Ipocres*, danger immédiat, a perdu progressivement le main. Sous les traits un peu mous de Michael Caine, Harry Palmer, son héros (des lunettes, du ventral), faisait la nique à James Bond. Insolent, anar, il n'était jamais dupé de sa mission. Avec Bernard Samson, qu'il introduit dans le *Réseau Brahms*, Deighton tente de nous refaire la coup : le lecteur doit devenir un complice intelligent et cynique. Cette méthode a trop servi. L'intrigue embrouillée du *Réseau Brahms* est un tissu des clichés du désenchantement. On lira quand même ce roman, où Samson va récupérer à Berlin-Est un agent en train de fléchir, pour les digressions nonchalantes destinées à remplir des trous ou des manques. Meilleur écrivain que Forsyth, Deighton ne croit plus à grand-chose, pas même à ce qui devrait nous prendre à la gorge. (Le *Réseau Brahms*, de Len Deighton, traduit de l'anglais par Sara Oudin, Robert Laffont, 310 pages, 80 F.)

• Chester Himes est mort il y a quelques mois, après des années de silence. Il laissait deux grandes figures du roman noir — vraiment «noir». — Ed Cercoeur Johnson et Fosseyeur Jones, les flics de Harlem, dont six aventures ont été publiées par la Série Noire. Plan B, écrit en 1969 et traduit tardivement, est repris par «Points/Roman». Le livre s'ouvre sur une dispute entre T-Bone, un macarreau, et Tang, sa «régulière». T-Bone poignarde Tang. Cercoeur et Fosseyeur, qui patrouillent, interviennent au chapitre 2, puis disparaissent durant un long retour en arrière, jusqu'au dix-neuvième siècle, en Alabama. Esclaves, codrains, crimes, flics et racisme. On revient ensuite au présent. Fosseyeur et Cercoeur traquent alors la responsable d'un projet diabolique, le Plan B (B comme Black) et, finalement, sont tués. Himes les a expédiés en beauté, avant de les rejoindre dans les vorts pètrages. (Plan B, de Chester Himes, traduit de l'anglais par Hélène Devaux-Minié, «Points/Roman», Seuil, 210 pages.)

RAPHAËL SORIN.

Werner SPIES  
Max Ernst  
Les collages

Inventaire et contradictions

«Werner Spies, l'homme qui connaît le mieux Max Ernst, vient de consacrer à ces poétiques et subversifs détournements de l'image un monument d'intelligence et d'érudition».

Pierre Cabanne / Le Maun

Passionnant, superbe, amusant, indispensable désormais.

France Huser / Le Nouvel Observateur

«C'est la somme complète de tout ce que l'artiste a pu découper et coller, en même temps qu'une introduction à sa peinture. Excitant et magnifique».

Jean-Louis Ferrier / Le Point

GALLIMARD

• A L'OCCASION DE LA PUBLICATION AUX ÉDITIONS EDI DU LIVRE «LES BANNIS DE HITLER», Accueil et lecture des émigrés allemands en France (1933-1940), la librairie Le Roi des Aulx organise une rencontre avec les auteurs : Gilbert Badia, Jean-Baptiste Joly, Jean-Philippe Mathias, Jacques Omès, Jean-Michel Palmier, Hélène Roussel, 159 bis, boulevard de Montparnasse, 75006 Paris, le mardi 22 janvier à 19 h 30.

• L'ACADÉMIE NATIONALE DE REIMS a décerné son Grand Prix d'histoire (fondation Maurice-Peyron) à la chanoine Michel Vétérien, pour sa thèse «L'Église catholique et le mouvement de Metz (1470-1534), contribution à la connaissance de la préhistoire française». Ce prix, d'une valeur de 15 000 francs, est attribué tous les deux ans.

• LE CENTRE NATIONAL DU LIVRE POUR ENFANTS/la joie par les livres (8, rue Saint-Bon, 75004 Paris. Tél. : 887-61-95) sera, par manque de personnel, provisoirement fermé au public les mardis et jeudis à partir du 21 janvier 1985. Il restera ouvert les lundis, mercredis et vendredis de 10 heures à 18 heures.

• ERRATUM. — DANS L'ANNONCEMENT DES REVUES «Le Monde des livres» de 12 janvier, la soirée du samedi 26, avec Marc Saporta et Catherine Ribet, est consacrée à la revue l'Arc (qui réside dans les Alpes-de-Haute-Provence).

LIBRAIRIES...  
...expositions, signatures, conférences...

A l'occasion de la parution de «LE MIROIR QUI REVIENT» Rencontre avec Alain ROBBE GRILLET à la LIBRAIRIE T-SCHANN 84, bd du Montparnasse 75014 Paris Le jeudi 17 janvier de 18 h 30 à 20 h 30 et à la LIBRAIRIE BLEU 16, rue de Montreuil 75011 Paris le samedi 19 janvier de 17 à 19 h

LIVRES POLONAIS et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est Catalogues sur demande LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4<sup>e</sup> Tél. : 326-51-09



● SOCIÉTÉ

## Ce vieux complice

*La Félicité de Flaubert invente la Havane : un pays où l'on ne fait pas autre chose que de fumer. Fumer : ne rien faire, laisser consumer la cigarette, comme on regarde le sablier, découper pour rien un petit morceau de temps pur de toute contrainte. S'occuper à quelque chose qui n'est rien.*

Fumer, ce geste absurde. Concentration et rêverie, travail et pause, geste convivial et solitaire, on a tout dû, tout expliqué. Et peut-être pour cela même, le tabac, vieux complice de l'écriture et du temps, garde son secret. On ne sait pas pourquoi on fume. Seuls le savent ceux qui ne fument pas, peut-être ceux qui ne fument plus. Leurs raisons ne peuvent être que bien suspectes.

Une psychanalyste, Odile Lisourne, vient de publier un essai sur le Grand Fumeur et sa passion (voir l'article de Roger-Pol Droit). De leur côté, poètes et écrivains ont chanté ou brocardé cette même passion. Les poètes ont dû l'évasion, le voyage, les nuages, l'apaisement des chagrins, la cigarette compagne et opium, l'instant où l'herbe se fait cendre, tandis que la sensation trouve ses mots. Chez les prosateurs, l'affaire est plus complexe. Les plus beaux récits ont trait au manque. Ou aux débuts : la première cigarette, l'initiation. Ou à la cure, à la volonté de s'arrêter : on pense à ces innombrables dernières cigarettes racontées avec une cruauté narquoise par Italo Svevo dans la Conscience de Zeno.

La cigarette, carrefour de tous les paradoxes, inspire davantage l'écriture que des commentaires à son propos. D'elle, en effet, tout peut être dit et son contraire. Qu'elle est volonte de vivre l'instant pleinement et qu'elle en détourne. Qu'elle est éloges de la transparence, de la clarté, de l'essence révélée, et qu'elle obscurcit l'horizon. Qu'elle est temps arraché et temps perdu. Qu'elle lie aux autres et qu'elle isole. Elle est bonne et mauvaise, sensuelle et cérébrale, populaire et aristocratique, phallique et sans cesse assimilée à la femme. Elle aide à penser et engourdit les facultés, aide à vivre et tue. Ils ont tout écrit, ses détracteurs, ses amoureux. Leurs meilleurs textes, au fond, parlent un peu d'autre chose. Ce qui rapproche encore, s'il en était besoin, l'acte de fumer et celui d'écrire. Il est question ici, comme le note fort justement Jean Grenier dans la Vie quotidienne, de cet inévitable besoin de sacré qui agit les êtres humains, entre spleen et idéal.

GENEVIÈVE BRISAC.

## Les cigarettes et l'inconscient

La psychanalyse avait jusqu'à présent laissé le tabac de côté. Certes, le tabagisme n'est pas un motif pour lequel on consulte un analyste. Il en serait même rarement question sur les divans. Freud, pour sa part, n'en a pas dit grand-chose. Il fumait pourtant jusqu'à vingt cigares par jour, et son interminable cancer à la mâchoire n'y a rien changé.

Curieux oubli. Étrange silence. Car les grands fumeurs sont pris dans un mécanisme qui les gêne, les satisfait et les fait souffrir à la fois, et qui, à l'évidence, n'est pas purement physiologique. Point n'est besoin d'être grand clerc en psychanalyse pour entrevoir que toute une symbolique inconsciente accompagne ces petits objets allongés qu'un allume, consume, agrippe, aspire, écrase... en des gestes où s'intriquent l'anodin, le machinal, le plaisir de l'instant et l'angoisse diffuse d'en mourir.

Odile Lisourne s'est attaquée à l'analyse de cette habitude presque inexploree. S'appuyant sur le matériel fourni par des entreprises menées avec des enfants et des adultes, elle esquisse une interprétation globale des attitudes envers le tabac

chez les jeunes, chez les grands fumeurs et chez ceux qui ont cessé de fumer. Une analyse plus fouillée de quatre cas individuels débouche sur une longue recherche des multiples faces cachées de l'acte de fumer.

### Maîtriser la mort

De ce travail, intéressant et minutieux, se dégagent deux résultats principaux. D'une part, l'extrême polyvalence psychique du tabagisme, qui s'inscrit aussi bien dans une problématique orale que dans une problématique anale ou phallique. Voilà qui atteste que nos gestes les plus ordinaires se révèlent aussi touffus et chargés de sens qu'un rêve ou un mythe. Il apparaît d'autre part - c'est la conclusion d'Odile Lisourne - que le fumeur a « un pied dans le passé, un pied dans l'actuel » : il répète, par ses gestes réels du présent, des expériences anciennes et traumatisantes qui sont à la racine de la vie psychique, afin de les conjurer. Fumer serait comme un jeu qui viendrait mimer la mort pour la maîtriser, pour l'acclimater en soi progressi-

vement, en se croyant incensieusement le plus fort. Abandonner le tabac supposerait de se savoir vraiment mortel, et d'en finir avec ce fantasme de toute-puissance...

Ces brèves indications ne rendent compte que très imparfaitement d'un travail d'élaboration théorique qui emprunte aussi bien à Freud qu'à Winnicott, et renouvelle la notion de « clivage

### GRATUIT !

*Salut les bouquins !* le nouveau mensuel qui fait gagner des livres à ses lecteurs, vous invite le samedi 19 janvier, à 10 heures le matin, au Théâtre du Musée Grévin, 10, bd Montmartre. Vous y rencontrerez des écrivains, vous écouteriez de la musique classique, et vous verrez des extraits de Carmen Cru, la BD adoptée au Théâtre du Tournour, la BD rendue célèbre par *Fluide Glacial*. Une matinée mise en scène par Jean-Paul Clément.

Venez, c'est gratuit

du moi », comme le souligne la préface de Jean Laplanche.

On pourrait, malgré tout, faire grief à Odile Lisourne de quelques formules sans nuances (telles que « personne n'aime ses premières cigarettes »), et lui reprocher d'avoir centré toute son étude sur les fumeurs de cigarettes, alors que les fumeurs de pipe, de cigare (ou le polymorphe...) ont des pratiques et un imaginaire probablement différents. A l'intérieur du seul univers des cigaretteomanes, il me semble que l'auteur, en privilégiant le geste du fumeur, a peut-être trop négligé la relation au souffle, à l'air, à la respiration, mise en jeu par ceux qui inhalent la fumée.

Quoi qu'il en soit, le *Grand Fumeur et sa passion* est une lecture plaisante et instructive, un bon essai de psychanalyse appliquée, sans fioritures ni effets de mode. Ce n'est pas si fréquent.

ROGER-POL DROIT.

★ LE GRAND FUMEUR ET SA PASSION, d'Odile Lisourne. Sous la direction et avec une préface de Jean Laplanche. PUF, coll. « Voix nouvelles en psychanalyse », 236 p., 125 F.

## Un soupçon d'éternité

Je ne sais pas si les gens de lettres fument davantage ou moins que les gens de robe, les gens de maison, les gardes-magasin, les gens de la rue, les gens. Les statistiques me manquent. Je connais des médecins qui fument et aussi des écrivains, mais, sans pouvoir les démentir, je propose tout de suite mes conclusions : l'usage du tabac n'est pas plus lié à l'écriture qu'à la médecine.

Il est vrai que certains métiers limitent la pratique de ce poison. Ni un coiffeur ni un dentiste n'officieront cigarette au bec. Un avocat ne peut pas plaider enveloppé dans un tourbillon de fumée, ni le président l'écouter derrière sa pipe. Le savoir-vivre s'impose ; en d'autres cas, c'est le savoir-faire qui refuse à un chirurgien, à un relieur ou à un sculpteur ou à qui manœuvre un marteau-piqueur, le pouvoir de

déguster la nicotine. Ne pas oublier que le fumeur doit disposer d'une main superflue qu'il est libre de consacrer au tabac. Or l'écrivain dispose de cette licence puisqu'il n'a besoin que de quelques doigts pour tenir son stylo et que, taperait-il à la machine, il peut jouer de la compagne d'une cigarette qui, allongée dans le cendrier, effile son nuage « gonacheux » et transparent en attendant que l'auteur, parce qu'il se relit, qu'il cherche un mot, qu'il mesure un projet, la saisisse pour la porter à ses lèvres. Il a besoin d'elle non parce qu'elle lui procure l'inspiration, mais parce qu'absente elle détournerait son attention vers un manque.

Ma première cigarette, je ne l'ai pas fumée pour écrire. Nous étions trois garçons qui avions décidé de franchir un cap. Nous descendions de bicyclette et nous assimes à l'abri d'une haie. La cigarette, chipée à l'un de nos pères, fut difficile à allumer parce que nous ignorions qu'il convenait d'aspirer au moment même où la flamme caressait le tabac. Nous tirâmes enfus quelques bouffées pénibles qui nous permettaient de passer à l'âge adulte. Mais de création littéraire, point.

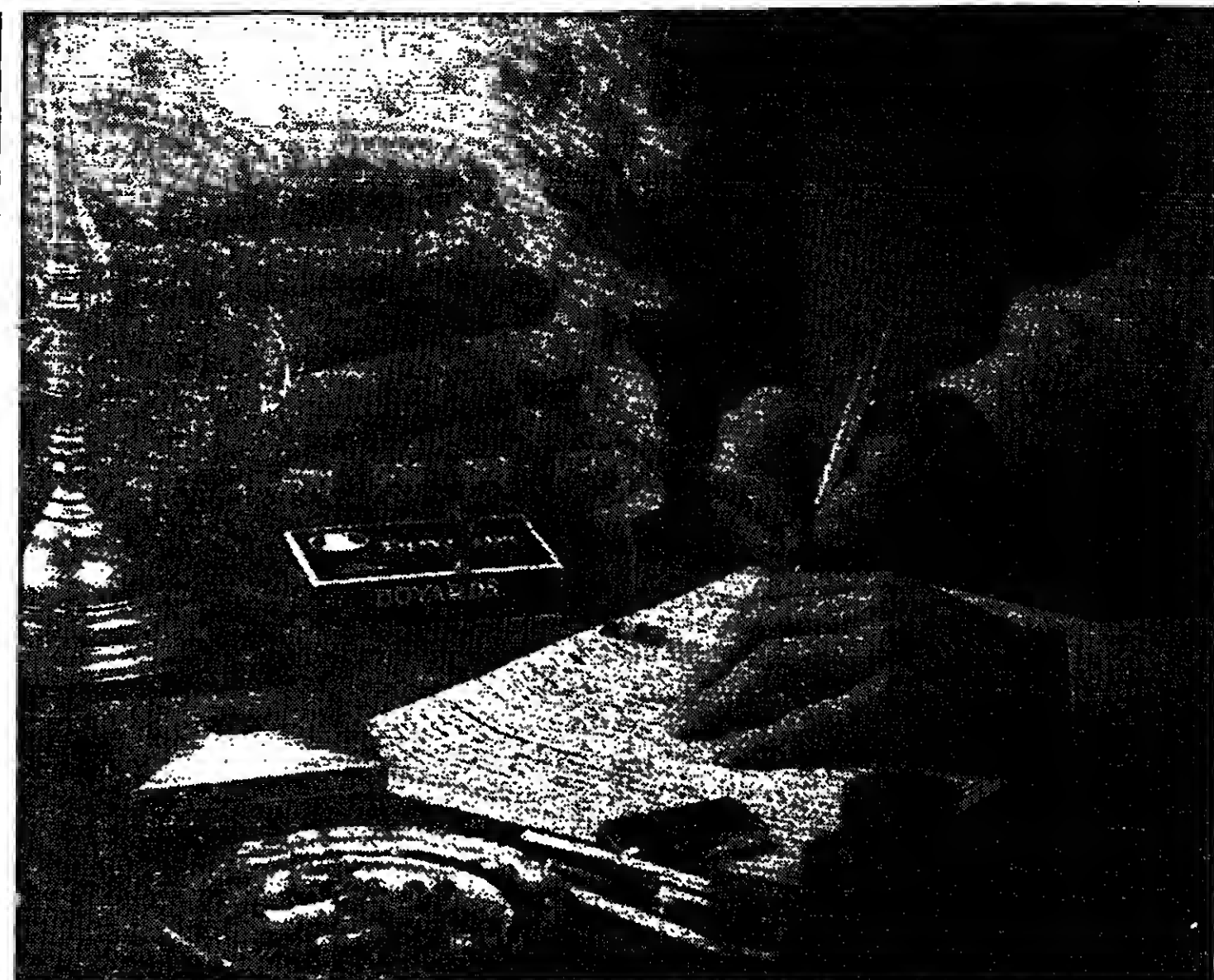
Je fume sans arrêt en travaillant, parce que je fume tout le temps. La création romanesque n'y entre pour rien. Je fume en réfléchissant, mais ma réflexion porte indifféremment sur le chapitre que je termine ou sur le restaurant que je choisirai pour dîner. Quand on a derrière soi un demi-siècle de pratique tabagique (les Mauriciens, sans y voir malice, intitulent « tabagie » leur bureau de tabac), on fume comme on respire, sous l'effet d'un besoin qui ne se donne pas la peine d'être conscient ni de fournir du plaisir. Il est vrai que certaines circonstances me libèrent. Je n'éprouve pas l'envie de fumer au théâtre ni dans une église, mais elle doit me guetter silencieuse-

ment puisque, à l'entracte ou sur le parvis, ma main fouille mes poches à la recherche du paquet nécessaire. Quand je marche en plein air, je ne fume pas non plus, mais que je m'arrête, que je m'assoie sur un rocher au bord d'un névé ou sur le banc d'une avenue parisienne, la cigarette surgit entre mes doigts comme entre ceux d'un prestidigitateur. Il semble que ce soit la marche active qui s'oppose à la fumée, car si je déambule dans ma chambre les mégots s'accumulent dans le cendrier. Il est probable que la cigarette n'est pas la sœur de l'action.

Henri Rochefort proclamait son dégoût pour ceux qui mettaient « des feuilles pourries » dans leurs bouches. Me dégoûtent ceux qui ont besoin de partager une inclination pour la comprendre ou l'imaginer. On est bien sûr en droit de me tenir ce langage : « Ne devriez-vous pas regretter votre première cigarette, celle qui a entraîné toutes les autres, puisque vous reconnaissez vous-même qu'elles n'ont pas servi votre écriture et que vous ne tirez aucune volupté de leur tyrannie ? » Peut-être faut-il en effet que j'adoicisse mon verdict et que je reconnaisse au tabac le pouvoir d'une illusion bienfaisante que Claude Martine dans *Trois Fois C* (1) a parfaitement énoncée : « Un fallacieux produit de remplacement universel. » J'ajouterais un détail qui est pour moi d'importance. Il concerne l'instant où la cigarette prend feu, nouveau rêve qui va vivre une dizaine de minutes avec sérénité. Et encore sa mort n'en sera-t-elle pas une, puisque, pareille à elle-même, aussitôt après, elle renaîtra de ses cendres. Disons qu'un soupçon d'éternité se mêle à l'odeur du tabac, que l'on soit écrivain ou non.

JACQUES LAURENT.

(1) Claude Martine, *Trois Fois C*, Grailard. L'un des trois C est la cigarette, dont l'auteur tente de se délivrer.



IRMELE JUNG

## le tabac

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.

### Le grand fumeur

Le grand fumeur est un être complexe. Il est à la fois un être social et un être solitaire. Il est à la fois un être de la rue et un être de la maison. Il est à la fois un être de la ville et un être de la campagne. Il est à la fois un être de la nuit et un être de la journée. Il est à la fois un être de la jeunesse et un être de la vieillesse. Il est à la fois un être de la santé et un être de la maladie. Il est à la fois un être de la vie et un être de la mort.



# et le tabac

## Petite anthologie

### Le grand vide

Ne pas fumer est un grand vide, dans la vie. On est obligé de le remplacer par des distractions trop naturelles qui ne vous suivent pas jusqu'au bout.

SAINT-EUVE

### Déguster une femme en plein air

Si l'on pouvait se procurer une femme aussi facilement qu'un verre de gin ou un paquet de Gauloises, et si l'on avait le loisir, comme l'alcool ou la cigarette, de la déguster en plein air sans être obligé de l'enfermer dans une chambre saine et pas appétissante, l'alcoolisme et l'insouciance disparaîtraient promptement ou retrouveraient à tout le moins des proportions acceptables.

BORIS VIAN

### Le cimetière des bonnes résolutions

A présent que je suis là, en train de m'analyser, un doute m'assaille : peut-être n'ai-je tant aimé le tabac que pour pouvoir rejeter sur lui la faute de mon incapacité. Qui sait si, cessant de fumer, je serais devenu l'homme idéal et fort que j'espérais ? Ce fut peut-être ce doute qui me cloua à mon vice : c'est une façon commode de vivre que de se croire grand d'une grandeur latente. Je hais cette hypothèse pour expliquer ma faiblesse juvénile, mais sans une ferme conviction. A présent que je suis vieux et que personne n'exige rien de moi, je vais toujours de cigarettes en bonnes résolutions et de bonnes résolutions en cigarettes. A quoi riment aujourd'hui ces résolutions ? Comme le vieil hygiéniste que décrit Goldoni, voudrais-je mourir bien portant après avoir vécu malade (...)?

L'estime qu'une cigarette a une saveur plus intense quand c'est la dernière. Toutes les autres ont aussi leur saveur particulière, mais moins intense. La saveur que prend la dernière lui vient du sentiment qu'on a d'une victoire sur soi-même et de l'espoir d'un avenir prochain de force et de santé. Les autres ont leur importance, parce qu'en les allumant on affirme sa liberté, et l'avenir de force et de santé demeure, mais s'éloigne un peu.

ITALO SVEVO.  
(La Consolida de Zeno, « Folio ».)

### « Hôtel »

Ma chambre a la forme d'une cage  
Le soleil passe son bras par la fenêtre  
Mais moi qui veux fumer pour faire des mirages  
J'allume au feu du jour ma cigarette  
Je ne veux pas travailler je veux fumer.

GUILLAUME APOLLINAIRE  
(Poèmes divers, « La Pléiade »,  
Gallimard, 1965.)

### « La pipe au poète »

Je suis la Pipe d'un poète.  
Sa nourrice, et : j'endors sa Bête

Quand ses chimères éborgnées  
Viennent se heurter à son front.  
Je fume... Et lui, dans son plafond,  
Ne peut plus voir les araignées.

Je lui fais un ciel, des nuages,  
La mer, le désert, des mirages ;  
— Il laisse errer là son œil mort...

Et, quand l'ourde devient le nu,  
Il croit voir une ombre connue,  
— Et je sens mon tuyau qu'il mord...

— Un autre tourbillon défile  
Son âme, son cœur, sa vie !  
— Et je me sens m'émouvoir. — Il dort —

— Dors encore : la Bête est calmée,  
File ton rêve jusqu'au bout...  
Mon Poète... la fumée est tout.  
— S'il est vrai que tout est fumée...

TRISTAN CORBIÈRE  
(Les Amours jeunes,  
Œuvres complètes, « La Pléiade ».)

### C'est le monde entier qui brûle

Il y a quelques années, je fus amené à décider de ne plus fumer. Le débat fut rude et, à la vérité, je ne me souciais pas tant du goût du tabac que j'allais perdre que du sens de l'acte de fumer. Toute une cristallisation s'était faite : je fumais au spectacle, le matin en travaillant, le soir après dîner, et il me semblait qu'en cessant de fumer j'allais ôter son intérêt au spectacle, sa saveur au repas du soir, sa fraîche vivacité au travail du matin. Quel que dût être l'événement inattendu qui frapperait mes yeux, il me semblait qu'il était fondamentalement appauvri dès lors que je ne pouvais plus l'accueillir en fumant. Etra-susceptible-d'être-ran-contré-par-moi-fumant : telle était la qualité concrète qui s'était épanouie universellement sur les choses. Il me semblait que j'allais le leur arracher et que, au milieu de cet appauvrissement universel, il valait un peu moins la peine de vivre. Or, fumer est une réaction appropriée destructrice. Le tabac est un symbole de l'être approprié, puisqu'il est détruit sur le rythme de mon souffle par une manière de « destruction continue », qu'il passe en moi et que son changement en moi-même se manifeste symboliquement par la transformation du solide consommé en fumée. La liaison du paysage vu en fumant à ce petit sacrifice crématore était telle, nous venons de le voir, que celui-ci était comme le symbole de celui-là. Cela signifie donc que la réaction d'appropriation destructrice du tabac valait symboliquement pour une destruction appropriative du monde entier. A travers le tabac que je fumais, c'était le monde qui brûlait, qui se fumait, qui se résorbait en vapeur pour rentrer en moi.

JEAN-PAUL SARTRE  
(L'Être et le Néant, Gallimard.)

### Du feu ou de l'encre

J'ai l'impression que quelque chose est en défaut. J'ai ma cigarette aux doigts de la gauche, et mon stylo dans la droite. J'ai constaté tout à l'heure que mon stylo était vide. Je veux écrire, je pense qu'il est vide. Je songe aussitôt à autre chose et, quand je reviens à ce que j'allais faire, je pense que ma cigarette doit être éteinte. Mais non. Et c'est le stylo vide qui est la vérité. Donc, dans l'interstice, j'ai gardé souvenir d'une imperfection, d'une lacune — et quand je reviens à mon affaire, je précise ce manque en l'attribuant à la cigarette. Je manque de quelque chose et il y a dans mes mains ce qui demande du feu et ce qui demande de l'encre. Donc le vide a pris au hasard ce qu'il fallait pour se définir. C'est là tout le rêve...

PAUL VALÉRY  
(Cahiers, « La Pléiade ».)

## AUTOBIOGRAPHIE

### Le retour au bercail de Philippe Sollers

(Suite de la page 13.)

Ils ont payé, les Diamant. Comme s'ils avaient expié en réalité très vite cette mise en scène exhibant leur réussite sous l'œil implacable du Dieu jaloux. Cette sorte d'innocence absurde incestueuse, étalée devant tous.

L'éloge de ce monde ancien, évoqué comme un âge d'or, de cette bourgeoisie libérale façonnée par son anglophilie et la douceur de cette terre de vins, donne au livre ses plus belles pages. Portrait du joueur ne se réduit pourtant pas à cette épopée familiale renversée qui court, comme un fil conducteur, se montrant, se cachant, dans le tissage serré des éléments dispersés dont se compose une vie, la vie. Car c'est sa vie présente et son passé que Sollers entrecroise. Une autobiographie se greffe sur un journal.

A cette autobiographie, rien ne manque : les ancêtres, le père, la mère, les sœurs du narrateur, dont cette Laure bien-aimée avec laquelle l'intimité était la plus grande, et ce grand-père maternel qui dominait toute la famille : un joueur lui aussi, passionné de courses, d'escrime et de cartes. Voilà l'enfance, ébroyée et maladroite ; les études au lycée de Bordeaux, puis chez les jésuites, à Versailles ; la réforme obtenue au moment du service militaire, en simulant une maladie mentale pour éviter l'Algérie ; les années passées aux Editions du Seuil, qui nous valent du fondateur un de ces portraits méchants qui ont fait le sel et le scandale de Femmes, mais qui sont beaucoup moins nombreux dans ce second roman ; enfin, le mariage avec une Américaine, la naissance d'une fille...

Bizarrement, sur ces deux derniers faits, la réalité se fausse, jetant le soupçon sur une confession où l'auteur, bravant tout et même le ridicule, livre aussi sa vie sexuelle. Celle qu'on ne dit jamais dans sa vérité, prétend-il,

même si nous affirmons être libérés. Si bien que la littérature telle qu'elle a été écrite ne reflète rien de cet envers de l'histoire, de « cette végétation profonde des têtes, des muscles, des échos ». Seuls Sade... et aujourd'hui Sollers enregistrent cette « bande sexuelle furtive ».

Sophie est sa principale partenaire. Elle a vingt-huit ans, elle est médecin à Genève, où elle vit avec son mari ; elle porte des lunettes, son maintien est timide et réservé. On ne la remarquerait pas autant que Joan, cette journaliste belle comme une image de mode, qui fait aussi partie des conquêtes de l'auteur. Sophie vient toutes les semaines à Paris le retrouver pour des ébats minutieusement décrits et, chose curieuse, décrits par elle à l'avance dans des lettres qui fixent le programme des réjouissances. Au premier tiers du livre, Sollers dépose sa petite bombe : les quatorze lettres de Sophie, qui, par la précision crue et nue des mots et des gestes, volatilisent le charme indiscret de la précédente bourgeoisie.

Sur cette gymnastique érotique plus agressive que convaincante, s'échafaude une théorie de l'amour, fondée sur le pur plaisir des corps, débarrassé et comme purifié de la romantique et fausse union des cœurs. Dans un monde où tout s'uniformise, se manipule, se conditionne, Sollers nous donne le sexe et l'écriture comme des voies d'accès au plus intime de soi, là où la mémoire vous ramène à l'enfance, là où s'opère un détachement qui libère des vicissitudes, de l'angoisse, et même de la crainte de la mort.

On pourra violemment rejeter ce livre, excessif et fracassant dans sa surabondance, juger arbitraires ou biscornues ses théories. On pourra s'étonner de ce mélange constant de termes et d'inventions scientifiques avec les

mots et les choses de la réalité la plus charnelle et la plus familière, de ce va-et-vient entre l'informatic et la maturation du vin. L'art de Sollers réside dans ces chocs et ces oppositions. Car il s'agit bien d'art et de littérature.

On pourra accuser de prétention un homme qui, se peignant lui-même, se donne en modèle au genre humain et comme le détenteur d'une vérité à transmettre. Mais prendre Portrait du joueur à la légère ou à la rigolade serait à mon avis une erreur. Le livre est souvent drôle, il n'est pas toujours facile, il lui arrive d'être ennuyeux, mais sa richesse et son originalité ramènent toujours à lui. Il choque, il déconcerte, il égare, il séduit.

Je voudrais, comme exemple de sa séduction, citer cette scène musicale du Rosaire qui se passe dans une église de Venise où le narrateur se rend souvent. Ce sont des bonnes sœurs qui la jouent. Ecoutez-la : « Elles en ont pour des siècles, silhouettes anonymes, anonymement remplètes, une voix venant remplacer une autre voix éteinte, comme un clerc est rallumé par une autre main aussi passagère que la précédente, tous les jours, deux fois par jour, répétition chaque fois unique, avec sa cargaison de morts, de souvenirs pour les molades et les agonisants, de bébés vagissant, de femmes enceintes, de vieilles femmes et puis de trois ou quatre types perdus là-dedans, on se demande toujours pourquoi et comment. »

Portrait du joueur est une œuvre comique, pornographique, journalistique, poétique, philosophique, religieuse. Ça vous donne une idée de son foisonnement baroque, non ?

JACQUELINE PIATIER.

★ PORTRAIT DU JOUEUR, de Philippe Sollers, Gallimard, 314 p. 87 F.

## Bernard Henri Lévy

Prix Médicis



### Le Diable en tête

roman

250.000 EXEMPLAIRES

GRASSET

هكذا من الأصل



● LETTRES ÉTRANGÈRES

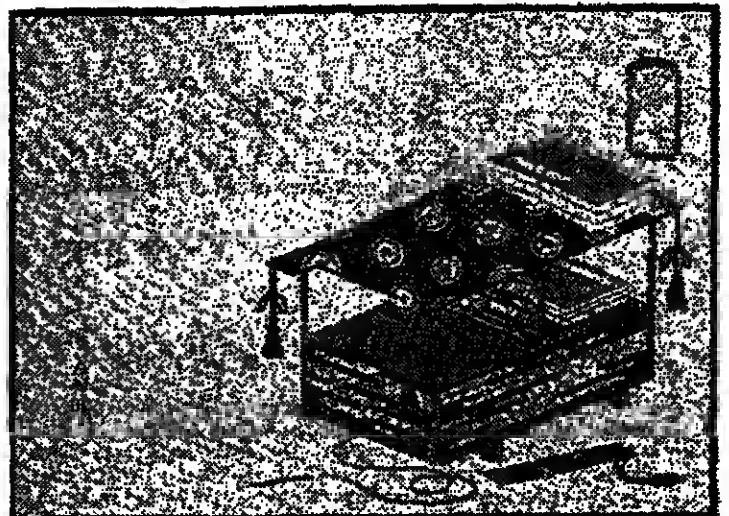
« **L**a culture japonaise n'a jamais développé une philosophie systématique au sens occidental du terme », explique dans son entretien avec Philippe Pons un grand connaisseur de la littérature japonaise et de la culture occidentale, M. Shuichi Kato. D'où le rôle prépondérant de la littérature et de l'écrivain dans cette civilisation. Littérature dont nous n'avons, finalement, qu'une connaissance très partielle, puisque les débuts de la japonologie en France datent seulement des années 20 et puisque, trop souvent, les textes, trop rares, nous sont parvenus — et continuent de nous parvenir — traduits de l'anglais.

Le nombre de titres traduits est naturellement infime par rapport à la production, et il faut espérer que les aides à la traduction per-

mettront de poursuivre l'extraordinaire travail de défrichage accompli durant les années 60 par l'UNESCO dans sa « Collection des œuvres représentatives ». D'autres livres, policiers ou sentimentaux, pour lesquels la traduction ne s'impose pas forcément, ont pourtant une valeur sociologique incomparable, et même commerciale parfois, comme l'a prouvé le succès inattendu de ce gros roman de cape et d'épée, le Sabre et la Pierre, paru chez Balland en 1983. Cécile Sakai évoque ces romans populaires nippons.

Pour compléter leurs lectures, les Français épris du Japon iront contempler la splendide exposition que Janette Ostier a composée dans sa galerie de la place des Vosges, et qui se poursuit jusqu'au 13 février : « Mille ans d'art japonais ».

# Voyage en



« Chariot à livres ». Époque Edo. Tiré du catalogue « Mille ans d'art japonais » (Janette Ostier, 1984).

## Le rôle des intellectuels dans la culture

Écrivain, essayiste, critique, Shuichi Kato fait partie de cette catégorie assez exceptionnelle d'intellectuels japonais possédant à la fois une profonde connaissance de la culture occidentale tout en restant enracinés dans celle qui leur est propre. Dans un pays où prévaut la spécialisation, Shuichi Kato est un homme à l'intelligence éclectique. Après des études de médecine, il s'orienta, durant les années 50, vers la philosophie et la littérature. Professeur d'histoire des idées à l'université Sophia à Tokyo, il a fréquemment enseigné à l'étranger (à Berlin, Cambridge, Munich, Yale) et tient une rubrique de critique littéraire à l'Asahi Shimbun. Auteur de recueils d'essais comme *Hitoji no uta* (littéralement, la Chanson du mouton) ou *Zasshu bunka* (la Culture bâtarde), qui eurent un grand succès parmi les jeunes, Shuichi Kato a publié un nombre important d'ouvrages, dont certains ont été traduits en anglais (tels que *Form, Style, Tradition, Reflexion on Japanese Art and Society* ou *The Japan-China Phenomenon*).

Sa volumineuse *Histoire de la littérature japonaise* en trois tomes (publiée en japonais et en anglais) va être traduite en français. Il a récemment dirigé la rédaction d'une encyclopédie en seize volumes (publiée par le spécialiste en la matière, Heibonsha) dont les premiers tomes viennent de paraître. Shuichi Kato évoque pour le Monde le rôle et la place des intellectuels dans la culture japonaise.

« **V**ous soulignez dans votre livre sur la littérature japonaise la place particulière qu'occupe celle-ci dans l'histoire de la pensée au Japon. Pouvez-vous préciser cette idée ?

— Les formes d'expression d'une culture varient selon les civilisations et, à l'intérieur même de celles-ci, selon les époques. En Occident, pendant le Moyen Âge, le système scolastique et la philosophie d'une part, l'architecture de l'autre, furent les deux grands modes d'expression de la culture, alors que le roman était peu développé. Au Japon, la situation est différente. La culture japonaise n'a jamais développé une philosophie systématique, au sens occidental du terme. Certes, l'histoire des textes écrits remonte au huitième siècle, mais le Japon adopta alors comme système de pensée abstrait le bouddhisme. Par la suite, il a toujours emprunté au continent chinois son système philosophique : notamment le confucianisme, puis le néo-confucianisme, qu'il a développé et enrichi, en particulier à l'époque des Tokugawa (dix-huitième - dix-neuvième siècle). Après la restauration de Meiji (1868), ce fut encore une idéologie importée qui joua un rôle important : le marxisme. Même si ces systèmes de pensée ont été assimilés par les Japonais, ils n'en sont pas moins toujours restés de souche étrangère. En outre, ils n'ont jamais vraiment pénétré les couches inférieures de la population. Comment, dans ces conditions, les Japonais ont-ils exprimé leurs valeurs, leurs sentiments, en un mot leur culture ?

— Ils l'ont fait de deux manières. D'abord, à travers les arts de la vie quotidienne. (Au Japon n'existe pas la distinction qu'établit l'Occident entre beaux-arts et artisanat ; l'art est lié à la vie quotidienne et pénétre à des degrés divers les couches populaires.) En second lieu, par la littérature.

— Notre littérature a une très longue histoire (depuis le huitième siècle, elle a été servie par une continuité dans la langue nationale). Tous les genres littéraires développés en Occident (roman, théâtre, poésie) sont présents à toutes les époques au Japon. En Chine, la situation est différente : l'essai philosophique ou historique, la poésie, ont dominé, mais le théâtre et le roman étaient d'une qualité littéraire inférieure. Les œuvres de fiction n'ont jamais été considérées comme un genre important jusqu'à l'époque moderne.

— Malgré l'influence massive de la Chine, la situation de la littérature japonaise se rapproche davantage de celle de l'Occident. Mais l'expression de soi de la culture japonaise ne passe pas, comme nous l'avons dit, par une formulation abstraite. Si l'on veut appréhender le système de pensée, les valeurs de la culture japonaise, il faut l'aborder par la littérature : cette dernière a assumé au Japon à la fois le rôle traditionnel de toute littérature mais aussi celui de la philosophie en Occident.

— Pouvez-vous évoquer la figure de l'écrivain au cours des périodes d'Heian, de Kamakura et de Muromachi, du neuvième au seizième siècle ?

— Les intellectuels de l'époque étaient intégrés à la société de la cour. Leurs activités littéraires faisaient partie de la vie quotidienne de celle-ci. À partir de l'époque Kamakura (douzième siècle - quatorzième siècle), au cours de laquelle le pouvoir est passé de l'aristocratie aux guerriers, commença une période d'aliénation pour les intellectuels. Certains nobles qui s'opposaient à la société des samouraïs cherchèrent alors leur identité dans la tradition littéraire de l'époque Heian. Une partie des intellectuels se lia en outre aux artistes ambulants, se séparant à la fois de la cour et des guerriers. Enfin, les moines, vivant retirés dans les temples, s'adonnaient aux arts (art du thé, spectacles de nō, peinture à l'encre de Chine) et à l'écriture de poèmes en chinois classique : c'est ce qu'on appelle la « littérature des cinq montagnes » (*Gozan bungaku*), car il y avait cinq grands temples dans les cinq montagnes entourant Kyoto, chacun ayant son style artistique.

### Les samouraïs et les marchands

— Que se passa-t-il avec l'unification du pays sous le férule des Tokugawa à partir du début du dix-septième siècle ?

— La situation de l'écrivain et, disons, de l'intellectuel en général a évolué au cours des deux siècles et demi qu'a duré le pouvoir des Tokugawa. D'abord au début du dix-septième siècle, les intellectuels, presque tous confucéens, collaborèrent avec le pouvoir afin de construire le nouvel ordre social. Cette réorganisation de la société supposait des mutations culturelles profondes. Les intellectuels y travaillèrent d'abord en mettant sur pied un système éducatif. Ils y travaillèrent ensuite sur le plan idéologique afin de justifier et de légitimer le pouvoir de la classe samouraï. Les genres littéraires étaient l'histoire, l'essai et la poésie. Un peu comme en Chine.

— La situation va évoluer avec le renforcement d'une population urbaine, non samouraï, non paysanne, qui va développer sa propre culture. A Osaka et à Edo (ancien nom de Tokyo), va fleurir une littérature spécifique à

laquelle s'attachent les grands noms de Chikamatsu pour le roman, Basho pour la poésie. Si cette littérature est « consommée » par les habitants des villes (les *chonin*), c'est-à-dire les marchands et les artisans, l'origine sociale des auteurs (à l'exception de Saikaku) est encore samouraï. Peu à peu, une convergence va s'opérer entre la culture des samouraïs et celle des *chonin* : en fait les premiers vont adopter la culture des marchands.

— Ce qui frappe dans la période Tokugawa, c'est une intégration complète de l'écrivain et de l'artiste à la société. Les artistes reflètent parfaitement la société dans laquelle ils vivent. Les préoccupations essentielles des marchands, c'est de gagner de l'argent et de le dépenser. Pour eux, le confucianisme n'est rien d'autre qu'un emprunt à la culture samouraï, et le bouddhisme n'est pas assez fort, ou il est trop tolérant, pour imposer des restrictions à la quête du plaisir. Se développe alors un hédonisme délicat, raffiné, contenant, jouant sur les nuances dans les émotions. C'est à l'époque des Tokugawa que s'est forgée l'homogénéité de la culture japonaise. L'unité culturelle du Japon existait donc déjà avant Meiji.

— L'écrivain de l'époque des Tokugawa reflète une culture démarquée de celle du pouvoir, mais est-il contestataire ?

— A de rares exceptions près, pas ouvertement. Un cas exceptionnel fut celui d'un penseur comme Shōkoku Andō, qui contesta au début du dix-huitième siècle le système hiérarchique du régime. Un autre critique du confucianisme fut Nakamoto Tominaga à la fin du siècle. Il y eut certes des oppositions au pouvoir mais toujours partielles, sous forme de critiques ponctuelles. Dans une certaine mesure, on trouve chez Saikaku une critique des mœurs de la société samouraï, quand elle s'écarte des idéaux affirmés. Chikamatsu, pour sa part, soulignant les valeurs des marchands, exprime une résistance implicite à celles du pouvoir dominant, mais il ne remet pas en cause le système. On trouve certes dans la poésie du *haiku* qu'est le *Senryū*, populaire et acerbe, une critique sociale acide des mœurs de la classe dominante. Mais cette contestation relève plus de la fronde que de l'opposition véritable.

— Quel fut le rôle des écrivains et des intellectuels dans la chute du shōgunat au milieu du dix-neuvième siècle ?

— La fin du shōgunat est une période de décadence et, comme telle, intellectuellement et culturellement très riche. Socialement, on voit réapparaitre avec force les révoltes paysannes. En même temps, le shōgunat est soumis à la pression étrangère, visant à lui faire ouvrir ses ports. Au sein même de la classe samouraï, se manifeste un mécontentement de la part de ceux qui sont au bas de la hiérarchie. Sur le plan culturel, le déclin, la désintégration sociale, se manifestent par un raffinement sophistiqué, un goût du détail, de la décoration, qui dénotent une grande virtuosité artistique. Il règne dans le monde intellectuel une grande effervescence. En revanche, les

auteurs de kabuki, les poètes, nombre de romanciers populaires, se comportent comme si de rien n'était. Ils sont conscients de la crise mais refusent de la voir, de tenter de la résoudre. Ils s'évadent dans des œuvres de plus en plus éclectiques.

### Les conseillers du prince

— Après Meiji et la restauration du pouvoir impérial par certains clans samouraïs du sud de l'archipel, que se passe-t-il ?

— Au cours de cette période de bouleversements, les intellectuels suivent des chemins différents. Certains assument le rôle de conseillers du prince, mais de conseillers éclairés, séjournant en Europe, afin de moderniser le Japon. D'autres, sans entrer dans le gouvernement, se font les avocats des idées libérales : c'est le cas de Yūichi Fukuzawa, qui fonde l'université Keio. D'autres encore s'opposent au nouveau pouvoir et deviennent journalistes. Il y a aussi une catégorie d'intellectuels qui tentent une sorte de synthèse entre la tradition japonaise et ce qu'ils rapportent d'Occident. C'est le cas de Soseki Natsume, pour qui la véritable valeur morale ne peut s'incarner que dans l'individu, jamais dans l'Etat.

— D'autres écrivains auront tendance à se refermer sur le monde littéraire (*bundan*). C'est le cas de tous ceux qui se situent dans le courant naturaliste, comme Toson Shimazaki. Ils cherchent la vérité dans l'expérience personnelle, la confession.

A Tokyo, ces écrivains « naturalistes » ont en commun d'être presque tous venus de la province. Ils vivent une dépolitisation forcée (ils sont marginalisés par la société de Meiji) mais aussi voulue, délibérée (par leur repli sur le monde du *bundan*). Certains d'entre eux supportent douloureusement leur incapacité à changer la société. Après la première guerre mondiale, se développe le mouvement de la littérature prolétarienne, mais, contrairement à son nom, il restera limité aux cercles littéraires. La mort d'Akutagawa, qui se suicide en 1927, marque une sorte de tournant dans la littérature moderne. C'est sans doute l'un des derniers écrivains qui eut une double connaissance de la littérature japonaise classique (c'est-à-dire qu'il lisait les textes en *kanbun* : écriture chinoise lue à la manière japonaise) et de la littérature occidentale (par le biais de l'anglais). En fait, à partir du milieu des années 20, le monde littéraire japonais est caractérisé par deux phénomènes : une diffusion extraordinaire des traductions et l'essor du marxisme.

### La conscience morale

— Le premier phénomène aura pour conséquence un élargissement de la diffusion de la littérature occidentale mais aussi, paradoxalement, un affaiblissement de la connaissance qu'en ont les écrivains japonais, parce qu'ils n'ont plus accès aux textes originaux et surtout parce que leur échappe tout le contexte culturel, historique dans lequel sont nées ces œuvres : on lit Gide ou Dostoevski, mais hors de leur contexte, ce qui engendrera des erreurs d'interprétation. A partir de cette période, les écrivains

japonais sont à la fois coupés de leurs classiques (en chinois) mais aussi de la littérature occidentale, dont ils ont une connaissance incomplète, superficielle. C'est aussi l'époque où le marxisme allait jouer un rôle essentiel chez les intellectuels. Ce fut pour beaucoup la seule grille de lecture cohérente du monde. Le marxisme assumait le rôle de défenseur des droits de l'homme, des « libertés bourgeoises », si l'on peut dire.

— Comment les intellectuels vont-ils réagir à la montée du militarisme ?

— L'opposition viendra de trois types d'écrivains : les marxistes, de moins ceux qui ne tomberont pas dans le nationalisme, certains auteurs chrétiens et les libéraux, qui représentent néanmoins un courant assez faible. Pour les autres, l'appartenance au groupe, l'impossibilité de s'en démarquer, seront plus fortes. Dans la mesure où l'Etat s'identifie à l'empereur, source de toute valeur, il n'existe aucun critère qui permette de le mettre en cause. Le Japon impérial constitue par excellence la nation-objet collectif. La caractéristique du « fascisme » japonais fut la monopolisation de la morale par l'Etat. C'est cette monopolisation qui expliquera l'étonnante évolution des Japonais, qui, après la défaite, sans faire la critique du passé, et en toute bonne foi, deviendront, du jour au lendemain, « pacifistes » et accueilleront le vainqueur américain.

— Au lendemain de la guerre, que se passa-t-il pour les intellectuels ?

— L'immédiat après-guerre fut sans doute l'une des périodes les plus riches que le Japon ait connues en matière de réflexion. Pour la première fois peut-être, l'intellectuel se sent, et se veut, conscient de sa condition. C'est une période d'effervescence et d'engagement. Elle se prolongera jusqu'au début des années 60. Par la suite, se produisit un phénomène de dépolitisation. Certains intellectuels jouent le jeu de la société de consommation et s'y intègrent ; d'autres, une minorité, essayent d'affirmer l'existence de valeurs indépendantes de la prospérité matérielle. Mais, à partir des années 70, on sent un abaissement de la créativité littéraire, dû principalement à un recul de sens critique. Seul, à mon avis, un écrivain comme Kenzaburo Oe (pour citer un auteur traduit) saura maintenir un esprit antisyndème, malgré son succès. Dans une autre perspective politique, Mishima critiqua aussi la société, mais ce fut sans doute l'écrivain qui fut le plus utilisé par les médias, et qui le fut le plus. Ce n'est pas le cas d'Oe. Que défend-il ? Des valeurs fragiles (la paix, la vie humaine), vite étouffées si un écrivain ne s'en fait pas sans cesse le porte-parole. Dans la société de consommation actuelle, la classe ouvrière a tendance à s'apparenter à la classe moyenne, et il est de plus en plus difficile pour les intellectuels d'établir des liens avec la masse. Alors qu'on assiste au Japon à un virage à droite de la classe dirigeante, la résistance des intellectuels demeure très limitée : or c'est de celle-ci que dépend aussi leur créativité.

Propos recueillis par PHILIPPE PONS.

## ROMANCIERS INÉDITS ... CONCOURS PROMÉTHÉE

Le Jury International du neuvième Prix Prométhée composé de M<sup>mes</sup> Gloria Alcora, Jeanne Champion, Anne Hébert, MM. Etienne Barilier, Jean Carrière, Jacques Chancel, Michel del Castillo, Alain Gerber, Paul Guth, Marcel Jullian, Jacques Lacarrière, Hubert Nyssen et Jean-Pierre Otte accorde son parrainage à un romancier ou nouvelliste inédit.

Le manuscrit primé est publié dans une grande maison d'édition.

Tous renseignements en échange d'une enveloppe timbrée (ou coupon-réponse international) auprès de :

M. Guy Rouquet, président de l'Atelier Imaginaire BP 2 - 65290 JULLIAN (France).

littérature  
mais rose

et fictions



# Voyage en

## littérature japonaise Romans roses...

QU'EN est-il de la littérature sentimentale au Japon? Ici comme ailleurs, les romans roses, considérés comme mineurs, ne font pas l'objet d'études, ces ouvrages, rapidement lus et digérés, ne retiennent une attention sociologique qu'au moment où leur diffusion atteint des tirages extraordinaires (tels les quatre cents millions de livres vendus par Barbara Cartland). Mais l'histoire du roman sentimental au Japon et ses thèmes récurrents permettent peut-être d'esquisser une carte du Tendre inédite.

En effet, si l'on remonte aux origines et sans entrer dans une discussion sur la valeur littéraire des ouvrages en question, on citera d'abord le grand classique de la littérature sentimentale, le *Du du Genji* (1), écrit au tout début du onzième siècle par une femme de la cour impériale, Murasaki Shikibu. Les aventures amoureuses du héros, jeune prince de la cour, sont décrites avec une infinie sensibilité dans cette brillante peinture de mœurs qui demeure sans doute le modèle, conscient ou inconscient, de bon nombre d'écrits modernes: l'amour y est contrarié, la tragédie (maladies, morts) et l'échec (trahisons, retraits religieux), vérités constantes de la passion.

Il faut noter ici que cette littérature de *monogatari*, de romans, qui connut son âge d'or au plein Moyen Âge, fut une littérature de femmes, par et pour elles. Puis survinrent les guerres, les femmes cessent d'écrire, et il faut attendre la fin du douzième siècle pour voir de nouveau ce sujet à l'honneur dans la littérature romanesque et dans le théâtre: on pense ici en particulier à Ihara Saikaku (2), (vers 1642-1693), avec ses récits sur le monde flottant (les quartiers de plaisir), et à Chikamatsu Monzaemon (1653-1724), le fondateur des pièces de *shinji*, les suicides amoureux (3). Jusque vers le milieu du dix-neuvième siècle, les livres sentimentaux, très populaires, vont raconter le plus souvent d'impossibles amours entre des courtisanes endettées et leurs jeunes mais pauvres amants: plutôt de se ré-

signer à la séparation, les malheureux héros préféreront l'ultime solution du double suicide, car seule la mort leur permet de réaliser leur passion.

Avec l'introduction massive de la littérature occidentale, à partir de la fin du dix-neuvième siècle, le roman sentimental se détache de son passé. Les deux grands succès romanesques de cette période sont *Pluie la mort* (4), de Tokutomi Roka (1868-1927), et le *Démon doré* (5), d'Ozaki Kōyō (1867-1903): le premier roman traite de l'amour face aux conventions, au poids des traditions passées (une belle-mère acariâtre s'oppose au bonheur d'un jeune couple, si bien que l'héroïne, à bout de forces, meurt de tuberculose); le second traite de l'amour face au pouvoir de



Illustration tirée de *Taishū Bungei Zasshi* (les illustrations dans la littérature populaire), Tokyo, 1977.

l'argent (une jeune femme trahit son fiancé pour épouser un homme plus riche, et devra vivre les mille tourments du remords, tandis que l'amoureux éconduit se vengera en devenant un féroce usurier). Il semble que *Pluie la mort* se soit vendu à plus de 500 000 exemplaires - ce qui, à l'époque, était un chiffre exceptionnel. En tout cas, ces deux œuvres ont connu l'unité et l'autre une longue postérité à travers de nombreuses adaptations théâtrales et cinématographiques.

La voie est alors ouverte pour un nouveau genre de romans sentimentaux, les *karete shōsetsu* (ou, littéralement, « romans pour

rencontrer, ces romans furent véhiculés par des journaux et des revues à grand tirage, sous forme de romans-feuilletons. Sait-on d'ailleurs que des écrivains aussi célèbres que Kawabata Yasunari ou Mishima Yukio ont apporté quelques brillantes contributions au genre?

### Une bande dessinée sur Marie-Antoinette

Le règne du roman rose devait pourtant prendre fin: si l'on excepte quelques œuvres, il faut considérer que le roman sentimental, au sens strict du terme, connaît son déclin à partir des

années 50. Le choc de la guerre, la modification du statut de la femme dans la société, l'irruption de la violence et de l'érotisme, renvoient en quelque sorte le romantisme à une époque révolue. Rares sont les romans larmoyants à partir des années 70, et l'on peut penser que les thèmes sentimentaux ont été relégués, d'une part, dans les dramatiques télévisées de l'après-midi, d'autre part, sous une forme plus naïve, dans les bandes dessinées pour jeunes filles, les *shōjo manga*, dont l'un des récents grands succès, intitulé *La Rose de Versailles*, raconte les amours « tumultueuses » de Marie-Antoinette.

En outre, les traductions japonaises des Harlequin et autres séries roses anglo-saxonnes ont trouvé beaucoup de lecteurs, comme si elles compensaient l'absence d'une littérature romanesque spécialisée.

« Aimez-vous le romantique? », interroge le titre d'une récente anthologie de nouvelles publiées sous l'égide du Pen Club japonais. La question reste ouverte, sans signifier pour autant que l'amour ne se donne plus à lire. Le mélange des genres littéraires, formule favorite à l'heure actuelle, implique la présence d'intrigues sentimentales, même si elles ne sont que secondaires. Un roman « de cape et d'épée » comme *Miyamoto Musashi* (6) de Yoshikawa Eiji (1892-1962) constituait la preuve éclatante, dès les années 35, que seul un subtil dosage entre différentes intrigues pouvait présider à la création d'un grand roman populaire.

Cécile Sakai

- (1) *Genji Monogatari*, traduction de la première partie éditée aux POF, 1978.
- (2) Dont on pourra lire, entre autres, *Cinq amoureuses* (*Kōshoku gon-onna*) et *Vie d'une amie de la volupté* (*Kōshoku ichidai-onna*), qui ont paru chez Gallimard.
- (3) Parmi ses pièces pour le théâtre de poupées, citons principalement *Sonezaki shinji* (*Double Suicide* à Sonezaki).
- (4) *Hologramme*, traduction publiée en 1911 chez Plon.
- (5) *Konjiki Yasha*, traduction publiée en 1952 au Club bibliophile de France.
- (6) *Le Sabre et la Pierre et la Parfaite Lumière*, deux volumes édités chez Balland, 1983.

## ... et fictions policières

LA littérature policière au Japon: un boom formidable qui dure maintenant depuis quelque vingt années. Fortement influencée à ses débuts par les maîtres occidentaux, cette littérature a su conquérir son originalité en répondant aux désirs de « frissons raisonnés » de millions de lecteurs.

Seichō Matsumoto (1909) est sans doute, à l'heure actuelle, l'auteur le plus populaire dans ce domaine: du *Rapide de Tokyo* (1) au *Cent Millième Hasard*, il s'est fait le héros d'une littérature policière réaliste qui pourfend les maux de la société moderne, à commencer par les corruptions politico-financières.

Fait nouveau, critiques et universitaires commencent maintenant à s'intéresser à cette œuvre prolifique, qui appartient à un genre considéré comme mineur: Seichō Matsumoto pourra pénétrer dans le panthéon des grands écrivains, au-delà du genre littéraire qu'il s'est attaché à illustrer. Certes cet auteur avait obtenu à ses débuts le prix Akutagawa, sorte de prix Goncourt pour une de ses nouvelles, un sujet documentaire: certes ses essais les plus récents, historiques et biographiques, n'ont plus grand-chose à voir avec le domaine policier; mais cela suffit-il vraiment à expliquer sa consécration actuelle?

Cette littérature policière, à visée sociale, que l'on pourrait éventuellement comparer à

l'œuvre de Simenon, est concurrencée très fortement par une littérature plus proche du fantastique, qui met l'accent sur les profondeurs obscures des huis clos infernaux, hameaux isolés des montagnes éloignées, îles mystérieuses aux rites séculaires, familles maudites.

Le plus grand de ces romanciers du fantastique, c'est Seishi Yokomizo (1902-1981), dont les œuvres continuent de connaître un succès inégalé: le *Village aux huit tombes* (2) ou la *Ritournelle du démon*, publiés il y a environ trente ans, font encore délicieusement frémir des millions de lecteurs. La maison Kadokawa, qui avait relancé cet auteur dans les années 70, en rééditant sous forme de livres de poche son œuvre intégrale, affichait en 1982 le chiffre de cinquante-cinq millions d'exemplaires vendus pour les quatre-vingt-trois titres qu'elle avait présentés durant les dix dernières années.

On le voit, l'enjeu est de taille, et certains éditeurs, comme Kodokawa ou Kōbunsha, ont véritablement bâti leurs empires sur la popularité de la littérature policière, en se servant d'ailleurs d'une publicité et d'un marketing parfaitement efficaces (adaptations cinématographiques ou télévisées, grandes campagnes, de presse, etc.).

Il faut savoir cependant que le « terrain » se prête, au Japon, à ce type de vagues littéraires: non seulement les Japonais sont de

grands lecteurs aux goûts éclectiques, les romans policiers n'étant pas l'apanage des seuls « mords » du genre, mais aussi, ces romans sont souvent publiés d'abord en feuilleton dans des journaux et revues célèbres. On peut estimer qu'un feuilleton publié, par exemple, dans la première édition du quotidien *Asahi* recueille presque automatiquement les suffrages de ses quelque 7,5 millions de lecteurs, ce qui est loin d'être négligeable (3)!

### D'Edgar Poe à Rambo Edogawa

Rambo Edogawa (4) (1894-1965), s'il était encore de notre monde, serait sans doute pleinement satisfait du destin glorieux d'un genre littéraire qu'il avait en quelque sorte créé dans les années 20; un prix qui porte son nom, récompense encore chaque année les jeunes « espoirs ».

En réalité, dès le dix-huitième siècle, des comptes rendus de jugements célèbres, inspirés de chroniques antérieures chinoises, ont connu une certaine popularité, relayés au dix-neuvième siècle par des histoires de brigands qui ont nourri le répertoire des arts populaires, et en particulier du *kabuki*. Puis, à partir de la restauration de Meiji, en 1868, où le Japon a rouvert ses portes à l'Occident, les récits policiers français et anglo-saxons ont été traduits et adaptés, les uns après les autres, en langue japonaise: E. Gaboriau, Edgar Allan Poe, Conan Doyle, Maurice Leblanc,

Agatha Christie, tous les grands classiques ont été introduits auprès des lecteurs japonais.

Mais c'est Rambo Edogawa qui, le premier, réussit à créer des œuvres originales: ses romans et nouvelles où s'entrelacent une logique déductive implacable et une atmosphère d'horreur parfois fantastique, voire surréaliste, constituent un modèle du genre et susciteront par la suite bien des vocations.

On peut se demander si un genre littéraire gouverné par des principes narratifs aussi stricts (élocution d'un problème par définition inédit) peut vraiment éviter l'essoufflement. De fait, la littérature policière au Japon est de plus en plus pratiquée par des auteurs polyvalents qui manient avec autant d'aisance les mélodrames sentimentaux que les romans historiques, les récits d'espionnage que les grands reportages: aux goûts éclectiques des lecteurs répond maintenant la diversité d'une littérature toutes catégories, précisément appelée au Japon *chūkan shōsetsu*.

Les barrières traditionnelles dressées entre les genres semblent disparaître peu à peu.

C. S.

- (1) Éditée dans les collections du Masque, 1982.
- (2) Feuilleton publié dans l'hebdomadaire *TEL*, 1982.
- (3) Voir l'article de R.-P. Paringsaux « Au pays des tirages millionnaires », *Le Monde* daté 20-21 mai 1984.
- (4) Ce pseudonyme n'est autre que la transcription japonaise du nom d'Edgar Allan Poe.

## Une bibliographie

### CONTES DU MOYEN ÂGE

- *Le Dit du Genji*, de Dame Murasaki, trad. de René Sieffert (Publications orientalistes de France, coll. UNESCO d'œuvres représentatives, 1977).
- *Histoires qui sont maintenant du passé*, trad. par Bernard Frank (Gallimard-UNESCO).
- *Contes d'Isa*, anonymes (Gallimard-UNESCO, 1969).
- *Les Fleurs océanes*, essais d'un moine shintō du début du XIV<sup>e</sup> siècle, Kenko Urabe (Gallimard, 1968).

### LITTÉRATURE CLASSIQUE

- *Veda Akimori* (1734-1809): *Contes de pluie et de lune*, trad. de René Sieffert (Gallimard-UNESCO, 1956), et le *Livre de poche*, n° 2733.

### LITTÉRATURE CONTEMPORAINE

- Akutagawa Ryūnosuke (1892-1927): *Rashomon* et autres contes (Gallimard-UNESCO, 1965, et Livre de Poche).
- Natsumi Sasaki (1867-1916): *Le Pauvre Cœur des hommes* (Gallimard-UNESCO), et *Je suis un chat* (POF).
- Kawabata Yasunari (1899-1972): *Pays de neige* (Albin Michel, 1960); *Nuée d'oiseaux blancs* (Plon, 1960); *Les Belles Endormies* (Albin Michel, 1970), et le *Livre de Poche* « Bibliothèque »; *Kyoto* (Albin Michel, 1971); *Le Maître ou le Tournai de Go* (Albin Michel, 1975); *Tristesse et beauté* (Albin Michel, 1981).
- Tanizaki Junichiro (1895-1965): *Quatre sœurs* (Gallimard, 1964); *La Confession impudique* (Gallimard, 1963); *Eloge de l'ombre* (POF, 1977).

- Dazai Osamu (1905-1948): *Solitaire couchant* (Gallimard, UNESCO, 1961); *La Déchéance d'un homme* (Gallimard-UNESCO, 1962).
- Michiyo Yukio (1925-1970): *Le Pavillon d'or* (Gallimard, 1960); *Le Marin rejeté par la mer* (Gallimard, 1968); *Confession d'un amant* (Gallimard, 1970); *Le Mer de la fertilité*, 4 tomes (Gallimard, 1980).
- Inoue Yasushi (né en 1907): *Le Faisil de chasse* (Stock, 1980); *Histoire de ma mère* (Stock, 1984); *La Geste des Samuraïs* (POF, 1984).
- Abe Kōbo (né en 1924): *La Femme des saibans* (Stock, 1967); *Le Plus débauché* (Stock, 1971); *L'Homme boîte* (Stock, 1979).

### LA JEUNE GÉNÉRATION

- De Kenzaburo (né en 1935): *Dans-mes ossements survivre à notre folie*, nouvelles (Gallimard, 1982); *Le Jeu du siècle* (à paraître en février chez Gallimard).
- Murakami Ryu (né en 1952): *Elles presque transparent* (Robert Laffont, 1978).

### OUVRAGES À CONSULTER

- *La Littérature japonaise*, par René Sieffert (POF, 1973).
- *La Littérature japonaise*, de Jacqueline Pigot et J.-J. Tschudin (coll. « Que sais-je? », 1983).
- *Mille ans de littérature japonaise*, de Ryūji Nakamura et René de Ceccury. Une anthologie du VIII<sup>e</sup> au XVIII<sup>e</sup> siècle (éditions de la Différence, 1982).

## Nouvelles « début de siècle »

Le choix de nouvelles, datant de 1924 et qui rééditent les éditions du Calligraphe, témoigne d'une remarquable clairvoyance. Le traducteur, Serge Elisséev, avait été le premier étranger admis à la prestigieuse université impériale de Tokyo en 1908.

A la fin de ses six ans d'études, ce fils d'une riche famille russe retourne à Saint-Petersbourg; après la révolution, il se réfugie en France où il se fit une place parmi les orientalistes, mais c'est aux États-Unis qu'il fonda l'Ecole des langues de l'Extrême-Orient, qui allait devenir la croustade de la japonologie américaine. Il mourut à Paris en 1975. Son fils Vadime Elisséev suivra ses traces.

Certains des auteurs traduits par Serge Elisséev sont inconnus en France, bien qu'ils aient joué un rôle non négligeable dans l'histoire de la littérature moderne au Japon. Ainsé Naoya Shiga (1883-1971), dont un court texte, *Le Crime du jongleur*, ouvre le recueil. C'est, pour Elisséev, « le plus brillant écrivain de sa génération ». Influencé notamment par les auteurs russes, Shiga est surtout le principal représentant d'un courant « idéologique », regroupé autour de la revue *Shinkabane* (la boucle blanche), qui constitue l'une des réactions au naturalisme. Shiga recherche une harmonie entre son écriture et sa vie, tout en empruntant à la tradition. Publié en 1913, le *Crime du jongleur* est révélateur de cette sensibilité qu'il affirmait dans un roman comme *Le Route dans les ténèbres* (1937), considéré comme son chef-d'œuvre. Serge Elisséev a traduit un autre tenant de cette quête de la vérité de l'âme: Ton Satomi. Sa nouvelle, *Le Bruit des vagues de la rivière*, se passe dans le monde des géistes. Un autre auteur non traduit en France, Kan Kikuchi (1888-1948), est le représentant de cette frange d'écrivains qui choisissent d'écrire « pour le peuple » et qui essayèrent de

contribuer à élever le niveau de la littérature de masse en train de naître. Kikuchi institua aussi des prix littéraires, comme le prix Akutagawa que l'on compare souvent au Goncourt. La nouvelle ici traduite reprend une histoire de double suicide d'amants.

D'autres auteurs retenus par Serge Elisséev sont plus connus. A commencer par Akutagawa (l'auteur de *Rashomon*), assurément l'un des plus remarquables écrivains de son époque.

Un autre « grand » de ce recueil est Kafu Nagai (dont on ne connaît en France que la *Surimide* (1)). Nagai est un exemple de ces écrivains victimes de la censure qui se produisent dans un monde intellectuel conscient à la fois des maux de la société et de l'impossibilité de « changer le monde ». Nagai aurait pensé à Zola lorsqu'il s'insurgea contre l'exécution d'un anarchiste soupçonné d'avoir complotté contre l'empereur, puis il choisit de se réfugier dans son monde, celui des quartiers de plaisir et des geishas, qu'il rendit avec un sensuelisme délicat et incomparable. Sa nouvelle, *Le Renard*, raconte un épisode de son enfance au sein d'une famille traditionnelle.

Il est inutile de présenter Tanizaki (1886-1965), dont plusieurs romans ont été traduits. La courte nouvelle présentée par Serge Elisséev, *Le Tatouage*, fut le premier texte qui le fit connaître en 1910. Elle se situe dans la veine de ces œuvres que l'auteur qualifia lui-même de « diaboliques ». Il s'y dessine ce fantasme que Tanizaki poursuivra à travers toute son œuvre, cet « éternel féminin » qui se profile derrière la « femme-démon ».

Ph. P.

\* NEUF NOUVELLES JAPONAISES traduites par Serge Elisséev. Le Calligraphe (Distribution Distances), 258 p., 90 F.

(1) Traduction de Pierre Faure, Gallimard, 1975.

## JEAN JAURÈS

anthologie  
présentée par  
LOUIS LÉVY

Préface de  
MADELEINE  
REBERIOUX

Un vol. 90 F

CALMANN-LÉVY



## ● LE FEUILLETON

« Le miroir qui revient », d'Alain Robbe-Grillet

# L'humanisme, comme le thé, ça n'est jamais fini

Par Bertrand  
POIROT-DELPECH

LS vont avoir bonne mine, les fans de Robbe-Grillet ! Déjà qu'ils passaient, aux yeux de leur auteur chéri, pour des nunches incapables de flâner ses niches, les voilà floués au tréfonds, et pauvres hommes à vie ceux d'entre eux qui s'étaient risqués à théoriser avec le maître !

Soit, le mode est aux revirements ; avec un ensemble qui contredit leur prétention à monopoliser la liberté d'esprit, les intellectuels en vue n'ont plus qu'un mot d'ordre à la bouche : « en revenir », peu importe d'où, et de quoi ; et Robbe-Grillet est coutumier des pieux de nez... Mais que le champion de la littérature sans adjectif ni métaphore, sans Dieu ni Homme, sans conscience ni sens, se mette, après trente ans d'ascétisme conséquent, à raconter sa vie, ses rêves, ses boucles d'enfant, ses tartes chaudes, ses genoux écorchés, bref qu'il rachète dans la vieille envie humaniste d'ordonner sa mémoire et le monde, qu'il y aille de son Mot-Je, de ses Mots, avouez que pour un salueur — il ne fait pas bon avoir suivi, ces temps-ci ! — il y a de quoi se perdre de dépit dans un labyrinthe, de quoi manger ses gommages, de honte !

CAR c'est bien d'une autobiographie en règle que, apparemment, il s'agit. Le Miroir qui revient est né d'un projet de « Robbe-Grillet par lui-même ». Barthes avait bien craqué : pourquoi pas ses admirateurs ? A fortiori ses idoles ?

Comme un vulgaire ancien ministre ou une chanteuse au rancart, le pape du nouveau roman fouilla sa généalogie et ses premiers souvenirs. Descendant de marins depuis Suffren, il évoque le grand-père cap-hornier, une corneille apprivoisée sur l'épaulé, triant son échelote sur la toile cirée de la cuisine et sifflant le Temps des cerises.

Les parents directs n'ont pas hérité de ce républicanisme. Fabricant de cartons, papa Robbe-Grillet est marseillais et Croix de Feu. Petit-bourgeois élitiste, il a horreur du « troupeau », des combines parlementaires de la Troisième et des juifs, ces ferment d'« internationalisme » et de « déliquescence morale ». Au nom de l'ordre, il sera pétainiste, mais surtout après la Libération, par bravade, et antimilitariste, quique — parce que ? — gueule cassée de 1918. Après-guerre, ce rebelle bougon votera communiste contre... de Gaulle !

En infraction avec la vulgate freudienne, le petit Alain prétend n'avoir jamais voulu la mort de ce père « bon parce que fou » — les « marchandises étaient mal armées dans sa tête », dit-il ; la nuit, il hurlait d'« éteindre les « calambours », traduits par les tranchées...

Maman Robbe-Grillet pensait pareil. Jusqu'à sa mort, en 1975, elle a été l'Holocausta comme « inconcevable » et inventé par la « propagande stoniste ». Bruce Norrisette, l'érudite, met en fait que tous les génies survient qu'une mère géniale. Est-ce le cas ? Le fiston voudrait le croire, on s'en doute. Mais il ne s'évertue pas à nous en convaincre. La personne semble surtout autoritaire, péremptoire et amie des bêtes. Elle sauve les vers cachés dans le cresson ; une chauve-souris campe dans son cou...

ALAIN n'a pas de ces tendresses. Un jour, tel Drieu martyrisant les poules, il écrasera du pied un moineau mourant. Il porta des boucles brunes de fille. Il insiste à trois reprises sur ses aires « câlins ». Il pleure quand il s'écorche. La peur l'habite. Ses lectures y sont pour beaucoup : Lewis Carroll (on la savait), Kipling (on le savait moins), Jurasien par la norme, breton par la sang et les vacances, il croit aux spectres. Il trouve le monde bizarre. Il s'y sent étranger.

La guerre de 1939-1946 accentue cette impression. Après la « mise hors jeu » de l'armistice, qui lui « convient », et l'entrée à l'Agro, il part en 1943 comme tourneur à Nuremberg dans le cadre du STO, le travail obligatoire imposé par les Allemands aux mobilisables, en échange, promettait-on, de prisonniers. D'autres conscrits de 1942 ont choisi le maquis ; Robbe-Grillet ne rougit pas d'avoir obéi, comme Cavanna et Marchais, avec la bénédiction d'Edith Piaf, qui chantait

pour les partants, et du directeur de l'Agro, retrouvé grand résistant au retour.

De ce séjour, il rapporte un sentiment acru d'étranger devant le réel, une allégresse au sensationnel. Lorsque le Boeing d'Air France Paris-Tokyo s'écrase au décollage de Hambourg, en 1961, il témoigne si patiemment de l'accident que le reporter rewrite son récit avec les métaphores et les émotions d'usage.

L'anecdote est sans doute la plus cocasse du livre. Elle en rehausse le caractère souvent émouvant. Car le chantre de l'objectal ne se refuse aucun des effets propres aux souvenirs d'enfance. Je recommande à cet égard les pages 23, 26, ainsi que la visite de l'Expo de 1937 sous l'autorité fantasque de maman Robbe-Grillet : d'instinct — ou, plus probablement, par rouerie imitative, mais qu'importe ! — la phrase s'entille à la proustienne, se love sur elle-même et s'achève à la flaubertienne par un détail incongru ou une généralité plate et sonore...

L'auteur s'offre même le luxe d'être simplement touchant, lorsqu'il parle de sa femme, de son amour, d'un vase brisé, d'un collier perdu, d'un anniversaire tendre. Un homme comme tout le monde, vous diriez ! Et un écrivain intimiste moins roublard que beaucoup !

ENFIN : pas de la même manière intéressée : pour le bon cause. La naïveté, comme la bêtise chez Valéry, n'est pas le fort de Robbe-Grillet. Les souvenirs personnels lui sont prétextes, on pouvait le prévoir, à dissertations variées et à manipulations du lecteur plus ou moins ouvertes.

Parler de soi ? L'auteur de la Jalousie affirme d'emblée qu'il n'a « jamais parlé d'autre chose ». Le lecteur, toujours suspect de naïveté, aurait dû s'en apercevoir ! Entre ses réminiscences, notre incorrigible donneur de corrigés explique que son passé n'est là qu'à titre de matériel littéraire, destiné à confirmer que le vécu, comme la fiction, est discontinu, dépourvu de signification unificatrice. Belle occasion de reprendre sa thèse de 1963 — Pour un nouveau roman, — selon laquelle il a prolongé, face à la cohérence et à l'omnipotence balzacienne, les intuitions de Flaubert sur l'impossibilité de représenter les contradictions et la stupéfiante étrangeté du monde...

En racontant sa vie, Robbe-Grillet ne joue pas, pas seulement, à narguer, au nom de la liberté et du « décrochement » selon Barthes, les dogmes qu'il a professés et incarnés : il suit et espère répandre sa conviction que le réel intime commence, lui aussi, au moment où le sens vacille, qu'il n'y a de littérature que des « trous », toute mise en ordre relevant de l'idéologie.

Les renseignements de l'auteur sur les influences subies dans l'enfance, dans la mesure où ils sont fiables, aideront les historiens à faire la genèse de son orientation artistique. A l'en croire, il a porté dans l'expérimentation romanesque la lutte à mort entre l'ordre et la liberté telle que la vivait, si singulièrement, son père. On a vu que le séjour à Nuremberg avait avivé son impression de conscience sans dedans. L'étranger l'a conforté. Jamais autant qu'ici l'auteur n'avait reconnu sa dette envers Camus ; sans doute parce que Camus, après un excès d'honneurs, connaît à son tour une forme de malediction.

ON n'est jamais si bien servi que par soi-même : à l'usage des théorèmes futurs, l'auteur révèle les sources biographiques de certaines de ses inventions. Un nommé Corinthe, ami de son père, aurait inspiré la Mathias du Voyage et le mari de la Jalousie (on verra plus loin ce que vaut la confiance !). Les éclats d'une bonbonne montée en lampe et brisée par accident se retrouveraient dans plusieurs romans et films : avis aux amateurs de cache-tampon, un des jeux favoris de Robbe-Grillet qui consistait à enfouir dans ses œuvres des références personnelles ou littéraires et à guetter les bœufs du public, principalement des critiques : Barthes, tu brèles ! Bravo Blanchot ! Hou, Henriot, il gèle ! Alors, Poirot, on trouve ?

Notre homme semble atteint d'une phobie : que le lecteur, cet être, décèle une contradiction ou un aveu qu'il n'aurait pas aperçu. Pour mieux contrôler le jeu, il ment. Ainsi offre-t-il aux freudiens, ses bêtes noires, la souvenir peu crédible d'un petit Alain tétant encore sa mère alors qu'il parle déjà couramment et trépidant : « Pas lait tassé, lait à maman ! » Vous allez voir qu'il n'a juré ses grands dieux que c'est vrai ! Ailleurs, il ricane de notre obsession présumée de la psy-

chanalyse : « Avouez que vous avez associé les mots vague et vagin », clame-t-il d'avance. Ma foi, non !

Goût d'agacer ? Il l'admet : il a « toujours pris plaisir à exaspérer ses concitoyens » ; et l'activité littéraire, le métier, ne cessent de rappeler le lycée à cet éternel potache, jamais si heureux que sur les campus américains. Sédisme ? Cette tendance qu'il confesse volontiers et dont il parait se débarrasser personnellement, on dirait qu'il l'applique au lecteur, qu'il nous voudrait figotés, dans l'impossibilité d'accomplir le moindre geste de l'esprit ou de l'imagination auquel il n'aurait pas consenti, qu'il n'aurait pas prédit, commandé.

CÉLÈS de notre autonomie est une incitation et une exaltation à la conquérir. Une fois de plus, la lecture de Robbe-Grillet joue, par ses pièges mêmes, le rôle d'une école joyeuse de liberté, d'invention.

Les freudiens, par exemple, n'auront pas de mal à surprendre, chez le patient qu'est tout auteur, des relations avec la mer et le mirage plus troubles que Robbe-Grillet ne le soupçonne. De l'eau, il sait qu'il retient d'abord le reflet — témoins, son titre et la légende qui l'inspire ; il concède que les fonds l'inquiètent. Mais seuls des tiers font entre les lignes à quel point il se cantonne aux brillances de surface, aux... « lignes d'éclat ». L'horreur de la poésieuse contingence féminine chez Sartre et le Riquentin de la Nausée n'est rien comparée à cette mer de glace, où seuls les autres s'enfoncent. Page 15, il est question de vagues de fond dont l'inspiration « vient nous chercher pour nous engloutir ». A moins que Robbe-Grillet ne parle de coquille — il en est capable ! — voilà un lapsus de peur des femmes et de sadisme, ou je ne m'y connais pas ! A propos de coquille, la signale, page 97, un « décalage » dont le a jure. Et on dira que les critiques survolent les livres !

AU fond, rien n'est moins sûr que cet exercice présumé de franchise ! Il aurait mérité le sous-titre de « roman », à l'égal des fictions éhémères.

Prenez le personnage du comte de Corinthe. A en croire le narrateur, ce serait un ami du père, aperçu lors de visites incertaines et inexpliquées. L'homme aurait été acteur, député monarchiste, administrateur du national-socialisme hitlérien, créateur d'un mouvement frère en France (1936), blessé au cou dans un duel au sabre à Berlin (1938), ami d'un Sudète pro-nazi, père d'un élève de l'Agro, excommunié, séquestré volontaire dans un fort Vauban du Finistère, écrivain refusé, mort comme d'épuisement, enterré à la sauvette...

Rien de tout cela ne tient debout ! Non seulement l'administrateur du Théâtre-Français, cité comme témoin, n'a jamais existé, non seulement les amuseurs de l'Agro, quoiqu'ils riches en pitracles, ignorent Corinthe, mais les ruses députés monarchistes, germanophobes, n'ont pu entrer dans la composition chimique d'un personnage de collage français. Au lieu de consulter les documents répertoriés comptables du réel, je vous conseille de relire, de l'auteur, Souvenir du triangle d'or (réédité ces jours-ci dans la collection « Points-Seuil »), Vous y trouverez, page 224, un certain lord Corinthe, lui aussi marqué au cou par une femme, ou un de ces vampires que maman Robbe-Grillet — mon ciel ! — portait gentiment sous son corsage !

Au reste, dès l'apparition de Corinthe, surgi, comme par hasard, après une tirade sur le roman d'autofiction, notre inventeur de fausses pistes vend la mèche en doutant de l'avoir jamais vu et en lui prêtant, comme à beaucoup de ses héros imaginaires, la manque de naturel des revenants, l'existence douteuse et obéissante des trépassés sans repos qui hantent son enfance.

Quand son père lui a raconté l'enterrement du comte sous un crachin automnal, le narrateur a songé que « c'était là le brouillard et l'humidité de la conscience humaniste ». Allons donc voir par là si Robbe-Grillet y est : la fantôme de Corinthe n'incarnerait-il pas la fin folle d'un rêve d'ordre dont l'auteur avoue quelques part qu'il n'a pas fait son deuil ? Car il en va de la tentation humaniste comme du thé, dont sa grand-mère arrosait le dîner, quand on croyait la théière vide : « Le thé, ça n'est jamais fini ».

On a compris que ce bouquin tendre, intelligent, courageux, drôle et profond, je l'adore !

★ LE MIROIR QUI REVIENT, d'Alain Robbe-Grillet, Editions de Minuit, 232 p., 65 F.

## ● ESSAI

# Cette « dernière énergie » qui mène à se détruire...

Un essai de Jean-Marie Rouart sur la cohorte des suicidaires et des suicidés, plus ou moins illustres.

L'A pire angloise, celle de ne pas exister, de n'être rien, Jean-Marie Rouart l'évoque en des termes d'une si fraternelle justesse qu'on aimerait offrir son essai. Ils ont choisi la nuit, à tous ceux que le sentiment d'une douloureuse insuffisance conduit à vouloir se tuer, ne serait-ce que « pour dessiner au moins dans le néant » cette image d'eux-mêmes qu'ils sont incapables d'exprimer dans leur vie.

A mi-chemin entre la nuit des confessions intimes et le grand jour des biographies de suicidés illustres, Jean-Marie Rouart nous mène à la rencontre de l'adolescent meurtri qu'il fut, cet adolescent qui regardait l'abîme avec fascination et voulait s'y jeter. Obsédé par le « perdit » féminin, il était persuadé que seule l'écriture lui révélerait sa valeur, mais son impuissance à tracer la moindre ligne le renvoyait à son néant. « Si j'ai tant aimé Jacques Rigaut, nous confie Rouart, c'est qu'il s'incarnait cette tragédie de la nécessité et de

### Ce séduisant fantôme

Errant dans une mélancolie crépusculaire, Jean-Marie Rouart était prédestiné à nouer de secrètes complicités avec cette sombre cohorte d'écrivains pour lesquels le suicide est le seul moyen d'imprimer le sceau de leur volonté à la nature. Lord Byron, en premier lieu, qui refusait d'endosser le livret de l'homme de lettres et qui, décidé à écrire avec son sang plutôt qu'avec de l'encre, paya de sa personne, souffrit dans sa vie les affres de ses personnages imaginaires et fut le premier expérimentateur de la sensibilité moderne.

Drieu La Rochelle marque également Jean-Marie Rouart, tant il incarnait tout ce que cherchait

l'auteur, durant sa jeunesse : une séduction désabusée, une élégance nonchalante, un héroïsme fragile, une noblesse dissimulée sous le masque de l'ironie. Drieu apportait au jeune Jean-Marie le preuve qu'on pouvait échapper aux poisons corrosifs de la médiocrité sociale, aux humiliations des destins étriqués, par le magie de la littérature. Ce séduisant fantôme lui léguait, outre ses doutes de vaincu, un conseil capital : s'agissait de vivre, il n'y avait aucune recette, sinon de finir proprement.

Chamfort, Benjamin Constant et Prévert-Paradol — ce sublime dandy du Second Empire qui soutenait que « notre façon d'accueillir la mort fait mieux connaître que tout le reste de nos actions ce que nous sommes » — appartenant également à la famille spirituelle de Jean-Marie Rouart. On objectera que l'auteur d'Adolphe ne s'est pas suicidé. C'est que cet éternel velléitaire était trop convaincu du caractère dérisoire de chacun de nos gestes pour s'appliquer avec sérieux à cette ultime et fatidique démarche. « Il faut beaucoup de vitalité, note justement Rouart, pour enlever le désespoir d'une dernière énergie destructrice. Constant n'en a pas

assez. » Cette ivresse de la destruction, dandy la retrouve chez trois écrivains — Jack London, Hemingway, Muspassant — dont il se sent d'autant plus proche que, pour lui, la littérature a toujours été inséparable de l'aventure, du grand large, de « je ne sais quelle allure robuste et sportive, dont on a la délicatesse de recourir ses nerfs malades ».

L'âge, il est vrai, se charge souvent à lui seul d'anesthésier notre sensibilité. On n'aspire plus à forcer la vie à vous aimer. On se satisfait de ses maigres aumônes. Pétains et autres s'habitent notre corps comme des couronnes familiales. Pas de quoi pleurer ! Quant à Jean-Marie Rouart, il se veut fidèle à l'adolescent fiévreusement romantique dont il conserve précieusement les blessures (1).

ROLAND JACCARD.

★ ILS ONT CHOISI LA NUIT, de Jean-Marie Rouart, Grasset, 177 p., 59 F.

(1) On fera juste un reproche à l'auteur : c'est d'être passé très vite sur les carrières politiques de certains des personnages qu'il évoque ; notamment Paulin et Darnaud, qui jouèrent le rôle que l'on sait dans la collaboration.



**Madeleine Chapsal**

**Envoyez la petite musique...**  
Collection «Figures» dirigée par Bernard-Henri Lévy

Bachelard, Bataille, Beauvoir, Borges, Breton, Céline, Chardonne, Giono, Lacon, Leiris, Malraux, Mauriac, Merleau-Ponty, Montherlant, Paulhan, Prévert, Rostand, Sagan, Sartre, Tzara et Vailland.

«Des portraits qui sont des modèles du genre... tout est dit. Il n'y a plus qu'à écouter parler de ce qui importe : la vie, la mort, l'amour, l'art, la femme aussi.»

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde



## L'ÉTAT ET LA VILLE EN DÉSACCORD

## Décès du peintre Arpad Szenes

**JEAN-MARIE DUNOYER.**

Un colloque sur le thème : « *Chimie et psychanalyse, aspects théoriques et pratiques* » est organisé par l'Atelier de travail et de recherche sur l'espace (ATRE). Il aura lieu à Montpellier les samedi 24 et dimanche 25 avril. Les participants débattront de sujets pour moins variés puisqu'on nous propose, parmi ceux-ci : « *Le labyrinthe comme conduit de perte* », « *L'ancore est-il une donnée symbolique ?* », « *Corréisme et corréisme* », « *même, leurs effets sur le psychisme humain individuel collectif* », ou encore « *Symbiosisme et bicyclette* », etc.

■ ATRE : 13, rue de la Fripière 34000 Montpellier. Tél. : (67) 26-64.05.

A DEJAZET  
THÉÂTRE DE LA MOUETTE - CR ROBERT HOSSEN  
présentent  
**TCHÉ**  
LE MOI  
Tous les soirs 21h - Relâche Me

**JACQUES LONCHAMPT.**

(1) Il a par exemple reçu récemment la Rose d'or de la critique muniçoise pour son interprétation d'une symphonie de Mahler.

22 APRIL 1964

DEJAZEI Loc: 887.97.3  
 COLLECTIF DE LA MOUSTE - Co ROBERT HOSSIN - ATELIER THEATRE NATIONAL M.C. BOURG  
 présente  
**TCHEKHOV**  
**LE MOINE NOIR**  
 tous les soirs 21h - Relâche Mercredi - Matinée Dimanche 14h

1. **Introduction**

**LOC. 889.94.50**

LOCATION 265.07.09 et agences

هكذا من الأصل







# COMMUNICATION

## PUBLICITÉ

### Nette progression des dépenses publicitaires en 1984

Les annonceurs français - les entreprises et les institutions - se portent mieux qu'on pouvait l'espérer. Ils ont en effet dépensé, en 1984, des budgets publicitaires de 34 700 millions de francs, en hausse de 13% sur l'année précédente (le Monde du 17 janvier).

L'Institut de recherches et d'études publicitaires (IREP), qui vient de rendre ces chiffres publics, explique cette progression par « l'amélioration de la situation financière des entreprises, due à la compression des coûts salariaux et à un développement des débouchés à l'exportation ». Si l'on tient compte d'une augmentation des prix de détail d'environ 7,6%, la croissance en volume des investissements publicitaires serait d'environ 5%.

L'IREP note que « les annonceurs les plus dynamiques ont été, comme prévu, ceux de l'alimentation-bouffe, de l'hygiène-beauté et des produits d'entretien; l'industrie automobile et la distribution sont

en retrait sur la tendance moyenne. L'équipement ménager et l'ameublement ont, dans l'ensemble, compris leur publicité à la suite du marasme de leurs ventes, tandis que les entreprises de culture-loisirs-dispensions de certains services - en particulier la banque et l'assurance - ont substantiellement augmenté leurs budgets publicitaires ».

Les recettes publicitaires des médias ont augmenté de 11% en raison de la conjonction de trois facteurs: une chute des petites annonces, une publicité commerciale soutenue et un développement de la promotion des ventes et des dépenses hors médias. La progression de la publicité à la télévision a été plus faible (+ 10%, publicité régionale comprise) contre + 24,5% en 1983 et + 30% en 1982. En conséquence, après une année 1983 difficile, la presse magazine a enregistré de très bons résultats (+ 16%), mais, note l'IREP, « le

lancement réussi de nouveaux titres, notamment féminins, fait que ce plus gros gâteau se partage entre davantage de convives ».

La situation reste préoccupante pour les quotidiens: augmentation de 6% pour les quotidiens régionaux et de 1% pour les quotidiens nationaux, ce qui équivaut à une régression, compte tenu de la hausse des prix. En par de marché, la répartition des investissements publicitaires est, selon l'IREP, la suivante: presse, 56%; télévision, 17,5%; affichage, 15,5%; radio, 9%; cinéma, 2%. Soit à peu près la même que l'année précédente.

« Sauf accident, conclut l'IREP, la publicité continuera de se porter relativement bien en 1985, en raison d'une prévisible « amélioration financière des ménages dus, notamment, aux mesures de réduction des prélèvements fiscaux ».

O. S.

### TF 1 élargit ses coproductions

#### Un feuilleton en préparation avec le Canada et l'Italie

A l'occasion de la récente visite, en France, de M. Marcel Masse, ministre canadien des communications, le PDG de TF 1, M. Hervé Bourges, a annoncé le lancement d'une coproduction franco-canadienne consacrée à l'histoire de la bombe atomique. Les partenaires au seront TF 1, Astral-Bellevue Pathé (Canada) et la RAI2 (Italie).

Ce feuilleton de six épisodes, intitulé « La course à la bombe », sera tourné par deux réalisateurs de nationalités différentes: un français, Jean-François Delassus, auteur du scénario avec Tony Sheer, et un canadien, Paul Amundson. Tous les grands savants européens qui, dès l'après-guerre, ont fait soit le national-socialisme, soit le fascisme, soit l'invasion allemande pour se retrouver outre-Atlantique, seront représentés aux côtés d'autres scientifiques du monde entier. La plupart des acteurs seront choisis en fonction de la nationalité du personnage interprété: français, allemands, italiens, hongrois, canadiens et américains.

De même, les lieux de tournage, seront sélectionnés en vertu de l'histoire: en Europe, pendant la guerre de 39-45, en Angleterre, au Canada, aux Etats-Unis. Il n'est pas exclu que certaines séquences soient tournées au Japon et dans les abords du Pacifique. Cette série, dont le coût est évalué à quarante millions de

francs, bénéficiera de la participation de la société Radio-Canada et de Téléfilm-Canada. Le tournage devrait commencer au milieu de l'été et la diffusion sur les écrans de TF 1 est envisagée pour le début de 1986. M. Charles Brabant, ancien directeur de l'Unité de programme « Fiction 1 », coordonnera l'ensemble des opérations.

Cette entreprise illustre la politique de coproduction internationale plus active qu'entend mener M. Bourges. Si l'Europe reste un partenaire privilégié, des efforts sont faits en direction du Sud (Sénégal, Côte d'Ivoire...) et des pays asiatiques, notamment le Japon. En juin dernier, une mission TF 1, menée par son PDG, s'est rendue dans ce pays à l'invitation du responsable de la chaîne nationale japonaise, NHK. A cette occasion, un accord dans le domaine de l'information a été signé entre les deux établissements, tandis que leurs échanges et leurs domaines de coopération ont été élargis. C'est ainsi qu'une série documentaire en treize épisodes consacrée à « Louvre », sera diffusée dans le courant du deuxième semestre par TF 1 et de quelques projets, dont: « L'écologie mondiale » et « Histoire du Pacifique », sont actuellement en cours de réalisation.

A. Rd.

### Les Canadiens souhaitent renforcer la francophonie télévisuelle

Des partenaires canadiens devraient entrer prochainement dans TV5 et rejoindre ainsi les cinq chaînes de télévision - TF 1, Antenne 2, FR3, RTEL (Belgique) et TSR (Suisse) - qui diffusent par le satellite ECS-F1, des programmes francophones à l'adresse des réseaux câblés européens. C'est en tout cas le souhait qu'a exprimé le ministre canadien des communications, M. Marcel Masse, lors d'un séjour à Paris. Une visite qui fut l'occasion de contacts nombreux avec les représentants du monde audiovisuel et d'un rappel des liens privilégiés entre la France et le Canada en matière de communication.

TV5 deviendra-t-elle TV6 ? Les discussions en cours depuis plusieurs mois entre la France et les représentants des gouvernements québécois et canadien semblent indiquer que la chaîne francophone s'enrichira bientôt de programmes canadiens. Encore quelques conditions devront-elles être respectées pour que s'ouvrent les négociations: la candidature canadienne devra représenter l'ensemble des diffuseurs francophones du territoire (Radio-Canada, Radio-Québec, Radio-Ontario, Office national du film, télévisions privées...), lesquels devront s'organiser en consortium afin de présenter aux partenaires européens un interlocuteur unique choisi parmi les professionnels. Les bonnes relations entretenues entre gouvernement fédéral et gouvernements régionaux ne pourront que faciliter le consensus, hâter un changement de la grille qui pourrait intervenir dès le 1<sup>er</sup> juillet prochain et faciliter une extension des heures de programmes de TV 5, voire une modification de ses structures. Ne dit-on pas parfois que TV 5 préfigure ce que pourrait être un canal francophone sur le satellite TDF 1 ?

En tout cas, soucieux de participer à TV 5, les Canadiens sont également désireux de recevoir la chaîne outre-Atlantique et de la proposer au plus grand nombre possible de câblodistributeurs. L'utilisation d'un canal

de satellite canadien de télécommunication permettrait même de couvrir, outre la quasi-totalité du Canada francophone, l'ensemble des îles Caraïbes, Saint-Pierre-et-Miquelon et une partie des Etats-Unis. Un nouveau « Télé-France », pensent déjà certains.

« Nous souhaitons multiplier les possibilités de choix de la population canadienne francophone en matière de télévision et diversifier le plus largement possible la provenance des émissions étrangères, nous a déclaré M. Marcel Masse. C'est la meilleure arme envisageable pour « attirer » l'investissement culturel américain et répondre notamment à l'attrait que les chaînes de nos voisins américains exercent sur nos enfants. » Une incitation majeure à développer le cinéma d'animation, estime le ministre, qui a signé avec M. Jack Lang, ministre de la culture, un accord prévoyant l'attribution en commun d'une aide sélective pour les coproductions d'œuvres d'animation.

« Des liens étroits se sont créés avec la France dans le domaine de la communication, déclare M. Masse. La France est le fer de lance privilégié pour déboucher sur le marché européen... » Et réciproquement, espérait ses interlocuteurs français à propos du marché d'outre-Atlantique.

ANNICK COJEAN.

### A VOIR

#### Le retour du général

Le 28 mai 1958, où tout a basculé en faveur du retour de Charles de Gaulle au pouvoir, la IV<sup>e</sup> République était-elle aussi moribonde qu'on l'a dit ? De Gaulle a-t-il trompé tout le monde en jouant double-jeu sur l'Algérie ? Y a-t-il eu, oui ou non, un coup d'Etat ? Philippe Aumont a eu l'audace de poser ces questions-clés. Et d'abord de raconter - car c'est son récit à lui que nous entendons et qu'il illustre - ce qui s'est passé, ce jour-là et les précédents, à Alger et à Paris.

Cela donne une fresque aux couleurs parfois trop contrastées: l'Altoni a ses idées et il ne les cache pas. On découvre des documents inconnus ou oubliés: un film de propagande - « Algérie française » - tourné entre le 13 mai et le 28 mai, qui rappelle les pires déformations des actualités de Vichy, une prestation de François Mitterrand à l'émission télévisée « Lectures pour tous » où il s'affirme fédéraliste, des propos étonnants de M. Mermoud, qui nous rappelle de Tunisie à Paris avant le drame de Sakiet, et qui affirme que, dès 1956, de Gaulle cherchait le contact avec le FLN. Et des révélations à l'emporte-pièce du colonel Trinquier: que le ralliement a par erreur promu général.

Aux moins de trente ans qui n'ont pas connu ce grand tournant, les faits paraissent clairs. Un peu trop peut-être. Fort heureusement les intervenants apportent des précisions et des nuances. Henri Alleg rappelle ce que fut, selon la teneur de son livre, la Question, c'est-à-dire la torture. Gilles Perrault, qui fut parachutiste du contingent en Algérie, décrit l'état d'esprit des premiers soldats, la position, peut-être paradoxale, en tout cas beaucoup moins « colonisatrice » et putschiste qu'on ne le croit souvent, de nombre d'officiers.

A M. Christian Pineau, neuf fois ministre sous la IV<sup>e</sup> République, qui reconstruit ses défauts, mais souligne son mérite dans la reconstruction d'après-guerre, à M. Guy Veschetti, gaulliste « Algérie française » très vite déçu par le général, à M. Max Gallo, M. Olivier Guichard, un des premiers artistes à voter au pouvoir de de Gaulle, oppose une aimable défense élastique. Difficile de justifier sans reculer le pragmatisme gaullien. M. Gallo relie les enjeux lorsqu'il conclut que le général n'a pas employé la force pour s'imposer, qu'il n'a pas visé de façon formelle la légitime république, mais qu'en mai 1958, il a, de toute évidence, joué de la menace.

JEAN PLANCHAIS.  
★ « Histoire d'un jour », le 28 mai 1958, vendredi 18 janvier, FR3, 20 h 30.

« La diffusion de Paris ce soir... M. Pierre Plancher, directeur du nouveau quotidien Paris ce soir, lancé le 7 janvier - et dont l'éditorialiste est M. Michel Jobert - affirme dans un communiqué que les chiffres de diffusion « réguis à ce jour, via notre distributeur et les NMPP, font état de 22 078 exemplaires sur Paris pour le 7 janvier et de 18 277 exemplaires pour le 8 janvier. Nous tenons copie de ces bordereaux de résultats à la disposition de tous ». Le Canard enchaîné ayant publié des chiffres beaucoup plus faibles (400 exemplaires), M. Plancher a annoncé qu'il engageait une action en justice contre l'hebdomadaire satirique.

« Rectificatif » - Dans l'information sur l'assemblée générale de la Société des rédacteurs du Monde (le Monde du 17 janvier), nous avons écrit par erreur que « le général, M. André Laurens, détiendrait onze parts » de capital. Le général détiendrait 11 % des parts.

### PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

20 h 35 Feuilleton: Marie Chapdelaine. D'après L. Hémond, réal. G. Carle. Avec C. Laure, N. Mancuso, C. Rich...  
Drame épique: Les aventures de la belle Chapdelaine commencent réellement. Amour fou mais passionné pour François Paradis. Un feuilleton-roman borborygmeux, un peu lent mais charmant.  
21 h 30 Les Jours de l'information: Les enfants du trottoir.  
Magazine d'information de A. Deavers, R. Pic, M. Albert et J. Decourcy.  
Un reportage de C. Henry et J.-C. Fontan sur la prostitution des mineurs, filles et garçons, à Pigalle et à Saint-Germain-des-Près, à Paris, Lyon, Marseille. Une brève sur le terrain a réuni à les filmer et à rencontrer certains acteurs de cette industrie florissante. Au sommaire également: Croisière sans retour: des touristes polonais décident de rester en RFA: Attention... « Dangers » d'un autre Bhopal: Innocent... et alors: deux erreurs judiciaires.  
22 h 45 Journal.  
23 h 5 Etoiles à la une.  
Emission de F. Mitterrand.  
23 h 10 Cinéma: Une femme est une femme.  
Film français de J.-L. Godard (1961), avec A. Karina, J.-P. Belmondo, J.-C. Brialy, M. Dubois, N. Fajnia. Une femme veut, tout de suite, un enfant. Son mari, qui soigne sa forme de coureur cycliste, appelle un voisin, amoureux d'elle. Le sujet (traité aussi par Philippe de Broque dans les Jours de l'Amour) n'est, pour Godard, qu'une anecdote.

### DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

20 h 35 Feuilleton: L'Amour en héritage.  
D'après J. Krantz, réal. D. Hickox. Avec S. Powers.  
Troisième épisode: la vie toute mythique des années folles à Montparnasse, Montmartre et les aventures d'une jeune provinciale devenue modèle et de son ami peintre... Décor surchargé, personnages stéréotypés. Un péplum masqué.  
UN GRAND ROMAN  
Judith Krantz  
L'Amour en héritage  
Stock  
21 h 35 Alain Decaux, l'histoire en question.  
Le 20 avril 1928, René Caillé s'avance vers une ville d'Afrique: Tombouctou (Soudan), ville interdite, qu'il découvre, après de multiples péripéties. Une reconstitution à partir d'archives d'une grande aventure, com-

### Jeudi 17 janvier

menée (comme si on y était) par l'historien du petit écran, Alain Decaux.  
22 h 50 Journal.  
23 h 15 Bonsoir les clips.  
TROISIÈME CHAÎNE: FR 3  
20 h 35 Le polar du soir: Macho.  
De N. Gessner. D'après l'œuvre de L. Koenig, avec S. York, M. Merli, J. Suric.  
Une intrigue franco-brésilienne bien ficelée, bien interprétée. Un classique du genre où l'on participe à la chute de la carrière d'un auteur de romans policiers qui le supporte si mal qu'il tue son éditeur et s'arrange pour faire accuser sa femme.  
21 h 35 Journal.  
22 h Cinéma: La Lune.  
Film français de B. Bertolucci (1979), avec J. Clayburgh, M. Barry, F. Gwynne, E. Campieri, J. Adamoli.  
Une cantatrice américaine revient, en compagnie de son fils adolescent, en Italie où elle a épousé l'opéra. Elle a, avec ce fils, une relation incestueuse, en partie à cause d'un secret de famille. Drame psychanalytique dans lequel Bertolucci se laisse aller à des obsessions plus ou moins dissimulées dans ses films précédents. Un film étrange, esthétiquement très beau et porté par la musique de Verdi.  
0 h 15 Folies ordinaires: Charles Bukowski.  
0 h 20 Prélude à la nuit.

### FR 3 PARIS ÎLE-DE-FRANCE

17 h 5, Inspecteur Gadget: 17 h 10, Madame Lastyque: 17 h 35, Le quotidien à deux regards: 17 h 50, Invité P1C: J.-M. Romaine: 18 h 5, Série: Dynamis: 19 h, Feuilleton: Foncouverte: 19 h 5, Atout P1C: 19 h 15, Journal.

### CANAL PLUS

20 h 30, Meurtre par décret, film de B. Clark: 22 h 20, Meurtre d'un bookmaker chinois, film de J. Cassavetes: 0 h 50, L'ombre rouge, de J.-L. Comolli.

### FRANCE-CULTURE

20 h 30 « Alibis » et « Ma vieille », deux textes de Gilbert Lemaire.  
21 h 30 Musique: Vocalise (Edith Butler).  
22 h 30 Nuits magiques: l'argent du 7<sup>e</sup> Art: v.o.-v.f.

### FRANCE-MUSIQUE

20 h 30 Concert (donné au Théâtre de Vevey le 10 septembre 1984): « Quatuor pour piano et cordes en mi bémol majeur », de Schumann; « Trio pour piano, violon et violoncelle en sol majeur », de Haydn; « Trio pour piano, violon et violoncelle en la mineur », de Ravel par le Beaux-Arts Trio, sol. M. Prestier, piano, I. Cohen, violon, B. Greenhouse, violoncelle et B. Giuranna, alto.  
22 h 30 Les solistes de France-Musique: Feuilleton Hugo Wolf; à 23 h 05, Mozart à Paris.

### Vendredi 18 janvier

### PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

11 h 15 Vision plus.  
12 h 45 La Une chez vous.  
13 h 30 Le bulletin à la mer.  
13 h 45 Journal.  
13 h 45 A pleine vie.  
Série: Miss: 14.45, la maison de TF 1: 15.20, Temps libre: à la une (et à 16.50), 16.00, Série: Aventures dans les îles: 17.10, La chance aux chansons.  
18 h 5 Le Village dans les nuages.  
18 h 25 Mini-journal pour les jeunes.  
18 h 40 Série: Pope et moi.  
19 h 15 Emissions régionales.  
19 h 40 Cocorococoboy.  
20 h Journal.  
20 h 35 Variétés: Le jeu de la vérité.  
De P. Sabatier et R. Grivesbach.  
Avec l'acteur Michel Blanc, le gâtien à problèmes de « Marche à l'ombre ».  
21 h 50 Feuilleton: Ballerina.  
D'après Vicky Baum, réal. D. Haugh. Avec C. Auger...  
Celia, après une dépression nerveuse, trouve emploi dans un établissement de nuit de troisième catégorie à Cadix (Espagne). La découverte d'un autre monde, le commencement d'une traversée de l'enfer.  
22 h 55 Histoires naturelles: Thon rouge, thon blanc.  
23 h 20 Journal.  
23 h 40 C'est à lire.

### DEUXIÈME CHAÎNE: A 2

6 h 45 Télévision du matin.  
8 h 30 Escalier B, porte 4.  
9 h 25 Ski de fond en direct de Scafield.  
10 h 30 ANTOINE.  
12 h Journal et météo.  
12 h 10 Jeu: l'académie des neufs.  
12 h 45 Journal.  
13 h 30 Feuilleton: Dangereux été.  
13 h 45 Aujourd'hui la vie: Révons, c'est la crise.  
14 h 50 Série: Magnum.  
15 h 40 La télévision des téléspéctateurs.  
16 h Reprise: Alain Decaux, l'histoire en question. Tombouctou la mystérieuse (diff. le 17 janvier).  
17 h 10 Histoires de Sophie Chabard.  
17 h 45 Alibis.  
18 h 45 Révisé A 2.  
18 h 30 C'est la vie.  
18 h 50 Jeu: Des chiffres et des lettres.  
19 h 15 Emissions régionales.  
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.  
20 h Journal.  
20 h 35 Feuilleton: Châteaufort.  
D'après J.-P. Petrolacci; réal. P. Planchon. Avec J. Davy, P. Huet, G. Marchal...  
André Travers, le journaliste, s'accroche à la « piste du meurtre de cadé ». Ce qui le pousse à consulter - non sans mal - le plan-masse de l'opération immobilière des Sablons, à la mairie de Châteaufort. Tandis que deux types, par téléphone, tentent de soutirer 30 millions à Fournier, le promoteur des Sablons. Le « Dallas à la française » est sur les rails.  
21 h 35 Apostrophes.  
Magazine littéraire de B. Pivo.  
Sur le thème: Jeux de mémoire, sont invités: Jean-Louis Curtis (Une éducation d'Arlequin), Friedrich Dürrenmatt (La Mise en œuvre), Alain Robbe-Grillet (Le Miroir qui revient), Philippe Sollers (Portrait du joueur).  
22 h 50 Journal.  
23 h Ciné-club: Les Deux Cavaliers.  
Film américain de J. Ford (1961), avec J. Stewart, R. Widmark, S. Jones, L. Cristal, A. Devine, J. Mc Intire (v.o. sous-titré).  
Texas 1880. Un shérif et un officier de cavalerie vont chez les Comanches négocier le rachat d'enfants blancs qui ont été, autrefois, enlevés à leurs familles et élevés en Indiens.

### TROISIÈME CHAÎNE: FR 3

17 h 17 h 55 Dessin animé: Lucky Luke.  
20 h 30 Jeux.  
20 h 30 D'accord, pas d'accord (INC).  
20 h 35 Histoire d'un jour: 28 mai 1958, de Gaulle au pouvoir. Emission de P. Alfonsi et M. Dugowson. (Lire notre article.)

### PREMIÈRE CHAÎNE: TF 1

22 h 5 Documentaire: I am a Hotel.  
De M. Shekter, réal. A. Nicholls.  
La première production télévisée du chanteur canadien Leonard Cohen, enregistré au King Edward Hotel de Toronto (Canada). L'histoire d'un amour perdu et retrouvé: trente minutes de musique vécue, de musique chassons du poète, romancier, chanteur, Leonard Cohen.  
22 h 35 Journal.  
23 h Folies ordinaires: Charles Bukowski.  
23 h 5 Prélude à la nuit.  
« Petite Suite », de A. Scarlatti.

### CANAL PLUS

7 h, 7/9 M. Denisot; 9 h, la Femme tatouée, film de Y. Takabayashi; 10 h 45, Les nouveaux aventuriers: Jean Verme; 11 h 35, Hill street blues; 12 h 25, Soap; 12 h 50, Cabot Cadin; 13 h 5, Jeu; 13 h 30, Rue Carnot (et à 18 h 45); 14 h, Clara et les chères types, film de J. Monod; 15 h 45, La justice des hommes, film de G. Stevens; 17 h 35, Cabot Cadin (les quatre filles du Dr March); 18 h 50, Rock concert; 19 h 15, Son en scène (et à 23 h 25); 20 h 5, Top 50; 20 h 30, Ellis Island; 21 h 50, Girls, girls, girls, film de N. Taurag; 0 h 10, Pizote, la loi du plus faible, film de H. Balaban; 2 h 10, Hill street blues; 2 h 55, Mémoires d'un bookmaker chinois, film de J. Cassavetes; 4 h 40, Rock concert; 5 h 20, Survivance, film de J. Lieberman.

### FRANCE-CULTURE

7 h, Le goût du jour; 8 h 15, Les enjeux internationaux; 8 h 30, Les chemins de la connaissance: parcours du secret; (et à 10 h 50: roman noir et révolution); 9 h 5, Mazière du temps qui change: la crise ouverte 1944-1973; 10 h 30, Musique: miroirs (et à 17 h); 11 h 10, L'école hors les murs: une école dans l'hôpital; 11 h 30, Feuilleton: « Han d'Islande »; 12 h, Les chemins de la connaissance: Cinquante modernes de Yukio Mishima, un Théâtre du Rond-Point; 14 h, Un livre, des voix: Juliette, chemin des cerisiers, de Marie Chaix; 14 h 30, Sélection prix Italia: « Ruisselle », de Roger Pillaudin; 15 h 30, L'échappée belle: Cent ans de sports d'hiver en Suisse; 17 h 10, Les pays d'ici: en direct d'Orient; 18 h, Subjectif: Agnès, avec le P. Pannas; à 18 h 35, Tire la langue... à 19 h 15, Rétro: 1966; à 19 h 25, Jazz à l'ancienne; 19 h 30, Les grandes avenues de la science moderne: le fond de la mer; 20 h, Musique, mode d'emploi: l'enseignement du lied.  
20 h 30 Le grand défilé: La France et sa mémoire. Avec Pierre Nora, Mona Ozouf, Jean Lacouture, Michel Delrie et Pierre Chauvin.  
21 h 30 Black and blue: la Diaspora noire, avec Denis Martin.  
22 h 30 Nuits magiques: l'argent du 7<sup>e</sup> Art: v.o.-v.f.

### FRANCE-MUSIQUE

2 h, Les maîtres de France-Musique; 7 h 10, L'imprimé, magazine de l'actualité musicale; 9 h 8, Le matin des musiciens: Arnold Schoenberg, œuvres de Schoenberg, Penderecki, Lutoski; 12 h 5, Le temps du jazz: feuilleton, G. Evans; 12 h 30, Concert: œuvres de Gabrielli/Maderna, Nono, Mozart, Schoenberg, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart et le Sudfunkchor; 14 h 2, Représentations contemporaines: œuvres de Nunez et Olivero; 14 h 30, Les enfants d'Olympie: aux rayons des sons; 15 h, Verveaux: 17 h, Histoire de la musique; 18 h 2, Les chants de la terre, magazine des musiques traditionnelles et populaires; 18 h 30, Jazz actualité: dernière édition; 19 h 15, Les musées en dialogue, magazine des musiques anciennes.  
20 h 4 Avant-concert.  
20 h 30 Concert: (Guis de Baden): « Symphonie de chambre n° 1 », de A. Schoenberg, Extraits de la « Tétralogie », de R. Wagner, par l'Orchestre symphonique du Sudwestfunk, dir. E. Leinsdorf.  
22 h 20 Les solistes de France-Musique: « Les Pêcheurs de perles », œuvres de Couperin, Ravel, Musorgski/Ravel; à 0 h, Musique traditionnelle: musique populaire grecque.

### TRIBUNES ET DÉBATS

#### VENDREDI 18 JANVIER

— M. Robert Badinter, garde des sceaux, ministre de la justice, est invité au journal d'Antenne 2, à 12 h 45.

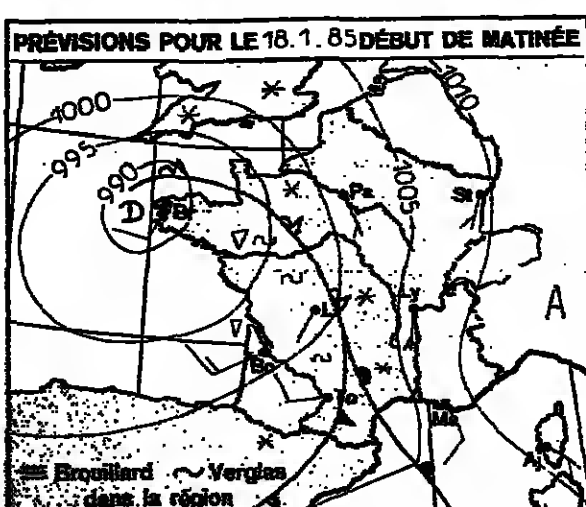






# INFORMATIONS « SERVICES »

## MÉTÉOROLOGIE



**SITUATION LE 17.01.85 A 06 H.M.T.**

**PRÉVISIONS POUR LE 18.1.85 DÉBUT DE MATINÉE**

Evénement probable du temps prévu en France entre le jeudi 17 janvier à 6 heures et le vendredi 18 janvier à 24 heures.

La dépression atlantique arrivée mercredi soir sur les côtes atlantiques va progresser lentement vers la France, entraînant une sérieuse aggravation avant qu'un redoux ne s'annonce.

Vendredi matin, persistance d'un froid très vif sur la moitié est de la France avec encore -15 à -20 degrés au lever du jour. Sur l'autre moitié, la neige et la pluie verglaçante feront leur apparition. Il fera plus doux sur les côtes atlantiques, mais dans l'intérieur les températures resteront en dessous de zéro degré.

Au cours de la journée, extension à l'ensemble du pays des chutes de neige et du verglas.

Sur l'Est, le Nord et les Alpes, encore des températures de -5 à -10 degrés. Sur les autres régions, les valeurs de l'après-midi vont se rapprocher de zéro et même légèrement dépasser le zéro en bordure de mer.

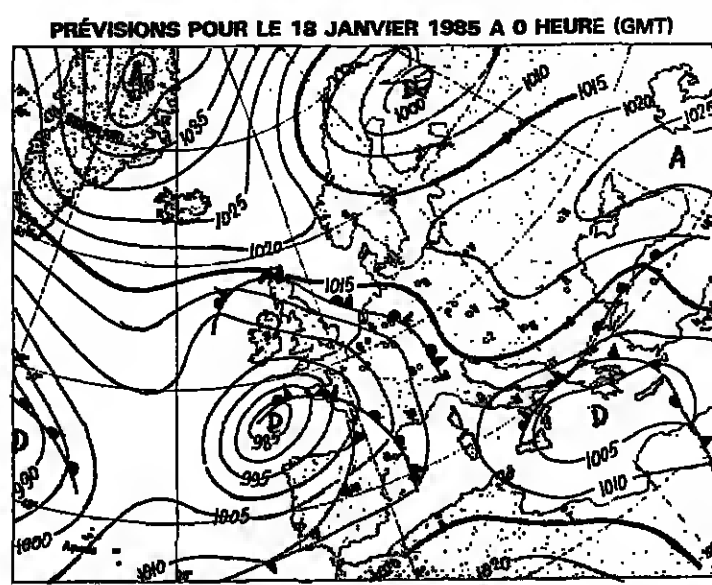
Cette situation va poser de nombreux problèmes de circulation. Une arrivée de pluie et de neige sur un sol si froid donne des plaques de verglas très importantes et dangereuses.

Prévisions montagne pour samedi et dimanche

L'effacement du froid va se poursuivre, le chutes de neige vont s'élimer, vers le nord-est, de l'air humide nettement doux va envahir la France.

Samedi, la dominante sera un ciel nuageux et brumeux avec de fréquents brouillards givrants. Chutes de neige résiduelles tout de même sur les Vosges et le Jura. Le froid s'accrochera un peu sur les Alpes avec -12 degrés le matin et -6 degrés dans la journée. Nouvelle offensive du mauvais temps avec pluie et neige sur les Pyrénées en soirée.

Dimanche, le mauvais temps gagnera tous les massifs. Neige, et pluie verglaçante même en plaine. Les Vosges seront touchées un peu plus tard. Sur les Pyrénées, le Massif Central et les Alpes le redoux lent et progressif se confirme.



**PRÉVISIONS POUR LE 18 JANVIER 1985 A 06 HEURE (GMT)**

Dans le Nord-Est le froid s'atténuera seulement un peu.

La pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris, le 16 janvier, à 7 heures, de 1017,2 millibars, soit 763 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum attendu au cours de la journée de 16 janvier; le second, le minimum de la nuit du 16 au 17 janvier): Ajaccio, 12 et 0 degrés; Biarritz, 1 et -2; Bordeaux, -3 et -9; Bourges, -15 et -18; Brest, 0 et -7; Caen, -6

## EN BREF

**CONCOURS**

**PROFESIONS PARAMÉDICALES.** - Les concours d'entrée dans les écoles préparant aux diplômes d'Etat des professions paramédicales visées à l'arrêté du 13 juin 1983 auront lieu en avril/mai 1985. Les professions concernées sont les suivantes: ergothérapeute, infirmier, laborantin, manipulateur d'électrodiagnostic médical, pédicure et psychomotricien. Les directions régionales des affaires sanitaires et sociales (DRASS) fixeront les dates exactes de concours et celles des retraits et dépôts de dossiers d'inscription.

Pour se présenter aux épreuves, il faut avoir dix-sept ans au moins, être titulaire du baccalauréat ou d'un titre admis en équivalence, ou avoir satisfait aux épreuves d'un examen de niveau prévu le 6 mars 1985 pour toutes les régions (psychomotriciens doivent obligatoirement satisfaire à l'une des premières conditions, l'examen de niveau ne leur étant pas ouvert). La date limite de dépôt des dossiers d'inscription auprès des DRASS pour l'examen de niveau est fixée au 31 janvier 1985.

**FORMATION CONTINUE**

**ANALPHABÉTISME ET FORMATION D'ADULTES.** - Le Comité de liaison pour l'alphabétisation et la promotion (CLAP) organise, de janvier à juin 1985, des formations continues liant réflexion et pratique sur l'alphabétisation et la formation d'adultes. Cette session s'adresse aux animateurs, enseignants et permanents d'associations. Permet les problèmes examinés: alphabétisation et insertion sociale, apprentissage et pédagogie des adultes, environnement social de l'immigration, etc.

\* CLAP, 8, avenue de Choisy, tour Rimal, 75643 Paris Cedex 13. Tél.: (1) 585-67-21.

## STAGES

**L'ORDINATEUR ET L'ENFANT.** - Tel est le thème des stages organisés par le centre régional Poutou-Charentais de la jeunesse et des sports (CREPS de Bourges), durant le premier semestre 1985. Cette formation est destinée aux parents, éducateurs ou animateurs souhaitant se familiariser avec l'informatique et la pédagogie de cette activité.

\* CREPS, château de Boivre, Vouziers-sous-Bard, 68000 Poitiers. Tél.: (49) 53-31-24.

**LA VOIX HUMAINE.** - Le Chercheur Art Studio organise deux ateliers d'expression vocale en 1985. Du 18 janvier au 15 mars, tous les vendredis, de 18 heures à 20 heures: «La voix et ses instruments d'expression». Du 23 janvier au 28 mars, tous les mercredis, de 19 heures à 22 heures: «Interprétation chanson».

\* Chercheur Art Studio, 233, rue de Fainbourg-Saint-Honoré, 75008 Paris. Tél.: (1) 764.03.61.

## RECTIFICATIF

**LE MÉDIATEUR.** - Le numéro de téléphone de M. Jean Gouzé, correspondant pour Paris du médiateur national, n'est pas le 346-13-30, comme nous l'avons imprimé par erreur dans le Monde du 15 janvier, mais 346-13-00, ce qui correspond au numéro de la préfecture de Paris, 50, avenue Daumesnil, 75012 Paris.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 17 janvier 1985:

**DES ARRÊTÉS**

- Portant fixation des taux de cotisations du régime de l'assurance obligatoire des salariés agricoles contre les accidents du travail et les maladies professionnelles pour 1985 et de la part des ressources affectées à chaque catégorie de charges de ce régime.
- Fixant la liste des titres admis en équivalence du diplôme de l'application de l'article 61 du décret du 6 juin 1984.

**DES DÉCRETS**

- Approuvant le plan de sauvegarde et de mise en valeur du secteur sauvegardé de Houffleur (Calvados).
- Modifiant certaines dispositions du code de l'urbanisme relatives au contrôle de l'installation d'activités en région Ile-de-France.

	Le 18 jan.	Le 19 jan.
OFFRES D'EMPLOI	90,00	106,74
DEMANDES D'EMPLOI	27,00	32,02
IMMOBILIER	60,00	71,16
AUTOMOBILES	60,00	71,16
AGENDA	60,00	71,16
PROP. COMM. CAPITAUX	177,00	209,92

# ANNONCES CLASSEES

	Le 18 jan.	Le 19 jan.
ANNONCES ENCADRÉES	51,00	80,48
OFFRES D'EMPLOI	15,00	17,79
DEMANDES D'EMPLOI	39,00	46,25
IMMOBILIER	39,00	46,25
AUTOMOBILES	39,00	46,25
AGENDA	39,00	46,25

## OFFRES D'EMPLOIS

**Entreprise d'édition**

Dans le cadre de sa politique de diversification recherche

**CHEF DE PROJET**

pour développer politique de communication multimédia au sein du service marketing.

- Expérience télématique grand public souhaitée.
- Connaissance radio, télédiffusion, nouveaux médias appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous n° 300.204 M à REGIE-PRESSE, 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

Un organisme important recherche à Paris ou à Versailles

**DES FUTURS CADRES COMMERCIAUX (H.F.)**

Si vous avez la goût des contacts et des responsabilités, si vous avez de l'ambition et du dynamisme, rejoignez-nous.

Tél. 800-24-03, poste 40.

Leader bureautique nous recherche

**ING. ELECTRONIQUES**

connaissance BOSS.

URGENT. 764-74-62.

**emplois régionaux**

NICE, ECOLE DE FRANCAIS pour adultes étrangers, rech.

**PROFESSEUR**

expérimenté, pratique V.P. et ou D.V. exigés, parlant bien l'anglais, plein temps, poste permanent. Ecrire sous le n° 300.178 M.

**REGIE-PRESSE**

7, rue de Montesson, Paris-7.

**formation professionnelle**

20 H STAGE INTENSIF D'INITIATION A LA MICRO-INFORMATIQUE les 18 et 19, 20 et 21 février, les 1<sup>er</sup> et 2, 3 et 4 avril. Autres horaires possibles. Prix: 880 F. Téléphone: 832-21-28.

**travail à domicile**

Travaux de traitement de textes, dactylographie. Téléphone: 481-14-22.

## L'immobilier

**appartements ventes**

**3<sup>e</sup> arrdt**

BEAUBOURG. Petites surfaces à rénover. Immeuble bon état. A. STODOLSKY, 825-40-18 et 42-17.

**4<sup>e</sup> arrdt**

18<sup>e</sup> SAINT-LOUIS. TRES BEAU 2 PIÈCES. 1.850.000. DORESSAY, 624-89-33.

**5<sup>e</sup> arrdt**

NEUF JARDIN DES PLANTES. 1 et 3, RUE POLYVAUX. Construction G.D. LUXE. Livraison immédiate. Revenu 2 appart. de 4 et 5 P. avec 100 m<sup>2</sup> de terrain. 5 P. avec 100 m<sup>2</sup> de terrain. 14/18 h. seul mercredi et dimanche.

**6<sup>e</sup> arrdt**

AGREABLE studio, 5<sup>e</sup> étage, sec. azoul, balcon. 230.000 F. Téléphone: 833-39-85.

**7<sup>e</sup> arrdt**

St-Sulpice, 130 m<sup>2</sup>. 709-32-31.

**8<sup>e</sup> arrdt**

CARACTERE, SOLEIL. PIGALLE. Imm. stand. Dole. 100 m<sup>2</sup>, 2 ch. ref. neuf. A. STODOLSKY, 825-40-18 et 42-17.

**13<sup>e</sup> arrdt**

13<sup>e</sup> M<sup>e</sup> Chevaleret. Mairie. Immeuble rénové, vue dégagée, 2 pièces 42 m<sup>2</sup>, entrée, cuisine, salle de bains, V.C., grand débarras avec fenêtrage, chauffage individuel, cave, refait à neuf. 380.000 F. Tél. 321-69-25 de préférence voir le matin ou tard le soir.

**15<sup>e</sup> arrdt**

GOBELINS. Petite vend. Plusieurs beaux 2 P., refait, neuve à partir 380.000 F. Immeuble de 1.000.000 F. BRANCON SARL, 575-73-94.

**17<sup>e</sup> arrdt**

FONTAINEBLEAU. rue de France, surface rénovée ou semi-rénovée - studios et 2 P., finitions personnalisées. Téléphone: 329-58-65.

**18<sup>e</sup> arrdt**

RUE CAULAINCOURT. MAGNIFIQUE 5 P., gd cdt de la journée de 16 janvier: le second, le minimum de la nuit du 16 au 17 janvier: Ajaccio, 12 et 0 degrés; Biarritz, 1 et -2; Bordeaux, -3 et -9; Bourges, -15 et -18; Brest, 0 et -7; Caen, -6

**92 Hauts-de-Seine**

Particulier vend appartement 3 pièces, tout confort, à MEUDON-LA-FORET. 158 m<sup>2</sup> de terrain, 14/18 h. seul mercredi et dimanche.

**93 Seine-Saint-Denis**

MONTREUIL 193 50 m<sup>2</sup> métro Mairie de Montreuil, bus, tous commerces. Beau duplex, 4/5 pièces, 7-8<sup>e</sup> (dernier étage), petit immeuble standing 75. Tout confort, sans vue-à-vis, ensoleillé, double exposition nord-est/sud-ouest, calme, jardin, large balcon, terrasse, interphone, superficie totale, 158 m<sup>2</sup> - cave et box. 1.080.000 F. Tél. 588-85-81.

**94 Val-de-Marne**

ST-MANDE. belle - loc. sur parcs 3 P. 64 et 72 m<sup>2</sup>, frai neuf, possibilité duplex. 730.000 et 780.000 F. Visite s/p. dim. 10h/12h. 14, boulevard de la Guyane.

**Province**

**DIEPPE**

Résidence «Le Bon Port Blanc» à bord de mer. Du studio au 3 P. 64 et 72 m<sup>2</sup>, frai neuf, possibilité duplex. 730.000 et 780.000 F. Visite s/p. dim. 10h/12h. 14, boulevard de la Guyane.

**appartements achats**

**URGENT**

Jeune médecin cherche appart. 2 P. minimum, calme, dans le sud de Paris. Tél. 583-01-63 tous les soirs à partir de 19 h.

**STE BARDOT IMMOBILIER**

rech. urg. rue gauche - 1<sup>er</sup> appart. tres surfaces, stand. Pale. comptant. 705-46-55.

**BCB 727-89-38**

corresp. 516 Audis (Montreuil) RECHERCHE POUR CLIENTELE internationale 200 à 300 m<sup>2</sup> 18<sup>e</sup>. 8<sup>e</sup>. Neuilly, rue gauche.

**ACHETE STUDIO OU 2 PCES**

meublé ou non. Paris. Tél. 262-01-82, même le soir.

**ACHETE STUDIO OU 2 PCES**

meublé ou non. Paris. Tél. 262-01-82, même le soir.

**locations non meublées**

**Paris**

Pour Oingentes et Employés. 43, rue de Valenciennes. 503-37-00.

Jeune travailleur cherche chambre de bonne, Paris ou région. Ecr. s/r 8.715 le Monde Pub. service ANNONCES CLASSEES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

**Région parisienne**

Pour très européennes cherche villas, pavillons pour CADRES. Tél. 858-55-85 - 283-57-02.

**locations meublées**

**Paris**

PARIS (13<sup>e</sup>), métro Mairie-Montreuil, 2 pièces tout confort, meublé, 6.000 F C.C. Possibilité non meublé: 2.700 F C.C. Tél. 118-81 491-31-83.

**locations meublées**

**Paris**

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par état ou Ambassade. 285-11-08.

J.H. séneux cherche A LOUER un mois, ann. 1.000 F sur Paris. Ecr. sous le n° 722 M à REGIE-PRESSE, 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

**Province**

**SAINT-MAXIME**

Golf de SAINT-TROPEZ. Les grande villas avec mer exceptionnelle et un petit appartement à louer. Ecrivez sous le n° 300.188 M REGIE-PRESSE 7, rue de Montesson, Paris-7. Tél. 1949 6031 59623.

**ADJ-EN-PROVENCE Résid. 3<sup>e</sup>**

Age pr. lux 73 + cave + port. Neuf, prov. 5.000 F + p. 3.300. 369-87-32 après 20 h.

**domaines**

Vends propriété dans le Lauragais, 85 hectares, élevage porcherie moderne en dur, polyculture. Sources abondantes sur la propriété. 95 hectares labourables, 20 hectares en bois et landes. Maison d'habitation, 8 pièces, tout confort, nombreuses dépendances. Prix: 1.800.000 F à débattre. Tél. GIMELLO, 18 881 60-40-78.

**viagers**

**F. CRUZ, 266-19-00**

8, RUE LA BOETIE (8<sup>e</sup>) Comptant 47 ans d'expérience. Px. rentes inférieures garanties. Etude gratuite discrète.

**propreties**

Vds 4 km Sud Charente, l'emplacement 2.000 m<sup>2</sup>, 10 pces, cft. Tél. (37) 28-34-77.

**Immobilier d'entreprise et commercial**

**bureaux bureaux**

**Locations**

**ÉTABLISSEMENT PUBLIC NATIONAL**

recherche

**BUREAUX A LOUER**

250 m<sup>2</sup> à partir de mars 1985 + 500 m<sup>2</sup> à partir de septembre 1985

Adresser offre par tél.: 544-41-85 poste 482.

**locations meublées**

**Paris**

PARIS (13<sup>e</sup>), métro Mairie-Montreuil, 2 pièces tout confort, meublé, 6.000 F C.C. Possibilité non meublé: 2.700 F C.C. Tél. 118-81 491-31-83.

**locations meublées**

**Paris**

SERVICE AMBASSADE pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par état ou Ambassade. 285-11-08.

J.H. séneux cherche A LOUER un mois, ann. 1.000 F sur Paris. Ecr. sous le n° 722 M à REGIE-PRESSE, 7, rue de Montesson, 75007 Paris.

**pavillons**

**SAINT-OUEN (93)**

150 m<sup>2</sup> indépendant sur deux niveaux, 58.000 F par an. VINCENNES. M<sup>e</sup> Bérault, 60 m<sup>2</sup> + parking. 41.000 F par an. SCP. 287-76-43.

**VOTRE ANTENNE A PARIS**

Bureau ou domiciliation Business bureau (11) 348-00-55.

**VOTRE SIEGE SOCIAL**

Constitutions de sociétés et tous services. 335-17-50.

**fonds de commerce**

**Ventes**

Cause maladie affaire à saisir. Vends AUTO-MOTO ECOLE à 93200 Saint-Denis (très bon emplacement, bien desservi). Prix à débattre. T. 827-32-18 de 14 h à 19 h.

Vends fonds de commerce horlogerie, bijouterie, Paris-15<sup>e</sup>. 400.000 F. Loyer 1.000 F par mois. Stock en plus. Tél.: 557-19-81.

هكذا من الأصل



REPÈRES

Conflits du travail : moins nombreux en novembre

Les conflits collectifs du travail ont touché 277 établissements, comptant 134 000 salariés, dont 30 000 ont cessé le travail en novembre 1984, indique le ministère du travail. En octobre, 288 établissements avaient été touchés, comptant 178 900 salariés, dont 56 200 avaient cessé le travail. En novembre 1983, 298 établissements avaient été touchés, avec 147 700 salariés, dont 37 100 grévistes. En revanche, le nombre de journées de travail perdues a été de 112 100 en novembre, contre 155 100 en octobre, mais seulement 74 400 en novembre 1983 (+ 51,3 %). En moyenne mensuelle de janvier à novembre 1984, 113 000 journées ont été perdues, contre 110 000 par mois en 1983, ce qui était le chiffre le plus faible depuis dix ans.

Offshore : Les Grands Travaux de Marseille prennent le contrôle de Doris

La société Les Grands Travaux de Marseille (GTM-Entrepose) a pris, comme prévu (le Monde du 15 janvier), le contrôle de la société Doris, l'un des principaux constructeurs de plates-formes offshore française, en acquérant, auprès de la Société générale d'entreprise Sainrapt et Brice (SGE-SB), la majorité du capital de la Société des réservoirs sous-marins, laquelle détenait 47,3 % des actions de Doris. GTM-Entrepose possédait déjà 4 % de Doris, ce qui, au total, lui donne le contrôle de 51,4 % du capital, devant le groupe Bouygues, qui, après la reprise du groupe Amrep, devrait détenir 34 % de Doris.

Pétrole : à son tour, Exxon abaisse son prix d'achat

Après Texaco, Chevron et Mobil, le groupe Exxon a, lui aussi, ramené de 29 dollars à 28 dollars par baril le prix d'achat du brut américain West Texas Intermediate. Le groupe a également réduit le prix de tous les autres bruts produits aux Etats-Unis de 0,5 dollar à 1 dollar par baril.

Production industrielle : une reprise attendue en janvier

Après le fléchissement assez marqué de décembre, les industriels s'attendent à une reprise de l'activité, en janvier, selon l'enquête de conjoncture mensuelle de la Banque de France. La reprise (comme le fléchissement) tendrait à des facteurs techniques, les fêtes de fin d'année ayant eu pour effet d'augmenter les jours de congé. Mais au-delà de janvier, les prévisions des industriels sont plus réservées que pour ces derniers mois. Ils s'attendent, au mieux, à une stabilisation de leur activité.

Dollar : stable à 9,74 F

Sur des marchés des changes relativement calmes, dans l'attente de la réunion du conseil de la Banque fédérale d'Allemagne, le dollar est resté stable, jeudi 17 janvier, à 3,18 DM et 9,74 F environ.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

	COURS DU JOUR	UN MOIS	DEUX MOIS	SIX MOIS
	+ les - les	Rep. - ou dep.	Rep. - ou dep.	Rep. - ou dep.
S.E.-U.	9,7125	+ 175	+ 185	+ 640
S. can.	7,3524	+ 32	+ 56	+ 122
Yen (100)	3,8216	+ 134	+ 142	+ 731
DM	3,4624	+ 116	+ 124	+ 635
Fr. S.	2,7127	+ 99	+ 105	+ 542
F. (100)	15,2893	+ 22	+ 25	+ 361
S. S.	3,6370	+ 143	+ 156	+ 363
L. (100)	4,9974	+ 202	+ 194	+ 1.831
F. franc.	10,9266	+ 173	+ 123	+ 570

TAUX DES EUROMONNAIES

SE-U.....	8 1/8	8 1/4	8 1/2	8 3/4	8 1/4	8 3/8	12 13/16	8 15/16	
Dad.....	5 1/2	5 1/2	5 3/4	5 15/16	5 15/16	6 1/16		6 1/8	
Phoebe.....	5 1/8	6 3/8	6 1/2	6 1/2	6 1/2	6 1/16	6 1/16	6 1/8	6 1/8
L (1900).....	11 1/2	11 3/4	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2	12 1/2
L (1900).....	3 1/8	3 5/8	5 7/16	5 9/16	5 3/8	5 1/2	5 1/2	5 1/8	5 1/8
L (1900).....	14	15	14 3/4	15	14 11/16	14 15/16	14 3/8	14 7/8	14 7/8
L (1900).....	11 3/4	12	12 1/8	12 5/16	11 15/16	12 1/16	11 7/32	11 1/4	11 1/4
L (1900).....	10 3/8	10 1/2	10 7/16	10 11/16	10 1/2	10 3/4	11	11	11



## AFFAIRES

### L'enveloppe des prêts spéciaux à l'investissement est fixée à 18 milliards de francs pour 1985

L'enveloppe des crédits bonifiés à long terme destinés aux entreprises, désormais matérialisée par la seule procédure des prêts spéciaux à l'investissement (PSI), a été fixée à 18 milliards de francs pour l'année 1985. Cette somme sera répartie entre le Crédit national (7,2 milliards de francs), le Crédit d'équipement des PME (6,4), les Sociétés de développement régional (3,2) et le Crédit coopératif (1,2), c'est-à-dire les quatre établissements habilités à distribuer les prêts bonifiés.

Ce montant global de 18 milliards de francs est comparable à celui de l'an dernier, compte tenu de la réforme des prêts bonifiés intervenue à l'automne 1984, qui a notamment eu pour effet de supprimer les prêts aidés aux entreprises (PAE) et d'intégrer les prêts aux conditions du marché (PCM), dans la gamme des produits concurrentiels proposés par les banques, précise le ministre de l'économie, des finances et du budget.

En 1984, l'enveloppe des PSI (dont le taux demeure à 9,25 %)

avait été fixée à 14,35 milliards, celle des PAE (11,5 %) à 7,15 milliards de francs et celle des PCM à 9,5 milliards de francs, le taux de ces derniers venant d'être réduit récemment de 14,5 % à 14 %. A titre d'exemple, les accords de prêts aux conditions du marché délivrés par le CEPME pour l'année 1984, à savoir 3,75 milliards de francs, représentaient 30 % de l'ensemble des prêts à long terme accordés par cet établissement durant la même période.

Le ministère du redéploiement industriel et du commerce extérieur et le ministère de la recherche et de la technologie, indiquent que les pouvoirs publics ont décidé dorénavant de substituer à la procédure des prêts moyen terme innovatif (MTI), jusqu'à présent accordés par le système bancaire et garantis par l'Institut pour le développement de l'innovation (INODEV), une procédure ayant le même but et gérée par l'Agence nationale de valorisation de la recherche (ANVAR) dans le cadre du Fonds industriel de modernisation.

## DANS LE SECTEUR DES TÉLÉCOMMUNICATIONS

### La CGE est sur le point de remporter un contrat en Chine

De notre correspondant

Pékin. — Après des années de négociations difficiles, la signature d'un contrat de vente pour un central téléphonique semble désormais toute proche. C'est ce que paraît indiquer la signature, mardi 15 janvier, d'un «procès-verbal d'entente» entre le directeur de cabinet du ministre délégué chargé des TTT, M. Harel, et le vice-ministre chinois de l'électronique, M. Wei Mingyi.

Ce simple compte rendu de discussions entre deux ministères a, en fait, une signification importante. Elle a permis aux deux partis de se mettre d'accord sur les principes d'une coopération dans le domaine des télécommunications et de la micro-électronique et a «résolu» les divergences techniques qui avaient retardé la décision des Chinois, en particulier sur le choix du type de central. La conclusion des négociations entre CIT-Alcatel (filiale du groupe CGE) serait donc pour le début de la semaine prochaine. Il resterait ensuite à engager la deuxième «round» commerciale.

L'accord en discussion porte sur la vente d'un central téléphonique de 100 000 lignes pour Pékin, et d'un centre de recherches en micro-électronique qui serait installé dans la région de Shanghai. Ce dernier comporterait un transfert de technologie qui, indique-t-on, serait conforme aux règles du COCOM (Organisme chargé de contrôler la vente de produits stratégiques aux pays communistes). Par contre, il semble que le contrat de vente de centraux à la Chine par la filiale belge d'ITT (également 100 000 lignes, plus la construction d'une usine locale de capacité de 300 000 lignes par an) soit toujours bloqué au niveau du COCOM.

### LE GROUPE AMÉRICAIN ITT ACCÉLÈRE SA RESTRUCTURATION

Le groupe américain International Telephone and Telegraph (ITT) a annoncé, le 16 janvier, sa volonté d'accélérer son «recentrage» autour des activités de télécommunications, de services financiers et de composants automobiles. Mis à mal à la suite des difficultés de sa filiale la compagnie d'assurances Hartford, ITT doit aussi réduire ses dettes.

Le groupe envisage donc de vendre pour 1,7 milliard de dollars d'actifs (16,5 milliards de francs). L'opération concerne la compagnie d'assurances britannique Abbey Life, et diverses activités industrielles dans le monde. ITT recherche des partenaires financiers pour la chaîne d'hôtel Sberaton qu'il contrôle, et surtout pour plusieurs de ses trente-six filiales dans les télécommunications. La multinationale a déjà réduit sa part à 24 % dans sa filiale britannique STC et a cédé 20 % de la norvégienne STK. Il pourrait en être de même en Belgique, en Italie, en Autriche, aux Pays-Bas, en Suède, au Canada et en Australie.

ITT est né dans les années 20 autour des activités internationales de télécommunications hors du territoire américain réservé à ATT. Sa stratégie fut ensuite essentiellement financière, le groupe se constituant en conglomérat très diversifié. La «déreglementation» des télécommunications aux États-Unis lui a permis de s'y installer et la vente des actifs européens indiquerait une accélération de ce rapatriement. Les années 80 marquent aussi la nécessité pour les multinationales de ne pas être présentes dans trop d'activités et de se «recentrer» sur celles qu'elles contrôlent le mieux.

### Beretta chasse Colt

(De notre correspondant)

Roma. — Une époque a-t-elle été la légendaire Colt 45 utilisée depuis 1911 par l'armée américaine ebbé la place. Le département de la défense vient en effet de passer un important accord avec la firme italienne Beretta pour la fourniture de 315 000 pistolets de sa fabrication — (le calibre 9 mm) — qui équiperont désormais les troupes américaines.

Le contrat, d'une durée de cinq ans, s'élève à 130 milliards de lire (850 millions de francs). Beretta a remporté ce contrat sur plusieurs concurrents : belge (FM), allemand (Heckler und Koch), suisse (SIG), et surtout américain (Colt, et Smith and Wesson).

Beretta bénéficiait certes d'un atout : son implantation industrielle dans la Maryland, dont l'usine produira d'ailleurs 80 % des armes fournies à l'armée américaine. Mais il semble que la célèbre firme de Brescia ait surtout battu ses rivaux en matière de prix, qui serait très voisin du coût de production (179 dollars), alors que, dans le commerce, le calibre 9 coûte plus de 700 dollars. Beretta espère, grâce à ce contrat, être en bonne position pour s'attaquer au marché constitué par les polices des différents États fédéraux.

### Séculaire

Né au milieu du seizième siècle — elle fournissait alors les doges de Venise en armes — la firme Beretta est l'un des symboles de la séculaire industrie de Brescia. Il s'agit toujours d'une entreprise de famille employant mille cinq cents personnes réparties entre cinq sociétés et réalisant un chiffre d'affaires de 100 milliards de lire (500 millions de francs). Sa production, essentiellement d'armes légères (en particulier des fusils de chasse), s'élève à 250 000 unités par an.

Depuis 1982, la production italienne de pistolets était en diminution ; le nouveau contrat avec les États-Unis devrait contribuer à la relancer. En 1984, les exportations italiennes de pistolets vers les États-Unis s'élevaient à 12 milliards de lire (60 millions de francs).

PHILIPPE PONS.

## AGRICULTURE

### LAIT, VIN

### Le pessimisme lucide des jeunes agriculteurs

Le CNJA va déposer un recours devant le Conseil d'État contre l'arrêté du 22 novembre 1984 qui répartit entre les éleveurs les droits à produire du lait. Les jeunes agriculteurs considèrent que ce texte n'est pas conforme à la réglementation communautaire qui prévoit que les titulaires d'un plan de développement doivent se voir attribuer des quotas correspondant aux quantités fixées dans leurs plans, afin de pouvoir faire face à leurs investissements.

Ces plans, a indiqué M. Michel Teyssedou, le président du CNJA, sont des contrats financiers sur fonds publics ; ils doivent être respectés. Le CNJA refusera de payer dorénavant la «taxe de coresponsabilité» ; si la production est autoritairement limitée, il n'y a plus aucune raison de verser de l'argent pour contribuer à l'équilibre des excédents.

Des actions seront menées auprès des conseils généraux pour qu'ils tiennent une session extraordinaire sur la place de l'agriculture dans les départements et sur les moyens à lui accorder. Enfin, le CNJA désire rencontrer le premier ministre. «Nous avons été sensibles à son propos sur la modernisation, dit

M. Teyssedou, et nous aimerions savoir quelle place il veut donner à la France dans le Marché commun et dans la politique agricole européenne».

Ces actions envisagées par le CNJA sont-elles à la mesure des problèmes posés ? «Qu'est-ce que vous voulez, répond M. Teyssedou, qu'on casse tout ? On peut le faire».

Le président du CNJA a le pessimisme lucide : «Il n'y a plus d'idéal européen, mais une politique à la petite semaine. Les ministres de l'agriculture sont d'accord pour reconnaître que les pays libéraux sont tous interventionnistes en agriculture, mais eux, ils veulent limiter le soutien. La politique des quotas n'est acceptable que s'il y a une progression des prix. Apparaissant on compensait la faiblesse du prix par l'augmentation du volume ; nous ne pouvons plus augmenter les volumes. En fait, on a décidé, sans le dire, que la politique agricole commune n'était plus une priorité. Y en a-t-il d'autres pour l'Europe ?»

Même lucidité froide sur le dossier viticole : «Nous risquons de

nous faire rouler sur le vin comme nous l'avons été pour le lait. On ne peut pas imposer à nos viticulteurs des disciplines que ne respectent pas les Italiens». Mercredi 16 janvier, le président du CNJA espérait que, au lendemain de la semaine de sensibilisation aux questions agricoles organisée par M. Miellet Rocard, le chef de l'État évoquerait à la télévision l'économie agricole. Comme il n'y croyait pas trop, M. Teyssedou n'aura pas été déçu.

JACQUES GRALL.

● Manifestation à Montpellier le 30 janvier. — La manifestation viticole qui avait été annulée lundi 14 janvier en raison du froid et des fortes chutes de neige est remise au mercredi 30 janvier à Montpellier. Les viticulteurs, mécontents de l'accord de Dublin, entendent protester contre le projet d'arrachage de 200 000 hectares de vignes et la distillation à bas prix du vin de consommation courante, qui constitue 90 % de la production du Languedoc-Roussillon. L'opposition des viticulteurs à l'élargissement de la CEE au Portugal et à l'Espagne semble se radicaliser.

# Postes à pourvoir..

Dès lundi, ces Entreprises vous donnent rendez-vous dans les pages "Annonces Classées" du Monde.

L'AGENCE SPATIALE EUROPEENNE - A.L. CONSEIL  
AXONE - BENSON - CABINET  
ETAP - CABINET PA  
CABINET RAYMOND  
POULAIN CONSULTANTS  
CABINET SELE CEGOS  
CABINET ALEXANDRE TIC  
CEP - CORNING - CREDIT  
AGRICOLE - CREDIT  
AGRICOLE DE LA MAYENNE  
DIGITAL - DIGITAL  
EQUIPMENT FRANCE  
DOW - DOWELL - GROUPE  
DROUOT - MERCURI URVAL  
NERVET PONT - OCL  
PM LABINAL - PSYCOM  
ROUSSEL UCLAF - SAFT  
SCHLUMBERGER  
SCHNEIDER RECRUTEMENT  
SEDOC - SERS - SLIGOS  
SOPELEM - S.P.I. - 3M

Le Monde, l'effort pour l'emploi.

هكذا من الأصل



# ÉTRANGER

## Les pays créanciers de la Pologne s'engagent à lui accorder un rééchelonnement de sa dette garantie

Dix-sept pays créanciers de la Pologne, dont la France, se sont réunis à Paris, les 14 et 15 janvier, pour examiner la demande d'un allègement de la dette extérieure de la Pologne, révèle un communiqué de la Rue de Rivoli. Les États-Unis, qui ont décidé en décembre dernier de lever leur veto à une candidature de la Pologne auprès du Fonds monétaire international, participent aux négociations, au cours desquelles, note le texte officiel, « il a été convenu de parapher un texte sur un rééchelonnement important de la dette extérieure de la République populaire de Pologne résultant des prêts et des crédits garantis accordés par les pays créanciers. La signature formelle de l'accord interviendra en temps utile ».

Le communiqué qui fait état de « la satisfaction » des représentants des pays créanciers au sujet du programme entrepris par Varsovie « pour surmonter ses difficultés financières », ne précise, selon l'usage, ni le montant de la dette rééchelonnée ni les modalités pratiques de ce « réaménagement important ». Le total de la dette garantie de la Pologne, c'est-à-dire accordée avec la caution des gouvernements (par l'intermédiaire de la COFACE en ce qui concerne la France) s'élève à 152 milliards de dollars, dont 12,8 milliards de principal et 2,4 milliards d'intérêt. Le rééchelonnement porterait sur au moins 10 milliards.

C'est le premier accord conclu

### BANQUE MONDIALE : DIMINUTION DU MONTANT TOTAL DES PRÊTS

Contrairement à son intention exprimée antérieurement, la Banque mondiale ne demandera pas, à l'occasion des réunions monétaires de Washington, le 17 avril prochain (comité intermédiaire et comité de développement) que soit entamée la procédure d'augmentation de son capital officiellement égal du 30 juin dernier à 71,6 milliards de DTS (actuellement 1 DTS vaut 1 dollar).

La raison en est que son principal argument pour réclamer, de la part des pays sous-développés, c'est-à-dire en fait, les États-Unis, les pays européens, un effort supplémentaire, est en train de s'évanouir. Il apparaît en effet que, pour la première fois depuis 1967, les demandes de prêt sont inférieures - de 2 milliards de dollars - à l'objectif fixé pour l'exercice en cours, situé entre 12,6 et 13,3 milliards. L'exercice 1985 sera ainsi en retrait par rapport à celui de 1984.

entre les gouvernements occidentaux et la Pologne depuis décembre 1981, date de l'instauration par le général Jaruzelski de l'état de siège levé un an plus tard. Il semble bien que la signature de l'accord ait été, comme le dit le communiqué, différée pour permettre aux pays créanciers d'examiner la requête polonaise de nouveaux crédits.

En juillet dernier, les banques qui, elles, n'avaient jamais rompu le contact avec la Pologne, ont signé un accord de rééchelonnement portant sur quelque 7,3 milliards de dollars de dette dite « privée » parce que non assortie d'une garantie des trésors publics.

### UN DÉLAI DE DIX ANS POUR LE REMBOURSEMENT DE 2,1 MILLIARDS DE DOLLARS EST ACCORDÉ À L'ARGENTINE

L'Argentine a obtenu mercredi de ses principaux créanciers un rééchelonnement des échéances portant sur 2,1 milliards de dollars de dettes garanties par les Trésors publics.

Le ministre argentin de l'économie, M. Bernardo Grinspun, a annoncé mercredi soir à Paris la signature d'un protocole d'accord avec seize pays créanciers, dont la France. Les négociations ont eu lieu au sein du « Club de Paris » réuni mardi et mercredi et font suite à l'accord enfin signé entre Buenos Aires et le Fonds monétaire international au début de l'année.

M. Grinspun, qui a qualifié l'accord de mercredi de « meilleur possible » pour son pays, a précisé que le remboursement s'effectuerait sur dix ans, avec une période de grâce de cinq ans. Cette somme de 2,1 milliards de dollars se décompose en 800 millions de dollars de dette à rembourser en 1985 et 1,3 milliard de dollars d'arriérés accumulés pendant les années 1982, 1983 et 1984. L'Argentine devra, à partir de 1986, s'acquitter de 4 milliards de dollars supplémentaires de dettes garanties aux pays concernés par cet accord.

« Vers un rééchelonnement de la dette du Maroc. » De nouvelles discussions vont être engagées sur un étalement des échéances de la dette du Maroc, et une aide d'environ 3 milliards de dollars par an, de 1985 à 1987, serait accordée à ce pays, indiquait-on la semaine dernière à l'issue des travaux du groupe consultatif de la Banque mondiale. La dette extérieure du royaume est évaluée à 13 milliards de dollars, soit un montant comparable au produit national brut du pays.

## L'Italie prend le parti de l'Assemblée européenne dans son différend budgétaire avec les Dix

De notre envoyé spécial

nécessaires au fonctionnement de la Communauté au cours des prochains mois. Interrogé à ce sujet, M. Andreotti n'a, en aucune manière, cherché à nuancer son propos initial. Il a ainsi expliqué qu'en régime démocratique il devait être donné « la priorité politique au Parlement ».

Habilement, M. Pierre Pflimlin a aussitôt tiré parti de la déclaration italienne. Le président de l'Assemblée a déclaré que « M. Andreotti avait explicitement approuvé le rejet du budget par le Parlement européen ». Poussant son avantage, M. Pflimlin a estimé aussi que le discours de la présidence de la CEE allait dans le sens des thèses défendues par l'Assemblée sur la maîtrise des dépenses des Dix - la « discipline budgétaire ».

Le président de l'Assemblée n'a pas manqué non plus de marquer sa satisfaction sur le projet annoncé par M. Andreotti de convoquer d'ici au mois de juin une conférence intergouvernementale chargée de

Le gouvernement italien - conscient que la Commission de Bruxelles va prendre l'initiative dans les prochains mois, voire les prochaines semaines, compte tenu des convictions de son président, M. Jacques Delors - a inscrit dans ses priorités le renforcement du Système monétaire européen (SME).

### Renforcer le Système monétaire européen

Le gouvernement italien - conscient que la Commission de Bruxelles va prendre l'initiative dans les prochains mois, voire les prochaines semaines, compte tenu des convictions de son président, M. Jacques Delors - a inscrit dans ses priorités le renforcement du Système monétaire européen (SME). M. Andreotti a affirmé la nécessité d'inclure la livre sterling, et plus tard la drachme, dans le mécanisme de change du SME et d'harmoniser les marges de fluctuation des monnaies faisant partie du mécanisme monétaire. Ce dernier point concerne directement la lire, qui bénéficie d'un taux de divergence par rapport au cours pivot supérieur à celui des autres devises (6 %, contre 2,25 %).

Évoquant le dossier de l'élargissement, M. Andreotti a relevé les inconvénients pour les régions méditerranéennes de la Communauté actuelle de l'adhésion de l'Espagne et du Portugal. Ainsi a-t-il estimé qu'il sera nécessaire de recourir temporairement à des mécanismes correcteurs tels que ceux prévus par les programmes intégrés méditerranéens (PIM). Les pays du nord de la CEE sont toutefois très réticents à accorder un financement communautaire (6,6 milliards d'ECU) pour réaliser les actions envisagées par les PIM.

Le ministre italien a donné aussi une large place dans son exposé à la coopération politique entre les Dix. A propos des rapports Est-Ouest, il a souligné qu'il était important de maintenir des contacts actifs avec l'Union soviétique, mais également avec les autres pays du pacte de Varsovie. M. Andreotti a tenu la même discours au sujet du conflit au Proche-Orient. Après avoir rappelé que « toute action des Dix doit se rattacher à celles des États-Unis », il a mis en exergue l'utilité que présentent des contacts judiciaires avec l'Union soviétique « qui ne peut être exclue du processus menant à une solution globale de la crise ».

PHILIPPE LEMAITRE.

MARCEL SCOTTO.

## GRÈVE DANS LES CHEMINS DE FER BRITANNIQUES

(De notre correspondant.)

Londres. - Les principaux réseaux des chemins de fer britanniques ont été paralysés, le 17 janvier, par une grève partielle de vingt-quatre heures déclenchée par les deux plus importants syndicats de cheminots. Ceux-ci protestent contre la politique de « harcèlement » à laquelle se livre, selon eux, la direction de British Rail à l'égard des employés qui refusent d'assurer le transport du charbon, par solidarité avec les mineurs.

British Rail a fait savoir qu'elle avait perdu près de 200 millions de livres (environ 2 200 millions de francs) depuis le début de la grève dans les houillères et que, sur cette somme, 50 millions au moins doivent être imputés au fait que d'importantes quantités de charbon doivent être transportées par la route en raison du boycottage maintenu par certains cheminots. Même si la consigne est assez inégale respectée, il s'agit de la manifestation de solidarité la plus efficace en faveur du syndicat des mineurs, et ces derniers l'apprécient d'autant plus qu'ils n'ont pas obtenu un soutien semblable dans d'autres industries et de la part d'autres organisations ouvrières.

Cependant la section régionale de l'Union nationale des mineurs (NUM) dans le Nottinghamshire - deuxième bassin houiller du pays, où la grande majorité des adhérents ont continué le travail depuis le début de la grève le 12 mars 1984 - continue de résister aux pressions exercées par la centrale nationale. Les dirigeants de la NUM dans le Nottinghamshire viennent de confirmer leur volonté de faire sécession, après avoir adopté de nouvelles clauses dans leurs statuts qui accroissent très nettement une autonomie dont les différentes sections de la NUM bénéficient de toute façon.

M. Arthur Scargill, président de la NUM, a de nouveau mis en demeure les « dissidents » de faire marche arrière, mais en vain. Le secrétaire général de la NUM dans le Nottinghamshire a été suspendu par ses collègues parce qu'il refusait le principe de la sécession. L'exemple du Nottinghamshire pourrait être suivi prochainement dans d'autres bassins. Les adhérents de la NUM dans le Derbyshire l'ont déjà fait savoir.

FRANCIS CORNU.

## La Commission européenne autorise la France à maintenir les restrictions à la libre circulation des capitaux

De notre correspondant

Bruxelles (Communautés européennes). - La Commission européenne, dans une décision arrêtée fin décembre et qui vient d'être publiée au « Journal officiel » des Communautés, a prorogé pour deux ans l'autorisation donnée à la France, ainsi d'ailleurs qu'à l'Italie et à l'Irlande, de maintenir des restrictions de change sur des opérations en capital qui, normalement, devraient être libérées. Les mesures de sauvegarde que la France continuera ainsi à appliquer en vertu de l'article 106 du Traité de Rome datent de 1968.

La Commission profite de cette mise à jour administrative pour prendre acte des quelques progrès accomplis par la France dans le sens d'une libération des mouvements de capitaux : les résidents français peuvent acheter sur le marché libre des titres libellés en ECU émis en France par les institutions communautaires et par la Banque européenne d'investissement (BEI). Pour ce type de titres, contrairement à ce qui demeure la règle pour les autres titres étrangers, ils ne sont donc pas obligés de recourir au marché de la devise-titre, plus cher et donc dissuasif. En outre les pouvoirs publics ont ramené à 50 %, c'est-à-dire diminué de façon significative, la part de financement qui doit provenir sur les marchés extérieurs des Français qui investissent dans les autres pays membres. L'obligation ainsi faite d'emprunter hors des frontières qui est maintenant réduite freine les investissements croisés à l'intérieur de la Communauté.

Compte tenu de la situation de la balance des paiements en France, comme d'ailleurs en Italie et en Irlande, la Commission reconnaît que cette libération ne peut être complète, sauf « à exposer l'économie française à des mouvements de capitaux déstabilisants [qui] risqueraient de compromettre gravement le rétablissement en cours de l'équilibre extérieur ». Mais - élément nouveau - en limitant à deux ans la prorogation, la Commission indique qu'il est à son avis raisonnable de prendre comme objectif la suppression totale des restrictions.

PHILIPPE LEMAITRE.

MARCEL SCOTTO.

### AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## SICAV du Crédit Lyonnais: une épargne à vos mesures.

**situation au 28.12.84**

Nombre d'actions en circulation (en milliers)	Actif net (en MF)	Valeur liquidative de l'action (en F)	Revenu acquis depuis le début de l'exercice (en F)	Dividende mis en paiement (en F)	Au titre de l'exercice
6 025,96	1 875,91	311,31	17,99	15,74	1983
2 545,29	862,00	338,66	9,05	19,86	1983-84
23 735,33	4 567,23	192,42	14,32	19,21	1983-84
1 502,38	454,79	302,72	3,19	15,81	1983-84
36 530,37	8 072,67	220,99	13,32	13,00	1983
107,61	6 292,80	58 477,31	4 913,77	6 789,15	1983-84
404,50	4 332,47	10 710,80	354,19	2 045,23	1983-84
25,76	1 443,05	56 016,82	346,82	-	-
212,54	224,33	1 055,48	74,08	-	-
9,52	200,05	21 015,55	720,42	-	-

- SLIVAM** : Un portefeuille équilibré de valeurs françaises et étrangères
- SLIVAFRANCE** : Une sélection de valeurs françaises dynamiques
- SLIVARENTE** : Un choix de valeurs de rendement
- SLIVINTER** : Un placement à vocation internationale
- SICAV 5000** : Sicav régie par les lois des 13 776 et 29 12 82
- GESTILION** : Un capital stratégique et bien rémunéré
- LION ASSOCIATIONS** : Un placement pour les investisseurs non français sur les marchés obligataires
- LIONPLUS** : Un placement en obligations françaises cotées prioritairement à l'appréciation du capital
- OBLILION** : Un choix d'obligations françaises et étrangères
- LION INSTITUTIONNELS** : Un placement obligatoire destiné aux investisseurs institutionnels et plus particulièrement aux mutualités et caisses de retraite

## CREDIT LYONNAIS

LE PARTENAIRE DE VOTRE AVENIR

## Banque Populaire

1810 guichets à votre service

**Situation au 28.12.1984**

	Actif net (en millions de francs)	Valeur liquidative de l'action (en francs)	Dernier dividende mis en paiement (en francs)	Répartition de l'actif (en %)			
				Valeurs françaises	Valeurs étrangères	Autres emplois	Liquidités
<b>Sicav actions</b>							
Valeurs françaises :				84,58	4,06	1,93	9,43
<b>FRUCTIFRANCE</b>	1 559,97	445,65	27,35 (1983)				
Valeurs internationales :				45,43	41,40	-	13,17
<b>PLANINTER</b>	328,06	637,47	25,00 (1983)				
Valeurs diversifiées :				48,26	41,73	-	9,01
<b>VALOREM</b>	302,22	355,82	12,87 (1984)				
<b>FRUCTIVALOR</b>	306,05	367,78	16,16 (1984)				
<b>Sicav obligations</b>							
Obligations françaises et étrangères :				83,05	15,92	-	1,03
<b>FRUCTIDOR</b>	248,56	228,12	14,24 (1984)				
Obligations françaises :				86,30	4,42	-	9,28
<b>SICADEN</b> (Casden BP)	97,02	643,93	56,47 (1983-84)				
Obligations françaises de première catégorie :				82,08	-	4,49	13,43
<b>FRUCTI-PREMIERE</b>	462,12	1 066,20	-				
<b>Sicav court terme</b>							
<b>FRUCTIVAR</b>	3056,76	6942,22	1290,77 (1984)	80,42	-	18,73	0,85
<b>VALORG</b> (Casden BP)	818,84	1234,68	2,93 (1984)				
<b>FRUCTI-ASSOCIATIONS</b>	677,46	1102,41	-	76,25	-	20,10	3,65

LA VIE DE

DES COUTURES

EXERCICE 1984

EXERCICE 1983

EXERCICE 1982

EXERCICE 1981

EXERCICE 1980

EXERCICE 1979

EXERCICE 1978

EXERCICE 1977

EXERCICE 1976

EXERCICE 1975

EXERCICE 1974

EXERCICE 1973

EXERCICE 1972

EXERCICE 1971

EXERCICE 1970

EXERCICE 1969

EXERCICE 1968

EXERCICE 1967

EXERCICE 1966

EXERCICE 1965

EXERCICE 1964

EXERCICE 1963

EXERCICE 1962

EXERCICE 1961

EXERCICE 1960

EXERCICE 1959

EXERCICE 1958

EXERCICE 1957

EXERCICE 1956

EXERCICE 1955

EXERCICE 1954

EXERCICE 1953

EXERCICE 1952

EXERCICE 1951

EXERCICE 1950

EXERCICE 1949

EXERCICE 1948

EXERCICE 1947

EXERCICE 1946

EXERCICE 1945

EXERCICE 1944

EXERCICE 1943

EXERCICE 1942

EXERCICE 1941

EXERCICE 1940

EXERCICE 1939

EXERCICE 1938

EXERCICE 1937

EXERCICE 1936

EXERCICE 1935

EXERCICE 1934

EXERCICE 1933

EXERCICE 1932

EXERCICE 1931

EXERCICE 1930

EXERCICE 1929

EXERCICE 1928

EXERCICE 1927

EXERCICE 1926

EXERCICE 1925

EXERCICE 1924

EXERCICE 1923

EXERCICE 1922

EXERCICE 1921

EXERCICE 1920

EXERCICE 1919

EXERCICE 1918

EXERCICE 1917

EXERCICE 1916

EXERCICE 1915

EXERCICE 1914

EXERCICE 1913

EXERCICE 1912

EXERCICE 1911

EXERCICE 1910

EXERCICE 1909

EXERCICE 1908

EXERCICE 1907

EXERCICE 1906

EXERCICE 1905

EXERCICE 1904

EXERCICE 1903

EXERCICE 1902

EXERCICE 1901

EXERCICE 1900

EXERCICE 1899

EXERCICE 1898

EXERCICE 1897

EXERCICE 1896

EXERCICE 1895

EXERCICE 1894

EXERCICE 1893

EXERCICE 1892

EXERCICE 1891

EXERCICE 1890

EXERCICE 1889

EXERCICE 1888

EXERCICE 1887

EXERCICE 1886

EXERCICE 1885

EXERCICE 1884

EXERCICE 1883

EXERCICE 1882

EXERCICE 1881

EXERCICE 1880

EXERCICE 1879

EXERCICE 1878

EXERCICE 1877

EXERCICE 1876

EXERCICE 1875

EXERCICE 1874

EXERCICE 1873

EXERCICE 1872

EXERCICE 1871

EXERCICE 1870

EXERCICE 1869

EXERCICE 1868

EXERCICE 1867

EXERCICE 1866

EXERCICE 1865

EXERCICE 1864

EXERCICE 1863

EXERCICE 1862

EXERCICE 1861

EXERCICE 1860

EXERCICE 1859

EXERCICE 1858

EXERCICE 1857

EXERCICE 1856

EXERCICE 1855

EXERCICE 1854

EXERCICE 1853

EXERCICE 1852

EXERCICE 1851

EXERCICE 1850

EXERCICE 1849

EXERCICE 1848

EXERCICE 1847

EXERCICE 1846

EXERCICE 1845

EXERCICE 1844

EXERCICE 1843

EXERCICE 1842

EXERCICE 1841

EXERCICE 1840

EXERCICE 1839

EXERCICE 1838

EXERCICE 1837

EXERCICE 1836

EXERCICE 1835

EXERCICE 1834

EXERCICE 1833

EXERCICE 1832

EXERCICE 1831

EXERCICE 1830

EXERCICE 1829

EXERCICE 1828

EXERCICE 1827

EXERCICE 1826

EXERCICE 1825

EXERCICE 1824

EXERCICE 1823

EXERCICE 1822

EXERCICE 1821

EXERCICE 1820

EXERCICE 1819

EXERCICE 1818

EXERCICE 1817

EXERCICE 1816

EXERCICE 1815

EXERCICE 1814

EXERCICE 1813

EXERCICE 1812

EXERCICE 1811

EXERCICE 1810

EXERCICE 1809

EXERCICE 1808

EXERCICE 1807

EXERCICE 1806

EXERCICE 1805

EXERCICE 1804

EXERCICE 1803

EXERCICE 1802

EXERCICE 1801

EXERCICE 1800

EXERCICE 1799

EXERCICE 1798

EXERCICE 1797

EXERCICE 1796

EXERCICE 1795

EXERCICE 1794

EXERCICE 1793

EXERCICE 1792

EXERCICE 1791

EXERCICE 1790

EXERCICE 1789

EXERCICE 1788

EXERCICE 1787

EXERCICE 1786

EXERCICE 1785

EXERCICE 1784

EXERCICE 1783

EXERCICE 1782

EXERCICE 1781

EXERCICE 1780

EXERCICE 1779

EXERCICE 1778

EXERCICE 1777

EXERCICE 1776

EXERCICE 1775

EXERCICE 1774

EXERCICE 1773

EXERCICE 1772

EXERCICE 1771

EXERCICE 1770

EXERCICE 1769

EXERCICE 1768

EXERCICE 1767

EXERCICE 1766

EXERCICE 1765

EXERCICE 1764

EXERCICE 1763

EXERCICE 1762

EXERCICE 1761

EXERCICE 1760

EXERCICE 1759

EXERCICE 1758

EXERCICE 1757

EXERCICE 1756

EXERCICE 1755

EXERCICE 1754

EXERCICE 1753

EXERCICE 1752

EXERCICE 1751

EXERCICE 1750

EXERCICE 1749

EXERCICE 1748

EXERCICE 1747

EXERCICE 1746

EXERCICE 1745

EXERCICE 1744

EXERCICE 1743

EXERCICE 1742

EXERCICE 1741

EXERCICE 1740

EXERCICE 1739

EXERCICE 1738

EXERCICE 1737

EXERCICE 1736

EXERCICE 1735

EXERCICE 1734

EXERCICE 1733

EXERCICE 1732

EXERCICE 1731

EXERCICE 1730

EXERCICE 1729

EXERCICE 1728

EXERCICE 1727

EXERCICE 1726

EXERCICE 1725

EXERCICE 1724

EXERCICE 1723

EXERCICE 1722

EXERCICE 1721

EXERCICE 1720

EXERCICE 1719

EXERCICE 1718

EXERCICE 1717

EXERCICE 1716

EXERCICE 1715

EXERCICE 1714

EXERCICE 1713

EXERCICE 1712

EXERCICE 1711

EXERCICE 1710

EXERCICE 1709

EXERCICE 1708

EXERCICE 1707

EXERCICE 1706

EXERCICE 1705

EXERCICE 1704

EXERCICE 1703

EXERCICE 1702

EXERCICE 1701

EXERCICE 1700

EXERCICE 1699

EXERCICE 1698

EXERCICE 1697

EXERCICE 1696

EXERCICE 1695

EXERCICE 1694

EXERCICE 1693

EXERCICE 1692

EXERCICE 1691

EXERCICE 1690

EXERCICE 1689

EXERCICE 1688

EXERCICE 1687

EXERCICE 1686

EXERCICE 1685

EXERCICE 1684

EXERCICE 1683

EXERCICE 1682

EXERCICE 1681

EXERCICE 1680

EXERCICE 1679

EXERCICE 1678

EXERCICE 1677

EXERCICE 1676

EXERCICE 1675

EXERCICE 1674

EXERCICE 1673

EXERCICE 1672

EXERCICE 1671

EXERCICE 1670

EXERCICE 1669

EXERCICE 1668

EXERCICE 1667

EXERCICE 1666

EXERCICE 1665

EXERCICE 1664

EXERCICE 1663

EXERCICE 1662

EXERCICE 1661

EXERCICE 1660

EXERCICE 1659

EXERCICE 1658

EXERCICE 1657

EXERCICE 1656

EXERCICE 1655

EXERCICE 1654

EXERCICE 1653

EXERCICE 1652

EXERCICE 1651

EXERCICE 1650

EXERCICE 1649

EXERCICE 1648



**BOURSE DE PARIS    Comptant    16 JANVIER**

**Comptant 16 JANVIER**

Car	41 5/8	41 1/2
Chamberlaine	37 5/8	36 7/8
Comco	33 7/8	34
CAL Inc.	47 1/2	47 5/8
Union Carbide	38 3/8	37 3/4
S. Steel	27	26 7/8
Petroleum	26 7/8	27 1/8
Gen Corp.	39 3/4	40 3/8

**RADIOTECHNIQUE.** - Les prévisions du groupe pour 1984 devraient

Comptes du groupe pour 1984 devraient ressortir, pour 1984, une perte sévère à 1 % du chiffre d'affaires, soit moins de 59 millions de francs. Ce

grâce à l'amélioration des conditions d'exploitation et à l'augmentation des ventes au cours des six derniers mois.

Compensation	VALEURS	Cours	Premier	Dernier
--------------	---------	-------	---------	---------

1080	Eurofrance	1155	1155	1155
795	EuroMarché	850	840	840
730	Europe n° 1	841	839	839
1020	Euron	1058	1039	1039

47	Forquena (cont.)	58	58	58
B1	Fraserinut .....	85	85	85
270	Fraserinut .....	285	283	283
315	Gal. Lafayette ..	314	315	318
315	Gal. Lafayette ..	314	315	318

380	Plaine (Lq) . . . .	410	407	407
75	Intécal . . . . .	78 40	77	77 40
405	Int. Plaine-M. . .	435	450	444
1430	Int. Mérieux . .	1451	1484	1484

380	Laferge-Copples	376	372	371
860	Labon	878	886	886
1830	Lagrand	1880	1938	1888
845	Lesieur	845	841	841

1270	Mejorette (Ly) ..	1284	1240	1240
80	Marvella .....	110 50	111 50	113 80
102	Mrs. Wendel ..	181	178	178
1750	Martell .....	1849	1859	1855

210	Midland Bt S.A.	241 10	238 10	238 10
63	M.M. Pecarroys	65	65 90	65 20
1900	Molt-Hennony	1949	1950	1951
430	Mor James S.	457	456	455

380	Norden (Hyl)	400	410	410
152	Nouvelles Gal.	144 90	136	138
830	Occident. (Gén.)	858	858	859

116	Papet, Gascogne	135	157 80	157 80
840	Paris-Réaume	811	781	781
235	Pachetron ...	332	332	333

هكذا من الأصل



